





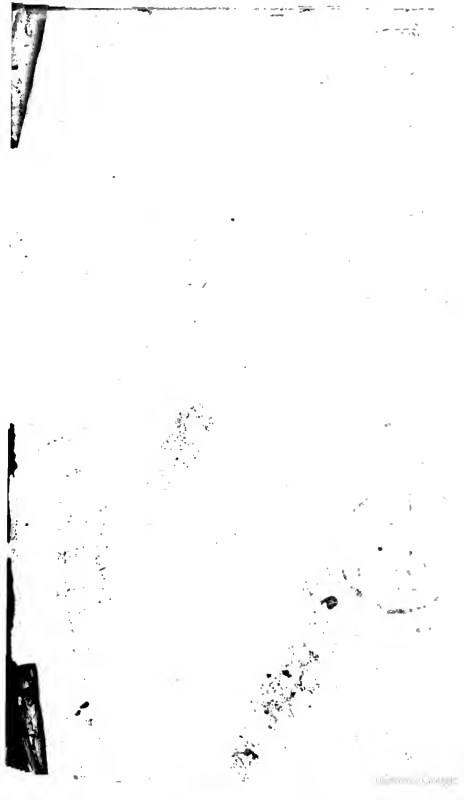
XXVI

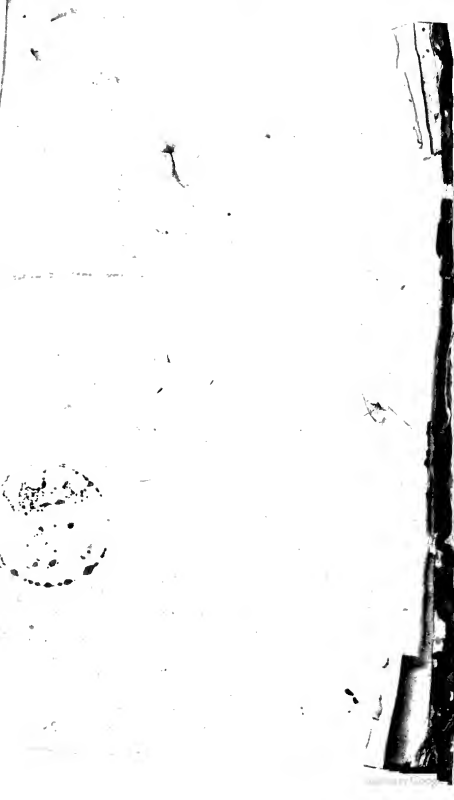
C.

30

L. 108-67.









ACTES  
ET  
MÉMOIRES  
DES  
NÉGOCIATIONS  
DE LA  
PAIX  
DE RYSWICK.  
TOME QUATRIÈME.



A LA HAYE,  
Chez ADRIAN. MOETJENS,  
Marchand Libraire.

M. D C. X C I X.



# T A B L E D E S P I E C E S

## De ce Tome IV.

Dans l'ordre, qu'elles y sont rangées.



MEMOIRES ET NEGOCIA-  
TIONS DE LA PAIX DE  
RYSWICK. I

Avertissement. ibid.

Plein-pouvoir de sa Majesté le Roi de Suède,  
pour son premier Ambassadeur Médiateur  
Monsieur le Comte de Bonde, en date du  
31. Juillet 1697. 2

Acte de Réservation de la part de la Média-  
tion, touchant la Paix en général, & la  
clause de Religion en particulier. du 2<sup>o</sup> Oc-  
tobre 1697. 8

Extrait du Protocole de la Médiation, tenu  
au Château de Ryswick le 2<sup>o</sup> Octobre 1697.  
où les François accordent le tems de six se-  
maines à ceux qui ne signoient pas. 11

Avertissement. 12

Traité de Paix, entre l'Empereur & l'Em-  
pire d'une part, & la France d'autre,  
conclu au Château Royal de Ryswick en  
Hollande le 30. Octobre 1697. 13

\* 2

Ple-

# T A B L E

Plénipotentia Cæsarea.	44
Plein-pouvoir général de l'Empire pour les Princes, donné en Latin aux Ambassadeurs de France, Députés de la part d'icelui.	47
_____ général de l'Empire pour les Princes Députés de la part d'icelui, donné en Latin aux Ambassadeurs de France.	49
_____ d <sup>e</sup> sa Majesté Très-Chrétienne.	51
Articulus separatus.	53
Ecrit des Ministres du Duc de Wirtemberg, portant les raisons pourquoi ils ont signé la Paix, avec-reservation des Droits de leur Maître, du 2 <sup>o</sup> Octobre 1697.	107
Déclaration faite par Monsieur Norff, Député de son Altesse Sérénissime & Electorale de Cologne, Evêque & Prince de Liège, & inserée au Protocole de Ryswick, le 30. Octobre 1697.	110
Protestation des Ministres de Liège touchant Bouillon. du 31. Octobre 1697.	112
Certificat touchant la Protestation de Bouillon ou Extrait du Protocole de la Médiation, tenu au Château de Ryswick, le 31. Octobre 1697.	115
Relation que la Députation de l'Empire envoya de la Haye à la Diète Impériale à Ratisbonne le 1. Novembre 1697.	116
Protestation du Comte Bagliani Envoyé du Duc de Mantoue, touchant les pertes que ses Etats ont souffertes durant la Guerre, & les différens entre le Duc son Maître & le Duc.	

## DES PIÈCES.

- Duc de Savoye , présenté aux Médiateurs  
le 4. Novembre 1697. 122
- Certificat touchant la Protestation de Man-  
toüe , ou Extrait du Protocole de la Médi-  
ation , tenu dans le Château de Ryswick , le  
4. Novembre 1697. 125
- Protestation de la part du Duc de Wolfenbut-  
tel , touchant deux Canoncats en Alsace ,  
présentée aux Médiateurs le 4. Novembre  
1697. 126
- Arrêt du Conseil souverain d'Alsace donné à  
Brisac , portant restitution de la moitié du  
Village de Lampertsheim , en faveur du  
Chapitre de Strasbourg du 11. Juillet 1687.  
130
- Certificat touchant la Protestation de Wolfen-  
buttel , au sujet de deux Canoncats situés  
dans l'Evêché de Strasbourg , ou Extrait  
du Protocole de la Médiation , fait dans  
le Château de Ryswick , le 4. Novembre  
1697. 133
- Protestation faite au nom du Sérénissime Prin-  
ce d'Ostfrise , contre l'Article par lequel la  
Ville d'Emden s'est fait comprendre en  
particulier dans le Traité de Paix , conclu  
entre la France & la Hollande , présenté  
aux Médiateurs le 4. Novembre 1697. 135
- Certificat touchant la reception de la Protest-  
ation d'Ostfrise , au sujet de la Ville d'Em-  
den , ou Extrait du Protocole de la Médi-  
ation , tenu dans le Palais de Ryswick le 4.

# T A B L E

*Réſervation des Miniſtres de l'Empire, touchant la manière de traiter des Impériaux, pendant la Négociation préſentée à la Médiation le  $\frac{11}{21}$  Novembre 1697.* 181

*Extrait du Protocole de la Médiation, portant de quelle manière les Ambaſſadeurs de France, avoient été requis par les Ambaſſadeurs Médiateurs de changer la Clause de Religion, du  $\frac{20}{30}$  Octobre, délivré le  $\frac{14}{24}$  Novembre 1697.* 186

*— du Regiſtre des Réſolutions des Hauts & Puiffans Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, contenant le rapport que les Ambaſſadeurs de Hollande avoient fait, touchant l'affaire de Religion, du Jeudi 28. Novembre 1697.* 187

*Lettre de Monsieur Norff Plénipotentiaire de ſon Alteſſe Séréniffime le Prince de Liège, à Monsieur le Baron de Lillieroot Médiateur, touchant le Certificat, ſigné de Monsieur Friſendorff, du 18. Décembre 1697.* 191

*— de Monsieur le Baron de Lillieroot, ſervant de Réponſe à la Lettre de Monsieur Norff, du  $\frac{30}{10}$  Novembre Décembre 1697.* 192

*Ratification de ſon Alteſſe Electorale Séréniffime de Cologne de la Proteſtation, faite touchant Bouillon. Du 10. Décembre 1697.* 193  
Rati-

## DES PIÈCES.

Ratification du Chapitre de la très-Illustre Cathédrale de Liège, touchant la Protestation faite touchant Bouillon. Du 9. Décembre 1697. 194

Reichs-Gutachten, ou Résultat de la Diète de l'Empire à Ratisbonne, par lequel l'Empereur est requis de consentir à la Ratification de la Paix du 22<sup>e</sup> Octobre, moyennant certaines restrictions y ajoutées, particulièrement touchant l'affaire du Palatinat, du 26. Novembre 1697. 195

Récrit par le premier Commissaire de l'Empereur, où il demande le Reichs-Gutachten simple du 3. Décembre 1697. 205

Ecrit des Ambassadeurs de l'Empereur, contenant la Liste des Lieux dont l'Electeur Palatin avoit destiné les rentes au payement des cent mille florins, accordez par la Paix à Madame d'Orleans, delivré à la Médiation le 10. Décembre 1697. 209

Nouveau Reichs-Gutachten, intitulé: Conclusum Trium Collegiorum (puisque l'Empereur avoit desaprouvé le premier) qui fait simplement mention de la Ratification de la Paix, un autre Reichs-Gutachten ayant été adressé à l'Empereur pour réserver les Droits de l'Empire tant en égard à la manière de traiter, qu'autrement du 26. Novembre 1697. 211

Postscripta Adjoins aux délibérations de l'Empire à la Diète de Ratisbonne, touchant  
\* 5 l'in-

# T A B L E

*lie, & le Roi de Portugal, exhibé à la  
Médiation le même jour 12<sup>e</sup> Décembre 1697.*

243

*Extrait du Protocole de la Médiation, tou-  
chant la reservation faite par Monsieur le  
Baron de Gortz, pour la Noblesse de l'Em-  
pire, du 6. Décembre 1697.*

244

*Certificat ou Extrait du Protocole de la Mé-  
diation, touchant le Plein-pouvoir de Mon-  
sieur de Bodmar, Ambassadeur de Hano-  
vre, à la Haye le 6. de Décembre 1697.*

246

*Adresse présentée par l'Université d'Oxford à  
sa Majesté Britannique, pour la remercier  
d'avoir procuré la Paix au Royaume d'An-  
gleterre.*

248

*— présentée par le Comté de Dorset à sa  
Majesté Britannique, pour la remercier  
d'avoir procuré la Paix à l'Angleterre.*

250

*Harangue de sa Majesté Britannique au Par-  
lement, dans laquelle Elle les avertit, que  
la Paix a enfin été conclue.*

251

*Adresse de la Chambre Basse à sa Majesté Bri-  
tannique, pour la remercier, d'avoir pro-  
curé la Paix à ses Etats.*

253

*— de la Chambre Haute à sa Majesté  
Britannique pour la remercier d'avoir pro-  
curé la Paix à ses Etats.*

255

*Harangue prononcée par Monsieur de Creci  
accompagné de Monsieur de Caillieres, à  
Messieurs les Etats Généraux des Pro-  
vin-*



## DES PIÈCES.

- vinces-Unies en prenant congé d'eux , du  
16. Décembre 1697. 256
- Quatre Actes d'Inclusion de la France, signez  
par le Roi même, savoir pour l'Empereur,  
l'Espagne, l'Angleterre & la Hollande.  
Monsieur de la Closerie en délivrant ceux-  
ci redemanda les autres. 257
- Cinquième Acte d'Inclusion du Roi de France  
livré pour l'Empire à part, lors de l'échan-  
ge des Ratifications, avec l'Empire séparé-  
ment. 258
- Extrait du Protocole de la Médiation, tou-  
chant la transposition des noms dans la si-  
gnature des Traitez, insérée aux Ratifica-  
tions de France avec l'Empire, le 9. Jan-  
vier 1698. 259
- du Protocole de la Médiation, tou-  
chant ce qu'on avoit été obligé de collation-  
ner le Traité, inséré dans ladite Ratifica-  
tion contre un Exemplaire imprimé. Le 9.  
Janvier 1698. 260
- Lettre de sa Majesté Très-Chrétienne, à Mon-  
sieur l'Archevêque de Paris, sur la Paix  
avec l'Empire, du 5. Janvier 1698. 261
- Extrait du Registre & Résolution de leurs Hau-  
tes Puissances Messseigneurs les Etats Géné-  
raux des Provinces-Unies des Pays-Bas,  
par laquelle ils déclarent qu'ils ne sauroient  
recevoir l'inclusion du Pape, que comme un  
Prince séculier, du 8. Janvier 1698. 262
- Harangue de Monsieur le Baron de Lillieroot,  
par

# T A B L E

par laquelle il fit part à leurs Hautes Puissances Messesseurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, de l'avènement du Roi son Maître à la Couronne, du 6<sup>e</sup> Janvier 1698. 266

Harangue de son Excellence Monsieur le Comte de Bonde Médiateur, faite à leurs Hautes Puissances Messesseurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, en prenant congé, avant que de passer en Angleterre, en date du 13<sup>e</sup> Février 1698. 269

Mémoire de Monsieur Norff, touchant de prétendues contraventions des François, sur la Terre de Saint Hubert, dans le Luxembourg & autres Lieux, appartenans à l'Evêché de Liège, présenté à leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs Médiateurs, le 4<sup>e</sup> Janvier 1698. 270

— de Monsieur Norff, touchant de prétendues exactions dans les Terres de l'Evêché de Liège, contraires à la Paix, comme aussi touchant le retardement de l'évacuation de Dinant, présenté à leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs Médiateurs, le 17<sup>e</sup> Janvier 1698. 272

Extrait du Protocole de la Médiation, touchant la Protestation que la Province de Gueldre avoit fait insinuer contre celle du Comte d'Egmont, du 7. Octobre de l'année passée, ce 30. Janvier 1698. 275

Contre Protestation de leur Nobles Puissances Mon-

## DES PIÈCES.

- Messieurs les Etats du Duché de Gueldres & Comté de Zutphen, contre celle que Monsieur Gbillet a fait insérer dans le Protocole du Médiateur, le 17. Octobre 1697. de la part du Comte d'Egmont, ce 30. Janvier 1698.* 276
- Certificat ou Extrait du Protocole de la Médiation de sa Majesté le Roi de Suède, touchant la réception de la Contre-Protestation ci-dessus, tenu à la Haye le 30. Janvier 1698.* 278
- Extrait de la Lettre des Ambassadeurs de l'Empereur à l'Electeur Palatin, touchant le sequestre de Veldentz, du 30. Janvier 1698.* 279
- Mémoire de Monsieur Norff, touchant quelques Ouvrages à Dinant que le Magistrat prétendoit ne devoir point être démolis, suivant l'Article du Traité de Paix, présenté à la Médiation, le 7. Février 1698.* 282
- Déclaration des Ambassadeurs de l'Empereur touchant l'Abbé de Saint Gall, savoir qu'il ne recevroit aucun préjudice, de n'avoir pas été nommé dans l'Article 56. du Traité de Paix, dans le rang, qui lui convient, parmi les Alliez des Cantons Suisses, insinué à la Médiation, le 12. Février 1698; mais datté du 14. Décembre 1697.* 283
- Réponse du Roi de Suède à la Lettre que leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, avoient écrit à sa Majesté pour la remercier de sa Médiation, dattée du 19. Janvier 1698.* 285
- Acte d'Inclusion du Roi de France, pour l'Angleterre, dans lequel le Pape étoit omis, mais le commencement de l'Acte n'étant pas conforme à la teneur de la Paix, l'Ambassadeur d'Angleterre ne le voulut point recevoir, sans datte, insinué le 20. Février 1698.* 289
- Dé-

## TABLE DES PIÉCES.

<i>Décret de la Commission Impériale, dicté à Ratisbonne, le 11. Février 1698.</i>	290
<i>Relation de l'Ambassade Impériale de la Haye.</i>	294
<i>Mémoire de Monsieur Norff, touchant la démolition des Ouvrages de Dinant, des pièces de Canon emmenées, des Otages, &amp;c. du 15. Février 1698.</i>	342
<i>Aкте d'Inclusion du Roi de France pour l'Angleterre, dont Monsieur de Williamfon fut content, dattée à Versailles le 17. Mars 1698.</i>	344
<i>Harangue de Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires du Roi de Danemarck, faite à leurs Hautes Puissances Messeigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, en prenant congé d'eux, le . . Mars 1698.</i>	345
<i>Mémoire de Monsieur le Baron de Heckeren, Plénipotentiaire de leurs Hautes Puissances Messeigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, présenté au Roi de Suède, le <math>\frac{4}{14}</math> Mars 1698.</i>	350
<i>Lettre de Monsieur l'Abbé de Saint Hubert, à Monsieur l'Ambassadeur de Lillieroot, par laquelle il se plaint de ce que la Jurisdiction de son Abbaye lui étoit disputée par diverses autres Puissances, du 17. Mars 1698.</i>	354
<i>Copie d'une Lettre du Sérénissime Prince de Liège, à la Sérénissime Infante, du 26. Mars 1624.</i>	357
<i>Harangue de Monsieur le Baron de Lillieroot Ambassadeur Médiateur, par laquelle il prend congé de Messeigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies. En datte du 3. Avril 1698.</i>	359

1697.



MEMOIRES  
ET  
NEGOCIATIONS  
DE  
LA PAIX  
DE RYSWICK.

AVERTISSEMENT.

**M**onsieur le Comte de Bonde étant arrivé à la Haye le 9. Octobre S. N. 1697. pour assister à la conclusion de la Paix générale, en qualité de premier Ambassadeur Médiateur; j'ai cru que c'étoit ici le lieu où je devois insérer son Plein-pouvoir.

Tome IV.

A

PLEIN-

## PLEIN-POUVOIR

De sa Majesté le Roi de Suède, pour son  
premier Ambassadeur Médiateur Monsieur  
le Comte de Bonde, en date du 31. Juil-  
let, 1697.

**N**OS CAROLUS Dei gratia, &c. No-  
tum hisce testatamque facimus, quod cum  
ad restaurandam Orbis Christiani tranquillitatem  
ingentibus bellorum motibus hactenus graviter con-  
cussam, delatum Divo Parenti nostro, gloriosissi-  
mæ memoriæ, à partibus in tuto bello implicitis,  
Mediatoris munus, & post excessum ejus, earum-  
dem concordibus suffragiis in nos derivatum & de-  
volutum, divinâ aspirante gratiâ, jam eos sor-  
titum sit progressus, ut superatis quæ circa præ-  
liminaria emergerant difficultatibus, delecto quo-  
que jam & denominato ad Congressus instituendos  
loco, prædico nempe Ryswick, prope Hagam, ad  
pertractanda ipsa Pacis futura capita, in quorum  
interest sese accingant, ideoque undique elucescat  
digna Christianis pectoribus ad ponenda arma &  
Pacem amplectendam animorum inclinatio; nos,  
assulgente tam letâ spe successus exoptabilis, nihil  
omittere volentes tam salutari operi profuturum;  
consultum duximus, ad arduum illud Mediatoriæ  
functionis onus, tantò facilius & felicius susti-  
nendum, præter Ministrum nostrum Plenipoten-  
tarium & Legatum Extraordinarium Baronem  
Nicolaum Lillieroot, Mediationis officiis hactenus  
adhibitum, alium insuper ad obcundum idem mu-  
nus deligere rerum usu & in expediendis negotiis  
prudentiâ & dexteritate conspicuum, quò junctis  
eorum

eorum officiis ac paribus studiis in tanti momenti opere & tam late patenti, cuncta tanto auspiciatius & aptius procederent, nec ulla enasceretur mora, alterutro valetudine aut quocumque alio casu impedito ac districto. Qua propter intuentes eximii animi dotes & frequentia specimina quibus fidem & integritatem suam, nec non in tractandis gravibus negotiis peritiam & solertiam à pluribus retro annis divo parentinoſtro, nobisque approbavit Senator noster atque Dicaſterii noſtri in Livoniâ Praeſes, Illuſtris nobis ſincerè fidelis, Dominus Comes Carolus Bonde, eundem conſtituere volumus Legatum noſtrum Extraordinarium primum ad obeunda & perficienda unà cum altero Legato noſtro Extraordinario, Barone Lillieroot, Mediationis jam capta munia, ita ut vel junctim, vel alteruter eorum, altero abſente, aut impedito, eadem proſequantur ac peragant, dantes ac concedentes eum in ſinem & vigore præſentium plenam ac ſufficientem poteſtatem, cum Miniſtris partium paciſcentium & tractantium, plenâ ad id poteſtate pariter munitis, Congreſſus & Colloquia inſtituendi, conſilia conferendi & officia ſua inter partes diſſidentes omni meliori modo interponendi, denique pro re natâ ex æquo & bono ſtatuendi & concludendi, concluſa ſubſcriptione ac obſignatione ſuâ corroborandi, guarantiam quoque noſtram, ſi deſiderata fuerit, promittendi, eaque in univerſum expediendi, quæ ad abtincendam Pacem univerſalem, æquam, honeſtam & duraturam facere & conducere poterunt. Quicquid verò ita egerit, tractaverit, ſtatuert & concluſerit, ſubſcripſerit, ſignaverit & promiſerit, id omne gratum ratumque habituri ſumus, requirimus proinde ab omnibus & ſingulis dicto Pacis tractatui interſuturis, ut Senatori & Le-

1697. *geto huic nostro Extraordinario primario fidem plenam ac solidam tribuant eique congrua dignationi ejus humanitatis ac benevolentiae officia exhibeant, experturi parem vicissim propensionis nostrae Regiae indulgentiam, ubicumque ad testandam eam casus & occasio obvenerit. In quorum omnium majorem fidem ac robur hasce sigillo nostro Regio, honoratissima & charissima Avia nostra, nec non caeterorum nostrorum tutorum, manibus subscriptas communiri jussimus. Dabantur in Carlsberg die 31. Julii anno Christi 1697.*

HEDWIG ELEONORA R. S.  
(L. S.)

BENEDICTUS OXENSTIERNA, CHR.  
GULLENTIERNA, F. WREDE,  
NICOLAUS GYLDENSTOLPE,  
LAURENTIUS WALLENSTEDT.

T. POLUS.

TRADUCTION.

PLEIN-POUVOIR

*De sa Majesté le Roi de Suède, pour son premier Ambassadeur Médiateur Monsieur le Comte de Bonde, en date du 31. Juillet 1697.*

**N**OUS CHARLES par la grace de Dieu, Roi de Suède, des Gots & des Vandales, Grand Prince de Finlande, Duc de Scanie, d'Esthonie, de Livonie, de Carelie,  
de



de Breme, de Ferden, de Stetin, de Pome- 1697.

ranie, de Cassubie & de Wandalie, Prince de Rugie, Seigneur d'Ingrie & de Wismar, Comte Palatin du Rhin, Duc de Bavière, de Juliers, de Clèves & de Berghes; faisons savoir par ces présentes à tous ceux qui y ont ou qui peuvent y avoir intérêt, de quelque maniere que ce puisse être; que comme la fonction de Médiateur qui a été déferée à notre très-cher & très-honoré Père de très-glorieuse mémoire par les parties intéressées dans la présente Guerre, pour le rétablissement du repos de toute la Chrétienté qui a été troublée jusqu'à présent par la fureur des armes, & qui après son décès a passé dans notre personne du consentement mutuel des mêmes parties, a fait des progrès si considérables, qu'après avoir surmonté toutes les difficultez qui s'étoient présentées touchant les préliminaires, & après avoir choisi la Maison Seigneuriale de Ryswick près de la Haye, pour y tenir les Conférences de la Paix, ceux qui y sont intéressez se disposent à y traiter de tous les points qui la concernent, & qu'ainsi chacun témoigne de tous côtez un zèle digne d'un cœur vraiment Chrétien, pour l'extinction de la Guerre, & pour l'avancement du grand ouvrage de la Paix: c'est la raison pour laquelle ne voulant rien omettre de tout ce qui peut contribuer à la réussite d'un si pieux dessein, dont nous attendons un heureux succès, nous avons jugé que pour soutenir avec plus de facilité & de bonheur la fonction très-difficile de la Médiation, il étoit nécessaire de donner à notre Ambassadeur Extraordinaire, & Ministre Plénipotentiaire le Baron Nicolas Lillieroot, qui a été jusqu'ici employé à faire l'office de Médiateur, un Associé & un Collègue ex-

1697. périmenté, & d'une prudence & capacité reconnue au maniment des affaires d'Etat, pour lui aider dans cet emploi pénible, afin que travaillant ensemble de concert avec un même zèle & une pareille vigilance, ils réussissent d'autant mieux dans une Négociation aussi importante & d'une aussi grande étendue que celle-là, & que rien n'en pût retarder l'exécution, en cas que l'un ou l'autre fût empêché d'agir, soit par maladie ou par quelque autre obstacle que ce pût être. C'est pour ce sujet qu'en considération des grands talens, de l'esprit & des fréquentes marques d'intégrité & de suffisance qu'Illustre personne nôtre fidele & bien aimé le Comte Charles Bonde nôtre Sénateur & Président de nôtre Conseil en Livonie, a données à nôtre très-honoré Père & à nous; nous voulons le constituer & établir nôtre premier Ambassadeur Extraordinaire pour faire & pour achever conjointement avec le Baron de Lillieroot nôtre Ambassadeur Extraordinaire, les fonctions de la Médiation qui est déjà commencée; de manière qu'ils puissent ensemble, ou l'un d'eux séparément quand l'autre sera absent ou empêché, exercer & accomplir lesdites fonctions; lui donnant & accordant pour cet effet en vertu des présentes un plein & suffisant pouvoir d'entrer en Conférence, de négocier, de communiquer ses Conseils avec les Ministres des parties contractantes & intéressées aux Traitez de Paix, munis pareillement d'un Plein-pouvoir suffisant, & d'interposer ses offices de la meilleure sorte qu'il sera possible, entre les parties qui sont en Guerre; & enfin lorsque l'occasion s'en présentera, d'établir & de conclure les Traitez & de les signer & d'y apposer leurs Cachets; comme aussi de pro-

promettre notre garantie en cas qu'on la demande, & généralement de faire tout ce qui pourra contribuer à procurer une Paix universelle, équitable, honnête & permanente : au reste nous promettons d'avoir pour agréable & de ratifier tout ce qu'il aura fait, traité, statué, conclu, signé & promis de cette manière. C'est pourquoi nous requérons en général & en particulier tous ceux qui assisteront audit Traité de Paix, d'avoir une pleine & entière créance en nôtre dit premier Ambassadeur Extraordinaire, & de lui rendre tous les offices & témoignages d'humanité & de bienveillance, avec promesse de leur donner de pareille marques de nôtre bonté Royale, toutes les fois que l'occasion s'en présentera. Et pour donner plus de force & d'autorité à ces présentes, nous les avons fait seller de nôtre Seau Royal après qu'elles ont été signées par nôtre très-chère & très-honorée ayeule & par nos autres tuteurs. Donné à Carlsberg le 31. de Juillet 1697.

HEDWIGE ELEONORE R. S.  
(L. S.)

BENOIT OXENSTIERN, CHR.  
GULLENSTIERN, F. WREDE,  
NICOLAS GYLDENSTOLPE,  
LAURENT WALLENSTEDT.

T. POLUS.



1697.

## A C T E

De Réſervation de la part de la Médiation ,  
touchant la Paix en général , & la clauſe  
de Religion en particulier , du 25<sup>e</sup> Octobre  
1697.

**C**Um præſenti Pacis Tractatu , ubi Sacra Re-  
gia Majeſtas Suecia partes Mediatoris ſuſti-  
nuit , haud parva ſit facta mutatio Pacificatio-  
num Weſtphalicæ & Neomagenſis , quarum utrius-  
que ſua Regia Majeſtas juxta cum aliis ſupremis  
Potestatibus vindex eſt atque aſſertor , ſua Regia  
Majeſtas neceſſarium exiſtimavit per nos infra  
ſcriptos ſuos Legatos Extraordinarios & Pleni-  
potentiarios declarare teſtatumque facere , quod  
altè memoratæ ſua Regia Majeſtati nihil magis  
cordi fuerit quàm ſupra dictarum Pacificationum  
conſervatio , & quod Regia Majeſtas continuis in  
hunc finem ſtudiis ejusmodi a parte Gallie procu-  
raverit promiſſa quæ ſua Regia Majeſtati omnem  
ſpem fecerant per Pacis futura Tractatus inten-  
tione ſua potiundi , ſicut & conſtat , Regem Chriſ-  
tianiſſimum tales conditiones durante hoc Pacis ne-  
gotio propoſuiſſe , quarum virtute urbs Argenti-  
nenſis cum ſuis dependentiis Imperio relinqui ac ſer-  
vari potuiſſet , ſed cum hæ propoſitiones intra præ-  
fixum , tempus non acceptæ fuerint & Gallia ar-  
morum ſuorum ſucceſſueas poſtmodum inmutave-  
rit , Pax quoque cum fœderatis qui unâ ſponſores  
erant , ſubſecuta ſit , ita ut Imperator & Impe-  
rium è re ſua duxerint , potius amore Pacis in dic-  
tas mutationes conſentire , quàm grave incertum-  
que proſequi bellum ; Sacra ſua Regia Majeſtas  
con-

*confidit, neque in præsens, neque in posterum vel 1697.  
 Guarantia vel Mediationis suæ officiis ex hoc capite  
 culpa quicquam imputatum iri. Porro cum in ipsa  
 Tractatus conclusionem noviquid circa Ecclesiastica  
 in instrumento Pacis Westphalica stabilita exortum  
 sit, ea de re suæ Regiæ Majestatis Legati Extraor-  
 dinarii & Plenipotentarii expresse sibi reservant  
 mentem suæ Regiæ Majestatis intra terminum com-  
 mutandarum ratificationum declarare. Actum in  
 Palatio Ryswicenfi die 2<sup>o</sup> Octobris 1697.*

CAROLUS BONDE, N. LILLIEROOT.

# TRADUCTION.

## A C T E

*De Réserve de la part de la Médiation,  
 touchant la Paix en général, & la clause  
 de Religion en particulier, du 2<sup>o</sup> Octobre  
 1697.*

COMME dans le présent Traité de Paix, où  
 sa Majesté Suédoise a soutenu le poids de la  
 Médiation, on a fait des changemens remarqua-  
 bles dans les Traitez de Westphalie & de Nimé-  
 gue, qui tous deux ont été faits sous la garantie,  
 & sous celle des autres puissances Souveraines,  
 sadite Majesté a jugé qu'il étoit nécessaire de dé-  
 clarer par nous, qui sommes ses Ambassadeurs  
 Extraordinaires & Plenipotentiaires soussignez,  
 que sa Majesté ci-dessus nommée n'a rien souhai-  
 té avec tant d'ardeur que de maintenir lesdits  
 Traitez, & que dans cette vuë Elle a employé  
 jusqu'à la fin tous ses soins pour l'exécution de ce

1697. qui avoit été promis de la part de la France; sur  
 quoi sa Majesté espéroit fermement de parvenir  
 à la fin qu'Elle s'étoit proposée dans le Traité fu-  
 tur de la Paix, comme aussi il est constant, que  
 le Roi Très-Chrétien durant tout le cours des  
 Négociations de cette Paix a offert des condi-  
 tions, par lesquelles l'Empire auroit pû rentrer  
 en possession de la Ville de Strasbourg & de ses  
 dépendances. Mais comme ces propositions  
 n'ont point été acceptées dans le tems préfix, &  
 que la France voulant profiter de l'heureux suc-  
 cès de ses armes les a changées, & qu'ensuite  
 Elle a conclu la Paix avec les Alliez, qui étoient  
 garants conjointement avec sa Majesté Suédoi-  
 se; de manière que l'Empereur & l'Empire ont  
 mieux aimé consentir à ces changemens en fa-  
 veur de la Paix, que de continuer une rude Guer-  
 re, dont l'événement seroit douteux; sadite  
 Majesté s'assûre qu'à cét égard on ne l'accusera  
 point ni maintenant ni à l'avenir, d'avoir man-  
 qué aux devoirs que les qualitez de Garant & de  
 Médiateur ont exigé d'Elle. Comme aussi il est  
 survenu quelque nouvelle difficulté touchant les  
 Articles du Traité de Paix de Westphalie qui  
 concernent la Religion, les Ambassadeurs Ex-  
 traordinaires & Plénipotentiaires de sa Majesté  
 se réservent expressement la faculté de declarer  
 ses intentions sur ce sujet dans le terme qui a été  
 limité pour l'échange des Ratifications. Fait  
 dans le Palais de Ryswick, le 30 d'Octobre  
 1697.

CHARLES BONDE, N. LILLIEROOT.



EX:

## E X T R A I T

*Du Protocolle de la Médiation, tenu au Château de Ryswick le  $\frac{20}{30}$  Octobre 1697. où les François accordent le tems de six semaines à ceux qui ne signoient pas.*

**S**UR ce qui a été rapporté par l'Ambassade Impériale à Messieurs les Ambassadeurs de France, que quelques-uns des Etats de l'Empire de la Confession d'Ausbourg ne pourroient pas, faute d'ordre, signer le Traité de Paix qu'il s'agissoit de conclure, à cause de l'Article qui regarde la Religion à la fin du §. 4. dudit Traité, Messieurs lesdits Ambassadeurs de France nous ont déclaré, que ce défaut de signature n'empêcheroit point la Conclusion de la Paix, & qu'ils consentoient que lesdits Etats refusans ne laissassent pas de jouir du bénéfice de la cessation d'hostilité pendant le terme de six semaines, convenu pour l'échange des Ratifications, pendant lequel tems ils seroient aussi obligez de déclarer ici ou à Ratisbonne s'ils acceptent ou non toutes les Conditions dudit Traité. Et faute par eux de les accepter purement & simplement, ils déclaroient que la Guerre continueroit contre les refusans, nonobstant même les Articles portez dans ledit Traité en leur faveur, qui en ce cas deviendroient caducs; la Paix au surplus demeurant réciproquement faite pour être exécutée à l'égard de tous les autres Etats de l'Empire, qui l'auroient signée & acceptée.

(L. S.) BONDE. (L. S.) LILLIEROOT.

A. 6.

AVER-

1697.

## A V E R T I S S E M E N T.

Messieurs les Ambassadeurs de sa Majesté Impériale étant convenus avec les Ambassadeurs de France, sur tous les Articles de leur Traité de Paix, il ne s'agissoit plus que du Cérémoniel, pour le signer. Les Ambassadeurs de l'Empereur prétendirent, à l'imitation de ce qui s'étoit pratiqué à Munster & à Nimègue, que les François devoient les attendre un peu de tems dans la Sale près de la Table; mais les François le refusèrent, & l'on convint qu'on s'y rendroit sans cérémonie, ce qui fut exécuté: les Plénipotentiaires des deux Parties vinrent dans la Sale du Médiateur chacun de leur côté, & se placèrent de même à une Table ovale dont les Médiateurs tenoient le bas bout; comme faisant les honneurs dans leur appartement. Quoique Messieurs les Ambassadeurs fussent arrivés au Château de Ryswick des les 4. heures après-midi du 30. Octobre 1697. on ne signa pourtant le Traité que vers les 4. heures après minuit, parce qu'il falut du tems à Messieurs les Ambassadeurs de Seilern & de Caillières pour collationner les Traitez, & qu'après que les Impériaux & les François eurent signé les Traitez, on les envoya aux Députés de l'Empire, qui étoient assemblez dans une autre Chambre; afin qu'ils les signassent aussi; ce qui fut fait par quelques uns d'entr'eux, comme on le verra au bas du Traité qui suit.

T. R A I.



# T R A I T É D E P A I X,

Entre l'Empereur & l'Empire d'une part, & la France d'autre, conclu au Château Royal de Ryswick en Hollande, le 30. Octobre 1697.

**I**N nomine Sacro-Sanctæ Trinitatis, Amen. Notum sit omnibus & singulis, quorum interest: cum ab aliquot jam annis ferale bellum cum multa sanguinis Christiani effusione & plurimarum Provinciarum desolatione gestum esset inter Serenissimum & Potentissimum Principem & Dominum, Dominum Leopoldum electum Romanorum Imperatorem semper Augustum, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ Regem, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantia, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchionem Moraviæ, Ducem Luxemburgi, superioris & inferioris Silesiæ, Württembergæ & Teckæ, Principem Sueviæ, Comitem Habsburgi, Tyrolis, Kyburgi & Goritiæ, Marchionem Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac superioris & inferioris Lusatiæ, Dominum Marchiæ Slavonicæ, Portus Naonis & Salinarum &c. Sacrumque Romanum Imperium ab una: & Serenissimum atque Potentissimum Principem & Dominum, Dominum Ludovicum XIV. Franciæ & Navarra Regem Christianissimum ab altera parte, sua Sacra Cæsarea Majestas verò & sua Sacra Regia Majestas Christianissima ad finiendâ quanto-

1697. *cuius hac mala in perniciem rei Christianae indies au-  
 gescentia animum serio advertissent, factum Di-  
 vinâ Bonitate esse, ut annitente Serenissimo & Po-  
 tentissimo Principe & Domino, Domino Carolo  
 XI. Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Re-  
 ge, Magno Principe Finlandiae, Duce Scaniae,  
 Esthoniae, Livoniae, Careliae, Bremae, Verde,  
 Stetini, Pomeraniae, Cassubiae & Vandaliae, Prin-  
 cipe Rugiae, Domino Ingriae & Wismariae, nec non  
 Comite Palatino Rheni, Bavariae, Juliaci, Cli-  
 viae & Montium Duce, &c. inclita memoria, qui  
 mox ab exortorum motuum initio Pacem inter  
 Christianos Principes sollicitè suadere non destitit,  
 atque dein Mediator universim receptus illam  
 quamprimum conciliare, ad mortem usque glo-  
 riosè allaboravit, solennes ea de causa Tractatus  
 in Palatio Ryswicensi in Hollandia instituti, post  
 ejus autem è vivis decessum pari studio succedentis  
 in paternas pro tranquillitate publica curas Sere-  
 nissimi & Potentissimi Principis & Domini, Do-  
 mini Caroli XII. Suecorum, Gothorum, Van-  
 dalorumque Regis, Magni Principis Finlandiae,  
 Ducis Scaniae, Esthoniae, Livoniae, Careliae, Bre-  
 mae, Verde, Stetini, Pomeraniae, Cassubiae &  
 Vandaliae, Principis Rugiae, Domini Ingriae &  
 Wismariae, nec non Comitis Palatini Rheni, Ba-  
 variae, Juliae, Cliviae & Montium Ducis, &c.  
 ad finem perducti fuerunt. Comparentes quippe  
 dicto loco utrinque legitimè constituti Legati Ex-  
 traordinarii & Plenipotentarii, nomine quidem  
 Sacrae Caesareae Majestatis Illustrissimi & Excel-  
 lentissimi Domini, Dominus Dominicus Andreas  
 S. R. I. Comes à Kaunitz, hereditarius Dominus  
 in Austerlitz, Hungarischbrod, Mahrischpruss  
 & majoris Orzechan, Eques aurei Velleris, Sa-  
 crae Caesareae Majestatis Consiliarius Statûs inti-*

mus, Camerarius & Sacri Imperii Pro Cancellarius: Dominus Henricus Joannes S. R. I. Comes à Straatman & Peürbach, Dominus in Orth, Schiniding, Spatenbrum & Carlsberg, Sacrae Caesaræ Majestatis Consiliarius Imperialis Aulicus & Camerarius: & Dominus Joannes Fridericus liber & Nobilis Baro à Seilern, Sacrae Caesaræ Majestatis Consiliarius Imperialis Aulicus & in Imperii Comitibus Concommiffarius Plenipotentarius: nomine verò Sacrae Regiæ Majestatis Christianissimæ Illustrissimæ & Excellentissimæ Domini, Dominus Nicolaus Augustus de Harlay Eques, Dominus de Bonneuil, Comes de Cely, Regiæ suæ Majestatis Consiliarius in Consilio Statûs ordinarius: Dominus Ludovicus Verjus Eques, Consiliarius Regis ordinarius in Consilio Statûs, Comes de Crecy, Marchio de Freon, Baro de Couvay, Dominus in Boullay, duarum Ecclesiarum, in Fortille, & in aliis locis: & Dominus Franciscus de Callieres, Eques, Dominus de Callieres, Rupischella & Gigny, interventu & operâ Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum, Domini Caroli Bonde, Comitibus in Bibrnô, Domini in Hestleby, Tyresb, Tostaholm, Grâfsteen, Gustafsberg & Rêzitza, Sacrae Regiæ Majestatis Sueciæ Senatoris, & supremi Dicasterii Dorpatensis in Livonia Præsidis, & Domini Nicolai liberi Baronis de Lillienoot, Sacrae Regiæ Majestatis Sueciæ Secretarii Statûs, atque ad Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales fœderati Belgii Legati Extraordinarii, amborum ad Pacem universalem restabiliendam Legatorum Extraordinariorum & Plenipotentiariorum, qui munere Mediatorio integrè, sedulo & prudentur persunt sunt, præsentibus, suffragantibus & consentientibus Sacri Romani Imperii Electorum, Principum.

1697. pum & Statuum Deputatorum Plenipotentariis, post invocatam aeterni Numinis opem & commutatas ritè mandatorum formulas, ad Divini Nominis gloriam & Christiana Reipublica salutem, in mutuas pacis & concordia leges convenerunt tenore sequenti.

## I.

Pax sit Christiana, Universalis & perpetua, veraque amicitia inter Sacram Cæsaream Majestatem, ejusque Successores, totum Sacr. Romanum Imperium, Regnaque & ditiones hereditarias, Clientes & subditos ab una: & Sacram Regiam Majestatem Christianissimam, ejusque Successores, Clientes & subditos ab altera parte: eaque ità sincerè servetur & colatur, ut neutra pars in alterius perniciem vel detrimentum sub quolibet colore quicquam moliatur, aut molientibus, seu quodvis damnum inferre volentibus ullum auxilium, quocunque nomine veniat, prestare, alteriusve subditos Rebelles, seu refractarios recipere, protegere, aut juvare quavis ratione possit aut debeat, sed potius utraque pars alterius utilitatem, honorem ac commodum serio promoveat, non obstantibus, sed annullatis omnibus in contrarium facientibus promissionibus, Tractatibus & fœderibus quomodocunque factis aut faciendis.

## I I.

Sit perpetua utrinque Amnestia & oblivio omnium eorum, quæ quocunque loco, modove, ultrò citroque hostiliter facta sunt, ità ut nec eorum, nec ullius alterius rei causâ vel pretexto alteri quicquam inimicitia aut molestia, directè vel indirectè, specie juris aut viâ facti uspiam inferat, aut inferri patiatur, sed omnes & singula hinc inde verbis, scriptis, aut factis illata injuria & violentia absque omni personarum, rerumve respectu.

*Speſſuità penitus abolita ſint, ut quicquid eono- 1697.  
mine alter adverſus alterum prætereſſe poſſit,  
perpetuâ ſit oblivione ſepultum. Gaudeant etiam  
hac amneſtiâ ejusque beneficio & effectu omnes &  
ſinguli utriusque partis Vaſalli ac ſubditi, ita ut  
nemini eorum noxa aut præjudicio ſit, has vel il-  
las partes ſecutum eſſe, quò minus priſtino, in  
quo ante bellum immediatè fuit, ſtatui, quoad  
honores & bona, plenè reſtituatur, ſervatis ta-  
men iis, quæ ratione Beneficiorum Eccleſiaſtico-  
rum, mobilium & fructuum articulis ſequentibus  
ſpeciatiim definita ſunt.*

## I F I.

*Pacis hujus baſis & fundamentum ſit pax Weſt-  
phalica & Neomagenſis, eaque ſtatim à commu-  
tatis ratificationum formulis in Sacris & proſanis  
plenè executioni mandentur, & poſthac ſarte  
tectæ conſerventur, niſi quatenus nunc aliter ex-  
preſſe conventum fuerit.*

## I V.

*Reſtituentur imprimis Sacra Cæſarea Majeſtati  
& Imperio, ejusque Statibus & membris, à S. R.  
Majeſtate Chriſtianiſſima quavis tam durante bello  
& viâ facti, quam unionum ſeu reunionum nomi-  
ne occupata loca & jura, quæ extra Alſatiam ſi-  
ta, aut indice reunionum à legatione Gallica exhi-  
bito expreſſa ſunt, caſſatis, quæ eâ de cauſa à  
Cameris Meteufi, & Veſontinâ, ut & Conſilio  
Briſacenſi, edita ſunt, decretis, arreſtis, &  
dèclarationibus, omniaque in eum ſtatum reponen-  
tur, quo ante illas occupationes, uniones, ſeu  
reuniones fuerunt, nullo deinceps tempore amplius  
turbanda ſeu inquietanda, Religione tamen Ca-  
tholicâ Romanâ in locis ſic reſtitutis, in ſtatu quo  
nunc eſt, remanente.*

1697.

## V.

Et quamvis ex generalibus hisce regulis facile judicari queat, qui & quatenus restituendi sint, nihilominus ad aliquorum instantiam, accedentibus peculiaribus rationibus, de quibusdam causis specialem mentionem fieri placuit, ita tamen, ut expresse non nominati pro omissis non habeantur, sed pari omnino cum nominatis loco sint, & eodem jure fruantur.

## V I.

Nominatim restituendus Dominus Elector Trevirensis & Episcopus Spirensis in Urbem Trevirensis, in statu, quo nunc est, absque ulteriore demolitione, nullave adificiorum publicorum aut privatorum deterioratione, cum tormentis bellicis, qua ibidem tempore postrema occupationis reperta fuerunt. Omnia quoque de occupationibus, unionibus & reunionibus jam precedenti articulo quarto statuta, in commodum Ecclesiarum Trevirensis & Spirensis speciatim repetita censi debent.

## V I I.

Fruetur etiam omnibus emolumentis pacis hujus, ejusque assertione plenissime comprehendetur Dominus Elector Brandenburgicus, cum omnibus ditionibus, possessionibus, subditis & juribus, nominatim iis, qua ipsi ex tractatu 29. mensis Junii anni 1679. inito competunt, ac si singula speciatim relata essent.

## V I I I.

Restituentur à Rege Christianissimo Domino Electori Palatino occupata omnes ditiones, sive ad illum solum pertineant, sive cum aliis communes sunt, quocunque nomine veniant, speciatim verò Civitas & Præfectura Germersheimensis; illaque comprehensa præpositura & subpræfectura, cum omnibus Arcibus, Urbibus, Oppidis; Pagis, Villis,

lis, fundis, feudis & juribus, prout per pacem 1697. Westphalicam restituta fuerunt, omnibus etiam documentis literariis ex Archivo, Cancellaria, Curia feudali, Camera rationum, praefecturis, aliisque officiis Palatinis ablatis, nullo loco, re, jure, aut documento exceptis. De juribus verò seu prætensionibus Domina Ducissa Aurelianensis convenit, ut præviâ restitutione supradictâres secundum formulam compromissi à Sacra Caesarea Majestate & Sacra Regia Majestate Christianissima tanquam Arbitris juxta leges & constitutiones Imperii decidatur: illis verò in sententiâ discordibus, Papæ tanquam super-arbitro decidenda deferatur. Non minus tamen interea amicabile compositio inter partes tentetur, donec res finem accipiat, annua summa ducentarum millium librarum Turonensium seu centenorum millium florenorum Rhenensium à Domino Electore Domina Ducissa Aurelianensi eâ ratione & conditione solvatur, prout peculiari articulo, ejusdem cum Pace hac vigoris, expressum est, utriusque partis tam in possessorio, quam in petitorio, uti & Imperii jure undiquaque integro.

## I X.

Restituatur Serenissimo Sueciae Regi, ut Comiti Palatino Rheni, Comiti Sponheimii & Veldenzia, avitus Ducatus Bipontinus liber & integer cum appertinentiis & dependentiis, iisque juribus, quibus Sacra Regia Majestatis prædecessores Comites Palatini & Duces Bipontini gavisî sunt, aut gaudere potuerunt; ad normam pacis Westphalica: ita ut omnia sub quocunque titulo à Corona Gallia hæcenus ex toto vel parte istius Ducatus prætensa, occupata & reunita pleno jure ad Sacram Regiam Majestatem Sueciae ejusque heredes Comites Palatinos Rheni redeant. Reddantur quoque

1697. *que documenta literaria , ad dictum Ducatum spectantia , unà cum tormentis bellicis , quæ tempore occupationis ibidem exstiterunt , cunctaque alia , de quibus in favorem restituendorum , præcedentibus articulis conventum est.*

## X.

*Quantum ad Principatum Veldenzia , & quæ sub nomine dicti Principatus aut Lautereccensis defunctus Princeps Leopoldus Ludovicus Comes Palatinus Rheni possederat , restituentur juxta S. quartum & indicem à Legatione Gallica exhibitum , salvo cujuscunque pretenduntium tam in possessorio quam petitorio juribus.*

## X I.

*Magno Ordinis Teutonici Magistro & Episcopo Wormatiensi Domino Principi Francisco Ludovico Palatino reddentur plene ablata à Gallia inclito Ordini antiquitus dicata seu possessa Commenda , loca , redditus , & jura , frueturque dictus Ordo ratione Commendarum & bonorum sub Dominio Gallico sitorum tam circa collationem , quàm administrationem iisdem usibus , privilegiis & immunitatibus , quibus antehac juxta statuta & regulas suas gavisus est , & Ordo Sancti Joannis Hierosolymitanigaudere consuevit. Locum etiam habebunt ratione Episcopatus Wormatiensis reliquarumque Domini Principis Ecclesiarum , quacunque pace hac de restitutione locorum , contributionibus , aliâsve conventa sunt.*

## X I I.

*Reddetur Domino Electori Colonensi tanquam Episcopo & Principi Leodiensi Castrum & oppidum Dinantense in statu , quo tempore occupationis fuit , cum omnibus juribus & dependentiis , tormentis quoque bellicis & documentis ibi tum repertis. Omnia porro de occupationibus , unionibus & reu-*



& reunionibus supra Articulo quarto statuta in 1697.  
commodum Ecclesiarum Colonienſis & Leodiensis  
ſpeciatim repetita haberi debent.

## X I I I.

Reſtituatur Domus Wurtembergica & nomina-  
tim Dominus Dux Georgius pro ſe & ſucceſſori-  
bus ratione Principatûs ſeu Comitatus Mompelgar-  
denſis in eum ſtatum, jura, prærogativas, ac in  
ſpecie in eam immedietatem erga Sacrum Roma-  
num Imperium, quâ antea gaviſus eſt, & quâ  
ceteri Imperii Principes gaudent, vel gaudere de-  
bent, annullatâ penitus Vaſſallagii recognitione,  
Coronæ Gallie anno 1681. factâ. Fruanturque  
deinceps dicti Principes liberè omnibus eodem per-  
tinentibus redditibus, tam ſecularibus, quàm Ec-  
cleſiaſticis, quibus ante Pacem Neomagenſem  
fruebantur, non minùs ac feudis, quæ tempore  
detentionis Gallicæ vel aliàs iis aperta, nec ab ip-  
ſiſmet aliis conceſſa ſunt, excepto Pago Balden-  
heim cum appertinentiis, quem Rex Chriſtianiſſi-  
mus Commendatori de Chamlay Regionum Caſtro-  
rum Metatori Generali contulit, quodque ratum  
manere debet, itâ tamen, ut Domino Duci Wur-  
tembergico, velut Domino directo, ejuſque ſuc-  
ceſſoribus homagium præſtare, ab eoque feudi hu-  
jus renovationem petere teneatur. Reſtituantur  
quoque in plenariam & liberam poſſeſſionem tam  
feudorum ſuorum Burgundicorum, Clereval &  
Paſſavant quàm Dynaſtiarum Granges, Herri-  
court, Blamont, Chatelôt & Clemont, cetera-  
rumque in Comitatu Burgundie & Principatu  
Mompelgardenſi ſitarum cum omnibus juribus &  
reditibus eo planè modo, prout ante pacem Neo-  
magenſem poſſederant, abolitis penitus iis, quæ  
quocunque titulo, tempore ac modo in contrarium  
facta vel prætenſa fuerunt.

Gau.

1697.

Gaudeat etiam Dominus Marchica Badensis omni jure & Beneficio pacis hujus, adeoque etiam Westphalica & Neomagensis, inprimis verò Articulorum 4. & 5. hujus Tractatus.

XV.

Restituantur eodem modo Principes & Comites Nassovienses, & Leiningenses omnesque ceteri Sacri Romani Imperii Status, qui per articulum quartum hujus tractatus aliosve restituendi veniunt, in omnes & singulas suas ditiones eoque pertinentes proventus & redditus, aliaque omnia jura & beneficia, quocunque nomine insignita sint.

XVI.

Cum verò pacis melius stabilienda ergò, placuerit loca quedam hinc inde permutari, Sacra Caesarea Majestas & Imperium cedunt Sacra Regia Majestati Christianissima ejusque in Regno successoribus Urbem Argentiuensem & quidquid ad illam civitatem, in sinistra Rheni parte pertinet, cum omni jure, proprietate & supremo Dominio, quod sibi & Romano Imperio hactenus in ea competiit, aut competere poterat, eaque omnia & singula in Regem Christianissimum ejusque successores transferunt, ita ut dicta Urbs cum omnibus suis appertinentiis & dependentiis in sinistra parte Rhenifitis, absque ulla reservatione cum omnimodâ jurisdictione & superioritate supremoque Dominio à modo perpetuum ad Regem Christianissimum ejusque successores pertineat & Corona Gallica incorporata intelligatur, absque Caesaris, Imperii vel cujuscunque alterius contradictione. Ad cujuscessionis alienationisve majorem validitatem, Imperator & Imperium vigore presentis transactionis expresse derogant omnibus & singulis predecessorum Impe-

Imperatorum Sacrique Romani Imperii Decretis, 1697.  
 constitutionibus, statutis & conſuetudinibus etiam  
 juramento firmatis aut in poſterum firmandis,  
 nominatimque capitulationi Cæſarea, quatenus  
 alienatio omnimoda honorum & jurium Imperii  
 prohibetur, quibus omnibus expreſſe renuntiant:  
 dictamque Urbem unà cum Magiſtratibus, Officia-  
 libus, Civibus & Subditis omnibus, à vinculis &  
 ſacramentis, quibus hucusque Imperatoribus &  
 Imperio obſtricta fuerat exſolvunt, eamque ad  
 ſubjectionem, obedientiam & fidelitatem Regi  
 Chriſtiſſimo & ejusque ſucceſſoribus præſtandam  
 remittunt, atque ita Regem Chriſtiſſimum in  
 plena juſtaque proprietate, poſſeſſione & ſuperiori-  
 tate conſtituunt, omnibusque in ea juribus ac præ-  
 tenſionibus ex nunc in perpetuum renuntiant;  
 inque hunc finem dictam Urbem Argentinenſem ab  
 Imperii matricula expungi placet.

## XV I I.

Liberum tamen maneat omnibus & ſingulis,  
 ejus urbis & appertinentiarum incolis, cujuſcun-  
 que conditionis ſint, qui emigrare voluerint, inde  
 domicilium alio, quocunque lubuerit, unà cum  
 mobilibus bonis ſine ulla impedimento, detractio-  
 ne aut exactione, intra annum à ratihabitâ Pace,  
 poſt quinquennium verò præſtitis præſtandis ſecun-  
 dum conditiones in ejusmodi caſibus illic olim uſita-  
 tas transferre, immobilia verò aut vendere, aut  
 retinere, & per ſe, vel per alios adminiſtrare.  
 Eadem quoque facultas retinendi, & per ſe, vel  
 alios adminiſtrandi aut alienandi omnibus aliis  
 Imperii Membris aut ſubditis mediatis vel imme-  
 diatis maneat, qui bona, redditus, debita, actio-  
 nes, vel jura in dicta urbe, ejusque appertinentiis  
 habent, ſive ſemper retinuerint, ſive durante bel-  
 lo, aut ante illud conſiſcata ſeu adempta aliſque

con-

1697. concessa fuerint, per conventionem hanc restituenda, quocunque nomine veniant, aut ubicunque degant. Salva etiam sit jurisdictio Ecclesiastica iis ad quos antiquitus spectavit, nec eam, ejusve exercitium impedire unquam liceat.

## XV I I I.

Vicissim Sacra Regia Majestas Christianissima restituet cum omnibus juribus & dependentiis intra 30. dies à commutatis Ratificationum formulis, Sacra Casarea Majestati & Imperio munimentum Kehl à se exstructum in dextra Rheni parte situm integrum. Munimentum verò de la Pile ceteraque in ipso Rheno seu Rheni insulis exstructa intra mensem sequentem aut citius, si fieri poterit, sumptibus Regis Christianissimi solo planè aquabuntur, à neutra parte posthac reaedificanda. Fluminis autem navigatio, alijsve usus utriusque partis subditis, aut qui aliàs illas commeari, navigare aut merces transvehere volent, æquè patebit: nec quicquam ab alterutra parte illic aut alibi unquam fiet, quo Flumen divertatur, aut ejus cursus seu navigatio alijsve usus difficilior quavis ratione reddatur, multò minùs nova telonia, portoria, aut pedagia exigentur, aut vetera augebantur, navesve, quæ transeunt, ad unam magis quàm alteram ripam appellere, aut onera, seu merces exponere, vel recipere cogentur, sed id libero cujusque arbitrio relinqui semper debet.

## X I X.

Cedit quoque Sacra Regia Majestas Christianissima Sacra Casarea Majestati & Serenissima Domui Austriacæ Urbem & Arcem Friburgensem, nec non fortalitium S. Petri, fortalitium item Stelle nuncupatum, & quacunque alia munimenta ibidem aut alibi per Sylvam Hercyniam vel reliquum Brisgowia districtum noviter erecta, aut restau-

restaurata, in statu, quo nunc sunt, absque ulla 1697.  
demolitione aut deterioratione, cum Villis Leben,  
Metzhausen, & Kirchzarth, cumque omni jure,  
prout suæ Regiæ Majestati per Pacem Neomagen-  
sem cessa aut ab illa possessa & exercita fuerunt,  
uti & archivo, omnibusque scripturis seu docu-  
mentis literariis tempore occupationis illic repertis,  
sive ibi adhuc exsint, sive aliorum translata sint,  
jure diocesano aliisque juribus & redditibus Episco-  
patus Constantiensis semper salvis.

## X X.

Transfert similiter in Sacram Cæsaream Maje-  
statem & Domum Austriacam Sacra Regia Maje-  
stas Christianissima Brisacum integrum in moder-  
no statu, cum Granariis, armamentariis, mu-  
nimentis, Vallis, muris, Turribus, aliisque edi-  
ficiis publicis ac privatis, atque omnibus depen-  
dentiis in dextra parte Rheni sitis: iis, quæ in  
sinistra Rheni parte sunt, interque ea fortalitiolæ  
Mortier dictæ, Regi Christianissimo relictis. Urbs  
tamen, quæ nova dicitur, in eadem sinistra Rhe-  
ni parte sita, uti & pons, ac munimentum insu-  
la Rheni inædificatum omnino destruetur & solo  
aquabitur à neutra parte ullo tempore reedifican-  
da. Caterùm eadem libertas Brisaco migrandi hic  
repetita censetur, quæ ratione urbis Argentine  
conventa est.

## X X I.

Prefata Loca, Urbes, Castra & Fortalitia cum  
omni districtu, appertinentiis & dependentiis Sa-  
cra Cæsareæ Majestati à Sacra Regia Majestate  
Christianissima retrocessa restituantur & tradan-  
tur absque omni reservatione, exceptione aut re-  
tentione bonâ fide & sine dilatione, impedimento  
vel pretextu, iis, qui post ratificationem pacis ta-  
bulas à Sacra Cæsareâ Majestate ad id constituti

1697. & specialiter deputati fuerint, eaque de re locorum evacuandorum Praefectis, Gubernatoribus aut officialibus Gallicis fidem fecerint, ita ut dictae Urbes, Arces, Fortalitia & loca cum omnibus prerogativis, utilitatibus, proventibus & emolumentibus ac quibuscunque ibidem comprehensis, in jus, possessionem actualem & omnimodam potestatem ac superioritatem Sacr. Ces. Maj. & Domus Austriacae redeant, & apud eandem perpetuis temporibus permaneant, quemadmodum antebac ad eam spectarunt, & à Sacra Regia Majestate Christianissima haecenus possessa fuere, nihilque omnino juris aut praetensionis in loca praefata & eorum districtus Coronae Galliae remansisse, aut reservatum fuisse, intelligatur. Nec quicquam porro exigatur pro sumptibus & expensis in Munimenta aut alia aedificia publica vel privata insumptis, nec aliâ quacunque de causa retardetur restitutio plenaria intra triginta dies à pace ratihabita executioni demandanda, aded ut praesidia Gallica inde protinus abducantur, absque omni molestia, damno vel gravamine, civibus, & incolis, aut aliis quibuscunque subditis Austriacis titulo debitorum aut praetensionum quarumlibet inferendo. Neque fas sit militiae Gallicae in locis evacuandis, aut aliis quibusvis ad Sacram Regiam Majestatem Christianissimam non spectantibus diutius commorari, byberna, vel stationes figere, sed in proprias Coronae Galliae ditiones illico commigrare teneantur.

## X X I I.

Eadem ratione reddetur Sacrae Caesaris Majestati, Sacroque Romano Imperio Philippiburgum illasum cum munimentis ei in dextra parte Rheni junctis, omnibusque tormentis bellicis, quae tempore ultima occupationis ibidem exstiterant, Episcopa-

copatus Spirensis jure undiquaque reservato, at- 1697.  
que eo nomine articulus quartus Instrumenti Pacis  
Neomagensis expresse repetitus habebitur. Muni-  
mentum verò, quod in sinistra ripa edificatum est,  
unà cum ponte à Rege Christianissimo post occupa-  
tionem facto, destruetur.

## XXIII.

Curabit Rex Christianissimus suis impensis solo  
equari munimenta è regione Hunninge in dextra ri-  
pa & in Insula Rheni exstructa, fundo cum adifi-  
ciis Domui Badensi reddendo: pons quoque illic  
Rheno superstructus destruetur.

## XXIV.

Destruendum similiter Munimentum, quod in  
dextra parte Rheni edificatum est, è regione for-  
talitii, Fort Louïs nuncupati, ipso fortalitio &  
Insula penes Regem Christianissimum remanenti-  
bus, solum verò Munimenti destructi Domino  
Marchioni Badensi cum adificiis restituendum.  
Destruetur, etiam ea pontis pars, quæ illuc ab  
Insula pertingit, à neutra parte deinceps repa-  
rando.

## XXV.

Demolienda præterea à Rege Christianissimo,  
Munimenta post pacem Neomagensem Castro Trar-  
bacensi addita, nec non Fortalitium Montroyal ad  
Mosellam, à nullo posthac readificanda, relictâ  
tamen in pristino statu arce Trarbacensi & unâ  
cum Urbe & appertinentiis prioribus possessoribus  
plenariè restituendâ.

## XXVI.

Eadem quoque demolendiaratio obtineat in Mu-  
nimentis arci Kurburgensi à Rege Christianissimo  
additis: post quæ destructa, arx hæc cum integrâ  
relictâ Urbe Kirn non minus ac reliqua ad Princi-  
pem Salmensensem ejusque Agnatos, Rheingravios  
& Wuid-

1697. & Wildgravios spectantia bona, nominatim etiam Principatus Salmenfis, ceteraque illis reddentur, eodem omnino modo & jure possidenda, quo ea ante destitutionem possederunt, & pace hac conventum est.

### XXVII.

Idem etiam de destruendis novis Munimentis arci Eberenburgensi à Rege Christianissimo adjunctis, eaque Baronibus de Sickingen cum reliquis ad illos spectantibus bonis ab utraque parte reddendis cautum esto.

### XXVIII.

Cum Dominus Dux Lotharingia hoc in bello cum Sacra Cæsareâ Majestate conjunctus sit, & presenti Tractatu comprehendendi voluerit, restituetur pro se, heredibus & successoribus suis in liberam & plenariam possessionem eorum Statuum, locorum & bonorum, quæ Patruus ejus Dux Carolus anno millesimo sexcentesimo septuagesimo (cum à Christianissimi Regis armis occupata fuerunt) possidebat, exceptis tamen mutationibus, articulis sequentibus explanandis.

### XXIX.

Restituet inprimis Sacra Regia Majestas Christianissima Domino Duci Urbem veterem & novam Nancei, cum omnibus appertinentiis, cumque tormentis bellicis, quæ in Urbe veteri tempore occupationis reperta fuerunt, eâ tamen conditione, ut integris relictis omnibus Vallis & Propugnaculis Urbis veteris, uti & portis Urbis novæ, hujus Valla & Propugnacula non minus ac omnia utriusque Munimenta exteriora, impensis Sacra Regiæ Majestatis solo planè aquantur, nullo deinceps tempore reparanda, nisi quod Dominus Dux ejusve successores Urbem novam simplici & equali muro absque angulis claudere possint, quandocunque libuerit.

Eva-



Evacuabit quoque Sacra Regia Majestas Christianissima Castrum Bitsch cum omnibus appertinentiis, uti & castrum Homburg, destructis prius Mimimentis amplius non reparandis, ita tamen, ut ipsis Castris, & quæ illis juncta sunt, Oppidis nullum damnum inferatur, sed ea omnino illasa conserventur.

## X X X I.

Suffragabuntur porro Domino Duci omnia de unionibus seu reunionibus Articulo quarto statuta, ac si hic verbotenus repetita essent, ubicunque aut quomodocunque facta seu decreta fuerint.

## X X X I I.

Reservat sibi verò Sacra Regia Majestas Christianissima Fortalitium Saar-Louis cum dimidia leuca in circuitu à Commissariis Regiis & Lotharingicis designanda, cumque omni superioritatis & supremi Domini jure perpetuo possidendum.

## X X X I I I.

Urbs quoque & Praefectura Longvicensis una cum suis pertinentiis & dependentiis cum omni superioritate, supremo Dominio & proprietate maneat in perpetuum penes Dominum Regem Christianissimum ejusque haeredes & successores: nihilque juris in posterum in iis pretendere possit Dominus Dux ejusque haeredes & successores: sed in praedicta urbis & praefectura permutationem Sacra Regia Majestas Christianissima, aliam Domino Duci cedit, in uno ex tribus Episcopatibus ejusdem amplitudinis & valoris praefecturam, de qua bona fide inter eosdem Commissarios conveniet: eaque sic cessat, & in Dominum Ducem à Rege Christianissimo translata, tam ipse Dux, quam ipsius haeredes & successores fruentur in perpetuum cum

30 *Mémoires & Négociations*  
1697. *omnimodis superioritatis, supremi Dominii & proprietatis juribus.*

*XXXIV.*

*Pateat semper Regio militi ad loca limitanea pergenti aut inde redeunti sine obstaculo aut impedimento transitus innoxius per ditionem Domini Ducis, præviâ tamen semper notificatione tempestivâ, & ut transiens miles non evagetur, nec diverticula quærat, sed viâ ordinariâ & brevissimâ utatur, & iter absque morâ debite acceleret, nullam vim, nullumque damnum locis vel subditis Ducis inferat, annonamque ac alia necessaria à Commissariis Lotharingicis subministranda paratâ pecuniâ solvat, abolitis vicissim & in potestatem Domini Ducis sine exceptione plenè redeuntibus viis & locis quæ Sacra Regia Majestati Christianissima per Pacem Neomagensem reservata fuerunt.*

*XXXV.*

*Beneficia Ecclesiastica usque ad diem præsentis Tractatûs à Rege Christianissimo collata, penes modernos possessores, quæ ea à Sacra Majestate Regiâ consecuti sunt, quietâ relinquantur.*

*XXXVI.*

*Sancitum præterea fuit, ut omnes processus, sententia atque decreta lata per Consilium, Judices aut alios Regia Majestatis Christianissimæ Officiales in controversiis & actionibus ad finem perductis, tam inter subditos Ducatûs Lotharingiæ & Barri, quàm alios, tempore, quo Rex Christianissimus hosce Status possedit, locum habeant, atque plenum integrumque suum sortiantur effectum, non secus ac si Sacra Regia Majestas eorum possessor mansisset, neque dictas sententias & decreta in dubium vocare, annullare, aut executionem illorum retardare aut impedire integrum erit.*

*Parti-*

*artibus quidem licitum erit juxta ordinem & dispositionem legum atque constitutionum confugere ad revisionem actorum, interim tamen sententia suo in robore & vigore maneat.*

XXXVII.

*Restituentur mox à ratihabita Pace Domino Duci, archiva & documenta literaria, quæ in Gazophilacio Nanceano & Barrensi, atque in utrâque Camerâ Computorum sive alibi locorum habebantur & ablata fuerunt.*

XXXVIII.

*Poterit statim à ratihabita Pace Dominus Dux in Ducatus Lotharingia & Barri Commissarios mittere, qui rebus illius attendant, justitiam administrent, Teloniorum, Salinarum, aliorumque jurium curam gerant, cursum publicum disponant, cæteraque agant, quæ ad Regimen à Domino Duce eodem tempore plenè suscipiendum pertinere queant.*

XXXIX.

*Ratione vectigalium seu teloniorum, eorumve immunitatis in vecturâ salis, & lignorum, sive terrâ, sive per flumina, servetur status seu consuetudo anni 1670. nullâ innovatione permissâ.*

XL.

*Maneat antiquus usus & libertas Commercio- rum inter Lotharingiam & Ditionem Metensem, Tullensem & Virodunensem, mutuoque utriusque partis beneficio imposterum exactè servetur.*

XLI.

*Serventur similiter in pristina suo vigore & robore concordata illesa inter Christianissimos Reges & Duces Lotharingie inita.*

XLII.

*Domino Duci, ejusque fratribus post restitutionem integrum erit, jus, quod sibi in diversis cau-*

1697. *sis competere asserunt, viâ ordinariâ persequi, non obstantibus sententiis, quæ ipsis absentibus & non auditis lata dici possint.*

### *XLIII.*

*In iis, quæ hîc aliter expressè conventa non sunt, observentur quoque ratione Domini Ducis ejusque ditionum & subditorum ea, quæ hoc Tractatu maximè §. Restituentur utriusque partis Vasalli, &c. §. Simul atque Instrumentum Pacis, &c. & §. Et ut ad subditos, &c. cauta sunt, ac si hîc speciâtim enuntiata essent.*

### *XLIV.*

*Dominus Cardinalis de Furstenberg restituitur in omnia jura, bona feudalia ac allodialia, beneficia, honores & prærogativas, quæ Sacri Imperii Principibus & membris competunt, tam ratione Episcopatus Argentoratensis à dextrâ parte Rheni, quàm Abbatiæ Staveloensis, aliâsve, frueturque cum Agnatis seu Cognatis, qui illi adhaeserunt, & domesticis, planâ amnestiâ & securitate omnium factorum dictorumque & quorumlibet contra illum illosve decretorum, nec ipse, illiusque hæredes, aut Agnati seu Cognati & domestici, ob hereditatem defuncti Domini Electoris Maximiliani Henrici à Dominis Electoribus Coloniensi & Bavariæ, eorumque hæredibus aut quibuscunque aliis conveniri unquàm poterunt, uti nec vicissim ex illâ hereditate seu ob legata sibi relicta vel res donatas Dominus Cardinalis ejusque Agnati seu Cognati & domestici, aut causam ab iis habentes quicquam quovis modo à Dominis Electoribus aliisque petere debebunt, omni jure, prætensione seu actione personali ac reali penitus extinctâ. Eâdem amnestiâ & securitate gaudebunt, eodemque omnino jure utentur ex Canonicis Coloniensibus ii, qui partes illius secuti & Canonici-*  
bus

bus ac beneficiis privati fuerunt, restituenturque cum omnibus Canonorum, beneficiorum & dignitatum juribus in eum Capituli Cathedralis & Collegiatarum Ecclesiarum locum & ordinem, quo ante depositionem fuerunt, ita tamen, ut redditibus penes modernos possessores manentibus, hi æquè ac restituti communibus dignatum & beneficiorum titulis & functione, priore tamen loco restitutis delato, fruantur, post possessorum verò obitum aut voluntariam resignationem, restituti soli dignitates & redditus protinus occupent, interea quoque pro ordine, quem inter se habent, singuli novas præbendas proximè vacaturas, consequantur. Hocque etiam superioribus Ecclesiasticis, ad quos res pertinet, grata fore nullatenus dubitatur. Heredes quoque illorum Canonorum, qui pariter destituti durante bello decesserunt, quorumque bona, redditus & jura sequestrata aut fisco addicta fuerunt in hisce recuperandis beneficio §. Restituentur omnes utriusque partis Vasalli, . . . plene gaudebunt eâ expressè additâ conditione, ut legata à defunctis ad pias causas relicta juxta eorum dispositionem ex censibus assignatis absque morâ solvantur.

## X L V.

Amnestiâ quoque comprehendantur specialiter Landgravii Hassiæ Reinfelsenses, & in eum statum, quoad Arcem Rheinfels totumque Comitatum inferiorem Cattimelibogensensem cum omnibus juribus ac dependentiis reponantur, in quo eorum Pater Landgravius Ernestus ante initium hujus belli extitit, salvo tamen ubivis juribus Domino Landgravio Hasso-Cassellano competentibus.

## X L V I.

Restituentur omnes utriusque partis Vasalli & subditi, Ecclesiastici & sæculares, Corpora, Uni-

1697. *versitates & Collegia honoribus, dignitatibus & beneficiis, quibus, ante bellum gaudebant, uti & in omnia jura, bona, mobilia & immobilia, census quoque seu redditus, etiam qui redimi possunt, & qui vitâ terminantur (dummodo sors extinctiâ non sit) tempore & occasione belli occupata seu detenta, unâ cum juribus, actionibus & successioneibus, qua ipsis durante bello evenerint, ita tamen, ut nihil ratione fructuum seu proventuum post occupationem seu detentionem ad diem usque ratihabita Pacis perceptorum, aut pensionum cessarum petere possint. Similiter peti amplius non poterunt debita; merces & mobilia tempore & ratione belli fisco addicta vel authoritate publicâ in alios usus conversa, adeoque nec creditores ejusmodi debitorum, nec Domini earum mercium aut mobilium, eorumque heredes aut causam ab iis habentes, ea persequi aut restitutionem seu satisfactionem prætereendere unquam debebunt. Restitutiones hæc ad eos quoque extendentur, qui partes contrarias secuti sunt, quive eo nomine suspecti fuerunt, & quibus post Pacem Neomagenseni bona, redditus aut jura idè quod alibi habitaverint vel homagium non præstiterint, aut similes ob causas, seu pretextus ablata fuerunt, quique proinde virtute Pacis hujus in Principis sui gratiam redibunt, sicut & in pristina jura & quævis bona, qualia hæc tempore conclusionis & subscriptionis hujus Tractatus fuerint. Atque omnia isthac statim à ratihabita Pace executioni mandabuntur, non obstantibus ullis donationibus, concessionibus, alienationibus, declarationibus, confiscationibus, commissis, impensis, meliorationibus, sententiis interlocutoriis & definitivis ex contumaciâ partibus absentibus & non auditis latis, quæ sententiæ & res judicæ nullæ erunt, & perinde habebuntur,*

tar; ac si judicata aut pronuntiata non essent, 1697.  
 plenâ libertate & integrâ manente iis omnibus in  
 Patriam, seu ad bona ista redeundi, utque iis non  
 minus ac censibus & redditibus, vel ipsi frui, aut  
 alibi, ubicunque ipsis visum fuerit, domicilium  
 figere seu morari possint; prout elegerint, omni  
 violentiâ seu coactione penitus exclusâ. Tumque  
 fas illis erit per procuratores non suspectos bona  
 & redditus administrare, iisque uti frui, excep-  
 tis tamen beneficiis Ecclesiasticis residentiam re-  
 quirentibus, quæ personaliter administrari, &  
 obiri debebunt. Omnibus denique utriusque partis  
 subditis libera facultas erit, bona mobilia & im-  
 mobilia, census & redditus quæ sub alterutrius di-  
 tione habent, vendendi, permutandi, alienandi  
 & transferendi, aliterve de iis inter vivos & per  
 ultimam voluntatem disponendi, ita ut quilibet,  
 subditus vel extraneus, ea emere seu acquirere pos-  
 sit, nullâ aliâ seu ulteriori permissione Superioris  
 requirendâ præter eam, quæ hoc articulo conti-  
 netur.

## X L V I I.

Si aliqua beneficia Ecclesiastica mediata vel im-  
 mediata, durante hoc bello, ab unâ alterâve pan-  
 te in Terris seu locis sibi tunc subjectis juxta pri-  
 mam institutionis ac generalium vel particularium  
 de iis factorum statutorum legitimorum normam  
 aut aliam quamvis à summo Pontifice canonicè  
 factam dispositionem & provisionem capacibus col-  
 lata fuerint, ea non minus atque illa beneficia Ec-  
 clesiastica quæ ante præsens bellum in locis ex hac  
 Pace restituendis tali modo collata fuerunt, præ-  
 sentibus possessoribus relinquantur, ita ut nec in  
 illorum possessione vel legitima administratione,  
 nec in fructuum perceptione, à quocumque turba-  
 ri aut impediri vel eorum nomine seu causâ præte-

1697. ritâ aut prasenti in jus vocari, conveniri, aut quâvis ratione inquietari seu molestari unquam possint aut debeant, ut tamen ea prasentent, quæ sibi ratione illorum beneficiorum incumbunt.

## X L V I I I.

Cum tranquillitatis publicæ inter sit, ut pax conclusa Augusta Taurinorum 29. Augusti 1696. inter Sacram Regiam Majestatem Christianissimam & Dominum Sabaudia Ducem exactè observetur, illam quoque Pace hac comprehendî & confirmari placuit, ut ejusdem cum Pace hac vigoris sit & perpetuò maneat. Confirmatur præterea sigillatim, quæ Pace Westphalicâ & Neomagensi superius restabilitâ pro Domo Sabaudicâ cautæ sunt, & hic nominatim repetita censentur; ita tamen ut per factam restitutionem Pinaroli ejusque dependentiarum nullâ in parte minui aut alterari queat obligatio, quam Sacra Regia Majestas Christianissima in se suscepit solvendi Domino Mantuæ Duci, quadringenta nonaginta quatuor millia aureorum, in liberationem Domini Ducis Sabaudia; prout in Instrumento Westphalicæ Pacis fasius declaratum est. Atque ut ea plenius & firmitus corroborentur, omnes & singuli Principes Pacis generalis consortes, quas inter se pro majori securitate stipulantur sponsones seu garantias, easdem Domino Duci Sabaudia præstant, & ab eo vicissim accipient.

## X L I X.

Redditione verò seu restitutione quâcunque locorum, personarum, rerum aut jurium à Galliâ factâ aut faciendâ, redintegratis seu redintegrandis nihil novi juris acquiratur. Si verò aliorum contra illos prætensiones fuerint, hæ post factam restitutionem, quæ propterea nullatenus differri debet, loco convenienti proponendæ, examinandæ & decidendæ erunt. Si.



*Simul-atque Instrumentum Pacis hujus à Domini-  
nis Legatis Extraordinariis & Plenipotentariis  
subscriptum & signatum fuerit, cesset omnis cu-  
juscunque generis hostilitas ac violentia, edificio-  
rumque, Vinearum & Sylvarum vastatio aut ar-  
borum casio: deducanturque illic post ratihabi-  
tiones commutatas utrinque copia ex locis non mu-  
nitis ad alteram partem pertinentibus. Loca ve-  
rò munita ex Pace hac restituenda tradantur intra  
triginta dies à ratihabita Pace, aut citius, si fie-  
ri poterit, iis, qui præcedentibus articulis nomi-  
nati sunt, vel si expressi non fuerint, illis, qui  
immediatè ante destitutionem in possessione fue-  
runt, absque ullâ munimentorum aut edificiorum  
publicorum vel privatorum destructione, aut sta-  
tûs, in quo nunc sunt, deterioratione, vel qua-  
rumvis impensarum in vel obeam factarum repeti-  
tione, ullâve militum aut eorum nomine vel aliâ  
de causâ faciendâ exactione, aut rerum ad incolas  
spectantium vel ex hac Pace relinquendarum abla-  
tione. Demolitio autem qualiscunque destruendo-  
rum, de quâ supra convenit, absque impensis &  
molestiâ alterius partis, minorum quidem intra  
mensem, majorum verò intra duos menses, aut  
citius, si fieri poterit, plenè perficiatur. Red-  
dantur præterea bonâ fide statim à Ratificationi-  
bus commutatis omnia Archiva & Documenta lite-  
raria, non ea tantum, quæ ad loca Sacra Casarea  
Majestati & Imperio ejusque Statibus & membris  
restituenda aut relinquenda pertinent, sed & om-  
nia illa, quæ ex Camera & Urbe Spirensi, alibi-  
que in Imperio ablata sunt, etsi eorum mentio spe-  
cialis in hac conventionem facta non sit. Captivi  
quoque utrinque facti ratione belli plenæ libertati  
absque lytro restituantur, maximè ii, qui remis*

1697. addicti aut aliàs ad opus publicum damnati fuerunt.

## L I.

Et ut ad subditos utriusque partis plenior Pacis fructus mox pervenire possit, convenit, ut quæcunque contributiones pecuniæ, frumenti, vini, fœni, lignorum, pecudum, aut alterius nominis, licet alterutrius subditis jam imperatæ aut per pacta stabilitæ fuerint, uti & pabulationes omnis generis in alterutrius ditione statim à die ratihabitionis omnino cessent, & quod tum ex ejusmodi aliisque contributionibus, indictionibus aut exactionibus residuum debebitur, penitus abolitum sit & maneat, obfides etiam ex quâcunque causâ hoc bello dati aut abducti sine morâ absque are reddantur, liberèque in Patriam dimittantur.

## L I I.

Redcant quoque mox à subscriptâ Pace Commercium inter Sacræ Cæsareæ Majestatis Imperiique & Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ, Regniq; Galliæ subditos durante bello prohibita, in eam, quæ ante bellum fuit, libertatem, fruanturque utrinque omnes & singuli, nominatim Urbium Imperialium & Emporiorum Hanseaticorum cives & incolæ terrâ marique plenissimâ securitate, pristinis juribus, immunitatibus, privilegiis & emolumentis per solemnes Tractatus aut vetustam consuetudinem obtentis, ulteriori conventionem post Pacem remissâ.

## L I I I.

Omnia per hanc Pacem conventa valeant, ac perpetuâ firmitate nitantur, observenturque & executioni mandentur, non obstantibus sed abrogatis & cassatis omnibus quæ contraria credi, allegari, aut excogitari unquàm possint, etsi talia sint, ut eorum specialior seu amplior mentio fieri debeat.

debeat, aut abrogatio, seu annullatio nulla seu 1697.  
invalida dici posse videatur.

## L I V.

Utrique contrahentium parti liceat Pacem hanc  
ejusque observationem fœderibus, munimentis in  
proprio solo, extra loca tamen superius nomina-  
tim excepta, pro arbitrio extruendis & amplian-  
dis, præfidiisque & stationibus, atque aliis me-  
diis ad defensionem comparatis firmare: cum aliis  
quoque Regibus, Principibus & rebus publicis,  
tum inprimis Suecia Regi, cœu Mediatori, a quæ  
ac virtute Pacis Westphalica eam asserere, Sacra-  
que Casarea Majestati, Imperioque, & Sacra  
Regia Majestati Christianissima guarantiam præ-  
stare semper fas erit.

## L V.

Et cum Sacra Casarea Majestas, Imperium-  
que, & Sacra Regia Majestas Christianissima  
grato animo agnoscant indefessa studia & officia,  
quæ Serenissimus Suecia Rex tranquillitati publicæ  
reducenda impendit, utrinque placet cum  
Regnis & Provinciis suis præsentis hoc tractatu  
omni meliori modo nominatim comprehendendi.

## L V I.

Porro quoque Sacra Casarea Majestatis & Im-  
perii nomine Pace hac comprehenduntur præter no-  
minata jam Imperii membra etiam reliqui Electo-  
res, Principes, Status & Membra Imperii, in-  
terque ea sigillatim Episcopus & Episcopatus Ba-  
siliensis, cum omnibus eorum ditionibus, præro-  
gativis & juribus: tum & Tredecim Helvetiorum  
Cantones cum eorum fœderatis, nominatim cum  
Republicâ & Civitate Genevatum & dependentiis,  
Urbe & Comitatu Neocomensi ad Lacum, Civita-  
tibus Sancti Galli, Mulhusæ & Bienna, Tribus  
Ligis Rhaticis seu Grisonibus, Septem Decimis Va-  
lesianis & Abbate Sancti Galli.

No-

*Nomine Sacra Regia Majestatis Christianissime comprehenduntur pariter tredecim Cantones Helvetie eorumque Fœderati, & nominatim Respublica Valesianorum.*

## L V I I I.

*Includentur etiam Paci omnes illi, qui ante permutationem ratihabitionum, vel postea intra sex menses ab unâ vel alterâ parte ex communi consensu nominabuntur.*

## L I X.

*Pacem hoc modo conclusam promittunt, Legati Cæsarei & Regii, Deputatorumque Imperii Ordinum Plenipotentarii ab Imperatore, Imperio, & Rege Christianissimo ad formam hîc mutuò placitam ratihabitionum & Ratificationum Instrumenta intra sex septimanarum spatium ab hodierno die computandarum, aut citius, si fieri queat, hîc reciprocè commutatum iri.*

## L X.

*In quorum fidem roburque tam Cæsarei quam Regii Legati Extraordinarii & Plenipotentarii, unâ cum Electorum, Principum & Statuum Imperii ad hunc actum Deputatorum Plenipotentiarum tabulas has propriis manibus subscripserunt & sigillis suis muniverunt. Acta hæc sunt in Palatio Riswicensi in Hollandiâ trigesima die mensis Octobris anno Domini millesimo.*

(L. S.) D. A. C. à Caunier. (L. S.) de Harlay Bonneuil.

(L. S.) Henr. C. de Stratman. (L. S.) Verjus de Crecy.

(L. S.) J. F. L. B. à Seilern. (L. S.) de Caillieres.

*de la Paix de Ryswick.* 41

1697.

Nomine Em. Elect.  
Mogunt.

Nomine Seren. Bava-  
riæ Electoris.

(L. S.) *M. Fridericus Baro de Prielmeyer, Legatus  
de Schonborn Legat. Extraordinarius &  
Plenipotentarius.*  
(L. S.)

(L. S.) *Ignatius Anton. Otten,  
Plenipotentarius.*

(L. S.) *Georgius Wilhelmus Mall, Plenipotentarius.*

Nomine Domûs Austriacæ.

(L. S.) *Franciscus Rudolphus ab Halden L. Baro de  
Trazberg, &c.*

Nomine Magni Ordinis Teutonici Magistri.

(L. S.) *Carolus B. à Loë, Ordinis Teutonici Eques.*

Nomine Celsissimi Principis & Episcopi  
Herbipolensis.

(L. S.) *Joannes Conradus Philippus Ignatius de Tas-  
tungen.*

Nomine Eminentissimi & Celsissimi Electoris  
Trevirensis ut Episcopi Spirensis.

(L. S.) *Joannes Henricus de Kayfersfeld, Plenipo-  
tentarius.*

Nomine Celsissimi Principis & D. Episcopi  
Constantiensis.

(L. S.) *Fridericus à Durheim.*

Nomi-

1697.

Nomine Reverendissimi & Celsissimi D. Episcopi  
& Principis Hildesienfis.

(L. S.) *Carolus Paulus Zimmerman, Celsitudinis sue  
Cancellarius, Consiliarius intimus, & Plenipotentiarius.*

Nomine Serenissimi & Reverendissimi Electoris  
Colonienfis tanquam Episcopi & Principis  
Leodienfis.

(L. S.) *Joannes Conradus Norff, Deputatus Plenipotentiarius.*

Nomine Reverendissimi & Celsissimi Episcopi  
& Principis Monasterienfis.

(L. S.) *Ferdinandus L. B. à Plettenberg ex Lenbausen, Ecclesie Cathedral. Paderborn. Monast. & Hildes. respectivè Decan. & Capit.*

Nomine Serenissimi Electoris Palatini tanquam  
Ducis Neoburgici.

(L. S.) *Joannes Henricus Hesterman, Plenipotentiarius.*

Nomine Serenissimi Ducis Wurttembergici.

(L. S.) *Jo. Georgius Nobilis de Kulpis S. R. Imp. Eques Consil. Statús intimus & Consil. Director.*

(L. S.) *Antonius Gunterus de Hespen Consiliarius in Consilio superiori & Plenipotentiarius Serenissimi Domini Ducis.*

Nomine

Nomine Serenissimi Marchionis Badæ Badensis.

.. S.) *Carolus Ferdinandus L. B. de Plittersdorff,*  
*salvo alternationis Ordine.*

Nomine Collegii Abbatialis Sueviæ.

L. S.) *Joseph Anton. Eusebius ab Halden in Neidberg*  
*L. Baro de Antenried, Plenipotentiarus.*

Nomine Comitum Scamni Wetteravici.

(L. S.) *Carolus Otto Comes à Solms.*

(L. S.) *F. C. ab Eeelsheim Consiliarius Hanovienfis*  
*& Plenipotentiarus.*

Nomine liberæ & Imperialis Civitatis Colonix  
Agrippinx.

(L. S.) *Herman Joseph Büdingen, Syndicus & Ple-*  
*nipotentiarus.*

Nomine Civitatis Augustæ Vindelicorum.

(L. S.) *Joannes Christophorus à Dirheim, Plenipo-*  
*sentiarus.*

Nomine Civitatis Imperialis Francofurti.

(L. S.) *Joannes Jacobus Müller, Plenipotentiarus.*

(L. S.) *Joannes Melchior Lucius J. U. L. Syndicus*  
*& Plenipotentiarus.*

Sequi-

*Sequitur tenor Plenipotentiarum.**Plenipotencia Cæsarea.*

**N**OS LEOPOLDUS Divinâ favente  
Clementiâ electus Romanorum Imperator  
semper Augustus, ac Germania, Hungaria, Bo-  
hemia, Dalmatia, Croatia, Sclavonia, &c.  
Rex, Archidux Austria, Dux Burgundia, Bra-  
bantia, Styria, Carinthia, Carniola, &c.  
Marchio Moravia, Dux Lucenburgia, ac Supe-  
rioris & inferioris Silesia, Wirtenbergæ & Tec-  
ke, Princeps Suevia, Comes Habsburgi, Tyro-  
lis, Ferretis, Kyburgi & Goritia, Marchio Sa-  
eri Romani Imperii, Burgovia, ac Superioris &  
inferioris Lusatia, Dominus Marchie Sclavonica,  
Portus Naonis, & Salinarum, &c. Notum  
testatumque facimus, quod cum nihil ardentius  
exoptemus, quam ut præsens bellum, quo ab ali-  
quot jam annis Christianus orbis affligitur, in  
equam & honestam Pacem quantocius converti  
queat, atque omnibus partibus belligerantibus  
placuerit, ut Tractatus & colloquia Pacis in loco  
ab iis communi consensu eligendo instituantur; idem  
quidquid in nobis est, ad comparandam tranquil-  
litatem orbi Christiano lubenter conferre volentes;  
confisi fidei, prudentia, & experientia nostro-  
rum & Sacri Romani Imperii fidelium dilectorum  
Illustris & Magnifici nostri Consiliarii Statûs,  
Camerarii, & Sacri Imperii Pro-Cancellarii,  
Dominici Andrea Comitisa Kauniz, hereditarii  
Domini in Austerlitz, Hungarischbrod, Mabriss-  
pruss, & Majoris Orzechau, Equitis aurei Vel-  
leris: nec non Illustris & Magnifici nostri Consi-  
liarii Imperialis Aulici, Camerarii, Henrici  
Joan-



Joannis Comitis à Stratman , Domini in Petër-  
bach , Orb , Schmiding , Spateubrun & Carls-  
berg : uti & Magnifici nostri Cōsiliarii Imperia-  
lis Aulici , & in Comitibus Imperii Concommissarii  
Plenipotentarii Joannis Friderici Liberi Baronis  
de Seilern , &c. eos nominavimus , elegimus , &  
constituimus , sicut & presentibus hisce nomina-  
mus , eligimus , & constituimus nostros Legatos  
Extraordinarios & Plenipotentarios ad dictos  
conventus & Tractatus Pacis habendos. Quibus  
proinde committimus & specialiter mandamus , ut  
se , quàm primùm fieri possit , ad locum , de quo  
inter partes conventum fuerit , conferant , ibique  
Pacis colloquia , sive directè sive interveniente  
operâ hinc inde recepti Mediatoris , instituant cum  
Serenissimi , Potentissimi & Christianissimi Prin-  
cipis Domini Ludovici Franciæ Regis , &c. Affi-  
nis & fratris nostri Charissimi , Legatis vel Depu-  
tatis sufficienti mandato ad præsent bellum termi-  
nandum , controversiasque , quæ eò spectant , per  
bonam & firmam Pacem componendas munitis.  
Damus quoque plenam & absolutam potestatem  
cum omni authoritate & mandato ad id necessariis ,  
supradictis nostris Legatis Extraordinariis & Ple-  
nipotentariis sive tribus conjunctim , sive duobus  
ex illis tertio absente vel aliter impedito , aut etiam  
uni eorum soli & seorsim , duobus reliquis similiter  
absentibus vel impeditis , Pacis Tractatum pro vo-  
bis , nostroque nomine inveniendi , concludendi & si-  
gnandi inter nos & prædictum Serenissimum & Po-  
tentissimum Franciæ Regem Christianissimum ,  
omnia quoque Instrumenta , quæ in eum finem re-  
quiri possunt , conscribendi , expediendi , extra-  
dendi , adeoque in universum agendi , promitten-  
di , stipulandi , concludendi & signandi , acta , de-  
clarationes , pacta conventa commutandi , alia-  
que

1697. *que omnia, quæ ad dictum Pacis negotium pertineant, faciendi æquè liberè & amplè, ac ipsi præsentibus id faceremus vel facere possemus; quantumvis mandato adhuc specialiori, & expressiori, quàm quod præsentibus hisce continetur, opus esse visum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo nostro Imperiali acceptum & gratum, firmum quoque & ratum Nos habituros, quodcunque per dictos Legatos nostros Extraordinarios & Plenipotentiarios trinos conjunctim, vel binos ex illis tertio absente vel aliter impedito; unum etiam eorum solum similiter absentibus vel impeditis duobus reliquis, actum, conclusum, signatum, extraditum & commutatum fuerit; nos obstringentes hisce præsentibus ad expediendum Ratificationum nostrarum Diplomata in decenti & solenni formâ intraque tempus, prout convenierit. In quorum fidem roburque præsentibus manu nostrâ subscriptas sigillo nostro Imperatorio firmari jussimus. Datum in Civitate nostrâ Vienna, die tertiâ mensis Februarii anno millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo, Regnorum nostrorum, Romani trigesimo nono, Hungarici quadragesimo secundo, Bohemici verò quadragesimo primo.*

LEOPOLDUS.

(L. S.)

VI.

SEBASTIANUS WUNIBALDUS

Comes à Zeyll.

*Ad mandatum Sacræ Cæsareæ  
Majestatis proprium.*

CASPARUS FLORENTIUS CONSRUCH.

Plein-

Plein-pouvoir général de l'Empire pour les Princes , donné en Latin aux Ambassadeurs de France , Députés de la part d'icelui.

**D**ennach des Heyligen Römischen Reichs Churfürsten , Fürsten und Stände für rathsamb befunden , aus dero mittel zu erkiesen ; welche denen zwischen ihrer Kayserlichen Majesteyt unserm Allergnädigsten Herrn , und dem Reich , auch übrigen Hoben Allürten eines , und der Crohn Franckreich andern theils , auf das fundäment des Westphälischen zu Nimwegen bestättigten Fridens veranlaßten Tractaten von Reichswegen bey zu wohnen , und dessen interesse mit zu beobachten hätten , und dann aus dem Churfürstlichen Collegio Chur Maintz , Chur Bayern , Chur Sachsen und Chur Brandenburg : Aus dem Fürstlichen aber Catholischer seithen , Osterreich Saltzburg , hoch und Teutsch Meister , Wurtsburg , Speyer , Costanz , Hildesheim , Lüttich , Munster ; salvo alternationis ordine , Pfalz Neuhurg , Baden-Baden , Schwäbische Prälaten ; So dan A. C. Verwanten seiths , Magdeburg , Schweden , Bremen , oder Pfalz-Zweybrücken , Sachsen-Coburg , Sachsen-Gottha , Brandenburg-Cullenbach Braunschweig-Zell , Braunschweig-Wolfenbüttel , Hessen-Cassel , Württemberg , salvâ alternatione , Holstein-Gluckstadt , Anhalt , Wetteravische Graffen : aus dem Reichs Stättischen Catholischen Theils , Cölln und Augspurg : und A. C. Verwanten Theils , Franckfurth und Nürnberg darzu erwehlet und benennet worden ; Als wird denen selben , von gesambten Reichs wegen , zu obgedach-

1697. dachtem Ende, Krafft dieses vollkommene gewalth  
 ertheilet, auf das sie die ihrige mit genugsamer  
 Vollmacht fürdersambst an dem bestimbten orth,  
 zu denen gemelten Tractaten schicken und abord-  
 nen, umb daselbst mit, und neben denen Höchst  
 Ansehentlichen Käyserlichen Herrn Herrn Pleni-  
 potentiariis zu erscheinen, und nach aufweis, der  
 ihnen diesfals ertheilten Instruction, das ienige  
 berathschlagen, und juxta stilum Imperii tracti-  
 ren, und verrichten zu helfen, was zu wider-  
 herbringung eines ehrlichen, sichern beständigen,  
 und allgemeinen Fridens dienen, und zu befürde-  
 rung der quovis modo betrangten, und untertruck-  
 ten Reichs Ständen, und Gliedern, verlangter  
 restitution auch Recht; und billichmässiger satis-  
 faction, nicht weniger gemeiner Wohlfarth und  
 beruhigung des Vatterlands gedeihen mag. Was  
 nuhn mit ihro der Crohn Franckreich durch sie,  
 oder in ein oder des andern abwesenheit, kranck-  
 heit, oder nicht erscheinen, durch die übrigen  
 (doch das der abgehenden vota zu observirung der  
 parität seinem Religions Verwanten Theil inmit-  
 telst accresciren sollen) nebst Höchst Gedachter  
 Käyserlichen Gesandtschaft, nach anbiethung  
 obangeregter instruction also gehandelt, verrich-  
 tet, und geschlossen werden wird. Solches solle,  
 so wohl von der Deputirten Principalen, als auch  
 von übrigen sambtlichen Reichs Ständen, in ge-  
 wisser allerseiths bestimmender und zulänglicher  
 zeit ratificiret, augenohmen und ohnverbrüchlich  
 gehalten, auch die Deputirte Stände deswegen,  
 wie es sich in dergleichen fällen gebühret, jedes-  
 mahl kräftig vertreten werden. Signatum Re-  
 gensburg den 15. Juni 1697.

(L. S.) Churfürstl. Maintz: Canzley.

Plein-

Plein-pouvoir général de l'Empire pour les Princes Députez de la part d'icelui, donné en Latin aux Ambassadeurs de France.

**P**ostquam Sacri Romani Imperii Electores, Principes & Status consultum esse duxerunt, ex corpore suo quosdam eligere qui illis, inter Sacram Cesaream Majestatem Dominum nostrum omnium Gratosissimum & Imperium, etiam Ceteros summos confœderatos ex una, & Coronam Gallie ex altera parte, ad fundamentum Westphalicæ Neomagensi confirmatæ Pacis institutis Tractatibus Imperii nomine ad esse & ipsius interesse observare deberent, sicque ex Collegio Electorali Elector Moguntinus, Elector Bavaricus, Elector Saxonicus & Elector Brandenburgicus, ex Collegio Principum vero, & quidem ex parte Catholicorum, Austriacus, Saltsburgensis, Magni Ordinis Teutonici Magister, Herbipolensis, Spirensis, Constantiensis, Hildesimensis, Leodiensis, Monasteriensis, salvo Alternationis Ordine, Palatinus Neoburgicus, Badensis, Suevici Abbatibus; ex parte Principum Augustanæ Confessionum Magdeburgensis, Suevici Bremensis, Palatinus, Bipontinus, Brandenburgicus Culmbacensis, Brunsvicensis, Cellensis, Brunsvicensis Wolfenbuttelensis, Hassæ Casselanus Wurtembergensis salva Alternatione, Holsteingluckstatensis, Anhaltinus, Wetteraviæ Comites; ex Collegio Civitatum a parte Catholicorum Colonia & Augusta Windelicorum, a parte Augustanæ Confessionis Francofurtum & Nurembergæ electi & nominati sunt, Hinc illis à toto Imperio ad dictum finem hisce præ-

Tome IV. C sen-

1697. sentibus absoluta potestas datur, ut suos cum sufficienti mandato quam primum ad destinatum locum nominatorum tractatum mittant, & delegent, ut ibidem unà cum summe considerandis Dominis Plenipotentariis Casarcanis compareant, & secundum ipsis datam instructionem illud consilium, & juxta stilum Imperii tractare & perficere possint; quod ad consequendam honestam, certam, constantem & universalem Pacem prodesse, nec non ad mutationem restitutionis quovis modo laesorum & suppressorum Statuum & Membrorum Imperii, uti & aqua justaeque satisfactionis, non minus communis salutis & tranquillitatis Patriae conducere possit, quidquid autem cum Corona Galliae per illos vel in unius alteriusve absentia, morbo aut non comparitione per ceteros (ita tamen ut absentium vota ad observandum Religionis paritatem interim sua Religioni addictos accrescere debeant) cum alte memorata Legatione Caesarea secundum supra dictam instructionem ita autem Tractatum conclusumque fuerit, illud omne tam à Deputatorum principalibus, quam ab omnibus Cæteris Imperii Statibus in certo sufficientique omni ex parte constituendo tempore acceptari, ratihaberi, & inviolabiliter servari statusque deputati idcirco uti in ejusmodi casibus oportet omni tempore fortiter indemnificari debere. Signatum Ratisbona die 15. Junii 1697.

(L. S.) Cancellariæ Moguntinæ.

Copiam hanc ex Germanino in Latinum Translatam cum vero suo Originali concordare attestatur  
Hagæ Comitum 15. Octobris 1679.

(L. S.) Cancellaria Moguntina.

Plein.

*Plein-pouvoir de sa Majesté Très-Chrétienne.* 1697.

**L**OUIS par la grâce de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, SALUT. Comme nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix, la Guerre dont la Chrétienté est présentement affligée, & que par les soins & la Médiation de notre très-cher & très-aimé Frère le Roi de Suède, les Villes de Delft & de la Haye ont été agréées de toutes les parties, pour tenir les Conférences nécessaires à cet effet. Nous par ce même desir d'arrêter autant qu'il sera en nous, & par l'assistance de la divine providence, la desolation de tant de Provinces & l'effusion de tant de Sang Chrétien. Savoir faisons, que nous confians entièrement en l'expérience, la capacité & la fidélité de notre bien aimé & feal le Sieur de Harlay de Bonneuil, Conseiller Ordinaire en notre Conseil d'Etat, & de notre bien aimé le Sieur Verjus, Comte de Crecy, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, les deux Eglises, du Menillet & autres Lieux, comme aussi en celle de notre bien aimé le Sieur de Caillieres, de la Rochechellay & de Gigny, qui est actuellement en la Ville de Delft, par les épreuves avantageuses, que nous en avons faites dans les divers emplois importants que nous leur avons confiez, tant au dedans qu'au dehors du Royaume. Pour ces causes & autres bonnes considérations à ce nous mouvans, nous avons commis, ordonné & député lesdits Sieurs de Harlay, de Crecy & de Caillieres, commettrons, ordonnons & députons par ces présentes signées de notre main, & leur avons donné &

1697. donnons Plein-pouvoir, Commission & Mandement spécial, d'aller dans ladite Ville de Delft, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires, & nos Plénipotentiaires pour la Paix, & conférer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Médiateurs respectivement reçus & agréés avec tous les Ambassadeurs Plénipotentiaires & Ministres, tant de nôtre très-cher & très-aimé Frère l'Empereur des Romains, que de nôtre très-cher & très-aimé Frère & Cousin le Roi Catholique, comme aussi de nos très-chers & grands amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, & de tous les autres Princes leurs Alliez; tous munis de pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les différens, qui causent aujourd'hui la Guerre, & pourront nos susdits Ambassadeurs & Plénipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre par maladie, ou autre empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix, & généralement faire, & négocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront nécessaire pour le susdit effet de la Paix, avec la même autorité que nous ferions & pourrions faire, si nous y étions présens en personne, encore qu'il y eût quelque chose, qui requit un mandement plus spécial, non contenu en cesdites présentes: promettant en foi & parole de Roi, de tenir ferme & d'accomplir tout ce que par lesdits Sieurs de Harlay, de Crecy & de Caillieres, ou par deux d'entr'eux en cas de l'absence de l'autre, par maladie ou autre empêchement, ou par un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas de



de maladie ou autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expédier nos Lettres de Ratification dans le tems qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir. Car tel est nôtre plaisir, en témoin dequoi nous avons fait mettre nôtre seel à ces présentes. Donné à Versailles le vint cinquième jour de Février l'an de grace mil six cens quatre vint dix sept & de nôtre Règne le cinquante quatrième. Signé LOUIS. Et sur le repli par le Roi COLBERT, & scellé du grand Seau de cire jaune.

### Articulus separatus.

**A**D majorem elucidationem articuli Restitueretur à Rege Christianissimo Domino Electori Palatino, &c. 8. *Instrumenti Pacis hodie subscripta hic amplius statuere placuit, ut in proponendis & decidendis Domina Ducissa Aurelianaensis adversus Dominum Electorem Palatinum prætensionibus seu juribus hac servetur ratio. Ubi de loco congressûs inter utrumque Arbitrum intra tempus ratificationi Pacis præfixum convenerit, parti utrique ille locus significabitur, illucque intra bimestre spatium à plenaria restitutione Domini Electoris Palatini juxta allegatum articulum factâ numerandum Delegati Dominorum Arbitrorum mittentur. Exhibeatur tùm illic intra mensem sequentem, à Domina Ducissâ, integra designatio prætensionum, seu petitionum adversus Dominum Electorem, illaque intra octiduum Domino Electori communicetur. Deducantur inde & Dominorum Arbitrorum Delegatis ibidem tradantur, inter alios quatuor menses, eâdem die ab his nominandâ, utriusque partis fundamenta in quadruplo;*

1697. ex quibus singuli Arbitri unum exemplar penes se retinebunt, tertium ad acta communia arbitrii reponetur, quartum verò partibus hinc inde intra octiduum communicabitur. Respondeatur pari ratione, & Dominorum Arbitrorum Delegatis eadem die in quadruplo exhibeatur utriusque partis responsio, partibus rursus vice mutuâ intra octiduum extradendâ. Intra quatuor subsequentes menses ad conclusionem causæ utrinque procedatur, & Arbitrii sententiæ simul submittatur, atque hæc conclusio & submissio, partibus ad notitiam communicetur, actaque presentibus partium Procuratoribus, quod dici solet, innotulentur. Viso dein & examinato utriusque partis jure intra sex menses à Dominis Arbitris eorumve Delegatis juratis in loco congressus sententiæ secundum Leges & Constitutiones Imperii publicè feratur, & ubi concors fuerit, executioni plenè mandetur. Sin Domini Arbitri eorumve Delegati in sententiâ discordes fuerint, acta Arbitrii communia intra bimestre spatium à die sententiæ inchoandum, communibus partium sumptibus Romam deferantur, & summo Pontifici, tanquam Super-Abitro exhibeantur, quod rem iterum examinandam, Delegatis neutri partium suspectis, & juratis intra binos menses committat, hique super actis prioribus, nullâ ulteriore deductione partibus permissâ, intra sex menses proximè secuturos, uti dictum est, juxta Leges & Constitutiones Imperii ultimam sententiâ proferant, nullo modo convellendam, sed absque ullâ morâ aut contradictione à Dominis Arbitris executioni demandandam. Quod si alterutra pars in proponendis, deducendis aut probandis prætensionibus, & juribus moram fecerit, licebit nihilominus alteri parti in terminis constitutis, qui extendi nunquàm debebunt, jura sua deducere, & exhi-

exhibere, atque Arbitris eque ac Super-Arbitro eâ 1697.

quâ expressum est ratione procedere, sententiamque juxta exhibita acta & probata pronunciare & exequi. Processu tamen hoc non obstantem ab ipsismet partibus tum à Dominis Arbitris via amicalis compositionis tentetur, nihilque omittatur, quod ad terminandam amicè controversiam pertinere possit. Cum etiam articulo Pacis jam allegato convenerit, ut donec hæc controversia finem accipiat, annua summa ducentarum millium librarum Turonensium, seu centenorum millium Florenorum Rhenensium, à Domino Electore Palatino, Domina Ducissa Aurelianensi exsolvatur, ratione hujus solutionis & termini, à quo incipere debeat, porro specialiter conventum est, ut ista præstatio tunc demùm incipiat, postquam juxta tenorem dicti articuli mentionata inibi Ditiones & loca, Domino Electori plenariè restituta fuerint. Ut autem Domina Ducissa Aurelianensis de solutione præfata summa tantò securior esse possit, Dominus Elector tot ex administratoribus seu Collectoribus Præfecturæ Germersheimensis aliorumque locorum Palatinorum quot suffecerint, ante ratam pacem nominabit, qui eam Domina Ducissa, vel ejusdem Mandatario Landavia singulis annis, dimidiâ parte quovis semestri solvendâ, præstandam in se suscipiant, quique si non satisfecerint, viâ juris ordinariâ, & si ulterior necessitas urgeat, vel ab ipso Rege Christianissimo executione militari ad solvendum cogi possint. Fiet autem hac solutio eâ lege, & conditione, ut ea, quæ ratione dictæ annuæ præstationis Domina Ducissa Aurelianensi, decisione coràm Arbitris pendente soluta, cum prætensionibus, si quæ ab Arbitris eidem adjudicarentur, compensanda, vel si nihil, aut minus illi deberi decideretur, restituen-

1697. *da veniant, hacque compensatio vel restitutio non minus, quam ipsa controversia per sententiam arbitralem determinetur. Si verò Domina Ducissa Aurelianensis formulæ compromissi in exhibendâ designatione prætensionum, instructione causæ, & Responsione ad exhibita Palatina non satisfecerit, sed in morâ fuerit, cursus dictæ præstationis annuæ pro isto solum temporis spatio sistetur, ipso causæ processu juxta eandem compromissi formulam progrediente. Acta hæc sunt in Palatio Ryswicensi 30. Octobris 1697.*

(L. S.) D. A. C. à Cauniez. (L. S.) de Harlay Bonnenil.

(L. S.) Henr. C. de Stratman. (L. S.) Verjus de Crecy.

(L. S.) J. F. L. B. à Seilern. (L. S.) de Caillieres.

Nomine Em. Elect.  
Mogunt.

Nomine Seren. Bava-  
riz Electoris.

(L. S.) M. Fridericus Baro de Prielmeyer, Legatus  
de Schonborn Legat. Extraordinarius &  
Plenipotentarius.  
(L. S.)

(L. S.) Ignatius Anton. Otten,  
Plenipotentarius.

(L. S.) Georgius Wilhelmus Moll, Plenipotentarius.

Nomine Domûs Austriacæ,

(L. S.) Franciscus Rudolphus ab Halden L. Baro de  
Trazberg, &c.

Nomine Magni Ordinis Teutonici Magistri.

(L. S.) Carolus B. à Loë, Ordinis Teutonici Eques.

Nomi-

Nomine Celsissimi Principis & Episcopi  
Herbipolensis.

(L. S.) *Joannes Conradus Philippus Ignatius de Tas-*  
*ungen.*

Nomine Eminentissimi & Celsissimi Electoris  
Trevirensis ut Episcopi Spirensis.

(L. S.) *Joannes Henricus de Kayfersfeld, Plenipo-*  
*tentiarius.*

Nomine Celsissimi Principis & D. Episcopi  
Constantiensis.

(L. S.) *Fridericus à Durheim.*

Nomine Reverendissimi & Celsissimi D. Episco-  
pi & Principis Hildesienfis.

(L. S.) *Carolus Paulus Zimmerman, Celsitudinis sua*  
*Cancellarius, Consiliarius intimus, & Ple-*  
*nipotentarius.*

Nomine Serenissimi & Reverendissimi Electoris  
Colonienfis tanquam Episcopi & Prin-  
cipis Leodiensis.

(L. S.) *Joannes Conradus Norff, Deputatus Plenipo-*  
*tentiarius.*

Nomine Reverendissimi & Celsissimi Episcopi  
& Principis Monasteriensis.

(L. S.) *Ferdinandus L. B. à Plettenberg ex Lenban-*  
*sen, Ecclesiae Cathedral. Paderborn. Monast.*  
*& Hildesf. respectivè Decan. & Capit.*

1697.

Nomine Serenissimi Electoris Palatini tanquam  
Ducis Neoburgici.

(L. S.) *Joannes Henricus Hetterman*, *Plenipoten-*  
*tiarius.*

Nomine Serenissimi Marchionis Badæ-Badenfis.

(L. S.) *Carolus Ferdinandus L. B. de Plittersdorff*,  
*salvo alternationis Ordine.*

Nomine Collegii Abbatialis Sueviæ.

(L. S.) *Joseph Anton. Eusebius ab Halden in Neidberg*,  
*L. Baro de Autenried*, *Plenipotentarius.*

Nomine liberæ & Imperialis Civitatis Colonix  
Agrippinx.

(L. S.) *Herman Joseph Büllingen*, *Syndicus & Ple-*  
*nipotentarius.*

Nomine Civitatis Augustæ Vindelicorum.

(L. S.) *Joannes Christophorus à Dirheim*, *Plenipo-*  
*sentarius.*



TRA-

## TRADUCTION.

T R A I T É  
D E P A I X ,

*Entre l'Empereur & l'Empire d'une part, & la France d'autre, conclu au Château Royal de Ryswick en Hollande, le 30. Octobre 1697.*

**A**U nom de la très-Sainte Trinité, Amen. A tous & un chacun soit notoire; qu'une cruelle Guerre, accompagnée de l'effusion de beaucoup de Sang Chrétien, & de la désolation de plusieurs Provinces, s'étant faite depuis quelques années entre le très-Sérénissime & très-puissant Prince & Seigneur, le Seigneur Leopold élu Empereur des Romains, toujours Auguste, Roi de Germanie, de Hongrie, de Bohême, de Dalmatie, de Croatie & d'Esclavonie; Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Styrie, de Carinthie, de Carniole; Marquis de Moravie; Duc de Luxembourg, de la haute & de la basse Silésie, de Wirtemberg & de Teck; Prince de Suabe; Comte de Habsbourg, de Tyrol, de Kybourg & de Goricie; Marquis du Saint Empire Romain, de Burgow, & de la haute & basse Lusace, Seigneur de la Marche Esclavone, de Port-Naon & de Salins, &c. & le Saint Empire Romain d'une part; & le Sérénissime & très-puissant Prince & Seigneur, le Seigneur Louis XIV. Roi Très-

1697. Chrétien de France & de Navarre, d'autre. Et sa Majesté Impériale & sa Majesté Très-Chrétienne s'étant appliquez sérieusement à terminer au plutôt ces maux, qui s'augmentoient tous les jours à la ruine du Christianisme, par la bonté divine & par les soins du Sérénissime & très-puissant Prince & Seigneur Charles XI. Roi de Suède, des Goths, & des Vandales, Grand Prince de Finlande, Duc de Scanie, d'Esthonie, de Livonie, de Carelie, de Brême, de Ferden, de Stettin, de Pomeranie, de Cassubie & de Vandalie; Prince de Ruguen; Seigneur d'Ingrie & de Wismar; Comte Palatin du Rhin; Duc de Bavière, de Juliers, de Clèves & de Bergues, d'Illustre mémoire, qui dès les commencemens de ces mouvemens, ne cessa de solliciter puissamment les Princes Chrétiens à la Paix; & ensuite ayant été reçu pour Médiateur Universel, ne cessa de travailler glorieusement jusques à sa mort à la procurer au plutôt, ayant établi pour cet effet des Conférences dans le Palais de Ryswick en Hollande: & après sa mort, le Sérénissime & puissant Prince & Seigneur, le Seigneur Charles XII. Roi de Suède, des Goths & des Vandales, Grand Prince de Finlande, Duc de Scanie, d'Esthonie, de Livonie, de Carelie, de Brême, de Ferden, de Stettin, de Poméranie, de Cassubie & de Vandalie; Prince de Ruguen; Seigneur d'Ingrie & de Wismar; Comte Palatin du Rhin; Duc de Bavière, de Juliers, de Clèves & de Berghes, ayant hérité du Roi son Père le même empressement pour procurer la tranquillité publique, & les Traitez ayant été amenez à leur perfection, dans lesdites Conférences; les Ambassadeurs & Plénipotentiaires établis légitimement.



gitimement de part & d'autre s'étant trouvez 1697.  
pour cètteffet audit lieu : savoir de la part de sa  
Majesté Impériale les très-Illustres & très-Excel-  
lens Seigneurs, le Sieur Dominique André de  
Kaunitz , Comte du Saint Empire Romain ,  
Seigneur Héréditaire d'Austerlitz , d'Hunga-  
rischbrod , de Mahrishspruss , & d'Orzechan le  
Grand , Chevalier de la Toison d'Or , Conseiller  
d'Etat intime de sa Sacrée Majesté Impériale,  
Chambellan , & Vice-Chancelier de Saint Em-  
pire; le Sieur Henri Jean de Straatman & de  
Peurbach , Comte du Saint Empire Romain ,  
Seigneur d'Orth , de Schmiding , de Spaten-  
brun , & de Carlsberg , Conseiller Impérial Au-  
lique , & Chambellan de sa Sacrée Majesté Im-  
périale : & le Sieur Jean Frédéric libre & noble  
Baron de Seilern , Conseiller Impérial Aulique  
de sa Sacrée Majesté Impériale , & l'un des Com-  
missaires Plénipotentiaires dans les Diètes Impé-  
riales : & de la part de sa Sacrée Majesté Très-  
Chrétienne , les très-Illustres & très-Excellens  
Seigneurs, le Sieur Nicolas Auguste de Harlay ,  
Chevalier , Seigneur de Bonneuil , Comte de  
Cely , Conseiller ordinaire du Roi en son Con-  
seil d'Etat : le Sieur Louis Verjus , Chevalier  
Conseiller ordinaire du Roi en son Conseil d'E-  
tat , Comte de Crecy , Marquis de Freon , Ba-  
ron de Convey , Seigneur de Boulay , les deux  
Eglises , de Fort-Isle , & autres lieux : & Sieur  
François de Caillières , Seigneur de Caillières ,  
de la Rochechellay & de Gigny , par la Média-  
tion & l'entremise de très-Illustres & très-Excel-  
lens Seigneurs, le Sieur Charles Bonde , Comte  
de Biornoo , Seigneur d'Hesleby , de Tyres , de  
Toftaholm , de Grafsteen , de Gustavusberg , &  
de Rezitza , Conseiller de sa Majesté le Roi de

1697.

Suède, & Président du Suprême Sénat de Dorpat en Livonie, & du Sieur Nicolas libre Baron de Lillieroot, Secrétaire d'Etat de sa Majesté le Roi de Suède, & Ambassadeur Extraordinaire près de leurs Hautes Puissances les Etats Généraux des Provinces-Unies, tous deux Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, pour l'établissement de la Paix Générale, qui se sont acquittez de la Charge de Médiateurs, avec intégrité, avec attachement, & avec prudence. Présens, approuvans, & consentens les Plénipotentiaires des Electeurs, Princes, & Etats Députés du Saint Empire Romain, après l'invocation du Saint nom de Dieu, & l'échange de leurs Plein-pouvoirs faite dans les formes, ils sont convenus pour la gloire du Saint nom de Dieu, & le bien de la République Chrétienne, des conditions de Paix & de concorde dont la teneur s'enfuit.

## I.

Il y aura une Paix Chrétienne, Universelle, & Perpétuelle, & une vraie amitié entre sa Sacrée Majesté Impériale & ses Successeurs, tout le Saint Empire Romain, & les Royaumes & Etats héréditaires, leurs Vassaux & Sujets d'une part, & sa Majesté Très-Chrétienne, & ses Successeurs, Vassaux, & Sujets d'autre; elle sera entretenue sincèrement & de bonne foi, en sorte que l'un n'entreprenne aucune chose sous quelque prétexte que ce soit à la ruine ou au préjudice de l'autre; & ne prête aucun secours sous quelque nom que ce soit, à ceux qui voudroient l'entreprendre, ou qui en quelque manière, voudroient faire quelque dommage; qu'il ne recevra, protégera, ou aidera, en quelque sorte que cela se puisse ou doive faire, les Sujets Rebel-

belles ou desobéissans de l'autre Parti : mais au contraire les deux Partis procureront sérieusement l'utilité, l'honneur, & l'avantage réciproquement l'un de l'autre, nonobstant toutes promesses, Traitez, ou Alliances contraires faits ou à faire en quelque sorte que ce soit, lesquels tous sont abolis par le présent. 1697.

## I I.

Il y aura de part & d'autre une Amnistie & un oubli perpétuel de toutes les hostilités réciproquement commises, en quelque lieu ou manière, que ce soit ; en sorte que sous cause ou prétexte d'icelles, ou pour quelque autre raison, l'un ne puisse témoigner à l'autre aucun ressentiment, ni susciter aucune fâcherie directement ou indirectement, par voye de justice ou de fait, en quelque lieu que ce puisse être, ni permettre, qu'il en soit témoigné, ou suscité, mais toutes & chacunes injures & violences par parole, par écrit, ou de fait, sans aucun égard aux personnes ou choses, sont si entièrement & si pleinement abolies, que tout ce que l'un peut prétendre contre l'autre à ce sujet, sera mis & enseveli dans un perpétuel oubli. Jouiront de l'effet & bénéfice de la présente Amnistie tous & chascuns les Vassaux & Sujets d'une & d'autre part ; en sorte qu'il ne puisse tourner au préjudice & désavantage d'aucun d'iceux d'avoir suivi tel ou tel parti ; mais qu'il soit entièrement rétabli, quant à ses honneurs & biens, en l'état auquel il étoit immédiatement avant la Guerre ; réservé néanmoins ce qui a été spécialement réglé dans les Articles suivans, à l'égard des Bénéfices Ecclésiastiques, des biens meubles, & des revenus.

1697.

Les Traitez de Westphalie & de Nimégue sont considérez comme la base & le fondement du présent Traité; & en conséquence immédiatement après l'échange des Ratifications, lesdits Traitez seront entièrement exécutez à l'égard du spirituel & du temporel; & seront observez inviolablement à l'avenir, sice n'est en tant qu'il y sera expressement dérogé par le présent Traité.

## I V.

Seront rendus en particulier à sa Majesté Impériale & à l'Empire, à ses Etats & Membres, tous les lieux & droits situez hors de l'Alsace, qui ont été occupez par sa Majesté Très-Chrétienne, tant durant la présente Guerre par voye de fait, que par voye d'Unions & Réunions, ou qui ont été exprimez dans la Liste des Réunions produite par les Ambassadeurs de France, cassant pour cét effet tous les Décrets, Arrêts, & Déclarations faits & publiez sur ce sujet par les Chambres de Metz & de Besançon, & par le Conseil de Brisac: & toutes choses seront mises dans l'état où elles étoient, avant lesdites prises, Unions, ou Réunions, sans qu'à l'avenir les Possesseurs desdits lieux soient plus troublez ou inquiétez; la Religion Catholique Romaine néanmoins demeurant dans lesdits lieux ainsi rétablis dans l'état auquel elle est à présent.

## V.

Et bien que par ces règles générales on puisse facilement juger, qui sont ceux qui doivent être rétablis, & comment & jusques où ils le doivent être; néanmoins sur l'instance de quelques uns, & pour des raisons particulières, il a été jugé à propos de faire une mention particulière sur:

sur quelques sujets , en sorte néanmoins , que 1697.  
ceux qui ne seront pas expressement nommez ,  
ne puissent être tenus pour obmis ; mais jouissent  
absolument du même droit , que les nommez ,  
& soient mis dans le même rang.

V I.

Nommément le Seigneur Electeur de Trèves  
& Evêque de Spire sera remis en possession de la  
Ville de Trèves , en l'état qu'elle est à présent ,  
sans en rien démolir ou détériorer , tant des édi-  
fices publics , que particuliers ; avec l'Artillerie  
qui y étoit lors de la dernière mise en possession.  
Pareillement tout ce qui a été réglé dans l'Arti-  
cle I V. précédent , au sujet des lieux occupez ,  
des Unions & Réunions , doit être censé repe-  
té en particulier en faveur des Eglises de Trèves  
& de Spire.

V I I.

L'Electeur de Brandebourg jouïra pareille-  
ment de tous les avantages de la présente Paix ,  
& y sera compris avec tous ses Etats , possessions ,  
sujets & droits , & spécialement ceux , qui lui  
appartiennent en vertu du Traité du 29. de Juin ,  
de l'an 1679. de même que s'ils étoient ici spéci-  
fiez chacun en particulier.

V I I I.

Tous les Etats occupez par le Roi Très-Chré-  
tien , seront rendus à l'Electeur Palatin , soit  
qu'ils lui appartiennent en particulier , soit qu'il  
les possède en commun avec d'autres , quels qu'ils  
puissent être ; & spécialement la Ville & la Pré-  
fecture de Germersheim , & les Prefectures &  
Sousprefectures y comprises , avec toutes les For-  
teresses , Citez , Villes , Villages , Hameaux ,  
Fonds , Fiefs & Droits , selon qu'ils ont été  
rendus par la Paix de Westphalie , avec tous les.

Docu-

1697. Documens & Actes enlevés des Archives, de la Chancellerie, de la Cour des Fiefs, de la Chambre des Comptes, des Préfectures, & autres Offices Palatines, aucun lieu, effet, droit, ou Document excepté. Et quant aux droits & prétensions de Madame la Duchesse d'Orléans, il est convenu, que la susdite restitution étant préalablement faite, l'affaire sera jugée en forme de Compromis par sa Majesté Impériale & par sa Majesté Très-Chrétienne comme Arbitres, ce qui sera décidé selon les loix & constitutions Impériales. Que s'ils ne conviennent pas dans leur sentiment, l'affaire sera déferée au Pape, pour en juger, comme Sur-Arbitre. On ne laissera pas néanmoins cependant de tâcher de procurer un accord amiable entre les Parties. Et jusques à ce que ladite affaire soit terminée, ledit Seigneur Electeur donnera toutes les années à ladite Duchesse d'Orléans la somme de deux cens mille livres Tournois, ou de cent mille florins du Rhin, en sorte & à cette condition, ainsi qu'il est porté par un article particulier, de même force & vigueur, que le présent Traité, que le droit des deux Parties, comme aussi celui de l'Empire, demeurera dans son entier, tant à l'égard du possessoire, que du pétitoire.

## I X.

Sera rendu au Roi de Suède, en qualité de Comte Palatin du Rhin, de Comte de Sponheim & de Veldents, son ancien Duché des Deux-ponts libre & dans son entier, avec toutes ses appartenances & dépendances, & les droits, dont les Comtes Palatins & Ducs des deux Ponts Prédécesseurs de sa Majesté Suédoise, ont joui, ou pû jouir, conformément à la Paix de Westphalie, en sorte que tout ce que la Couronne de Fran-

France a prétendu jusques ici sur ce Duché en 1697. tout ou en partie, sous quelque titre que ce soit, & qu'elle a occupé, revienne de plein droit à sa Majesté Suédoise & à ses Héritiers Comtes Palatins du Rhin. Seront rendus pareillement tous les Actes & Documens, concernant ledit Duché, avec l'Artillerie, qui y étoit du tems que la France s'en empara, & toutes les autres choses dont il est convenu dans les Articles précédens au sujet des Restitutions.

X.

Quant à la Principauté de Veldents, & à ce que le Défunt Prince Leopold Louis Comte Palatin du Rhin a possédé en vertu de ladite Principauté ou de celle de Lautrec, il sera rendu conformément à l'Article IV. & à la liste exhibée par les Ambassadeurs de France, sauf les droits de chacun des Prétendans tant à l'égard du possessoire, que du pétitoire.

XI.

Seront rendues au Prince François Louis Palatin Grand Maître de l'Ordre Teutonique & Evêque de Wormes, entièrement toutes les Commanderies prises par la France audit Ordre, & qui lui ont été assignées, ou qu'il a possédées anciennement, avec les lieux, revenus, & droits, & jouira ledit Ordre en vertu desdites Commanderies & biens situez sous la domination de France, tant à l'égard de la Collation, que de l'Administration, des mêmes Usages, Privilèges, & exemptions, dont il a joui ci-devant, selon ses Statuts & Loix, & dont l'Ordre de Saint Jean de Jerusalem a accoutumé de jouir. Aura aussi lieu à l'égard de l'Evêché de Wormes & des autres Eglises dudit Prince, tout ce qui a été arrêté par le présent Traité, à l'égard des  
ressi.

1697. restitutions des lieux & des contributions ou autrement.

## X I I.

Seront rendus à l'Electeur de Cologne, en qualité d'Evêque & Prince de Liège, le Château & la Ville de Dinant, en l'état qu'ils étoient lorsque la France s'en empara, avec tous les droits & dépendances, & toute l'Artillerie & Documens, qui s'y trouvèrent pour lors. Au reste, tout ce qui a été réglé dans l'Article IV. à l'égard de ce qui a été pris, des Unions & Réunions, sera censé repeté en particulier, en faveur des Eglises de Cologne & de Liège.

## X I I I.

La Maison de Wirtemberg, & spécialement le Duc George, sera rétabli pour lui & ses Successeurs eu égard à la Principauté & Comté de Monbelliard, dans les mêmes état, droits, prérogatives, & spécialement dans la même dépendance immédiate de l'Empire Romain, dont il a joui ci-devant, & dont jouissent ou doivent jouir les autres Prince de l'Empire, cassant pour cet effet toute reconnoissance en qualité de Vassal faite à la Couronne de France en 1681. Et jouiront désormais lesdits Princes librement de tous les revenus qui dépendent de ladite Principauté & Comté, tant Séculiers, qu'Ecclésiastiques, dont ils jouissoient avant la Paix de Nimègue, de même que des Fiefs, qui ont été ouverts en leur faveur, ou qu'ils ont accordez à d'autres, du tems de la détention de la France. Excepté le Village de Baldenheim avec ses appartenances, que le Roi Très-Chrétien a donné au Commandeur de Chamlay Mestre de Camp Général de ses Armées, laquelle donation doit subsister, en sorte néanmoins qu'il en soit fait hommage



mage audit Duc de Wirtemberg & à ses Successeurs, comme au Seigneur direct, & qu'il soit obligé de lui en demander l'Investiture, seront pareillement rétablis lesdits Princes dans la pleine & libre possession tant de leurs fiefs possédez en Bourgogne, de Clereval & de Passavant, que des Seigneuries de Granges, d'Herricourt, de Blamont, de Châtelart, & de Clemont, & autres situées dans le Comté de Bourgogne & dans la Principauté de Monbelliard, avec tous leurs droits & revenus entièrement de la même manière, qu'ils les ont possédez avant la Paix de Nimégue, abolissant pleinement tout ce qui a été fait & prétendu au contraire, sous quelque titre, en quelque tems, & de quelque manière que ce puisse être. 1697.

#### X I V.

Jouïra pareillement la Famille des Marquis de Bade de tout le droit & bénéfice de la présente Paix, & par conséquent aussi de celle de Westphalie & de Nimégue, & particulièrement des Articles 4. & 51. de ce présent Traité.

#### X V.

Les Princes & Comtes de Nassau, de Hanaw, & de Leiningue, & tous les autres Etats du Saint Empire Romain, qui doivent être rétablis par l'Article I V. de ce Traité & autres, seront pareillement rétablis dans tous & chacun leurs Etats, dans les rentes & revenus, qui en dépendent, & dans tous les autres droits & bénéfices, de quelque nature, qu'ils soient.

#### X V I.

Et parce que pour mieux affermir la présente Paix, il a été jugé à propos de faire échange cà & là de quelques Pays; sa Majesté Impériale & l'Empire cèdent à sa Majesté Très-Chrétienne & aux

1697. & aux Rois ses Successeurs la Ville de Strasbourg & tout ce qui en dépend à la gauche du Rhin, avec tout droit, propriété, & souveraineté, qui ont appartenu ou pouvoient appartenir, à sadite Majesté Impériale & à l'Empire Romain jusques à présent, & les transportent tous & un chacun à sa Majesté Très-Chrétienne & ses Successeurs, en sorte que ladite Ville avec toutes ses appartenances & dépendances situées à la gauche du Rhin, sans en rien excepter, avec toute juridiction, supériorité, & souveraineté dès à présent & à perpétuité appartiendront au Roi Très-Chrétien & à ses Successeurs, & sont unis & incorporez à la Couronne de France, sans aucune contradiction de la part de l'Empereur, de l'Empire, ou de qui que ce soit : & pour plus grande confirmation de ladite cession & aliénation, l'Empereur & l'Empire dérogent expressément en vertu de la présente transaction, aux Décrets, Constitutions, Status, & Coutumes de l'Empire Romain, même confirmées par serment, ou qui pourroient être confirmée à l'avenir, & particulièrement à la Capitulation Impériale, entant qu'elle défend toute sorte d'aliénation des biens & droits de l'Empire, auxquelles toutes ils renoncent expressément, libérant ladite Ville, & tous ses Magistrats, Officiers, Citoyens, & Sujets de tous les liens & sermens, par lesquels ils avoient été obligez aux Empereurs & à l'Empire, & la laissant en liberté de prêter serment de sujettion, d'obéissance & de fidélité au Roi Très-Chrétien & à ses Successeurs; & en mettant le Roi Très-Chrétien en la pleine & juste propriété, possession, & souveraineté, renonçant dès à présent & à perpétuité à tous droits & prétensions sur icelle; & voulant pour cèt effet, que ladite

ladite Ville de Strasbourg ſoit effacée de la Matri- 1697.  
cule de l'Empire.

## X V I I.

Il ſera néanmoins libre à tous & un chacun les Habitans de ladite Ville & de ſes dépendances, de quelque condition qu'ils ſoient, qui en voudront ſortir, de ſ'aller établir ailleurs où ils voudront, & où ils pourront transporter leurs biens meubles ſans aucun empêchement, diminution ou exaction, & durant une année après la ratification de la Paix, & durant l'eſpace de cinq ans, en exécutant les conditions, qu'on à accoutumé d'exécuter d'ancienneté dans ledit Pays en de ſemblables cas; & pourront vendre leurs biens immeubles, ou les retenir, & les régir eux mêmes ou les faire régir par d'autres; le même pouvoir de retenir & de régir leurs biens immeubles ſoi-même ou de les faire régir par d'autres appartiendra à tous autres Membres ou ſujets de l'Empire médiats ou immédiats, qui auront des biens, revenus, débtes, actions, ou droits dans laditte Ville, & dans ſes dépendances, ſoit qu'ils en ayent toujours joui, ſoit qu'ils ayent été conſiſquez durant ou avant la guerre & donnez à d'autres, leſquels doivent être rendus par la préſente Convention, de quelque nature qu'ils ſoient, & en quelque endroit qu'ils ſoient ſituez, ſauf auſſi la Jurisdiction Eccleſiaſtique à ceux auſquels elle a appartenu d'ancienneté, ſans qu'il ſoit jamais permis de ſ'y oppoſer ou d'en empêcher l'exercice.

## X V I I I.

Pareillement auſſi ſa Maieſté Très-Chrétienne de ſon côté rendra, trente jours après la Ratification du préſent Traite, à ſa Maieſté Impériale & à l'Empire, avec tous ſes droits & dépendan-

1697. dances, le Fort de Keyl construit par sa Majesté Très-Chrétienne à la droite du Rhin, en son entier & sans en rien démolir. Et quant au Fort de la Pille & autres construits dans les Iles du Rhin, ils seront entièrement rasez dans un mois, ou plutôt, si faire se peut, aux dépens du Roi Très-Chrétien, sans qu'ils puissent être rétablis ci-après par l'un ou par l'autre parti. Et quant à la Navigation & autre usage du Fleuve, il sera libre & ouvert aux Sujets des deux Partis, & tous autres qui voudront passer par là, naviger ou transporter leurs marchandises; sans que l'un ou l'autre puisse rien entreprendre là ou ailleurs, pour détourner ledit Fleuve, & en rendre, en quelque sorte le cours, la navigation ou autre usage plus difficile; moins encore sera-t-il permis d'exiger de nouveaux droits, impôts, ou péages, ou d'augmenter les anciens; d'obliger les bateaux d'aborder à une rive plutôt qu'à l'autre, d'y exposer leurs charges, ou marchandises, ou d'y en recevoir; mais tout cela sera toujours laissé à la liberté d'un chacun.

## X I X.

Sa Majesté Très-Chrétienne cède pareillement à sa Majesté Impériale & à la Sérénissime Maison d'Autriche la Ville & Forteresse de Friburgh, de même que le Fort de Saint Pierre, & le Fort appelé de *l'Etoile*, & tous les autres Forts nouvellement construits ou reparez là ou ailleurs dans la Forêt Noire ou dans le reste du Brisgaw, le tout en l'état auquel il est présentement, sans rien démolir ou détériorer avec les Villages de Lehen, Metzhausen, & Kirchzarth, & avec tous leurs droits, comme ils ont été cedez à sa Majesté Très-Chrét. par la Paix de Nimégue, ou possédez & exercez par elle, avec les archives & tou-

& toutes Ecritures ou Documens écrits, qui y furent trouvez, lors que ſadite Majeſté ſ'en mit en poſſeſſion, ſoit qu'ils ſoient encore ſur les lieux, ſoit qu'ils ayent été tranſportez ailleurs, ſauf & réſervé le droit dioceſain, & autres droits & revenus de l'Evêché de Conſtance. 1697.

## X X.

Semblablement Sa Majeſté Très-Chrétienne cède & tranſporte à Sa Majeſté Impériale la Ville de Briſac entièrement, dans l'état où elle eſt à préſent, avec les greniers, arſenaux, fortifications, remparts, murailles, tours, & autres édifices publics & particuliers, & toutes les dépendances ſituées à la droite du Rhin; laiſſant au Roi Très-Chrétien celles qui ſont à la gauche, & entr'autres le Fort appelé le Mortier. Mais la Ville appelée Neuve ſituée à la gauche dudit fleuve, avec le pont, & le Fort bâti dans l'Iſle du Rhin, ſeront entièrement démolis & razez, pour n'être plus rebâtis déſormais par l'une ou par l'autre Partie. Du reſte, la même liberté de ſe retirer de Briſac ailleurs, dont on eſt convenu à l'égard de la Ville de Strasbourg, doit être cenſée repetée ici de mot à mot.

## X X I.

Leſdits Lieux, Villes, Châteaux, & Fortereſſes avec toutes leurs Jurifdiſtions, appartenances, & dépendances cedez à Sa Majeſté Impériale par Sa Majeſté Très-Chrétienne, ſeront rendus & délivrez ſans aucune reſerve ou exception, & ſans en rien retenir, de bonne foi, & ſans aucun retardement, empêchement ou prétexte, à ceux, qui après la ratification du préſent Traité, ſeront établis &

députez spécialement pour cela par Sa Majesté Impériale, & en auront fait aparoir aux Intendants, Gouverneurs, ou Officiers François des lieux qui doivent être rendus; en sorte que lesdites Villes, Citadelles, Forts, & Lieux, avec tous leurs privilèges, utilitez, revenus, & émolumens, & autres choses quelconques y comprises retournent sous la juridiction, possession actuelle, & absolue puissance & Souveraineté de Sa Majesté Impériale & de la Maison d'Autriche, & y demeurent à perpétuité, ainsi qu'ils lui ont appartenu autrefois, & ont été possédez jusques ici par Sa Majesté Très-Chrétienne, sans que la Couronne de France retienne ou se reserve aucun droit ou prétension sur les lieux susdits, & leur juridiction. On n'exigera rien non plus pour les frais & dépens employez aux fortifications, ou autres édifices publics ou particuliers: la pleine & entière restitution ne pourra être différée, pour quelque cause que ce soit, qu'elle ne se fasse trente jours après la ratification du présent Traité, en sorte que les Garnisons Françaises en sortent entièrement, sans causer aucune fâcherie, perte, ou peine aux Citoyens & Habitans, ou autres quelconques sujets de la Maison d'Autriche, sous prétexte de dettes ou de prétensions quelconques. Il ne sera pas non plus permis aux Troupes Françaises, de demeurer plus long-tems dans les lieux qui doivent être rendus ou autres quelconques, qui n'appartiennent pas à Sa Majesté Très-Chrétienne, d'y établir des quartiers d'hiver, ou quelque séjour; mais seront obligées de se retirer incessamment sur les terres appartenant à la Couronne de France.

Sera semblablement rendu à Sa Majesté impériale & au S. Empire Romain Philisbourg en son entier, avec ses fortifications qui y sont jointes, & qui sont à la droite du Rhin, & toute l'artillerie qui y étoit lors que la France s'en empara la dernière fois, réservé en tout le droit del'Evêché de Spire; au sujet duquel l'Article quatrième du Traité de Paix de Nimègue, est censé être repeté ici expressément. Mais le Fort, qui a été construit à la gauche du Rhin, & le pont qui fut fait par les ordres du Roi Très-Chrétien après la prise, seront démolis.

## X X I I I.

Le Roi Très-Chrétien aura soin de faire raser à ses dépens les Fortifications construites vis-à-vis de Huningue sur la droite & dans l'Isle du Rhin, en rendant le fonds & les Edifices à la Famille de Bade. Le Pont construit en cet endroit sur le Rhin sera aussi démolir.

## X X I V.

On détruira pareillement le Fort, qui a été bâti à la droite du Rhin, vis-à-vis de la Forteresse nommée le Fort-Louis, ledit Fort & l'Isle demeurant au pouvoir du Roi Très-Chrétien; & quant au terrain du fort démolir, il sera rendu avec les Maisons au Marquis de Bade. On détruira aussi cette partie du Pont, qui va dudit Fort à l'Isle, sans qu'elle puisse éformais être rétablie par aucun des parties.

## X X V.

Le Roi Très-Chrétien fera aussi démolir les Fortifications ajoutées après la Paix de Nimègue au Château de Trarbach, & la Forteresse

1697.

de Montroyal sur la Moselle, sans qu'aucun pûisse les rétablir ci-après ; laissant néanmoins en son premier état la Forteresse de Trarbach, pour être entièrement renduë avec la Ville & ses appartenances à ses premiers Possesseurs.

## X X V I.

On démolira pareillement les Fortifications ajoutées par le Roi Très-Chrétien à la Forteresse de Kirnburg ; après laquelle démolition, ladite Forteresse avec la Ville de Kirn laissée en son entier, de même que les autres biens appartenans au Prince de Salm & à ses Cousins les Rheingraves & les Vildgraves, & autres choses, leur seront renduës, pour être possédées de la même manière & avec le même droit, qu'ils les possédoient avant que d'en être dépouillez, & dont on est convenu par le présent Traité.

## X X V I I.

Seront démolies de même les nouvelles Fortifications ajoutées par le Roi Très-Chrétien à la Forteresse d'Ebernbourg, laquelle sera ensuite renduë aux Barons de Sickinguen, avec les autres biens leur appartenans, qui leur doivent être rendus par les deux partis.

## X X V I I I.

Monsieur le Duc de Lorraine ayant été uni dans cette guerre avec Sa Majesté Impériale, & ayant voulu être compris dans le présent Traité, il sera rétabli pour soi & ses Héritiers & Successeurs dans la libre & pleine possession des Etats, Lieux, & biens, que le Duc Charles son Oncle Paternel possédoit en mille six cens soixante & dix, lorsque le Roi Très-Christien s'en empara, excepté néanmoins les changemens expliquez dans les articles suivans.

## XXIX.



X X I X.

1697.

Sa Majesté Très-Chrétienne rendra particulièrement audit Sieur Duc l'ancienne & la nouvelle Ville de Nancy, avec toutes ses appartenances, & l'artillerie, qui fut trouvée dans l'ancienne ville lors de sa prise, à cette condition néanmoins, que tous les remparts & bastions de l'ancienne Ville demeurant en leur entier, avec les portes de la nouvelle, les rempars & bastions de celle-ci, de même que toutes les fortifications extérieures de l'une & de l'autre, seront entièrement rasées aux dépens de Sa Majesté Très-Chrétienne, pour n'être plus rétablies à l'avenir; si ce n'est que ledit Sieur Duc ou ses successeurs pourront fermer lorsqu'ils voudront la nouvelle Ville d'une simple muraille, sèche & sans flanc.

X X X.

Sa Majesté Très-Chrétienne fera aussi évacuer le Château de Bitsch, avec toutes ses appartenances, comme aussi le Château de Homourg, en faisant raser auparavant les Fortifications, pour n'être plus rétablies, en sorte néanmoins que lesdits Châteaux & les Villes qui y sont jointes, n'en recevront aucun dommage; mais demeureront totalement en leur entier.

X X X I.

Servira, au reste, audit Sieur Duc, tout ce qui a été ordonné ci-dessus dans l'Article V. au sujet des Unions & Réunions, comme s'il étoit repeté ici mot pour mot, en quelque lieu ou de quelque manière, que lesdites Unions & Réunions ayent été faites & ordonnées.

1697.

Sa Majesté Très-Chrétienne se réserve la Forteresse de Sar-Louis avec une demi-lieue à la ronde, qui sera marquée & terminée par les Commissaires de sadite Majesté & ceux de Lorraine, pour les posséder à perpétuité en toute souveraineté.

## X X X I I I.

La Ville & la Préfecture de Longwi, ensemble ses appartenances & dépendances avec toute supériorité, souveraineté, & propriété demeurera aussi à toujours en la puissance dudit Roi Très-Chrétien & de ses Héritiers & Successeurs, sans que ledit Duc, ses Héritiers & Successeurs, y puissent désormais prétendre aucun droit, mais en échange de ladite Ville & Préfecture, sadite Majesté Très-Chrétienne cédera une autre Préfecture audit Sieur Duc dans l'un des trois Evêchez, de la même étendue & valeur, de laquelle conviendront de bonne foi lesdits Commissaires. Et ladite Préfecture ainsi cedée, & transportée par le Roi Très-Chrétien audit Duc, tant ledit Duc que ses Héritiers & Successeurs en jouiront à perpétuité, avec tous droits de supériorité, de Souveraineté, & de propriété.

## X X X I V.

Le passage sera toujours ouvert par le Etats dudit Duc, sans aucun obstacle ou empêchement, aux Troupes de Sa Majesté Très-Chrétienne, qui iront ou reviendront des frontières; à condition néanmoins qu'on en donnera toujours avis auparavant & à tems, que le Soldat qui passera ne s'écartera point, mais suivra le chemin ordinaire & le plus court, & continuera dûment son chemin sans retardement;

nent; ne fera aucune violence & n'aportera aucun dommage aux lieux & aux sujets du Duc, & payera argent comptant les vivres & les autres choses nécessaires, qui lui seront délivrées par les Commissaires de Lorraine, abolissant réciproquement, & faisant retourner en la puissance du Duc, sans aucune exception, les chemins & lieux, que Sa Majesté Très Chrétienne s'étoit réservés par la Paix de Nimègue.

**X X X V.**

Les Bénéfices Ecclésiastiques conférez jusques au jour du présent Traité par Sa Majesté très Chrétienne, demeureront en la jouissance de ceux, qui les possèdent à présent, & qui les ont obtenus de Sa Majesté très-Chrétienne, sans qu'ils en puissent être inquiétez.

**X X X V I.**

Il a été de plus resolu, que tous les procès, sentences, & décrets rendus par le Conseil, les Juges, & autres Officiers de Sa Majesté très-Chrétienne, sur les différens & actions, qui ont été terminées, tant entre les sujets des Duchez de Lorraine & de Bar, qu'aures, du tems que le Roi très-Chrétien a possédé ces Etats, auront lieu & sortiront leur plein & entier effet, tout de même que si sadite Majesté très-Chrétienne eut demeuré en possession desdits Etats; sans qu'il soit permis de revouer en doute la validité desdites sentences & décrets, de les casser, ou d'en retarder ou empêcher l'exécution. Il sera néanmoins permis aux parties de redemander la revision de ce qui aura été fait, selon l'ordre & la disposition des loix & des constitutions, les sentences demeurant néanmoins cependant en leur force & vigueur.

Seront rendus audit S. Duc, après la ratification du present Traité, les Archives & Documens literaires, qui étoient dans le Trésor des Archives de Nancy & de Bar, & dans l'une & l'autre Chambre des Comptes, ou autres lieux, & qui en ont été enlevés.

## XXXVIII.

Pourra ledit Duc, immédiatement après la ratification de la Paix, envoyer des Commisaires aux Duchez de Lorraine & de Bar, pour veiller sur ses affaires, administrer la justice, avoir soin des impôts, salines, & autres droits, disposer des Traités publiques, & faire toutes les autres choses nécessaires afin que dans le même tems ledit Sieur Duc puisse entrer pleinement en possession du Gouvernement.

## XXXIX.

À l'égard des impôts ou péages, & de l'exemption dans le transport du sel ou du bois soit par terre ou par eau, on observera l'état ou la coutume de l'année 1670. sans permettre aucune innovation.

## XL.

L'ancien usage & liberté de Commerce entre la Lorraine & les Evêchez de Mets, Toul, & Verdun, subsistera, & sera désormais exactement observé à l'avantage des deux Partis.

## XLI.

Seront de même observez dans leur ancienne force & vigueur, sans y rien changer, les Concordats passez entre les Rois très-Chrétiens & les Ducs de Lorraine.

## XLII.

Pourront ledit Duc & ses Frères, après la restitution, poursuivre par la voye ordinaire,  
le

droit, qu'ils prétendent leur appartenir en  
verses causes, nonobstant les sentences ren- 1697.  
des en leur absence, & sans avoir été ouïs.

## X L I I I.

Dans les choses, dont on n'est pas convenu  
expressement du contraire, ou autrement,  
observera aussi à l'égard du S. Duc & de ses  
ats & sujets, ce qui a été accordé par le pré-  
sent Traité; & spécialement dans l'Article,  
i commence, (a) *Tous les Vassaux & sujets*  
*ne part & d'autre*, dans celui qui commen-  
, (b) *Dès que le présent Traité de Paix aura*  
, & celui qui commence, (c) *Et afin que*  
*sujets de part & d'autre puissent au plûtôt jouir*,  
même que s'ils avoient été ici spécialement  
primez.

## X L I V.

Monsieur le Cardinal de Barstemberg sera  
tabli dans tous les droits, biens feodeaux &  
odiaux, bénéfices, honneurs, & préro-  
tives, qui appartiennent aux Princes &  
membres du Saint Empire Romain, tant à  
gard de l'Evêché de Strasbourg à la droite  
Rhin, que de son Abbaye de Stravelo, &  
tres, & jouira avec ses Cousins & Parens  
i ont suivi son parti, & ses Domestiques,  
ine pleine amnistie & assurance de tout ce qui  
té fait & dit, & de tout ce qui a été décer-  
contre lui ou contr'eux; sans que lui, &  
héritiers, ses Cousins, Parens, & Domesti-  
es, puissent être jamais tirez en cause par  
Seigneurs Electeurs de Cologne & de Ba-  
re, par leurs héritiers ou autres quelcon-  
es à cause de l'héritage du défunt Electeur

D 5

Maxi-

(a) *C'est le XLVI.* (b) *C'est le L.* (c) *C'est le LI.*

1679.

Maximilien Henri ; & réciproquement, le S. Cardinal, & ses Cousins ou Paréns & Domestiques, ou d'iceux ayant cause, ne pourront rien demander en quelque manière que ce soit, desdits Seigneurs Electeurs ou autres, dudit héritage, des legs qui leur ont été laissez, ou des choses à eux données, demeurant entièrement éteint tout droit, prétension ou action, personnelle ou réelle. Jouiront de la même Amnistie & sureté, & se serviront entièrement du même droit, ceux des Chanoines de Cologne, qui ont suivi le parti dudit Cardinal, & qui ont été privez de leurs Canoncats & Bénéfices, & seront rétablis dans tous les droits des Chanoines, des Bénéfices, & dignitez, & dans le même rang du Chapitre de l'Eglise Cathédrale & des Eglises Collégiales, où ils étoient avant leur déposition. En sorte néanmoins, que les revenus demeurant au pouvoir de ceux qui les possèdent présentement, ceux-ci jouissent, de même que ceux qui seront rétablis, des titres & fonctions communes desdites dignitez & bénéfices, le premier rang néanmoins étant déferé à ceux qui seront rétablis ; & après la mort, ou la résignation volontaire de ceux qui sont en possession, les seuls qui sont rétablis jouiront entièrement desdites dignitez & revenus, & cependant chacun d'eux, selon l'ordre, qu'ils ont entr'eux, obtiendra les nouvelles prébendes, qui viendront à vaquer. Et l'on ne doute point que cela ne soit approuvé par les Ecclesiastiques susdits, que ce reglement concerne. Les héritiers pareillement des Chanoines qui ayant été privez de leur dignité sont morts durant la guerre, & dont les biens, revenus, & droits ont été mis  
en

1679.  
 1 sequeſtre ou conſiſquez , jouiront pleinement pour les recouvrer du bénéfice de l'article , qui commence , (a) *Tous les Vaffaux & ſujets d'une part & d'autre* , avec cette clause expreſſe & particulière , que les legs pieux faits par les défunts , ſeront payez ſans retardement , ſelon leur diſpoſition , des revenus par eux aſſignez.

## X L V.

Seront auſſi ſpécialement compris dans l'Amniſtie les Landgraves de Heſſe Reinfels , & ſeront rétablis , à l'égard de la Fortereſſe de Reinfels , & tout le Comté Inférieur de Catenelobogue , avec tous droits & dépendances , dans le même état , auquel étoit le Landgrave Erneſt leur Pere , avant le commencement de cette guerre , ſauf néanmoins en toutes choſes les droits appartenans à Monſieur le Landgrave de Heſſe-Caſſel.

## X L V I.

Tous les Vaffaux & Sujets d'une & d'autre part , Eccléſiaſtiques & Séculiers , les Corps , les Univerſitez , & les Coléges , ſeront rétablis dans les honneurs , dignitez & bénéfices , dont ils jouiſſoient avant la guerre , de même que dans tous les droits , biens , meubles & immeubles , rentes & revenus , même ceux qui ſe peuvent racheter , ou qui ſont à vie , pourvu que le Capital n'en ſoit pas éteint , qui ont été occupez ou retenus durant & à l'occasion de cette guerre , avec tous les droits , actions , & ſucceſſions , qui leur ſont échues durant ladite guerre ; en ſorte néanmoins qu'ils ne pourront rien redemander à l'occasion des

D 6

fruits

(a) *C'eſt le XLVI.*

1697.

fruits ou revenus perçus, ou des pensions cédées, après la prise ou détention, jusqu'à au jour de la ratification du présent Traité. Semblablement ne pourront plus être remandées les dettes, marchandises, & meubles, confisquées durant, & à l'occasion de la guerre, ou converties en d'autres usages par autorité publique; ni par conséquent les créanciers desdites dettes, ou les propriétaires desdites marchandises, ou meubles, ou leurs héritiers, ou d'eux ayant cause, ne pourront jamais les poursuivre, ni en prétendre restitution ou satisfaction. Lesdites restitutions s'étendront aussi à ceux qui ont suivi un parti contraire, qui pour cet effet ont été suspects, & à qui ont été ôtez après la Paix de Nimégué, biens, revenus, ou droits, pour avoir habité ailleurs, ou n'avoir pas prêté hommage, ou pour autres causes ou prétextes semblables; lesquels par conséquent, en vertu de cette paix, rentreront en la faveur de leur Prince, & dans leurs anciens droits & biens quelconques, tels qu'ils font dans le tems de la conclusion & signature de ce Traité. Et tout ce qui est dit dans cet article, sera exécuté immédiatement après la ratification de la Paix, nonobstant toutes donations, concessions, aliénations, déclarations, confiscations, fautes, dépenses, améliorations, sentences interlocutoires & définitives, rendues par contumace, les parties absentes non ouïes, lesquelles sentences & jugemens seront nuls, & considérez, comme s'ils n'avoient point été faits & prononcez; eux tous demeurant entièrement libres de retourner dans leur patrie, de rentrer dans leursdits biens, & d'en jouir, de même que de leurs ren-



rentes & revenus, ou d'aller séjourner & établir leur domicile ailleurs où ils jugeront à propos, & tels qu'ils voudront choisir, sans aucune violence ni contrainte. Et en tel cas, il leur sera permis de faire administrer leurs biens & revenus par procureurs non suspects, & d'en jouir; excepté néanmoins les Bénéfices Ecclésiastiques, qui requièrent la résidence; lesquels seront administrez & régis personnellement. Enfin il sera libre à tous les sujets d'une & d'autre part de vendre, échanger, aliéner, & transporter, ou de disposer autrement entre vifs ou par testament de leurs biens meubles & immeubles, rentes & revenus, qu'ils possèdent dans les Etats d'un autre Souverain; en sorte que quelconque sujet ou étranger puisse en acheter ou aquerir, sans avoir besoin d'autre permission du Souverain, que celle qui est contenue dans le présent article.

**X L V I I.**

Si quelques Bénéfices Ecclésiastiques médiats ou immédiats ont été durant cette guerre conférés par l'un des Partis dans les Terres ou lieux qui lui étoient alors sujets, à des personnes capables, selon la règle de leur première institution, & les statuts légitimes généraux ou particuliers faits sur ce sujet, ou par quelque autre disposition canonique faite par le Pape; lesdits Bénéfices Ecclésiastiques seront laissez aux présents possesseurs, de même que les Bénéfices Ecclésiastiques, conférés de cette manière avant cette guerre, dans les lieux, qui doivent être rendus par la présente Paix: en sorte qu'aucun ne les puisse ou doive désormais troubler ou empêcher, dans la possession & légitime administration d'iceux, ni dans la perception des

1697.

fruits, ni être à leur occasion, ou par quelque autre raison passée ou présente, apellez ou citez en justice, ou en quelque autre sorte inquiétez ou molestez à ce sujet; à condition néanmoins qu'ils s'aquittent de ce à quoi ils sont tenus, en vertu desdits Bénéfices.

## X L V I I I.

Comme il importe à la tranquillité publique, que la paix conclüe à Turin le 29. Août 1696. entre Sa Majesté très-Chrétienne & Son Altesse le Duc de Savoye soit exactement observée, il a aussi été trouvé bon de la confirmer & comprendre dans le présent Traité, pour être de même valeur & subsister à toujours. Sont confirmez en particulier, & censez être ici repez, mot pour mot, les points qui ont été réglez en faveur de la Maison de Savoye dans les Traitez de Westphalie & de Nimégue rétablis ci-dessus: en sorte néanmoins, que la restitution de Pignerol & de ses dépendances, qui a été faite, ne puisse en aucune façon diminuer ou alterer l'obligation à laquelle s'est engagée Sa Majesté très-Chrétienne de payer au Duc de Mantoue la somme de quatre vints quatorze mille écus, à la décharge du Duc de Savoye, comme il est plus amplement expliqué dans le Traité de Paix de Westphalie. Et afin que ceci soit plus pleinement & plus fortement confirmé, tous & chascuns les Princes, qui ont part à la paix générale, promettent au Duc de Savoye, & recevront réciproquement de lui, les promesses & guaranties, qu'ils stipulent entr'eux, pour une plus ferme assurance.

## X L I X.

On n'entend pas, au reste, que par la restitution quelconque des lieux, personnes, biens,

iens , ou droits faite ou à faire par la France , il ſoit aquis aucun nouveau droit à ceux qui ſont ou ſeront ainſi rétablis. Mais ſi d'autres ont quelques prétentions contr'eux , elles ſeront propoſées , examinées , & décidées en ſeu convenable , après la dite reſtitution faite , laquelle pour cette cauſe ne doit être en aucune façon différée. 1697.

L.

Dès que le préſent Traité de Paix aura été ſigné & ſcellé par les S. Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires ; ceſſeront toutes hoſtilitez & violences de quelque nature qu'elles ſoient , toutes démolitions d'édifices , tous dégats de vignes & de forêts , & toute coupe d'arbres : & immédiatement après l'échange des Ratifications ſeront retirées de part & d'autre toutes les Troupes des lieux non fortifiés appartenans à l'autre Parti. Et quant aux lieux fortifiés , qui doivent être rendus par le préſent traité , ils ſeront remis dans trente jours après la ratification de la paix , ou plutôt , ſi faire ſe peut , à ceux qui ſont nommez dans les articles précédens , ou , ſ'ils ne ſont pas exprimez nommément , à ceux qui les poſſédoient immédiatement avant leur priſe , ſans aucune démolition de fortifications , ou d'édifices , publics ou particuliers , & ſans aucune détérioration de l'état auquel ils ſont préſentement , ſans rien exiger pour aucune dépense faite dans leſdits lieux ou à leur occaſion , & ſans que les Soldats puiſſent rien exiger à cette occaſion , ou pour quelque autre cauſe que ce ſoit , ou rien emporter des effets appartenans aux habitans , ou de ce qui y doit être laiſſé conformément à ce Traité. Et quant à la

1697.

à la démolition quelconque des choses qui doivent être démolies , & dont il est convenu ci-dessus ; elle sera entièrement faite , à l'égard des moins considérables dans un mois , & à l'égard des plus considérables dans deux mois , si faire se peut , & sans qu'il en coûte rien à l'autre partie , sans lui causer aucune fâcherie : seront aussi rendues de bonne foi immédiatement après l'échange des ratifications , toutes les Archives & documens littéraires , tant ceux qui appartiennent aux lieux qui doivent être rendus & cedez à sa Majesté Impériale , à l'Empire , & à ses Etats & Membres , que ceux qui ont été transportez de la Chambre & ville de Spire & des autres lieux de l'Empire ; quoi qu'il n'en ait pas été fait mention particulière dans le présent Traité. Les prisonniers faits à l'occasion de la guerre seront aussi remis de part & d'autre en pleine liberté , sans aucune rançon , & en particulier ceux qui ont été condamnés aux Galères , ou à d'autres ouvrages publics.

## L I.

Et afin que les sujets de part & d'autre puissent au plutôt jouir de l'entier bénéfice de cette Paix , il a été convenu , que toutes contributions d'argent , de grains , de vin , de fourrage , de bois , de bétail , ou autres , quoi que déjà imposées aux sujets de l'autre parti , & qu'elles aient été établies par convention , de même que tous fouragemens de quelque nature qu'ils soient sur la juridiction l'un de l'autre cesseront entièrement du jour de la ratification , & ce qui sera dû de reste de semblables contributions , impositions , ou exactions , sera & demeurera entièrement aboli ; pareillement

ient les ôtages livreſez ou emmenez durant  
ette guerre, pour quelque cauſe que ce ſoit,  
eront rendus, & renvoyez libres dans leur Pa-  
ie, ſans aucun retardement & ſans être obli-  
ez à rien payer. 1697.

**L I I.**

Sera pareillement rétabli dès la ſignature de  
ette paix, le commerce défendu durant la  
uerre entre les ſujets de Sa Majeſté Impériale  
& de l'Empire, & ceux de Sa Majeſté très-  
hrétienne & du Royaume de France, avec  
a même liberté qu'avant la guerre, & joui-  
ont tous & un chacun, & ſpécialement les  
Citoyens & Habitans des Villes Hanſéatiques,  
e toute ſorte de ſûreté par mer & par terre,  
e leurs anciens droits, immunités, privilèges,  
& avantages obtenus par des traitez ſolennels,  
u par l'ancienne coutume; renvoyant à faire  
n Traité plus particulier ſur ce ſujet après la  
aix.

**L I I I.**

Tout ce dont il eſt convenu par ce Traité  
era ferme & inviolable à perpétuité, & ſera  
bservé & exécuté, nonobſtant tout ce qui  
ourroit être cru, allegué, ou imaginé au con-  
raire, lequel demeure entièrement caſſé &  
boli, encore qu'il fut tel, qu'on en eût dû  
aire une mention plus particulière & plus  
mple, ou que la caſſation & abrogation  
emble devoir être conſidérée comme nulle &  
valide.

**L I V.**

Pourront chacune des Parties contractantes  
onfirmer cette préſente Paix & ſon observa-  
ion par des alliances, des fortifications ſur  
ur propre terrain, hormis dans les lieux spé-  
ciale-

1897.

cialement exceptez ci-dessus, lesquelles ils pourront bâtir ou agrandir, y mettre des Garnisons, & employer les autres moyens, qu'ils jugeront nécessaires pour leur défense. Il sera pareillement permis tant à tous les Rois, Princes, & Républiques en général; qu'au Roi de Suède en particulier comme Médiateur, d'en donner leur garantie à Sa Majesté Impériale & à l'Empire, & à Sa Majesté Très-Chrétienne, de même qu'en vertu de la Paix de Westphalie.

## L V.

Et comme Sa Majesté Impériale & l'Empire, & Sa Majesté Très-Chrétienne reconnoissent avec des sentimens de gratitude les soins continuels & bons offices, que Sa Majesté Suédoise a employez pour rétablir la tranquillité publique, les deux partis sont convenus, que Sa Majesté Suédoise, avec ses Royaumes & Etats seront nommément compris dans le présent Traité, en la meilleure forme & manière que faire se peut.

## L V I.

Sont aussi compris dans le présent Traité de la part de Sa Majesté Impériale & de l'Empire, outre les Membres de l'Empire déjà nommez, les autres Electeurs, Princes, Etats, & Membres de l'Empire, & entr'eux spécialement l'Evêque & l'Evêché de Bâle, avec tous ses Etats, Privilèges, & droits: item les treize Cantons Suisses avec leurs Alliez, nommément avec la République & Cité de Genève & ses dépendances, la Ville & Comté de Neuchâtel, les Villes de Saint Gal, de Mulhausen, & de Bienne, les trois Liges Grises, les sept Jurisdictions ou *Dizaines* du Vallais, & l'Abbé de S. Gal.

## L V I I.

## L V I I.

De la part de Sa Majesté Très-Chrétienne  
et semblablement compris les treize Cantons  
sés & leurs Alliez, & nommément la Ré-  
publique du Vallais.

1697.

## L V I I I.

Seront aussi compris dans le présent Traité,  
ceux qui seront nommez d'un commun  
consentement d'une & d'autre part, avant l'é-  
change des Ratifications, ou dans l'espace de six  
mois après.

## L I X.

Promettent les Ambassadeurs de Sa Majesté  
Impériale & du Roi Très-Chrétien, ensem-  
ble les Plénipotentiaires des Etats députez de  
l'Empire de faire ratifier la présente paix ainsi  
inclue par l'Empereur, l'Empire, & le Roi  
Très-Chrétien en la forme dont on est ici reci-  
proquement convenu, & de faire l'échange des  
Lettres de Ratification en ce même lieu, dans  
l'espace de six semaines à compter du présent  
jour, ou plutôt, si faire se peut.

## L X.

En foi & confirmation de quoi les Ambassa-  
deurs Extraordinaires & Plénipotentiaires tant  
Impériaux, que du Roi Très-Chrétien; ensem-  
ble les Plénipotentiaires des Electeurs, & des  
deputez des Etats de l'Empire à cet effet ont  
assigné le présent Traité de leurs propres  
mains, & y ont apposé leurs sceaux. Fait au  
Village de Ryswick en Hollande, le trentième  
Octobre de l'année mille six cens quatre vints  
sept.

(S.) D. A. C. de Kaunitz. (L.S.) de Harlay Bonneuil.

(S.) H. C. de Straatman. (L.S.) Verjus de Crecy.

(S.) J. F. L. B. de Seilern. (L.S.) de Callières.

Au

1697.

Au nom de l'Electeur  
de Mayence.

Au nom de l'Electeur  
de Bavière..

(L.S.) *M. Frideric, Baron de Prielmeyer, Ambassadeur Extraordinaire & Plénipotentiaire.*

(L.S.)

(L.S.) *Ignace Antoine Otten, Plénipotentiaire.*

(L.S.) *George Guillaume Moll, Plénipotentiaire.*

Au nom de la Maison d'Autriche.

(L.S.) *François Rodolphe de Hilden L. Baron de Traxberg, &c.*

Au nom du Grand Maître de l'Ordre  
Teutonique.

(L.S.) *Charles B. de Loë, Chevalier de l'Ordre Teutonique.*

Au nom du Prince Evêque de Würtsbourg.

(L.S.) *Jean Conrard Philippe Ignace de Tastingen.*

Au nom de l'Electeur de Trêves, comme  
Evêque de Spire.

(L.S.) *Jean Henri de Kayfersfeld, Plénipotentiaire.*

Au nom du Prince & Evêque de Constance.

(L.S.) *Frederic de Dürheim.*

Au



Au nom de l'Evêque Prince d'Hildesheim.

1697.

(L.S.) *Charles Paul Zimmerman, Chancelier de Son  
Altesse, Conseiller du Conseil secret, & Plé-  
nipotentiaire.*

Au nom de l'Electeur de Cologne en qualité d'E-  
vêque & Prince de Liège.

(L.S.) *Jean Conrad Norff Député Plénipotentiaire.*

Au nom de l'Evêque & Prince de Munster.

(L.S.) *Ferdinand L. B. de Plettenberg de Lenhausen,  
respectivement Doyen & Capit. de l'Eglise Ca-  
thédrale de Paderb. de Munst. & de Hildesf.*

Au nom de l'Electeur Palatin, comme Duc de  
Neubourg.

(L.S.) *Jean Henri Hettermann, Plénipotentiaire.*

Au nom du Duc de Wirtemberg.

(L.S.) *Jean George Noble de Kulpis Chevalier du S.  
Empire Romain, Conseiller d'Etat intime,  
& Directeur du Conseil.*

(L.S.) *Antoine Gunter de Hespén Conseiller dans le  
Conseil suprême & Plénipotentiaire du Sé-  
renissime Duc.*

Au nom du Prince de Bade-Bade.

(L.S.) *Charles Ferdinand L. B. de Plettersdorff. Ré-  
servé l'Ordre alternatif.*

An

1697.

Au nom du Colége Abbatial de Suabe.

(L.S.) *Joseph Antoine Eusebe de Halden de Neidtberg*  
*L. B. de Autenriedt , Plénipotentiaire.*

Au nom des Comtes du Banc de Vétéranie.

(L.S.) *Charles Otton Comte de Solms.*

(L.S.) *F. C. de Ecclersheim Conseiller de Hanaw &*  
*Plénipotentiaire.*

Au nom de la Ville libre & Impériale de  
 Cologne.

(L.S.) *Herman Joseph Büllingen Bourguemaître &*  
*Plénipotentiaire.*

Au nom de la Ville d'Ausbourg.

(L.S.) *Jean Christophle de Dirheim Plénipotentiaire.*

Au nom de la Ville Impériale de Francfort.

(L.S.) *Jean Jaques Müller Plénipotentiaire.*

(L.S.) *Jean Melchior Lucius Lecteur en Droit Civil*  
*& Canon, Bourguemaître & Plénipotentiaire.*



**' L E I N P O U V O I R  
D E L' E M P E R E U R.**

*Traduit du Latin.*

**N**OUS L E O P O L D , par la grace de Dieu élu Empereur des Romains, toujours Auguste, & Roi de Germanie, de Hongrie, de Bohême, de Dalmatie, de Croatie, d'Esclavonie, &c. Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Stirie, de Carinthie, de Carniole, &c. Marquis de Moravie, Duc de Luxembourg, & de la Haute & Basse Silésie, de Wirtemberg & de Teck, Prince de Suabe, Comte de Habsbourg, de Tyrol, de Ferrette, de Kybourg, & de Goricie, Marquis du S. Empire Romain, de Burgaw, de la Haute & Basse Luface, Seigneur de la Marche Esclavone, de Port Naon & de Salins, &c. notifions & certifions, que ne desirant rien plus ardemment, sinon que la présente guerre dont la République Chrétienne est affligée depuis quelques années, puisse au plutôt être convertie en une paix honnête & équitable, & qu'il a semblé bon à toutes les Parties engagées dans la présente guerre d'entrer en traité de conférence de paix, dans le lieu qui sera choisi par eux d'un commun consentement: c'est pourquoi voulant de bon cœur contribuer tout ce qui est en notre pouvoir, pour procurer le repos à la République Chrétienne; & nous confians en la fidélité, prudence, & expé-

1697.

expérience de nos chers & fidèles & du S. Empire Romain l'illustre & magnifique Dominique André Comte de Caunitz, Seigneur héréditaire d'Austerlitz, d'Hungarischbrod, de Mahrispruss, & du Grand Orzechan, nôtre Conseiller d'Etat, Chambellan, & Vicechancelier de l'Empire, Chevalier de la Toison d'or; de l'illustre & magnifique Henri Jean Comte de Stratman, Seigneur de Peurbach, d'Orth, de Smiding, de Spatenbrun, & de Carlsberg, nôtre Conseiller Impérial Aulique & Chambellan; & de Magnifique Jean Frederic Libre Baron de Seilern, &c. nôtre Conseiller Impérial Aulique, & Con-Commissaire Plénipotentiaire dans les Diètes Impériales; les avons nommez, élus & établis, comme par les présentes, nous les nommons, élisons, & établissons, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, ausdites Assemblées & Conférences de paix, qui se doivent tenir. Ausquels pour cet effet nous donnons charge & ordonnons spécialement de se transporter le plutôt que faire se pourra au lieu dont il sera convenu entre les Parties, & y étant, entrer en conférence de paix, ou directement, ou par l'entremise d'un Médiateur reconnu de part & d'autre avec les Ambassadeurs ou Députez de très-haut, très-puissant, & très-Chrétien Prince Louis Roi de France nôtre très-cher Cousin & Frère, lesdits Ambassadeurs munis de Pouvoir suffisant pour terminer la présente guerre, & régler les différens qui la concernent, par une bonne & solide Paix. Donnons aussi plein & absolu pouvoir avec toute autorité & ordre à ce nécessaire à nos susdits Ambassadeurs Extraordinaires & Pléni-

Plénipotentiaires, tous trois ensemble, ou deux en cas d'absence du troisième, ou pour être occupé ailleurs, ou un seul séparément, en l'absence pareillement des deux autres ou étant occupez ailleurs, de faire, conclurre, & signer pour nous & en nôtre nom un Traité de Paix entre nous & le susdit sérénissime & très-puissant Prince le Roi très-Chrétien, d'en faire expédier, & délivrer tous Actes nécessaires à cette fin, & de faire entièrement promettre, stipuler, conclurre & signer les Actes & Déclarations, d'échanger les articles dont on sera convenu, & de faire toutes les autres choses appartenant à ladite affaire de la Paix, aussi librement & amplement, que nous le ferions ou pourrions faire étant présens; quoi qu'il semblât être nécessaire d'un ordre encore plus spécial & plus exprès, que celui qui est contenu dans ces présentes. Promettant, au reste, & déclarant de bonne foi, & sur nôtre parole Impériale d'accepter & agréer, & de confirmer & ratifier tout ce qui aura été fait, conclu, signé, délivré, & échangé, par nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, soit tous trois conjointement, soit deux d'entr'eux, dans l'absence du troisième, ou pour être occupé ailleurs, ou même par un seul en l'absence pareillement des deux autres ou étant occupez ailleurs; nous engageant par ces présentes à faire expédier en bonne forme & dans le tems requis, dont on sera convenu, nos lettres de ratification. En foi & pour confirmation de quoi nous avons fait confirmer ces présentes signées de nôtre main, de nôtre Seau Impérial. Donné dans nôtre Ville de Vienne, le troisième du mois de Février, de

1697. l'année mille six cens quatre-vints dix-sept, & de nôtre Règne, de celui de Roi des Romains le trente-neuvième, de celui de Hongrie le quarante deuxième, & de celui de Bohême le quarante-unième.

LEOPOLD.

(L.S.)

SEBASTIEN WUNIBALD,  
Comte de Zeyll.

*Par ordre exprès de Sa Majesté  
Impériale.*

GASPARD FLOREND CONSBRUCH.

PLEIN POUVOIR  
GENERAL

Pour la Députation de l'Empire,

*Traduit de l'Allemand.*

**L**Es Electeurs, Princes, & Etats du S. Empire ayant trouvé bon de choisir quelques-uns d'entreux, pour veiller à leurs intérêts, & assister de leur part aux Traitez de Paix, qui se doivent faire entre Sa Majesté Impériale, l'Empire & ses Hauts Alliez d'une part, & entre la Couronne de France de l'autre, & selon le fondement de la Paix faite ci-devant en Westphalie & confirmée ensuite à Nimégue; ont député & nommé du Collège Electoral les Electeurs de Mayence, de Bavière, de Saxe, &

& de Brandebourg : du Collège des Princes & d'entre les Catholiques, ceux d'Autriche, de Saltsbourg, le Grand Maître de l'Ordre Teutonique, de Wirtzburg, de Spire, Constance, Hildesheim, Liège, Munster (sauf l'ordre de leur alternative) Palatin Neubourg, Bade-Bade, & les Prélats en Suabe, & d'entre les Protestans ceux de Magdebourg, de Suede de la part de Brême ou des Deux Ponts, de Saxe-Cobourg, de Saxe-Gotha, de Brandebourg-Culmbach, de Brunswick-Zell, de Brunswick-Wolfenbuttel, de Hesse-Cassel, de Wirtemberg (sauf leur alternative) de Holstein-Gluckstat, d'Anhalt, & les Comtes en Weteravie : & finalement du Collège des Villes Impériales entre les Catholiques celles de Cologne & d'Ausbourg, & entre les Protestantes celles de Francfort & de Nuremberg, auxquels on donne de la part dudit Empire & en vertu de ce présent Acte une pleine autorité, afin qu'ils puissent promptement envoyer leurs Ministres au lieu des Traitez, pour y assister conjointement avec les Principaux Plénipotentiaires de Sa Majesté Impériale, & en conformité de leur instruction concourir à traiter, régler selon le stile observé dans l'Empire, & conclurre tout ce qui pourra être nécessaire pour obtenir une Paix générale, sûre, honnête & perpetuelle avec le rétablissement de la tranquillité publique, comme aussi avec restitution, & toute la satisfaction, qui sera trouvée due à des Etats & Membres de l'Empire endommagés ou entierement opprimés. Ainsi on acceptera, ratifiera dans le tems convenu, & observera de la part de tout l'Empire aussi bien que des Etats Deputez, tout ce que les

1697. Ministres de ceux-ci ou quelque uns d'entr'eux en cas d'absence, de maladie, ou d'empêchement des autres (où pour observer la parité les présents opineront pour les absents Membres de leur Religion) auront conjointement avec l'Ambassade Impériale, traité, ajusté, & conclu avec la Couronne de France, & les Etats Deputez, y seront, comme de raison & de coutume toujours maintenus & puissamment soutenus. Signé à Ratisbonne le 15. de Juin 1697.

(L. S.)

*La Chancellerie Electorale de Mayence.*

N. B. Le Pleinpouvoir de Sa Majesté Très-Chrétienne se trouve pag. 51.

## ARTICLE SEPARÉ.

Pour plus grande explication de l'Article huitième du Traité de Paix aujourd'hui signé, lequel Article commence, *Tous les Etats occupez par le Roi très-Chretien seront rendus à l'Electeur Palatin*, il a été trouvé à propos de refondre ici de plus ; qu'on observera cet ordre dans la proposition des prétensions & droits de Madame la Duchesse d'Orleans contre le S. Electeur Palatin. Quand les Arbitres seront convenus dans le tems fixé pour la Ratification de la Paix, d'un lieu pour s'assembler, ce lieu sera signifié aux deux Parties. Les Députez de la part des Arbitres y seront envoyez dans l'espace



pace de deux mois , à compter dès que le S. Electeur Palatin , aura entièrement été rétabli, conformément à l'Article ci-deſſus allégué. Dans le mois ſuivant ladite Dame Ducheſſe produira au même lieu l'entière explication de ſes prétentions ou demandes contre le S. Electeur , laquelle lui ſera communiquée dans la huitaine ſuivante. Seront expliquées dans l'eſpace de quatre mois enſuivans , & délivrées aux Députez des Seigneurs Arbitres , qui marqueront le jour que les quatre mois commenceront à courir , les raiſons & fondemens des deux Parties , dont ſeront délivrées quatre copies ; ſavoir une pour chacun des Arbitres , une troiſième pour être jointe aux Actes communs de l'Arbitrage, & une quatrième pour être réciproquement communiquée dans la huitaine à chaque partie. On répondra ſemblablement , & ſeront données dans le même jour quatre copies de la réponſe de chaque Partie , aux Envoyez des Seigneurs Arbitres , laquelle ſera derechef communiquée dans la huitaine aux Parties réciproquement. Dans les quatre mois ſuivans l'inſtruction de l'affaire de part & d'autre ſera terminée , les Parties déclareront vouloir ſe ſoumettre à la ſentence des Arbitres , & cette concluſion de l'inſtruction & ſoumiſſion ſera communiquée aux Parties , afin qu'elles en ayent connoiſſance , & les Actes ſeront contrerollez en préſence des Procureurs deſdites Parties. Enſuite les Arbitres , & leurs Députez , qui auront prêté ſerment , ayant vû & examiné le droit des Parties pendant l'eſpace de ſix mois enſuivans , prononceront publiquement leur ſentence dans le

1697.

le lieu de la Conférence, conformément aux loix & constitutions de l'Empire. Que si elle se trouve conforme elle sera entièrement exécutée. Que si les Arbitres ou leurs Députez diffèrent dans leur sentiment, les Actes communs de l'Arbitrage seront transportez à Rome, aux frais communs des Parties, dans l'espace de deux mois à commencer du jour de la sentence renduë, & livrez au Pape comme Sur-Arbitre, pour donner l'affaire à examiner dans l'espace d'autres deux mois à des Députez, non suspects aux Parties, & lesquels prêteront le serment, & ceux-ci, sur les procetures déjà faites, & sans qu'il soit loisible aux Parties de faire aucune nouvelle déduction de leurs droits, prononceront dans l'espace de six mois ensuivans, & comme il a été dit, conformément aux Loix & Constitutions de l'Empire une dernière sentence définitive, qui ne pourra point être annullée, mais que les Seigneurs Arbitres feront exécuter sans aucun retardement ni contradiction. Que si l'une des Parties tarde de proposer, d'expliquer, & de prouver ses prétensions & droits dans le tems requis, il sera néanmoins loisible à l'autre Parti d'expliquer & de déduire ses droits, dans le terme marqué, qui ne pourra jamais être allongé; & aux Arbitres & Sur-Arbitre de proceder de la manière, qui vient d'être expliquée, & de prononcer & exécuter leur sentence, selon les Actes produits & prouvez.

Nonobstant cette Procédure, les Parties elles-mêmes, & les Seigneurs Arbitres de leur côté ne laisseront de tenter une voye amiable d'accordement, & n'oublieront rien de

ce

ce qui pourra contribuer à terminer cette affaire amiablement. Comme on est aussi convenu dans l'Article du Traité de Paix ci-dessus allegué, que jusqu'à ce que ce différent soit terminé, le S. Electeur Palatin payera annuellement à Madame la Duchesse d'Orleans la somme de deux cens mille livres tournois, ou de cent mille florins du Rhin, on est convenu en particulier à l'égard dudit payement, pour le tems auquel il doit commencer; qu'il commencera seulement, après que, selon le contenu dudit Article, les Etats & lieux, qui y sont spécifiés, auront été entièrement rendus audit Electeur. Et afin que Madame la Duchesse d'Orleans puisse être d'autant plus assurée du payement de ladite somme; M. l'Electeur nommera avant la Ratification de la Paix, un nombre suffisant de Rentiers ou Receveurs de la Préfecture de Germersheim & d'autres lieux du Palatinat, qui se chargeront de payer ladite somme à ladite Dame Duchesse, ou à ceux qui auront charge de sa part, toutes les années à Landaw, savoir la moitié tous les six mois; lesquels s'ils ne satisfont pas, pourront être contrains au payement, par la voye de la justice ordinaire, ou si la nécessité le requiert par exécution militaire de la part du Roi très-Chrétien. Du reste, ce payement se fera à cette condition; que ce qui aura été payé, en vertu de cette obligation annuelle, à Madame la Duchesse d'Orleans, durant la discussion du Procès devant les Arbitres, sera en compensation & à compte de ce que lesdits Arbitres pourront lui adjuger, en cas qu'ils lui adjugent quelque chose, que s'ils ne lui adjugeoient rien,

1697. rien, ou moins que ladite somme, elle sera restituée; & cette compensation ou restitution, de même que le fond du Procès sera réglée par la sentence des Arbitres. Que si Madame la Duchesse d'Orléans ne satisfait pas à la forme du Compromis, soit dans l'explication de ses prétensions, soit dans l'instruction du Procès, soit dans la réponse à ce qui sera produit par l'Electeur Palatin, ou qu'elle tarde, le cours dudit paiement annuel sera interrompu seulement pendant ce tems-là, le Procès allant toujours son train, selon la forme du Compromis. Fait au Palais de Ryswic le 30. Octobre, 1697.

(L.S.) *D. A. C. de Kaunitz.* (L.S.) *de Harlay Bonneuil.*

(L.S.) *H. C. de Stratman.* (L.S.) *Verjus de Crecy.*

(L.S.) *J. F. L. B. de Seilern.* (L.S.) *de Callieres.*

Au nom de l'Electeur  
de Mayence.

Au nom de l'Electeur  
de Bavière.

(L.S.) *M. Frideric, Baron  
de Schonborn, Amba-  
sassadeur.*

*De Prielmeyer, Ambassa-  
deur Extraordinaire &  
Plénipotentiaire.*

(L.S.)

(L.S.) *Ignace Antoine Otten,  
Plénipotentiaire.*

(L.S.) *George Guillaume Moll, Plénipotentiaire.*

Au nom de la Maïson d'Autriche.

(L.S.) *François Rodolphe de Halden L. Baron de Trazberg, &c.*

Au nom du Grand Maître de l'Ordre Teutonique.

(L.S.) *Charles B. de Loë, Chevalier de l'Ordre Teutonique.*

Au nom du Prince Evêque de Würtsbourg.

(L.S.) *Jean Conrad Philippe Ignace de Tastingen.*

Au nom de l'Electeur de Trêves, comme Evêque de Spire.

(L.S.) *Jean Henri de Kayfersfeld, Plénipotentiaire.*

Au nom du Prince & Evêque de Constance.

(L.S.) *Frederic de Dürheim.*

Au nom de l'Evêque Prince d'Hildesheim.

(L.S.) *Charles Paul Zimmerman, Chancelier de Son Altesse, Conseiller du Conseil secret, & Plénipotentiaire.*

Au nom de l'Electeur de Cologne en qualité d'Evêque & Prince de Liège.

(L.S.) *Jean Conrad Norff Député Plénipotentiaire.*

1697.

Au nom de l'Evêque &amp; Prince de Munster.

(L.S.) *Ferdinand L. B. de Plettenberg de Lenhausen, respectivement Doyen & Capit. de l'Eglise Cathédrale de Paderb. de Munst. & de Hildesf.*

Au nom de l'Electeur Palatin, comme Duc de Neubourg.

(L.S.) *Jean Henri Hesterman, Plénipotentiaire.*

Au nom du Prince de Bade-Bade.

(L.S.) *Charles Ferdinand L. B. de Plettersdorff. Ré-servé l'Ordre alternatif.*

Au nom du Colége Abbatial de Suabe.

(L.S.) *Joséph Antoine Eusebius de Halden de Neid-berg L. Baron de Antenriedt. Plénipo-tentiaire.*

Au nom de la Ville libre &amp; Impériale de Cologne.

(L.S.) *Herman Joséph Büllingen, Bourguemaître & Plénipotentiaire.*

Au nom de la Ville Impériale d'Ausbourg.

(L.S.) *Jean Christophe à Dierheim Plénipotentiaire.*

ECRIT

## E C R I T

1697.

Des Ministres du Duc de Wirtemberg, portant  
les raisons pourquoy ils ont signé la Paix, avec  
reservation des droits de leur Maître, du <sup>20</sup>  
Octobre 1697. <sup>30</sup>

**C**um plurimorum Sacri Romani Imperii Electo-  
rum & Principum Augustanae Confessionis ad-  
dictorum Legati & Plenipotentarii ideo quod Ex-  
cellentissima Regis Christianissimi Legatio clausulam  
quandam Articulo IV. Religionem concernentem,  
super qua non instructi fuerunt, Instrumento Pacis die  
<sup>20</sup>  
<sup>30</sup> Octobris in Palatio Ryswicensi signato inseri in se-  
rit, ad ejusdem subscriptionem concurrere recusa-  
verint, vel ut ipsi consequenter asseverarunt, non  
potuerint, & ne propterea publica tranquillitatis  
redintegratio in totum protraheretur, vel incertis  
eventibus aliis exponeretur ab Illustrissimis & Excel-  
lentissimis Legatis Caesareis, auctoribus Illustrissi-  
mis & Excellentissimis Legatis Gallicis pro tempera-  
mento in medium allatum fuerit, ut supra dicto  
modo subscriptionem recusantibus, liberum sit vel  
ab eadem penitus abstinere, ita tamen, ut intra  
spatium 6. septimanarum ratificationi Pacis prae-  
fixum, mentem Dominorum suorum Principalium  
de acceptatis ejusdem articulis declarent, vel iisdem  
jam tum sub spe & conditione ratificationis appone-  
re, infra scripti Serenissimi Ducis Wirtembergici Mi-  
nistri Plenipotentarii quod suum promovere de Pacis  
studium eò magis testarentur ultimum propositionis  
membrum eligere, & sic praesentibus hisce Serenif-  
simo Domino Principali suo quavis inde competentia  
reservare voluerunt, Illustrissimos & Excellentissi-  
mos Dominos Legatos Mediatorez ea, qua par est,

1697. *observantiâ requirentes ut hanc reservationem ad  
acta recipere dignentur. Haga-Comitum die 20  
Octobris 1697.* 30

J. GEORGIUS DE KULPIS.

(L.S.)

A. G. DE HESPEN.

(L.S.)

## TRADUCTION.

## E C R I T

*Des Ministres du Duc de Wirtemberg, portant les  
raisons pourquoi ils ont signé la Paix, avec re-  
servation des droits de leur Maître du 20 Octobre  
1697.* 30

COMME les Ambassadeurs & Plénipoten-  
tiaires de plusieurs Electeurs & Princes  
du St. Empire Romain, qui suivent la Con-  
fession d'Ausbourg, ont refusé de signer com-  
me les autres, & même déclaré constamment  
qu'ils ne pouvoient signer une certaine clause  
concernant la Religion, que leurs Excellences  
Messieurs les Ambassadeurs de France ont fait  
insérer le 20 d'Octobre dans le 4. Article du  
Traité de Paix signé le 30 d'Octobre dans le Pa-  
lais de Ryswick, & sur lequel lesdits Ambas-  
sadeurs & Plénipotentiaires n'ont point reçu  
d'instructions, & que néanmoins pour ne pas  
retarder par là le rétablissement de la tranqui-  
lité publique, ou pour ne la pas exposer à d'au-  
tres événemens douteux, leurs Excellences  
Illustrißimes Messieurs les Ambassadeurs de Sa  
Majesté Impériale, par le Conseil de leurs  
Excel-



Excellences Messieurs les Ambassadeurs de France, ont proposé un milieu, par lequel il seroit libre à ceux qui refusoient de signer le Traité, de ne le pas faire, à condition néanmoins, que dans l'espace de six semaines, qui étoit le terme préfix pour la Ratification de la Paix, il eussent à déclarer la résolution des Princes leurs Maîtres sur l'acceptation ou le refus des articles dudit Traité; ou d'y souscrire dès à présent à condition de les faire ratifier; les soussignez Ministres Plénipotentiaires du Sérénissime Duc de Wirtemberg voulant témoigner le désir qu'ils avoient pour l'avancement de la Paix, ont jugé à propos de se déterminer à choisir le dernier article de cette proposition, & par ces présentes ils ont réservé au Sérénissime Prince leur Maître toutes les clauses qui en résultent; & ils prient leurs Excellences Illustissimes Messieurs les Ambassadeurs Médiateurs avec tout le respect qui est dû à leur Caractère, de vouloir insérer cette réserve dans les actes de leur Protocole. A la Haye le 20 d'Octobre 1697.

30

J. GEORGE DE KULPIS.  
(L.S.)

A. G. HESPEN.  
(L.S.)



1697.

## DECLARATION

Faite par Monsieur Norff Député de Son Altesse Sérénissime & Electorale de Cologne, Evêque & Prince de Liège, & inferée au Protocole de Ryswick le 30. Octobre 1697.

**Q**uandoquidem Serenitas Sua Electoralis Coloniensis, ut Episcopus & Princeps Leodiensis, Deputationi sibi ab Imperio Romano, una cum aliis Principibus & Constatibus ad restabiliendam pacem cum Corona Gallie, delata, consensit, & ad eam persurgendam, pacemque in hac qualitate ad normam instructionis Imperii die 1. Junii 1697. in Comitibus Ratisbonensibus conclusa subscribendam, infranominatum Plenipotentiarium suum delegavit, is muneri sui esse duxit presentibus declarare, se imminentem Tractatum Pacis, non aliter nisi in supradictâ qualitate Delegati subscripturum, neque mentem suam esse, hac sua subscriptione approbare articulum 28. Pacis Neomagensis, quatenus hac pace Ryswicensi foret confirmandus, eò quod evidenter deroget juri Episcopatus Leodiensis sine ulla controversia in Ducatum Bullionensem competenti, quodque dicta Paci Neomagensi, contra expressum mandatum Episcopi & Capituli Leodiensis insertus sit, reservando altememoratae Sua Serenitati & Episcopatus ultiores protestationes quas pro conservandis suis juribus sibi convenire duxerit, requirendoque Excellentissimos Dominos Legatos & Plenipotentiariorum illustris hujus Congressus, pro dandâ sibi benevolâ declaratione hanc suam subscriptionem nullum supramemoratis juribus Sua Serenitatis Electoralis adferre præjudicium, sed ad persciendam commissionem Imperii Serenitati

Sua

Signatum erat,

J. C. NORFF.

TRADUCTION.

DECLARATION

*Faite par Monsieur Norff Député de Son Altesse Sérénissime & Electorale de Cologne, Evêque & Prince de Liège, & insérée au Protocole de Ryswick le 30. Octobre 1697.*

**C**OMME S. A. Electorale Sérénissime de Cologne s'est bien voulu charger, comme Evêque & Prince de Liège, de la Députation Impériale, conjointement avec les autres Princes de l'Empire, pour concourir à l'acheminement de la paix qui se traite à Ryswick avec la France; & qu'il a plu à sadite A. E. Sérénissime de subdéléguer le soussigné son Plénipotentiaire au Congrès de ladite Paix pour la signer de sa part en qualité de Député de l'Empire, suivant l'instruction, qu'en a été donnée à Ratisbonne le premier de Juin 1697: le soussigné déclare par les présentes, qu'il ne signe ledit Traité qu'en ladite qualité de Député de l'Empire; & que son intention n'est nullement, d'approuver par là le 28. Article du Traité de Nimègue, qui va à être confirmé par le présent Traité de Ryswick, puis qu'il déroge évidemment aux droits incontestables de l'Evêché de Liège au Duché de Bouillon;  
&

1697.

& qu'il y est inferé contre les ordres, réservant à sadite A. E. Sérénissime & à son Evêché telles ulterieures protestations, qu'elle trouvera convenables pour la conservation de ses droits, & priant leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs & Plénipotentiaires qui composent cet Illustre Congrès de lui donner une déclaration que ladite signature ne doit en aucune manière préjudicier aux droits de sadite Altesse, & qu'elle est nécessaire pour accomplir la commission de l'Empire, dont S. A. E. Sérénissime a bien voulu se charger. Fait à Ryswick le 20 Octobre 1697.

30

N O R F F.

---

## PROTESTATION

*Des Minstres de Liège touchant Bouillon, du 31.  
Octobre 1697.*

**L** Es souffignez Ambassadeur, & Plénipotentiaire de Son Altesse Sérénissime Electorale de Cologne, Evêque & Prince de Liège ayant plusieurs fois, avant, pendant, & après la dictature des Préliminaires du 10. Février dernier, déclaré par ordre exprès de sadite Altesse Sérénissime Electorale de ne pas pouvoir prendre le Traité de Nimègue pour Base, & pour fondement de la Paix présente, à cause de l'Article 28. qui déroge entièrement aux droits de son Eglise de Liège, à l'égard du Duché de Bouillon, qui y a été inferé contre les ordres & instructions de Son A. S. E. Maximilien Henri son Prédécesseur, & desaprouvé

vé par les proteſtations ſolennelles dudit Prince & du Chapitre de Liége, en date du 17. & 18. Février 1697. avant la Ratification dudit Traité comme il conſte par les \* Actes de ladite Négociation de Nimégue, & voyant, que nonobſtant toutes inſtances & répréſentations jointes à celles, que Son Excellence Monſieur le Baron de Lillieroot Ambaſſadeur Médiateur & les autres Ambaſſadeurs & Plénipotentiaires des Hauts Alliez ont très-ſouvent réitérées pendant la Négociation de la Paix en ce Congrès, on n'a ſû porter leurs Excellences Meſſieurs les Ambaſſadeurs de France de faire inférer au Traité de Paix fait avec l'Empire la reſtitution du Château, Ville, & Duché de Bouillon, avec tout ce qui en dépend appartenant à ladite Eglise de Liége, ſi juſtement redemandée par Son A. S. E. après une poſſeſſion de ſix ſiècles, confirmée par les Traitez de Cambray & de Cambreſis, reconnuë par les Rois Très-Chrétiens, & même par Sa Majeſté à préſent régnante, qui a offert encore pendant cette guerre des équivalents aux Rois de Suède, & de Dannemarc pour leſdites Ville, Château, & Duché de Bouillon, après avoir été occupez par ſes armes dans un tems, que le Pays de Liége n'étoit point en guerre, & qui par conſéquent, ſelon toute juſtice, & raiſon, doivent être rendus à Son Alteſſe Séréniffime, & la poſſeſſion remiſe à l'Eglise de Liége, comme en ayant été privée par voye de fait, ils ſe trouvent obligez par ordre expreſ de leur Prince & Maître, pour la conſervation de ſes droits, & de ceux de ſon Eglise de Liége, de renouveler les réclamations & Pro-  
teſta-

1697.

testations ci-devant faites, en protestant de-  
rechef contre l'article 28. dudit Traité de Ni-  
mégue, & contre le présent Traité, pour au-  
tant, qu'il se pourroit confirmer dans ce point,  
comme aussi contre la détention dudit Duché  
de Bouillon, qui se fait au préjudice desdits  
droits incontestables de Son Altesse Sérénissi-  
me Electorale, & de l'Eglise de Liège, dé-  
clarant en même tems que ledit Traité, & la  
détention d'un des plus anciens Patrimoines de  
ladite Eglise doivent être censez nuls & de nul  
effet; & comme s'ils n'étoient jamais arrivez,  
& qu'ils ne pourront ni à présent, ni à l'ave-  
nir porter aucun préjudice aux droits & à la  
possession appartenante incontestablement à  
l'Evêché de Liège; n'étant point dans le pou-  
voir d'aucune Puissance quelle qu'elle soit de  
disposer, diminuër, altérer ou compromettre  
en aucune manière les droits & la possession  
de ladite Eglise sans le consentement exprès  
des Evêques & du Chapitre, ni à ceux-ci d'a-  
liéner ou de mettre en doute lesdits droits, &  
possession lui appartenans, si clairement & si  
incontestablement; & afin qu'on ne puisse ja-  
mais prétexter aucune ignorance de cette Dé-  
claration & Protestation, lesdits Ambassadeur  
& Plénipotentiaire requierent leurs Excel-  
lences Messieurs les Ambassadeurs Médiateurs  
de les vouloir faire mettre au Protocole de la  
Médiation, Son Altesse Sérénissime Electora-  
le & son Chapitre de Liège se reservant de s'en  
pouvoir servir en tout tems pour marque, &  
preuve qu'ils n'ont jamais consenti audit Ar-  
ticle 28. ni à tous autres Traitez qui le pour-  
roient en ce point confirmer, nonobstant la  
signature que les Ministres Plénipotentiaires  
de

adite Altesse Sérénissime Electorale ont été  
1697.  
igez de faire, comme Députez de l'Empire  
présent Traité de Ryswick, puisqu'il ne  
igné que par l'obligation à l'Empire, qu'il  
rotesté contre ledit 28. Article, agréant  
jours les autres Articles de ce Traité, &  
l soit garanti par un Acte exprès, de tout  
réjudice qui en pourroit jamais arriver à  
ite Eglise, prétendant de s'en faire rele-  
en tout temps, en cas de besoin, afin de  
voir toujours recouvrer lesdits Château,  
le & Duché de Bouillon, avec leurs ap-  
ndances & dépendances: fait au Château de  
swick en Hollande, ce 31. Octobre 1697.

L. B. MEAN.

NORFF.

(L.S.)

(L.S.)

---

## C E R T I F I C A T

*touchant la Protestation de Bouillon ou Extrait du  
Protocole de la Médiation tenu au Château de  
Ryswick, le 31. Octobre 1697.*

Monsieur le Baron de Mean, Ambassa-  
deur Extraordinaire de Son Altesse  
ectorale de Cologne, & son Plénipotentia-  
Monsieur Norff ont aujourd'hui présenté à  
rs Excellences Messieurs les Ambassadeurs  
édiateurs une Protestation touchant les droits  
l'Eglise de Liège sur le Château, Ville &  
ché de Bouillon, avec ses dépendances, la-  
elle a été insérée dans les Actes dudit Pro-  
ole, & communiqué à leurs Excellences  
Mes-

1697. Messieurs les Ambassadeurs de France. Fait à Ryswick comme dessus.

C. G. FRIESENDORFF Secretaire de l'Ambassade.

## R E L A T I O N,

Que la Députation de l'Empire envoya de la Haye à la Diète Impériale à Ratisbonne le 1. Novembre 1697.

**M**an setzet in keinen zweifel, es werde der Hochlöbliche Reichs Convent zu Regensburg schon langstens einigen bericht über die alhiefige Friedens Conferences erwartet haben, welches dießseits gewiß auch nicht were unterlassen worden, wan die sachen sich der gestalt hetten fuegen wollen, das die vorgewesene difficulteten sich eher hetten erheben lassen. Nachdem aber anwesende Herren Plenipotentiarii das temperament pêle mêle in denen Deliberationen zu sitzen, cum reservatione & absque consequentia auch acceptiret, so ist die eröffnung der Deputation an <sup>20</sup>/<sub>30</sub> Octobris zu nachts zu Ryswick geschehen, damit der bereits geschlossen gewesene Frieden von Reichs wegen ante lapsum termini auch hat unterschriben werden können, wie solche Subscription und Sigillation bis morgens fünf uhr gewehret hat, wobey abzunehmen seyn wird, das die ertheilte Reichs Instruction bey gegenwertigen conjoncturen ohnmöglich hat beobachtet werden können, so doch denen anwesenden Gesandtschaften und Reichs Gevollmächtigten umb so weniger zu imputiren, als bekant ist, das nach erfolgten absonderlichen Frieden der übrigen ausländischen Herren



1697.  
 vren Alliirten das gantz Römische Reich der  
 ligen discretion der Kron Franckreich allerdings  
 überlassen worden, welches daraus wohl kan be-  
 ffen werden, das die Frantzösische Gesandt-  
 ast die allergeringsteraison, noch iustitiam cau-  
 um nicht habe attendiret, destwegen man dan  
 guet befanden der Hochansehentlichen Kayserli-  
 n Gesandtschaft die Conditiones lieber acceptiren,  
 sich langer in dem onglücklichen Krieg verwic-  
 et sehen wollen, dazumabn nach verschiedenen  
 ffen deliberationen man nicht finden können, wie  
 e Krieg mit besseren progressen gegen die Kron  
 anckreich, nach deren Herren Alliirten separa-  
 n, zu Kayserlichen Majestet und des Reichs besten  
 te fortgesetzt werden, vorab doch nicht zu prä-  
 uiren, das von seiten der Herren Alliirten der ge-  
 ichte und publicirte Frieden abermahl dem Römi-  
 en Reich zu liebe solte gebrochen werden, worzu  
 sich auf vielfeltige an sie geschickte Subdeputa-  
 mes und ihnen gemachte Vorstellungen keines wegs  
 quemen wollen, umb so mehr man dan den  
 lechten Frieden dieser onglücklichen separation  
 izzig und allein zu imputiren hat, von welcher be-  
 benheit ein jeder Reichs Gevollmächtigter seinem  
 adigsten Herrn Principaln bereits umständige  
 lation zu dem ende abgestattet haben wird, da-  
 it zu obgedachten Regenspurg die deliberationes  
 puncto ratificationis ohnverzüglich vorgenoh-  
 en, und ein Reichs Gutachten gemacht und ver-  
 fset werden moge, zu dessen beforderung das In-  
 rumentum Pacis in copia vidimata unter dem  
 bur-Maintzischen Directorial Insigel angeschlof-  
 n, weil aber dabey abzumercken seyn wird, das  
 icht alle Deputati sothanes Instrumentum unter-  
 hriben und signiret, so dienet zur information,  
 as solche subscription destwegen von einigen und  
 meisten

1697.

meisten Herren Protestirenden unterlassen worden, weil im art. 4. circa finem bey denen Locis restituendis contra Instrumentum Pacis Westphalicæ eine andernung in Religion von denen Frantzösischen Herren Gesandten in folgenden formalien: Religione tamen Catholicâ Romanâ in locis sic restitutis in statu, quo nunc est, remanente, bat angedrungen werden wollen, welche sie absque speciali mandato ihrer hochst, und hohen Herren Principalen nicht eingehen können, dabero dan auch die Frantzösische Gesandtschaft zugeben, das selbe, ohngeachtet sie nicht subscribiret, jedoch des armistitii bis zur ratification zu genießsen, indessen aber entweder alhier, oder zu Regensburg particulariter in gesetzter sechs wochentlicher zeit anzuzeigen, das dero hochst und hohe Herren Principalen in specie mit in die ratificationem Imperii gewilliget hetten, sonst sie pro exclusis geachtet werden solten, welche Declaration von der Frantzösischen Gesandtschaft ad Protocollum Mediatorum zu der mit subscribirter Ständen versicherung gegeben worden, und ist wohl keinem menschen einzubilden, und fast ohnglaubbahr, wie hart sonst und schwehr die mit der Frantzösischen Gesandtschaft gebabte Tractaten, nach denen publicirten particular Friedender mehrigen ausländischen Alliirten, bergangen seynd. Indessen bat man doch für hochst nöthig erachtet, dieses in zeiten zu berichten, wie sich dan auch dem Hochlöblichen Reichs Convent anwesende Chur- Fürsten und Ständen Gesandten und Gevollmachtigte befehlen. Signatum Hagæ den I. Novembris 1697.

Churfürstliche Maintzische  
Cantzley.

TRA<sub>3</sub>

## R E L A T I O N ,

*Que la Députation de l'Empire envoya de la Haye  
à la Diète Impériale à Ratisbonne le 1. No-  
vembre 1697.*

**O**N ne doute pas, que l'Illustre Assemblée de l'Empire à Ratisbonne n'ait attendu depuis long-tems une Relation sur les Conférences de Paix qu'on tient ici, & on n'y auroit pas manqué non plus, si les choses avoient été disposées d'une manière, qu'on eut pû plutôt ôter les obstacles. Messieurs les Plénipotentiaires, qui sont ici, ayant enfin, avec réserve & avec protestation contre les conséquences, accepté le temperant de s'asseoir comme on se trouveroit, & sans observer aucun ordre dans les conférences, l'ouverture de la Députation se fit la nuit du 20. Octobre à Ryswick, afin qu'on y put aussi signer de la part de l'Empire le Traité de Paix, qui étoit déjà conclû, & cette souscription & apposition des sceaux dura jusqu'à cinq heures du matin. L'on remarquera, que les conjonctures pressantes n'avoient pas permis de suivre la lettre del'Instruction del'Empire, & que ceci ne pouvoit pas être imputé aux Ambassadeurs & aux Plénipotentiaires, qui s'y trouvoient de la part de l'Empire, parce qu'il est constant, qu'après les Paix particulières des autres Alliez, le Saint Empire étoit entièrement délaissé, & exposé à la discretion de la France, & que les Ambassadeurs François n'y vou-

1697.

vouloient plus écouter ni raison, ni justice; de sorte, qu'avec l'approbation de l'Illustre Ambassade Impériale, on se détermina d'accepter plutôt les conditions, que de continuer dans une malheureuse guerre; car, après plusieurs délibérations, il ne se trouva pas, qu'on pût faire la guerre avec succès & avec avantage pour Sa Majesté Impériale & pour l'Empire, dans un temps, où les autres Alliez s'en étoient séparés, & où il n'y avoit pas d'apparence, qu'ils rompiissent, pour complaire à l'Empire, leurs Paix faites & publiées; puis qu'ils s'en expliquèrent tout autrement à ceux, que nous avions député & envoyé tout exprès, pour leur en faire des remontrances. C'est ainsi cette malheureuse séparation, qui produit une Paix peu avantageuse. Chacun des Plénipotentiaires, qui sont ici, aura déjà fait un rapport plus ample à son Maître de toutes ces circonstances, à fin qu'on puisse incessamment délibérer à Ratisbonne sur le point de la ratification, & en former une conclusion de l'Empire, & pour faciliter ceci, on envoie cette copie autentique du Traité de Paix incluse sous le cachet du Directoire Electoral de Mayence. Mais, comme il se trouve, que ledit Traité n'a pas été signé de tous les Deputés, il servira d'information, de marquer ici, que la plupart des Protestans refusèrent de signer, parce que Messieurs les Ambassadeurs de France avoient ajouté à la fin de l'article quatrième une clause contraire à la Paix de Westphalie, & portant un changement dans la Religion, en ces termes: *Religione tamen Catholicâ in locis sic restitutis in statu, quo nunc est, remanente.* C'est ce que lesdits Ministres Plénipotentiaires

Pro-

Protestans n'osèrent pas accorder sans un ordre exprès de leurs Maîtres, & c'est ce qui obligea les François à consentir, que ces Protestans, encore qu'ils n'avoient pas signé ce Traité, jouiront pourtant de l'effet de la cessation d'armes jusques à la Ratification, mais à condition, qu'ils déclareront particulièrement ici ou à Ratisbonne, pendant le cours de six semaines, que respectivement leurs Souverains & Maîtres avoient spécialement consenti à la Ratification de l'Empire, & qu'autrement ils en seront tenus pour exclus, & cette Déclaration de l'Ambassade de France fut donnée au Protocole des Médiateurs pour la sûreté de ceux des Etats, qui n'avoient pas signé le Traité. Du reste personne ne sauroit croire, ni se figurer les difficultez, qu'il y eut de traiter pour l'Empire, avec les Ambassadeurs de France, après que ceux-ci étoient assurez de leur fait, par la publication des Paix particulières des autres Alliez. C'est ce, dont on a jugé nécessaire d'aviser à tems, après quoi, les Ambassadeurs & les Plénipotentiaires, qui sont ici de la part des Elekteurs, des Princes & des Etats de l'Empire, se recommandent à l'Illustre Assemblée de la Diète Impériale. Signé à la Haye ce 1. Novembre 1697.

*La Chancellerie Electorale de  
Mayence.*



1697.

## PROTESTATION

Du Comte Bagliani Envoyé du Duc de Mantoue, touchant les pertes que ses Etats ont souffertes durant la guerre, & les différens entre le Duc son Maître & le Duc de Savoye, présenté aux Médiateurs le 4. Novembre 1697.

**P**Erventus ad hunc Hagæ-Comitis Congressum infrascriptus Comes Camillus Ballianus à Sere-  
nissimo Domino Duce Mantuæ ex propria benignitate in Nuntium extraordinarium electus, pro illius pertractandis negotiis apud hunc præstantissimum Ryswicensem Congressum, petit admitti coram celebratissima fide ad exempla Commissionis sibi à Clementissimo Domino suo, Domino Duce Mantuæ pro reparandis præjudiciis omnibus, si quæ sunt & obtinendis provisionibus opportunis atque necessariis super damnis occasione præsentis ultimi belli passis in illius Statibus Mantuæ tum Montisferrati, nec non & super differentiis inter illum & Dominum Ducem Sabaudia jamdiu vertentibus, quæ nunquam debitum finem consecutæ fuere; quæ super petitione, cum haud exauditus fuerit. Volens propterea, omni quo potest meliori modo, dicti Domini Ducis indemnitati consulere, tenore præsentium declarat, atque protestatur, quidquid in præsentibus Pacis Tractatibus actum, conclusum vel decretum fuerit, quod juribus ejusdem Domini Ducis contrariari possit, nullius præjudicii fuisse & esse debere ipsi Domino Duci, utpote quod nec illius jura intellecta fuerint, nec infrascriptus tacitum vel expressum consensum præstiterit, minusque præstare potuerit, adeo ut jura sæpe dicto Domino Duci Mantuæ quomodo

modo & qualitercunque competentia ac competenda, 1697.  
 ex causis præmissis & aliis suis loco & tempore ex-  
 primendis, illa sèmpèr & intacta prout antea  
 perdurent temporibus quandocunque exercenda,  
 & non aliter nec alio modo cunctanter usus, præ-  
 sentis reverenter protestationis & juriuræ reserva-  
 tionis scripturam unà cum edita in scriptis instan-  
 tia, pro obtinenda enarrata audientia Illustrissimis  
 atque Excellentissimis Dominis Legatis Extraordi-  
 nariis Suedensibus Mediatoribus ad hanc Pacem ge-  
 neralem sub die 24. mox præteriti mensis Octobris  
 consignata, in illarum Protocollo & relationibus  
 dictæ pacis, ad perpetuam rei memoriam inseri te-  
 stimonialiaque opportuna & authentiqua infra scrip-  
 to Comiti Balliano concedi, die 4. Novembris 1697.

# TRADUCTION.

## PROTESTATION

*Du Comte Bagliani Envoyé du Duc de Mantoue,  
 touchant les pertes que ses Etats ont souffertes  
 durant la guerre, & les différens entre le Duc  
 son Maître & le Duc de Savoye, présenté aux  
 Médiateurs le 4. Novembre 1697.*

**L**E soussigné Comte Camille Balliani, qui a  
 été choisi par le Sérénissime Duc de Man-  
 toue pour son Envoyé Extraordinaire, étant  
 arrivé à la Haye, a demandé, suivant la com-  
 mission qui lui a été donnée par son Seigneur  
 très-benín, d'être admis en présence de la très-  
 célèbre Compagnie assemblée à Ryswick,  
 pour maintenir ses intérêts dans cèt illustre  
 Congrès, & pour demander la reparation de  
 tous les dommages qui peuvent lui avoir été  
 F 2 causez,

1697.

caufez, & pour prendre les précautions requiſes & néceſſaires, ſur les pertes que ſes États tant du Mantouan que du Montferrat ont ſouffertes, à l'occafion de la préſente guerre, & pareillement pour les différens qui regnent depuis long tems entre lui & le Duc de Savoye, leſquels n'ont jamais été terminez, comme ils le doivent être : & comme on ne lui a fait aucune raifon ſur cette demande, c'eſt pour ce ſujet que voulant prendre toutes les précautions néceſſaires, afin de pourvoir au dédommagement dudit Seigneur Duc de Mantoue, il déclare & proteſte par ces préſentes que tout ce qui a été fait, conclu, arrêté ou décerné dans le préſent Traité de Paix, qui pourront être contraire aux droits du même Seigneur Duc, ne doivent lui avoir préjudicié, ni lui préjudicier en aucune manière, d'autant que l'on n'a point eu connoiſſance de ſes droits, & que ledit Envoyé ſouſſigné n'y a point donné ni encore moins pû donner ſon conſentement exprès ni tacite, de telle ſorte que les droits qui apartiennent ou qui ont appartenu de quelque manière & en quelque qualité que ce puiſſe être, audit Seigneur Duc de Mantoue, pour les cauſes ci-deſſus mentionnées & pour d'autres qui ſeront déduites en tems & lieu, demeureront touſjours en leur entier tels qu'ils étoient ci-devant, pour les exercer & faire valoir en tout tems de quelque façon que ce ſoit, & non autrement ni d'autre manière, c'eſt pourquoi ſans pluſtarder il a préſenté avec ſoumiſſion à leurs Excellences Illuſtriſſimes Meſſieurs les Ambaſſadeurs Extraordinaires de Suede Médiateurs de la Paix générale, la préſente proteſtation & réſerve de droits miſe  
par



par écrit, comme auffi l'instance qu'il a conſignée par écrit en date du 24. du mois d'Octobre dernier, pour être admis à l'Audience ci-deſſus énoncée, & il demande qu'elles ſoient enregiſtrées dans le Protocole & Relations dudit Traité de Paix, pour en conſerver à jamais le ſouvenir, & qu'on en accorde un témoignage néceſſaire & authentique au Comte Balliani ſouſſigné; le 4. de Novembre 1697.

## C E R T I F I C A T

Touchant la Proteſtation de Mantoue, ou Extrait du Protocole de la Médiation tenu dans le Château de Ryſwick le 4. Novembre 1697.

**E**odem die exhibuit Sereniſſimi Ducis Mantue Nuncius Dominus Comes Camillus Ballianus Proteſtationem ſcripto comprehenſam ſuper damnis Statibus Mantue & Montisferrati occaſione præſentis belli illatis, nec non differentiis inter laudatum Dominum Ducem & Dominum Ducem Sabaudia, jam diu vertentibus quod ita actum eſſe atteſtor.

In fidem Protocolli,

C. G. FRIESENDORFF,  
Secretarius Legationis &  
Mediationis Regiæ.



1697.

## T R A D U C T I O N .

## C E R T I F I C A T

*Touchant la Protestation de Mantoue , ou Extrait  
du Protocolle de la Médiation tenu dans le Châ-  
teau de Ryswick le 4. de Novembre 1697.*

**L**E même jour Mr. le Comte Camille Ballia-  
ni Envoyé du Sérénissime Duc de Mantoue  
a présenté une Protestation par écrit touchant  
les dommages que les Etats de Mantoue & du  
Montferrat ont soufferts à l'occasion de la pré-  
sente guerre , comme aussi sur les différens qui  
régnent depuis long-tems entre ledit Seigneur  
Duc & Monsieur le Duc de Savoye. Ce que je  
certifie avoir été ainsi fait.

*Extrait fidèlement du Protocolle.*

C. G. FRIESENDORFF,  
Secrétaire de l'Ambassade  
& de la Médiation Royale.

## P R O T E S T A T I O N

De la part du Duc de Wolfenbuttel , touchant  
deux Canoncats en Alsace , présentée aux  
Médiateurs le 4. Novembre 1697.

**I**llustrissimis & Excellentissimis Dominis Legatis  
Mediatoribus , tam ex Instrumento Pacis Osna-  
brugenfis art. XIII. §. 12. , quam ex ite-  
ratis apud Excellentias suas factis representationi-  
bus

bus notum crit, quàm liquidum sit jus, quod Serenissimis Ducibus Brunsvico-Luneburgicis, Linea Guelpherbytana in duas Prabendas seu Canonicatus in Episcopatu Argentoratensi competit, speraverant inde altè memorati Duces justum ipsorum peti-<sup>1697.</sup>tum ut scil. ipsis duæ Prabendæ per Instrumentum Pacis Westphalica collatæ & per sententiam quandam à Consilio Brisacensi ablata juxta tenorem Præliminærium Pacis restituerentur, illum consecuturum effectum, ut per specialem articulum Instrumento Pacis Casareo Gallico inserendum in possessionem dictorum beneficiorum iterum immitterentur. Cùm verò infrascriptus altè memoratorum Serenissimorum Ducum ad Conventum Pacis missus Plenipotentarius, animadverterit, petiti hujus in Instrumento Pacis mentionem non fieri, hinc ex speciali mandato Serenissimorum suorum Principalium declarare voluit, se Serenissimorum Ducum juri per Instrumentum Pacis Westphaliæ titulo satis onerosè quasito renuntiare non posse, & cùm restitutio dictorum Canonicatum obtineri non potuerit, hinc in omnes illos actus, conventiones aut pacta, quibus Serenissimorum Ducum jus in dictas prabendas ladi aut inverti ullo modo potest, se consentire non posse declarat, justasque altè memoratorum Ducum prætensiones per Instrumentum Pacis Westphaliæ quasitas & per præliminaria Pacis Ryswicensis pro parte restauratas conservare, & quævis competunt altè memoratis Ducibus expressè reservare voluit, donec illi ea de re mentem suam intra terminum ratificationis amplius exponant; Illustrissimos atque Excellentissimos Dominos Legatos Extraordinarios Mediatorez rogat ut protestationem hanc, per quam nihil aliud quàm Serenissimorum suorum Principalium jus ratione illarum Prabendarum competens, illasum reservare intendit Proto-

1697. *collo Mediatorio debito loco inferi & reponi jubeant.  
Hagæ-Comitis die 4. Novembris 1697.*

FRIDERICUS à STEINBERG.

TRADUCTION.

## PROTESTATION

*De la part du Duc de Wolfenbittel, touchant deux  
Canonicats en Alsace, présentée aux Média-  
teurs le 4. Novembre 1697.*

**L**Eurs Excellences Illustrissimes Messieurs  
les Ambassadeurs Médiateurs connoîtront  
tant par l'Article 13. §. 11. & 12. du Traité de  
Paix d'Osnaburg que par les remontrances réi-  
térées qui leur ont été faites, la justice du droit  
qui appartient aux Sérénissimes Ducs de Brons-  
wick-Lunebourg de la Branche de Wolfenbut-  
tel sur deux Prébendes ou Canonicats de l'E-  
vêché de Strasbourg. Lesdits Ducs ci-dessus  
mentionnez avoient espéré que leur juste de-  
mande auroit son effet, & que lesdites deux  
Prébendes qui leur avoient été adjudgées par le  
Traité de Westphalie, & dont ils ont été dé-  
possédez par certaine sentence émanée du Con-  
seil Souverain de Brisach, leur seroient resti-  
tuées, suivant la teneur des Préliminaires de  
Paix, afin d'être derechef mis en possession  
desdits Bénéfices par un article particulier, qui  
devoit être inferé dans le Traité de Paix qui a  
été conclu entre Sa Majesté Impériale & le  
Roi de France. Mais comme le Plénipoten-  
tiaire souffigné desdits Sérénissimes Ducs En-  
voyé au Congrès général de la Paix a remar-  
qué

qué qu'on n'avoit fait aucune mention de cette demande dans ledit Traité de Paix, c'est pour ce sujet que suivant l'ordre particulier qu'il a reçu desdits Sérénissimes Ducs ses Maîtres, il a déclaré expressément, qu'il ne pouvoit renoncer au droit qui leur est aquis par les conventions de la Paix de Westphalie, sous des conditions assez onereuses, & comme ils n'ont pu obtenir la restitution desdits Canonicats, il proteste qu'il ne peut consentir à tous les actes, conventions, ou Pactes, qui peuvent préjudicier au droit que lesdits Sérénissimes Ducs ont sur lesdites Prebendes, & il a crû devoir conserver les justes prétensions desdits Ducs qui leur sont acquises par la Paix de Westphalie, & qui ont été renouvelées en partie par les Préliminaires de la Paix de Ryswick, & de leur réserver expressément tout ce qui leur appartient à cet égard, jusqu'à ce qu'ils exposent plus amplement leurs intentions sur ce sujet, dans le terme préfix pour la Ratification, & il prie leurs Excellences Illustrissimes Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires, Médiateurs de la Paix, de faire insérer dans le Protocole de la Médiation, cette Protestation, par laquelle il n'a point d'autre intention que celle de réserver en son entier auxdits Sérénissimes Princes ses Maîtres le droit qui leur appartient sur lesdites Prébendes. A la Haye le 4. de Novembre 1697.

FRÉDÉRIC DE STEINBERG.



1687.

## A R R E T

*Du Conseil Souverain d'Alsace donné à Brisac, portant restitution de la moitié du Village de Lampertsheim, en faveur du Chapitre de Strasbourg, du 11. Juillet 1687.*

**L**Ouïs par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre au premier nôtre Huissier ou Sergent Royal sur ce requis, faisons savoir que ce jourd'hui vû par nôtre Conseil Souverain d'Alsace, le deffaut fait de comparoir obtenu au greffe des présentations d'icelui, par les Prévôt, Doyens, Chanoines & Chapitre del'Eglise Cathédrale de nôtre Ville de Strasbourg, demandeurs aux fins de la commission par eux obtenüe en Chancellerie le 15. Janvier dernier d'une part, & les Princes Antoine Ulrich, Ferdinand Albert & Auguste Guillaume de Brunswyck, Fery, & Adolphe de Mecklenbourg, & Charles Gustave de Bade Dourlach Deffenseurs & deffaillants d'autre part, ladite commission tendante à ce qu'il leur soit permis de faire assigner les Deffenseurs pour se voir condamner, de se désister & départir à leur profit de l'occupation & jouissance de la moitié du Village de Lampertsheim, située dans la basse Alsace, d'une Maison sise dans nôtre Ville de Strasbourg appelée communément de Brouderhoff, ensemble de plusieurs autres Maisons situées audit Strasbourg & des Rentes & revenus consistant en bled, argent, grains, paules appartenants & dépendants dudit Broudershoff à la restitution des fruits depuis leur injuste détention & leurs domma-

dommages & intérêts, & aux dépens, assignation donnée aux Deffendeurs en l'Hôtel de nôtre Procureur général, attendu leur qualité d'étrangers le dix-huitième du même mois de Janvier ledit deffaut obtenu contre les deffendeurs & deffaillants le 2. d'Avril, suivant, demande en profit & celui avec huit pièces 7. attaches sous les Cottes A. B. C. D. E. F. G. H. ſavoir sous les Cottes A. deux décrets ou Mandats de l'Empereur Rodolphe, le premier du 12. Septembre 1588. adreſſé à tous les Bourgeois, Juges, Ballifs, & Officiers de l'Evêché de Strasbourg, le deuxième du troisieme Février, mil six cent, adreſſé aux Sieurs Herman Adolphe Comte de Solms, Ernest Comte de Mansfeld, Gulberhard Truces & adhérans, portant injonction de rendre au Chapitre Catholique le Brouderhoff, & généralement tous les biens desquels ils étoient emparez sous la Cotte B. un extrait du Traité fait à Hagenau le douzieme Novembre mil six cent quatre au sujet de la moitié du Village de Lampertsheim & ledit Brouderhoff, sous la Cotte C. une ſpécification des Rentes & Revenus repetées par les demandeurs, sous la Cotte D. & le Procès Verbal par lequel il paroît que l'onzieme Juin mil six cent trente trois les Députez de nôtre dite Ville de Strasbourg dépoſſedèrent les Doyens, Chanoines, & Chapitre dudit Strasbourg dudit Brouderhoff & de tous les biens en dépendants, en ſe ſaiſiſſant de tous les titres, papiers, bled, ornemens d'Eglise, Argenterie & autres effets, qui y étoient, & deſſendant au Receveur de plus adminiſtrer ni faire aucune recepte, sous les Cottes E. & F. ſont deux miſſives des vingt

1687.

un & vingt neuvième Novembre 1648. la première du feu François Evêque de Verdun adressée à nôtre dite Ville sous la Cotte G. & un ordre de l'Evêque de Worms, comme Prince Circulaire, du Rhin & Commissaire Deputé par Sa Majesté Impériale pour l'exécution de l'Edict à lui envoyé, concernant la restitution, à faire au Chapître de nôtre dite Ville de Strasbourg, adressé aux Magistrats de la même Ville le quinziesme Decembre de la meme année, sous la Cotte H. & un acte en forme de Protestation faite aux Magistrats de Strasbourg en date du 3. Févier, mille six cent quarante neuf, par le grand Chapître de la même Ville, de leur rendre & restituer en conformité de l'Edit ci-dessus envoyé à l'Evêque de Worms la moitié du Village de Lampertsheim, du Brouderhoff, & biens en dependants, ensemble toutes les autres pièces par eux produites & employées. Conclusions de nôtre Procureur Général, tout diligemment veu & examiné, ouï sur ce le raport de Monsieur Jean Mauri, Conseiller en nôtre dit Conseil a déclaré & déclare le deffaut bien & valablement obtenu, & adjugeant le profit des demandeurs de la moitié du Village de Lampertsheim, d'une Maison sise dans nôtre Ville de Strasbourg vulgairement appelée de Brouderhoff, ensemble de plusieurs autres Maisons, situées au dit Strasbourg, & de toutes les rentes & revenus en dépendans, à la restitution des fruits par eux perçus depuis leur injuste détention, aux dommages & intérêts des demandeurs & aux dépens du deffaut & de tout ce qui s'en est ensuivi; si te mandons pour faire pour l'exécution, du présent arrêt tous exploits & autres actes de justi-



justice requis & nécessaires, de ce faire te  
 donnons pouvoir, donné à la Ville Neuve de  
 Brisack, en nôtre Conseil Souverain d'Alsa-  
 ce, l'onzième Juillet l'an de Grace mil six  
 cent quatre vingt sept & de nôtre Regne le  
 quarante cinquième. Collationé par ordre &  
 arrêt du Conseil, Jacquiret avec Paraphe &  
 scellé.

## C E R T I F I C A T 1697.

Touchant la Protestation de Wolfenbuttél au  
 sujet des deux Canonicats situez dans l'Evê-  
 ché de Strasbourg, ou Extrait du Protocol-  
 le de la Médiation, fait dans le Château de  
 Ryswick le 4. Novembre 1697.

*S*erenissimorum Ducum Brunsvico-Luneburgico-  
 rum Linea Guelpherbytana, Plenipotentiarium  
 generosissimum Dominum Fridericum à Steinberg  
 scriptum quoddam pro reservando Principalibus suis  
 jure, quod ipsis ex Instrumento Pacis Westphalicae  
 in duas Præbendas seu Canonicatus in Episcopatu  
 Argentoratensi competere contendunt, hodie exhibuisse  
 attestatur

In fidem Protocolli,

C. G. FRIESENDORFF.  
 Secretarius Legationis &  
 Médiationis Regiæ.

1697.

## TRADUCTION.

## C E R T I F I C A T

*Touchant la Protestation de Wolfenbuttel, au sujet  
des deux Canoncats situez dans l'Evêché de  
Strasbourg, ou Extrait du Protocolle de la Mé-  
diation fait dans le Château de Ryfwick le 4. de  
Novembre 1697.*

**J**E certifie que le très-Noble Seigneur Fré-  
deric de Steinberg Plénipotentiaire des  
Sérénissimes Ducs de Brunswich-Lune-  
bourg de la Branche de Wolfenbuttel, a présen-  
té ce jourd'hui un Mémoire par écrit par lequel  
les Princes ses Maîtres se réservent les droits  
qu'ils soutiennent leur appartenir sur deux Pré-  
bendes ou Canoncats de l'Evêché de Stras-  
bourg, en vertu du Traité de Westphalie.

*Copie fidèlement sur l'Original  
du Protocole,*

C. G. FRIESENDORFF,  
Secrétaire de l'Ambassade  
& de la Médiation Royale.



PRO-

## PROTESTATION

1697.

Faite au nom du Sérénissime Prince d'Ostfrise, contre l'Article par lequel la Ville d'Emden s'est fait comprendre en particulier dans le Traité de Paix conclu entre la France & la Hollande, présenté aux Médiateurs le 4. Novembre 1697.

**S**erenissimus Princeps & Dominus Christianus Eberhardus, Frisia Orientalis, Esenæ, Stedendorpii & Witmunda Princeps ac Dominus, postquam cognovit quod Urbs ejus Emdensis conditionibus Pacis inter Serenissimum & Potentissimum Principem & Dominum Ludovicum XIV. Galliarum Regem Christianissimum, & Celsos ac Prepotentes Dominos Ordines Générales Fœderati Belgii die XX. Septembris nuperi pactis, articulo XI X. peculiari mentione tanquam socia aut particeps comprehensa sit, non potuit quin publico testatum faceret, quod isti quidem Urbi suæ commerciorum libertatem & communia pacis illius commoda adeo non invidet, ut vel ipse ea non secus ac aliorum suorum Subditorum salutem quantum potest promoveri studeat, eumque in finem pro Urbe, si quæ opus, & illa hoc ab eo petiisset, suo loco & tempore intercessurus fuisset.

Cum autem inscio & irrequisito se hereditario Provincia & Urbis Principe ac Domino, insertio ista facta sit, atque inde quidem conditionis Urbis ejusdem ignari colligere aut falso persuaderi possent, liberam eam & sui juris esse, quæ tamen, quod nec ipsa nec quisquam alius negare aufit, non nisi municipalis, homagiique sacramento Principi suo obstricta, imo nec in Hanseaticarum saltem Civitatum

1697. vitatum Societatem unquam recepta est, cuique tanto minus ullum jus fœderum competit.

Idcirco laudatus Serenissimus Princeps publica hac mihi demandata protestatione juribus suis in eam Urbem, ad avertendam, quam quis ex ea admissione in illa pacta elicere velit aut possit, adversam aut sinistram interpretationem, argumentationem, aut consecutionem, solemniter omnique meliori modo cavere, simulque cuivis constare voluit, si quid in ea Urbis istius in fœdus Gallo-Belgicum ante confectum Pacis universalis Imperii Rom. Germanici, cujus Membrum est Principatus Ostfrisiæ, negotium adoptione præpropere aut præpostere, id nec sciente nec volente se actum esse; quin &, quod fortassis prætenditur, exemplum pactorum Pacis Neomagensis inter eundem Regem Christianissimum & Dominos Ordines Fœderatos, qua Urbs illa etiam continetur, in exemplum transire, vel causa huic inservire non posse, quoniam id quoque non solum minori Principis ætate, sed & clam Serenissimam ejus matrem tunc temporis Tutricem & Gubernatricem, gestum est. Quamobrem nomine & jussu prædicti Serenissimi Principis, Domini mei clementissimi, Illustrissimos & Excellentissimos Dominos Legatos Mediatores Sacra Regiæ Majestatis Sueciæ, qua par est, observantia & reverentia majorem in modum oro & obtestor, ut cautionem & protestationem hanc benignè admittere, & in Acta pacificationis referre, indeque ejusdem interposita documentum & testimonium perpetuam fidem facturum mihi concedere non graventur.

Scr. Haga-Com. die 4. mensis Novembris.

Kal. Gregor. Anno 1697.

HENRIC. AVEMAN Serenissimi Principis  
Ostfris. Consiliarius intimus & Pro-  
Cancellarius.

TRA-

## TRADUCTION.

## PROTESTATION

*Faite au nom du Sérénissime Prince d'Oostfrise, contre l'article par lequel la Ville d'Embden s'est fait comprendre en particulier dans le Traité de Paix conclu entre la France & la Hollande. Présenté aux Médiateurs le 4. Novembre 1697.*

**L**E Sérénissime Prince Monsieur Christian Eberhard, Prince de la Frise Orientale, Seigneur d'Esen, Stedesdorp, & Westmunde ayant appris que sa Ville d'Embden a été comprise en particulier comme Alliée, dans le Traité de Paix conclu le 20. de Septembre entre le Sérénissime & très-Puissant Prince Louis XIV. Roi de France Très-Chrétien, & Leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, comme il paroît par l'article 19. dudit Traité; il a cru être obligé de déclarer publiquement, que bien loin des'opposer à la liberté du commerce de sadite Ville d'Embden il l'avoit toujours favorisée de tout son pouvoir de même que ses autres sujets, & que si elle avoit demandé sa protection, il auroit intercedé pour elle en tems & lieu, suivant son besoin.

Mais comme il a été informé qu'à son insçu & sans lui en demander permission, comme Prince & Seigneur de la Province & de ladite Ville, elle avoit été comprise en particulier dans ledit Traité, & que ceux qui ignorent l'état de ladite Ville pourroient conclure de là & s'imaginer mal-à-propos qu'elle est libre & indé-

1697.

indépendante, quoique, ni elle, ni qui que ce soit ne puissent nier qu'elle n'est que Municipale & dépendante de son Prince en vertu de l'hommage qu'elle lui doit, & que même elle n'a jamais été reçue dans la ligue des Villes Hanséatiques, & que par conséquent elle est incapable de contracter des Alliances.

C'est la raison pour laquelle le Sérénissime Prince susdit m'a ordonné de faire en la meilleure forme qu'il se peut cette protestation publique, pour maintenir ses droits sur cette Ville & à ce que personne n'en ignore, afin de prévenir les interprétations fautes & les fausses conséquence que l'on pourroit tirer à l'avenir de ce qu'elle a été admise audit Traité : & pour faire connoître à tout le monde que si dans cette insinuation dans la paix susdite elle a fait des démarches contraires à la Paix générale que l'Empire, dont elle est un Membre, comme dépendante de la Province d'Oostfrise, doit conclure avec la France, ç'a été à son insçu & contre son intention. Que si elle prétend alléguer pour sa justification le Traité de Nimégue fait entre le même Roi Très-Chrétien & Messieurs les Etats Généraux, où elle est pareillement comprise, cela ne doit point être tiré à conséquence contre les droits dudit Sérénissime Prince, puisque cela s'est passé non seulement pendant sa minorité, mais encore même sans en donner avis à la Sérénissime Princesse sa mère & sa tutrice. C'est la raison pour laquelle je supplie très-instamment leurs Excellences Illustissimes Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires de Sa Majesté Suédoise, Médiateurs de la paix au nom & par le commandement du Sérénissime Prince

Prince mon Maître très-benin, avec tout le respect qui leur est dû de recevoir favorablement cette protestation & de la faire enregistrer dans les actes du présent Traité de Paix, afin qu'elle y demeure comme un témoignage perpétuel, qui produira son effet en tems & lieu. 1697.

Fait à la Haye le 4. du mois de Novembre, suivant le Calendrier Grégorien 1697.

HENRI AVEMAN *Conseiller  
d'Etat & Vice-Chancelier du  
Sérénissime Prince d'Oostfrise.*

## C E R T I F I C A T

Touchant la reception de la Protestation d'Oostfrise, au sujet de la Ville d'Embden, ou Extrait du Protocole de la Médiation tenu dans le Palais de Ryſwick le 4. Novembre 1697.

**Q**uod Celsissimi Principis Frisia Orientalis Christiani Everhardi Plénipotiarius Dominus Henricus Aveman declarationem quandam hodie insinuaverit, quâ protestatur contra quamcunque interpretationem, argumentationem, vel consecutionem, quæ contra Principis sui jura ex eo poterit elici, quod Urbs Emdensis in Instrumento hujus pacis inter Regem Christianissimum & Status Generales Fœderati Belgii conclusæ nominatim sit comprehensa, hisce attestor.

In fidem Protocolli,

C. G. FRIESENDORFF.  
Secretarius Legationis &  
Mediationis Regiæ.

TRA-

## C E R T I F I C A T

*Touchant la reception de la Protestation d'Oostfrise, touchant la Ville d'Embden, ou Extrait du Protocole de la Médiation tenu dans le Palais de Ryswick le 4. de Novembre St. Nov. 1697.*

**J'**Atteste par le présent Certificat, que Monsieur Aveman Plénipotentiaire de Son Altesse Monseigneur Christian Everhard Prince d'Oostfrise a fait enregistrer ce jourd'hui une Déclaration par laquelle il proteste contre toute sorte d'interprétations, de raisonnement, de conséquence que l'on pourroit tirer au préjudice des droits de son Prince, de ce que la Ville d'Embden a été comprise en particulier dans le Traité de Paix qui a été conclu entre le Roi Très-Chrétien, & les Etats Généraux des Provinces-Unies.

Copié fidèlement sur l'original  
du Protocole,

C. G. FRIESENDORFF.  
*Secrétaire de l'Ambassade &  
de la Médiation Royale.*



ECRIT



## E C R I T

Des Ministres des Comtes de Wetteravie, portant les raisons pourquoi ils avoient signé la Paix, présenté aux Médiateurs le  $\frac{25 \text{ Octobre}}{4 \text{ Novemb.}}$  1697.

**C**Um nuper in signatione Instrumenti Pacis die  $\frac{20}{30}$  Octobris in Palatio Ryswicensi facta, quorundam Sacri Romani Imperii Statuum Augustane Confessionis addictorum Plenipotentiarum, qui ad subscriptionem ejusdem concurrere nomenque suum apponere voluerunt, expresse declaraverint, id propter clausulam Religionem concernentem, quæ Art. IV. subjuncta fuit, & super qua nemo eorum instructus esse potuit ad eum modum quem Illustrissima & Excellentissima Legatio Casarea, auctoribus ipsis Illustrissimis & Excellentissimis Legatis Gallicis, pro temperamento in medium attulit, nimirum sub spe & conditione ratificari & hanc suam mentem scriptis insuper testari promiserint; Nos infrascripti Illustrissimorum Dominorum Comitum Scamni Wetteravici Plenipotentiarum, ad presentibus hisce per actum, & Illustrissimos ac Excellentissimos Dominos Legatos Mediatore, dignentur, hanc nostram declarationem ad acta recipere, omni qua par est observantia rogatos volumus. Hæc Comitum die  $\frac{25 \text{ Octobre}}{4 \text{ Novemb.}}$  1697.

(L. S.) CAROLUS OTTO.  
Comes à Solms.

(L. S.) FRIDER: CHRIST: ab  
EDELSCHEIM Plenip.  
TRA:

1697.

## TRADUCTION.

## E C R I T

*Des Ministres des Comtes de Wetteravie portant les raisons pourquoi ils avoient signé la Paix, présentée aux Médiateurs le 25 Octobre 1697.*  
4 Novemb.

Comme il est arrivé depuis peu que dans la signature de la Paix conclüe le <sup>20</sup>/<sub>20</sub> d'Octobre dans le Palais de Ryswick, les Plénipotentiaires de quelques Etats du St. Empire Romain, qui suivent la Confession d'Ausbourg, & qui ont voulu la signer, comme les autres, ont déclaré expressement au sujet d'une clause qui concerne la Religion ajoutée au quatrième Article, & sur laquelle pas un d'eux n'a pu recevoir aucune instruction; qu'ils n'entendoient la signer que suivant le temperament que leurs Excellences Illustrissimes Messieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Impériale ont mis en avant après qu'il a été proposé par leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de France, savoir sous condition de ratifier, & sous la promesse qu'ils ont faite de donner par écrit leurs intentions sur ce sujet; Nous soussignez Plénipotentiaires des Illustrissimes Seigneurs Comtes du Banc de Wétéravie, avons prié leurs Excellences Illustrissimes Messieurs les Ambassadeurs Médiateurs avec toute la vénération qui leur est dûe de vouloir faire enregîtrer la  
pré-

de la Paix de Ryſwick. 143  
présente déclaration dans leur Protocole. A 1697.  
la Haye le 25 Octobre 1697.  
4 Novemb.

(L. S.) CHARLES OTTON  
Comte de Solms.

(L. S.) FREDERIC CHRISTIAN  
D'EDELSHEIM Plénip.

---

## E C R I T

Des Ministres Protestans de l'Empire en gé-  
néral , portant les raisons pourquoi ils n'a-  
voient pû signer la Paix , du 4. Novembre  
1697.

**S**Imul ac Illustrissimi & Excellentissimi Domini  
Legati Sacrae Caesareae Majestatis 29. mensis  
Octobris atque ita pridie ante conclusam signatam-  
que pacem proposuerunt , Illustrissimos atque Ex-  
cellentissimos Dominos Legatos Gallicos , sub con-  
ditione sine qua non , postulare ut Article IV. Trac-  
tatus qui de restituendis ex capite Reunionum agit,  
quique totus lectus relectusque , utrinque tandem  
approbatus fuit , sequens clausula annecteretur.  
Religione tamen Catholica Romana in locis  
sic restitutis in statu quo nunc est remanente ,  
Electorum Principum, ac Statuum Imperii Augusta-  
nae Confessionis ad Tractatus Pacis deputatorum  
Legati ac Plenipotentarii hic praesentes in unum  
convenerunt , & re bene perpensa unanimiter existi-  
marunt dictam Clausulam adverteri.

1. Legibus Imperii Fundamentalibus nimirum  
tam Pacis religiose de Anno 1555 , quâ definitum est  
quod

1697. quod Augustanae Confessionis Consortes inquieta possessione bonorum Ecclesiasticorum & reddituum ad ipsos appertinentium relinqui, & nullae inde lites ipsis moveri debeant, quam etiam imprimis Paci Westphalica, quae praesenti Tractatui, tanquam basis & fundamentum substernitur. Hujus enim verba expressa sunt: Quod unicum & solum restitutionis & observantiae futurae fundamentum in Ecclesiasticis esse debeat annus 1624 & respectivè in Palatinatu status, ante motus Bohemicos, donec controversiae Religionis amicali partium compositione universali definiantur.

2. Capitulationibus Caesareae & Regis Romanorum, in quibus assertio Pacis Religiosae, & eam insecuta Westphalica solemniter confirmatur.

3. Instructioni ab Imperio Deputatis Ejus ad praesentes Pacis Tractatus datae, quae utrisque, tam Catholicis, quam Evangelicis normam agendi praescribit. Eadem etiam Instructio à Sacra Caesarea Majestate confirmata fuit, atque in hoc sensu Excellentissimam Legationem Caesaream pariter obligat, tenor illius est, quod omnia tam in Ecclesiasticis, quam Politicis quocunque modo mutata, ad normam Pacis Westphalicae in pristinum statum reponi debeant. Porro

4. Clausula illa contraria est instructioni particulari, quam Deputati Augustanae Confessionis à Corpore Evangelicorum acceperunt, uti etiam

5. Mandatis particularibus Principalium Ipsorum eò collimantibus.

6. Ipsi Garantia Pacis Westphalicae, quam Rex Christianissimus una suscepit.

7. Preliminari hujus Pacis, quod fundamentum fuit Tractatum inde secutorum, nec non

8. Projecto die 20. Julii & Declarationi die 1. Septembris ab Excellentissimâ Legatione Gallica extra-

extraditis, quæ de mutatione adeo periculosa Instru-  
menti Pacis Westphalica, ne minimam quidem men-  
tionem faciunt. Et cum prædicta Legatio adhuc  
paucos ante signatam pacem dies Cæsareæ Legationi  
optionem dederit, an illud Projectum & Declara-  
tionem super Pace, prout jacent, signare vellet,  
vel exinde apparet, de dicta clausula nullum tunc  
temporis adhuc à Rege Christianissimo mandatum  
adfuisse.

1697.

9. Contrariatur quoque dicta Clausula Article  
præcedenti Tertio Pacis Ryswicensis, juxta quem  
Pax Westphalica & Neomagensis dicta præsentis  
basis & fundamentum esse, & ut additum est, sta-  
tim à commutatis ratificationum formulis, in sa-  
cris & profanis plene executioni mandari, & post-  
hac factæ teclæ servari debent. Quod attinet ad  
clausulam ibi adjunctam, nisi quatenus aliter con-  
ventum est, illam tantum de profanis, & nullo  
modo de Ecclesiasticis intelligi posse, ex superius  
allegato & multis aliis Paribus Instrumenti Pacis  
Westphalica manifestè deprehenditur, Sancitum  
enim ibi est, & specialiter Article V. §. 9. Instru-  
menti Pacis Osnabrugensis, quod Augustanæ Con-  
fessionis addicti posthac in habita vel recupera-  
ta possessione nullo modo turbari, sed ab omni  
persecutione juris & facti perpetuo tuti esse  
beant, donec Controversiæ Religionis compositæ fue-  
rint.

10. Repugnat quoque allegata sæpius Clausula  
Articulis separatis Tractatum cum Rege Magnæ  
Britanniæ, & Dominis Ordinibus Generalibus Fæ-  
derati Belgii, per quos Sacræ Cæsareæ Majesta-  
ti & Imperio liberum manet, Pacem iis conditio-  
nibus quæ in suprà memoratis Projecto & Declara-  
tione Gallica stipulatæ sunt intra terminum ini-  
re.

1697.

11. *Talis Clausula Unionem & Vinculum concordie inter Status Imperii nimium quantum lædit, & cum*

12. *Excellentissima Legatio Casarea commune Evangelicorum monitum ad Articulum III. executionem pacis in Imperio tantum concernens, ex hac ratione admittere recusaverit, quod dicta executio in Imperio nil quicquam Galliam tangat, sed unice ad Casarem & Imperium spectet, cum in-*  
*super*

13. *Excellentissima Legatio Gallica non tantum monitu particulari quorundam Evangelicorum, quibus restitutioni Religionis suæ in Provinciis ad Romanum Imperium redeuntibus cavere voluerunt, tanquam superflua, Regem Christianissimum non concernentia & sub generali dispositione Articuli Tertii jam comprehensa admittere noluerit, sed etiam illud commune Evangelicorum monitum, quo conservationi Religionis Evangelicæ in Civitate Argentinenſi ac in Alsatia ad novam Pacis Westphalicæ prospicere voluerunt rejecerit, non apparet, quâ ratione eadem prætereundum aut Legatio Casarea admittere possit, ut contra dictam Pacem mutatio circa statum Sacrorum in terris Imperii fiat. Denique*

14. *Supradicti Legati & Plenipotentarii hic præsentés in sæpius citatam clausulam, contra Mandata quæ habent & conscientias suas consentire haud potuerunt, ne eo ipso quoque Dominis suis Principalibus ut & reliquis Pacis Westphalicæ Assertoribus & Compaciscentibus insigne præjudicium afferrent, præsertim cum etiam in lectura Instrumenti Pacis Risiwici in ipso articulo signature facta animadvertent in aliis quoque postibus ipsi insertis, quadam inserta alia quamvis jam placita, omiſsa tamen fuisse, quæ Evangelicos*

cos non leviter tangunt, de quibus etiam Relatio ad Comitum Imperii fiet, & quamvis, 1697.

15. Pro expediendi propositum fuerit, ut Evangelici sub speratis Instrumentum Pacis subscriberent, hæc tamen exceptio tribus ad id per speciales rationes motis, apud Reliquos Legatos & Plenipotentarios Locum in casu presenti invenire non potuit, ubi sicut dictum est, instructiones expressè contrarium injungunt, & ubi de mutatione status circa Sacra in Terris Imperii agitur, præsertim cum Excellentissima Legatio Gallica durante pacis Negotiatione in rebus etiam levioris momenti defectum mandatorum Regis sui sæpius pro excusatione allegaverit, unde consultius habitum fuit

16. Alterum expediens acceptare subscriptionemque eo usque differre, donec Dominis Principalibus ea omnia referri, hique intra tempus ratificationis hac super re, aut hic aut Ratisbona sese declarare possint.

Quo autem de rationibus in re tam ardui momenti è melius apud acta presentis Negotiationis, nunc & imposterum constet, Legati ac Plenipotentarii hic subscripti Illustrissimos & Excellentissimos Dominos Legatos Mediatore, ut representationem hanc Protocollo suo inferant, atque ipsis documentum insinuationis de super extradant, enixè requirunt, & pariter testantur Principales suos non minore zelo, quam reliquos Imperii deputatos in Pacem ferri, & non nisi cum dolore perceptum esse, quod illa ipsorum nomine ob difficultatem minime prævisam signari non potuerit.

Declarationem hanc nomine Sacri Romani Imperii, Electorum, Principum & Statuum Augustanae Confessionis ad Tractatus Pacis Deputatorum, Eorundem Legati & Plenipotentarii hic

1697. presentes subscripserunt & sigillis suis muniverunt. Haga Comitum die 25 Octobris 1697.  
4 Novemb.

Nomine Serenissimi Electoris Saxoniae. <i>Christophorus Dietericus Bose Junior, Legatus.</i> (L.S.)	Nomine Sereniss. Electoris Brandenburgici. <i>W. de Smettau, N. B. de Dancelman, Legati Extraord. &amp; Plenipot.</i> (L.S.) (L.S)
Nomine Ducatus Palatino-Bipontini. <i>Georgius Fridericus de Snolsky.</i> (L.S.)	Nomine Sereniss. Ducis Saxo-Coburgici. <i>Henricus Richardus liber Baro ab Hagen, Plenip.</i> (L.S.)
Nomine Sereniss. Ducis Saxo-Gothani. <i>Adolf Christian Aveman, Plenipotentarius.</i>	Nomine Sereniss. Marchionis Brandenburgici Culmbacensis. <i>Ex. B. de Stein.</i>
Nomine Sereniss. Ducis Brunsvico-Zellenfis. <i>Eklinckgraef, Plenipotentarius.</i>	Nomine Sereniss. Ducum Brunswico-Guelfferbitanorum. <i>Johan Wilhelm de Mansbergh.</i>
Nomine Sereniss. Landtgravii Hasso-Cassellani. <i>Wilhelm Vultejus, Plenipotentarius.</i> (L.S.)	Nom. Ducatus Holsato-Gluchstadiensis suo loco & ordine. <i>Dethlerus Nicolaus de Le-wencroon, Plenipotent.</i> (L.S.)





## TRADUCTION.

## E C R I T

*Des Miniſtres Proteſtans de l'Empire en général,  
portant les raiſons pourquoi ils n'avoient pas pû  
ſigner la paix, du 4. Novembre 1697.*

**L**Eurs Excellences Illuſtriſſimes Meſſieurs les Ambaſſadeurs de Sa Maieſté Impériale ayant propoſé le 29, du mois d'Octobre, qui étoit la veille de la concluſion & de la Signature de la Paix, que Leurs Excellences Illuſtriſſimes Meſſieurs les Ambaſſadeurs de France, demandoient ſous une certaine condition qu'à l'article 4. du Traité, où il eſt parlé de la reſtitution de ce qui a été occupé par les Réunions, & qui après avoir été tant de fois lû & relû avoit été enfin aprouvé, on ajoutât la clauſe ſuivante; ſavoir *que la Religion Catholique Romaine demeureroit en l'état qu'elle eſt préſentement dans les lieux qui auront été rendus*; les Ambaſſadeurs & Plénipotentiaires des Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, de la Confeſſion d'Ausbourg, qui ſont ici préſens, ſe ſont aſſemblez entr'eux, & après avoir bien examiné la choſe, ils ſont convenus unanimément que ladite clauſe étoit contraire

1. Aux loix fondamentales de l'Empire ſavoir au Traité fait en 1555. touchant la Religion, par lequel il a été défini que tous ceux qui ſuivoient la Confeſſion d'Ausbourg, jouïroient paiſiblement de tous les biens Eccléſiaſtiques & des revenus qui y étoient annexez,

1697. & qu'on ne formeroit contr'eux aucune contestation sur ce sujet, elle est pareillement opposée à la Paix de Westphalie qui sert de base & de fondement au présent Traité; & par laquelle il a été convenu expressément; Que l'an 1624. doit être le seul & unique fondement du rétablissement & de la sûreté future à l'égard des affaires Ecclesiastiques, & respectivement dans le Palatinat, où tous choses doivent être rétablies en l'état qu'elles étoient avant la guerre de Bohême, jusqu'à ce que toutes les différens qui regardent la Religion soient réglez à l'amiable, du consentement général des Parties.

2. Elle est opposée à la Capitulation Impériale & à celle du Roi des Romains, dans lesquelles la sûreté de la Paix de Religion, & de celle de Westphalie, est confirmée.

3. A l'instruction que l'Empire a donnée à ses Députez au présent Traité de Paix, laquelle prescrit tant aux Députez Catholiques qu'aux Evangeliques les règles qu'ils doivent suivre. Et cette même Instruction a été confirmée par Sa Majesté Impériale, & dans le même sens elle oblige pareillement leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de sadite Majesté, & la teneur de cette instruction porte que toutes choses qui ont été changées, de quelque manière que ce soit, tant en matière Ecclesiastique que Politique, seront remises en leur premier état sur le pié du Traité de Westphalie.

En 4. lieu cette clause est contraire à l'instruction particulière que les Deputez de la Confession d'Ausbourg ont reçue de tout le Corps des Evangeliques.

5. Elle n'est pas moins opposée aux ordres parti-

particuliers des Princes leurs Maîtres qui ten- 1697.  
dent à la même fin.

6. A la garantie de la Paix de Westphalie , à laquelle le Roi Très-Chrétien s'est engagé , comme les autres Princes.

7. Aux Préliminaires de cette Paix qui ont été la Base du Traité qui s'en est ensuivi.

8. Et pareillement au Projet du 20. de Juillet & à la Déclaration du 1. de Septembre ; qui ont été delivrez par leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de France , qui ne font nulle mention d'un changement si dangereux & si contraire à la Paix de Westphalie ; & comme lesdits Srs. Ambassadeurs, peu de jours avant la signature du Traité , ont donné à l'Ambassade Impériale le choix de signer les mêmes projets de déclaration pour la Paix , selon leur forme & teneur , cela seul fait connoître que le Roi très-Chrétien n'avoit encore donné aucun ordre touchant cette clause.

9. Cette clause contredit ce qui est porté par le 3. Article du Traité de Ryſwick , selon lequel les Traitez de Westphalie & de Nimègue lui doivent servir de Base & de fondement , & l'on y a ajouté *qu'incontinent après l'échange des Ratifications , Ils seroient entièrement exécutés , tant à l'égard des choses sacrées que des profanes , & qu'ils seroient maintenus à l'avenir.* Pour ce qui regarde la clause qu'on y a ajoutée , si ce n'est *entant que l'on sera convenu autrement* ; Il est aisé de reconnoître par l'endroit du Traité de Westphalie , que nous avons allégué ci-devant , & par plusieurs pages du même Traité , que cette clause ne regarde que les Matières Civiles , & qu'elle ne doit nullement être étendue aux Matières Ecclésiastiques.

1697. ques. En effet il a été stipulé dans ce Traité & sur tout dans l'Article V. §. 9. du Traité d'Osnabrug; *Que ceux de la Confession d'Ausbourg ne seront point troublez à l'avenir dans la possession des choses qu'ils possédoient auparavant, ni dans celle des choses qui leur auront été rendues, mais qu'ils seront désormais exempts pour toujours de toutes sortes de poursuites, soit de droit soit de fait, jusqu'à ce que les différens survenus pour la Religion soient entièrement assoupis.*

10. Ladite clause repugne semblablement à ce qui est énoncé par les Articles séparés des Traitez que le Roi très-Chrétien a conclus avec le Roi de la Grande Bretagne & Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, par lesquels il est dit, qu'il sera libre à Sa Majesté Impériale & à l'Empire, de faire la Paix aux conditions portées par ledit Projet, & déclaration de la France, dans le terme qui y est limité.

11. Elle tend à détruire entièrement l'union des Membres de l'Empire.

12. C'est pour la même raison que leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs Plénipotentiaires Impériaux n'ont pas voulu recevoir l'avertissement commun des Evangeliques sur le 3. Article du Traité, concernant seulement l'exécution de la Paix dans l'Empire, d'autant que ladite exécution n'avoit aucune relation à la France, regardant uniquement l'Empereur & l'Empire.

13. Comme leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de France non seulement n'ont pas voulu admettre les avis particuliers que quelques Plénipotentiaires Evangeliques avoient proposé, pour assurer le rétablissement de

de leur Religion dans les Provinces qui devoient être rendues à l'Empire ; alleguant pour raison que ces avertissemens étoient superflus, en ce qu'ils ne regardoient nullement le Roi très-Chrétien, & que d'ailleurs ils étoient déjà compris dans la disposition générale en l'article 3, mais qu'ils ont encore rejeté l'avis général que tous les Evangeliques ont mis en avant pour la Conservation de leur Religion dans la ville de Strasbourg & dans toute l'Alsace suivant la règle du Traité de Westphalie, on ne voit pas par quelle raison l'Ambassade Impériale peut prétendre ou souffrir, qu'au préjudice du même Traité on introduise un changement en matière de Religion sur les Terres de l'Empire.

14. Lesdits Ambassadeurs & Plénipotentiaires qui sont ici présens, n'ont pu consentir à la clause susdite, sans contrevenir aux ordres qu'ils ont reçus de leurs Maîtres, & sans bleffer leur conscience, ne voulant pas causer un préjudice si considérable à leurs Princes & à tous ceux qui sont garants de la Paix de Westphalie, & qui y sont compris, & surtout parce qu'ils se sont apperçus, en faisant la lecture du Traité de Paix de Ryswick, & après que la signature eut été faite, que dans cet article & dans d'autres passages, on avoit inséré de certaines choses, & qu'on en avoit omis d'autres dont on étoit pourtant convenu auparavant, qui étoient de très-grande importance pour les Evangeliques, & dont on fera le raport à la Diète de l'Empire.

15. Bien que l'on ait proposé pour expédient aux Evangeliques de signer le Traité de Paix sous une Condition qu'on leur fait espérer, &

1697. que trois des Plénipotentiaires Evangeliques y aient consenti , pour des raisons particulières qui les y ont engagé , néanmoins cette condition n'a point été reçue des autres Ambassadeurs & Plénipotentiaires dans le cas présent, puisque comme il a déjà été dit les Instructions qu'ils ont reçues leur enjoignent expressément le contraire , & qu'il s'agit d'apporter du changement dans l'Etat de l'Empire en matière d'affaires Ecclésiastiques, & ils ont d'autant plus de raison d'en user ainsi, que Messieurs les Ambassadeurs de France , durant le cours des Négociations de la Paix , se sont souvent excusés , même pour des choses de peu de conséquence , sur ce qu'ils n'en avoient point reçu d'ordre de leur Maître.

16. On a donc jugé plus à propos d'accepter un autre expédient qui est de différer la signature du Traité jusqu'à ce qu'ils eussent fait leur rapport de toutes ces choses à leurs Maîtres & que ces Princes pussent déclarer leurs intentions dans ce lieu ici ou à Ratisbonne dans le tems qui a été fixé pour l'échange des Ratifications.

Et afin que l'on soit d'autant mieux informé pour le présent & pour l'avenir, par les actes de la présente Négociation , des raisons qui ont été alleguées pour une affaire si importante, les Ambassadeurs & Plénipotentiaires soussignez supplient instamment leurs Excellences Illustrissimes Messieurs les Ambassadeurs Médiateurs de faire insinuer cette déclaration dans leur Protocole , & de leur donner un certificat de ladite insinuation , & ils protestent en même tems que les Princes leurs Maîtres ne sont pas moins zélés pour la Paix , que les autres Députés de l'Empire , & que ce n'est qu'avec un regret

gret ſenſible qu'ils n'ont pu ſe réſoudre de ſigner la Paix, à cauſe d'une difficulté à laquelle ils ne ſ'attendoient nullement. 1697.

Les Ambaſſadeurs & Plénipotentiaires des Electeurs, Princes & Etats du St. Empire Romain, ſuivant la confeſſion d'Ausbourg, Députés aux Conférences du préſent Traité de Paix, qui ſont ici préſens, ont ſigné la préſentedeclaration au nom deſdits Electeurs, Princes & Etats, & ils y ont appoſé leurs cachets. A la Haye le 25 Octobre 1697.

4 Novemb.

Au nom du Séréniffime  
Electeur de Saxe.

*Chriſtophe Dieteric de  
Boſe le Jeune, Ambaſ-  
ſadeur.*

(L.S.)

Au nom du Duché Pala-  
tin de Deux-Ponts.

*George Frederic de Snolf-  
ky.*

(L.S.)

Au nom du Duc de Saxe-  
Gotha.

*Adolfe Chriſtian Ave-  
man, Plénipot.*

Au nom du Séréniffime  
Elect. de Brandeb.

*W. de Smettau. N. B. de  
Dancelman, Ambaſ-  
Extraord. & Plénipot.*

(L.S.) (L.S.)

Au nom du Sérénif. Duc  
de Saxe-Cobourg.

*Henri Richard libre Ba-  
ron de Hagen, Plénipot.*

(L.S.)

Au nom du Sérénif. Mar-  
quis de Brandebourg-  
Culmbach.

*Ex. B. de Stein.*

Au nom du Séréniffime  
Duc de Brunſwick-  
Zell.

*Eklinckgraef, Plénipot.*

Au nom du Séréniffime  
Landgrave de Heſſe-  
Caſſel.

*Guillaume Wulſtejus, Plé-  
nipot.*

(L.S.)

An nom des Séréniffim.  
Ducs de Brunſwick-  
Wolfenbittel.

*Jean Guill. de Mansberg.*

Au nom du Duché de  
Holſtein Gluckſtat ſe-  
lon ſon rang.

*Dethler Nicol. de Lewen-  
croon, Plénipot.*

(L.S.)

1697.

## C E R T I F I C A T

Touchant l'écrit des Ministres Proteftans qui n'avoient pas pu signer la Paix, ou Extrait du Protocole de la Médiation tenu dans le Palais de Ryfwick le 4. Novembre 1697.

**E***Xhibuerunt eodem die Domini Legati & Plenipotentiarii Sacri Romani Imperii, deputati Electorum, Principum & Statuum, Auguftanae Confessioni addictorum demonstrationem fcripto comprehensam de die <sup>25 Octobris.</sup><sub>4 Novemb.</sub> quâ exponuntur rationes, cur subscribere non potuerint Instrumento Pacis die <sup>20</sup><sub>30</sub> Octobris conclusæ, postquam Article quarto ejusdem sequens Clausula fuisset: Religione tamen Catholica Romana in locis sic restituis in statu quo nunc est remanente, hoc itaque scriptum ritè insinuaturn esse attestor.*

In fidem Protocolli.

C. G. FRIESENDORFF.



TRA-



## C E R T I F I C A T

*Touchant l'Ecrit des Miniſtres Proteſtans qui n'avoient pas pu ſigner la Paix, ou Extrait du Protocole de la Médiation tenu dans le Palais de Ryſwick le 4. de Novembre St. Nov. 1697.*

**L**E même jour Meſſieurs les Ambaſſadeurs, & Plénipotentiaires, des Electeurs, Princes, & Etats du St. Empire Romain de la Confession d'Aulbourg, ont préſenté une Déclaration par écrit du <sup>21<sup>e</sup> Octobre</sup> <sub>4<sup>e</sup> Novemb.</sub> où ils expoſent les raiſons, pour lequelles ils n'ont pu ſigner le Traité de Paix conclu le <sup>10<sup>e</sup></sup> <sub>30<sup>e</sup></sub> Octobre dernier depuis qu'on y a ajouté la clause ſuivante, *la Religion Catholique Romaine demeurant au même état qu'elle eſt préſentement dans les lieux ainſi reſtituez.* C'eſt pourquoi je certifie que cét écrit a été bien & dûement inféré dans le Protocole de la Médiation.

*Copié fidèlement ſur le Protocole.*

C. G. FRIESENDORFE.



1697.

## ARTICLE

D'inclusion faite par les Impériaux avec réserve d'une inclusion ultérieure du 9. Novembre 1697.

**C**um Articula 58. Pacis 30. Octobris nuperi Imperatorem ac Imperium inter & Regem Christianissimum conclusa convenerit, ut intra præfixum illud tempus ab utraque parte comprehensi nominentur; nomine Sacrae Caesaræ Majestatis & Imperii pace istâ speciatim comprehenduntur Rex Catholicus, Rex Magnæ Britannia, & Fœderatum Belgium, cum omnibus Regnis, Provinciis, Ditionibus, Juribus, Vasallis & subditis: Salvâ ulteriore designatione includendorum post hâc exhibenda. Actum in Palatio Rîswicensi 9. Novembris 1697.

D. A. C. à Kaunitz. H. C. de Straatman. J. F. L. B. à Seilern.  
(L.S.) (L.S.) (L.S.)

Nom. Em. El. Mog.	Nom. Ser. Bav. El.	Nom. Ser. El. Saxon.	Nomine Serenissimi El. Brandeb.	
----------------------	-----------------------	-------------------------	------------------------------------	--

M. L. B. de Schonborn, Legatus. (L.S.)	De Priel- mayer Leg. Ext. & Pl. (L.S.)	Christ. Die- ter. Bose, Legatus. (L.S.)	Wilhelm de Schmet- tau. (L.S.)	De Dan- kelman. (L.S.)
---	---	--	---	------------------------------

(L.S.) Ignatius Anton.  
Otten Plenipot.

(L.S.) Georg Wilhelm  
Moll Plenipot.

Nomi-

(L.S.) Nomine Domus Austriacæ. Franc.

1697.

*Rud. ab Halden. L. B. de Tratsberg.*

(L.S.) Nomine Seren. Magni Ordinis Teutonicæ  
Magistri.

*Carol. Baro à Loë Ord. Teuton. Eques.*

(L.S.) Nomine Reverendissimi & Celsissimi Prin-  
cipis & Episcopi Herbipolenfis.

*J. Conr. Philip. Ignat. de Tastingen, Consil. intimus  
& Aula Superior Marefchallus.*

(L.S.) Nomine Eminentissimi & Celsissimi Elec-  
toris Trevirenfis ut Episcopi Spirenfis.

*Johannes Henricus de Keyfersfeldt.*

TRADUCTION.

A R T I C L E

*D'inclufion faite par les Impériaux avec réfervation  
d'une inclufion ultérieure du 9. Novembre 1697.*

**C**OMME on est convenu par le 58. Article  
du Traité de Paix conclû le 30. Octobre  
dernier entre l'Empereur & l'Empire, &  
le Roi Très-Chrétien, que dans le tems préfix  
par ledit article on nommera de part & d'autre  
ceux qui y doivent être compris: on comprend  
fépécialement dans cette Paix au nom de Sa Ma-  
jetté Impériale & de l'Empire, le Roi Catho-  
lique, le Roi de la Grande Bretagne, & les  
Etats

1697. Etats Généraux des Provinces Unies, avec tous leurs Royaumes, Provinces, Seigneuries, Droits, Vassaux & Sujets: sauf à désigner de nouveau dans la suite ceux qui y seront compris. Fait dans la Maison Royale de Ryswic le 9. de Novembre 1697.

*D. A. C. de Kaunitz.* *H. C. de Straatman.* *J. F. L. B. de Seilern.*  
(L.S.) (L.S.) (L.S.)

Au nom de l'Em. El. de Mayence.	Au nom du Sérén. El. de Bavière.	Au nom du Sérén. El. de Saxe.	Au nom du Sérénissime Electeur de Brandebourg.
---------------------------------------	--	-------------------------------------	---

<i>M. L. B. de Schonborn, Amb. Ext. &amp; Plénip.</i> (L.S.)	<i>De Priel- meyer, Amb. Ext. &amp; Plénip.</i> (L.S.)	<i>Christ. Die- teric de Bo- se Ambass. Extr.</i> (L.S.)	<i>Guillaume N. B. de de Schmet- tau.</i> (L.S.)	<i>Danckel- man.</i> (L.S.)
---	---	---	---	------------------------------------

(L.S.) *Ignace Antoine  
Otten, Plénipot.*

(L.S.) *George Guillaume  
Moll, Plénipot.*

(L.S.) Au nom de la Maison d'Autriche.

*François Rodolphe de Halden L. Baron de Tratzberg.*

(L.S.) Au nom du Sérénissime Grand Maître de l'Ordre Teutonique.

*Charles Baron de Loë, Chevalier de l'Ordre Teutonique.*

(L.S.) Au nom du Reverendissime & très-Haut Prince & Evêque de Würtsbourg.

*Jean Conrard Philippe Ignace de Taftungen, Conseiller intime  
& Grand Maréchal de la Cour.*

Au

(L.S.) Au nom de l'Eminentissime & très-Haut  
Prince Monseigneur l'Electeur de Trèves,  
comme Evêq. de Spire.

*Jean Henri de Kayfersfeld.*

## E X T R A I T

Du Protocole du Directoire de la Chancellerie  
de Mayence, ou Certificat délivré à Mon-  
sieur Norff touchant la Protestation faite sur  
le Duché de Bouillon du 11. Novembre  
1697.

**S**erenitatis sue Electoralis Coloniensis Consilia-  
rius & Plenipotentarius Dominus Norff, pro-  
duxit nomine Clementissimi Domini sui, ut Episco-  
pi Leodiensis, reservationem & Protestationem in  
scriptis ad Protocollum, vigore cujus declarat,  
subscriptionem à se in Instrumento pacis tanquam  
Subdelegato Imperii factam, Juribus, Serenissi-  
mo Domino suo in Ducatum Bullionensem, compe-  
tentibus, nullatenus præjudicare, neque se per hunc  
Articulum 28. pacis Neomagiensis velle agnoscere,  
petendo desuper sibi nomine Deputationis Imperii,  
attestationem quandam extradi. Cumque dicta  
Reservatio ad futuram rei memoriam Protocollo  
Imperii inserta, perque Conclusum Deputatorum  
placitum sit prædictam attestationem extradi; Ex-  
tractus hic cum Sigillo Cancellaria Electoralis Mo-  
guntina & Directorialis Imperii, Præfato Domi-  
no Subdelegato Norff ad majorem conservationem  
juris Serenissimi Electoris Coloniensis, ut Episcopi  
Leodiensis juxta prædictum conclusum Deputatio-  
nis

162 *Mémoires & Négociations*  
1697. *nis Imperii in optimâ formâ concessus est , signa-*  
*tum Hagæ Comitû 11. Novembris 1697.*

( *Locus Sigilli Cancel-*  
*lariæ Moguntinæ.* )

Versionem hanc ex Idiomate Germanico  
factam cum originali suo per omnia con-  
cordare attestor.

Erat signatum.

JOANNES CONRADUS NORFF,  
Serenissimi Electoris Colonienfis  
ad Tractatus Pacis Sub-Deputatus  
Plenipotentarius.

TRADUCTION.

E X T R A I T

*Du Protocole du Directoire de la Chancellerie de*  
*Mayence, ou Certificat délivré à Monsieur Norf*  
*touchant la Protestation faite sur le Duché de*  
*Bouillon da 11. Novembre 1697.*

**M**onsieur Norf Conseiller & Plénipoten-  
tiaire de Sa Sérénité Electorale de Colo-  
gne, a présenté au nom de son Seigneur très-be-  
nin en qualité d'Evêque de Liège, un acte de  
réserve & de protestation au Protocole, en ver-  
tu de laquelle il déclare que la signature qu'il a  
écrite au bas du Traité de paix comme Subdélé-  
gué de l'Empire, ne doit préjudicier en aucune  
manière aux droits de son Sérénissime Maître,  
déclarant par le présent acte, qu'il ne veut point  
recon-

reconnoître ni admettre le 28. Article du Traité de Nimégue : & de plus il demande qu'on lui délivre une attestation ſur ce ſujet au nom de la députation de l'Empire. Et comme ladite reſerve a été inférée dans le Protocole de l'Empire pour en conſerver la mémoire dans le tems avenir , & que ſuivant la concluſion des Députés on a jugé à propos de lui délivrer ladite attestation , on a accordé audit Sieur Norf Subdélégué , ſuivant ladite concluſion de la députation de l'Empire le preſent extrait en la meilleure forme qu'il eſt poſſible , avec le Sceau de la Chancellerie Electorale de Mayence & Directoriale de l'Empire , pour une plus grande aſſurance des droits du Séréniffime Electeur de Cologne en qualité d'Evêque de Liège. Signé à la Haye , l'onzième de Novembre 1697. 1697.

( Place du Sceau de la Chancellerie de Mayence. )

*Je certifie que cette Traduction faite de l'Allemand eſt entièrement conforme à l'Original.*

*Signé ,*

JEAN CONRAD NORFF,

Plénipotentiaire ſubdélégué du Séréniffime  
Electeur de Cologne au Traité de Paix.



ECRIT

1697.

## E C R I T

Du Secrétaire de l'Ambassade Impériale contenant le rapport qu'il avoit fait de bouche à la Médiation touchant ce que les Ambassadeurs de l'Empereur avoient proposé aux Ministres Catholiques pour concourir avec les Protestans dans l'affaire de la Religion, mais qu'ils y avoient trouvé de la répugnance, à cause que la Deputation étoit si avancée; du  
 4 Novembre 1697.

14

**I**st von dem Kayserlichen Legations Secretario Hayeck bey Seiner Excellenz Herrn Graf Bonde gelassen den 4 Novembris mittags umb 12. uhr 1697.

14

Die Kayserliche Gesandtschaft bette nicht unterlassen der Herren Mediatorum Excellentiengestrigen Vortrag gehorigen orths mitzutheilen, zur antwort aber bekommen, das die Reichs Deputation aufgeboben, die meiste Glieder schon verreiset, und die wenige noch anwesende aber gleichmässig auf der abreis stehende Ministri für obnerlaubt hielten, alles dessen ohngeacht verhängen zu helfen, das in dem vorhin geschlossenen, unterschribenen, und an die Herren Principalen so wohl als die Reichs Versammlung gebrachtem Instrument eine solche andernung nicht nur vergeblich, wie aus vorigen verlauf; und wegen der von der Frantzösischen Gesandtschaft stundlich erwartenden Ratification geurtheilet werden konte, sondern auch, vielen anzeigungen nach, mit groster gefahr des Friedens und dessen vollziehung wiederumb gesucht werde; werden dabero der Herren Mediatorum Excellenti hochvernünftig ermessen, das umb so weniger die Kayserliche Gesandt-



Gesandtschaft dagegen etwas für ſich vornehmen  
 dorfte, oder zu dem ende weiter zuſammen kommen  
 moge, als vorhin auch verlauten wolle, ob weren ei-  
 nige bey ſolcher gelegenheit geſinnet, der Kayſerli-  
 chen Geſandtschaft noch andere obnbekante zumu-  
 thungen zu thun, womit ſelbige billig verſchonet  
 bleiben mochte; im übrigen auf geſtrige Vorſtellung  
 ſich nachmahlen beziehend, und zu allerſeitigen  
 vertraulichkeit und guter verſtandnus ſich ferner  
 auf käftigſte erbietend. 1697.

# TRADUCTION.

## E C R I T

*Du Secrétaire de l'Ambassade Impériale contenant  
 le rapport qu'il avoit fait de bouche à la Médiation  
 touchant ce que les Ambassadeurs de l'Empereur  
 avoient proposé aux Ministres Catholiques, pour  
 concourir, avec les Protestans dans l'affaire de la  
 Religion; mais qu'ils y avoient trouvé de la repu-  
 gnance, à cause que la Députation étoit ſi avan-  
 cée. Du 4 Novembre 1697.*

14

**L**E Sieur Hayeck Secrétaire de l'Ambassade  
 Impériale laissa l'écrit ſuivant chez S. E.  
 Monsieur le Comte de Bonde le 4 de Novem-  
 bre ſur le midy 1697.

Que l'Ambassade Impériale n'avoit pas  
 manqué de communiquer à ceux, qu'il conve-  
 noit, la proposition, que Messieurs les Média-  
 teurs luy firent hier, mais qu'elle avoit eü pour  
 toute réponse, que la Députation de l'Empire  
 ayant cessé, & la plupart des Députés étant  
 partis, ceux des Ministres, qui se trouvent en-  
 core

1697. core ici étant pareillement à la veille de leur départ, ne croiroient pas être en leur pouvoir d'entreprendre inutilement de faire un changement dans le Traité de paix, qui a été conclu, signé, & envoyé à leurs Principaux, aussi-bien qu'à la Diète de l'Empire, & cela dans un tems, où l'Ambassade de France attend à tout moment la ratification d'iceluy, & où probablement cette paix & l'exécution d'icelle seroit en danger. En conséquence de quoy on laissa à la prudence de leurs Excellences Messieurs les Médiateurs de juger, si l'Ambassade Impériale pouvoit entreprendre quelque chose de son chef, ou s'assembler davantage sur cette matière, principalement après qu'il semble, que quelques-uns cherchent l'occasion d'imputer des choses à la conduite de l'Ambassade Impériale, dont Elle voudroit bien être dispensée. On se rapporte, pour le reste, à la proposition d'hier, & on s'offre de continuer dans une parfaite sincérité & bonne intelligence.

---

## E X T R A I T

*Du Protocole de la Médiation, de quelle maniere les Ambassadeurs de France avoient déclaré que les Protestans qui ne signoient pas joüiroient néanmoins de la Paix. Cét écrit sert d'amplification à un autre de la même date* \* <sup>20</sup>/<sub>30</sub> Octobre 1697.

**M**essieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Impériale étant entrez avec Messieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Très-Chrétienne dans

\* *Tom. 4. pag. II.*

dans le Cabinet de notre appartement, où les Conférences ſe ſont tenuës ordinairement, & nous ayant fait prier de nous y rendre, nous ont dit, que Meſſieurs les Ambaſſadeurs de France ne vouloient accorder aucune des Conditions que Meſſieurs les Miniſtres des Etats Proteſtants demandoient, mais qu'à la requiſition de l'Ambaſſade Impériale ils voudroient bien permettre que leſdits Miniſtres Proteſtants, ſignifiſſent d'abord la Paix avec tous les autres *Subj*  
*rati*, ou bien fiſſent leur déclaration de l'accepter ſoit à Ratiſbonne ou ici, avant le terme de l'échange des Ratifications, & qu'en attendant ils jouiroient de la Paix, comme les autres qui alloient ſigner, ce que Meſſieurs les Ambaſſadeurs de France ont avoué en notre préſence, & ils y ont ajouté ce qui eſt contenu dans l'extrait du préſent Protocole qui a été extradé aujourd'hui à part. V. jour, le 30. Octobre 1697.

## H A R A N G U E

*De Monsieur Schonborn Ambaſſadeur de Sa Sérénité Electorale de Mayence faite à leurs Hautes Puiffances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, à ſon Audience de Congé faite le 21. Novembre 1697.*

### HAUTS ET PUISSANTS SEIGNEURS.

**L**E ſouſſigné Ambaſſadeur Extraordinaire de S. A. E. de Mayence étant ſur le point de partir pour ſ'en retourner chez lui, a cru de ſon devoir de remercier V. H. P. pour tous les bons  
ac-

1697. accueils, qu'il a reçus, pendant son séjour ici, de leur part, & comme ils s'est apperçu du désir sincère, qu'elles ont de cultiver une parfaite amitié, & intelligence avec sadite A. E. ; & tout l'Empire ; Il ne manquera pas d'en faire fidelle rapport, & de contribuer tout ce qu'il pourra pour la leur rendre utile & réciproque, les priant de lui vouloir conserver l'affection qu'elles lui ont fait témoigner par Mrs. leurs Représentants dans les Conférences qu'il a eul l'honneur d'avoir avec eux. Fait à la Haye le 21. de Novembre 1697.

## L E T T R E

*De Sa Majesté Très-Chrétienne à l'Archevêque de Paris, du 12. Novembre 1697.*

### MON COUSIN.

**L**Es heureux succès dont le Ciel a favorisé mes Armes dans le cours d'une si longue guerre, ne m'ont jamais éloigné du désir sincère, que j'avois pour la paix ; qui a toujours été l'unique fin, que je me suis proposée dans toutes mes entreprises. Quoi que les glorieuses expéditions de cette Campagne, & les avantages, qu'elles me prépareroient eussent pu m'engager à soutenir mes intérêts, & à porter même plus loin mes prétensions ; je les ai abandonnez avec d'autant moins de peine, que je me suis vu en état de les maintenir ; & je me suis fait une Loi, de consacrer au repos de l'Europe le fruit de mes conquêtes. Je suis assez recompensé de tout ce que me cou-

te

te cette modération , puis qu'elle finit les maux inséparables de la guerre. Le prompt soulagement , que mes Peuples en reçoivent , & le plaisir , que je ressens de les rendre heureux , me dédommagent assez de tout ce que je leur sacrifie ; & l'éclat des plus grands triomphes ne vaut pas la gloire de récompenser le zèle de mes sujets, qui tous, avec une ardeur égale, & sans jamais se démentir, ont prodigué leur sang & leurs biens pour mon service. Dieu, favorable aux desseins, qu'il m'a toujours inspiré, a ouvert les yeux aux Puissances Confédérées, qui desabusées de leurs fausses espérances, & touchées de leurs véritables maux, ont accepté les conditions , que je leur ai si souvent offertes. La paix, qui fut signée le 20. Septembre dernier avec l'Espagne, l'Angleterre, & la Hollande ; a été ratifiée depuis peu de jours. La Ratification de celle que je viens de conclure avec l'Empereur & l'Empire, achèvera bientôt cet ouvrage si important & si nécessaire à l'Europe : mais je ne puis différer jusques là , de temoigner à Dieu ma juste reconnoissance, & de lui rendre les actions de grâces, que je lui dois ; de ce qu'après avoir rendu tant de fois mes armes victorieuses , il commence à répandre sur mon Royaume la plus précieuse de ses bénédictions, & fait renaître entre mes Etats & ceux de mes Voisins une paix stable & sincère. Je désire donc , que vous fassiez chanter le *Te Deum* , dans l'Eglise Métropolitaine de ma bonne ville de Paris, au jour & à l'heure, que le Grand Maître, ou le Maître des Cérémonies vous dira de ma part, & je lui ordonne d'y inviter mes Cours, & ceux qui ont accou-

1697. tumé d'y assister. Surce, je prie Dieu, qu'il vous aît, mon Cousin, en sa sainte & digne garde. Ecrit à Versailles, le 12. jour de Novembre, 1697. Signé LOUIS, & plus bas PHELYPEAUX.

## R E S E R V A T I O N

De l'Ambassadeur de Hanovre touchant ce qui avoit été stipulé par la Paix entre l'Electeur Palatin, & la Duchesse d'Orleans, délivrée à la Médiation le 15 Novembre 1697. 25

**I***nfra scriptus Serenissimi Domini Electoris Brunsvicensis & Luneburgensis ad Tractatus pacis Universalis Legatus Extraordinarius & Plenipotentiarius in mandatis habet, decenter, prout hisce fit, exponere & significare sequentia.*

*Perspexit Serenitas sua Electoralis Brunsvicensis & Luneburgensis, in pacis nuperrimè inter Sacram Regiam Majestatem Christianissimam ab una, & Sacram Cesaream Majestatem cum Sacro Romano Imperio ab altera parte restaurata tabulis §. Restituentur à Rege Christianissimo Domino Electori Palatino &c. , inter alia cautum esse, ut circa jura seu prætentiones Serenissimæ Dominae Ducissæ Aurelianensis tanquam sororis & per id proximæ heredis Serenissimi quondam Principis ac Domini, Domini Caroli Electoris Palatini Gloriosæ Memoræ, adversus Serenissimum Dominum Electorem Palatinum jam regnantem, res secundum formulam compromissi à Sacra Cesareâ Majestate & Sacra Regia Majestate Christianissima tanquam arbitris, juxta leges & constitutiones Imperii decidatur,*

datur, illis vero in sententia discordibus, Papa 1697.  
 tanquam super arbitro decidenda deferatur, non minus tamen interea amicabile compositio inter partes tentetur. Optavit semper tam Serenissimus Dominus Elector Brunsvicensis quam Serenissima Domina Electrix Conjux ipsius, ut amicali compositione hac res terminaretur, neque ullo modo illi se immiscere voluerunt.

Nunquam etiam se intendisse nec jam intendere se quidquam, quod uni, vel alteri Serenissimarum Partium litigantium, vel cuiquam alii præjudicio ulla ratione esse possit quam maxime protestantur.

Quum verò per ante memoratas pacis tabulas modo supra dicto de hac lite vel amicè componenda, vel per sententiam arbitrorum intra certum tempus dirimenda convenerit, & omni dubio carere videatur, quin in illum, si nulla amplius ex Serenissima Domina Ducissa Aurelianensi descendens supersit proles eventum (quem tamen deus clementer avertat, & prosapiam Serenissima Domina Ducissa sempiternam esse jubeat) Amica ejus Serenissima Domina Electrix Brunsvicensis proxima Serenissima Domina Ducissa ejusque descendantium, sit futura hæres, & post mortem Serenissima Domina Electricis Descendentes ejus jure successionis secuturi, nemo statuere aliter poterit, quam illud etiam quod Serenissima Domina Ducissa Aurelianensi, ejusque posteris, ex supra memorata controversia vel per amicam cedit compositionem vel per Laudum Arbitrorum adjudicabitur in modo dictum insperatum eventum ad Serenissimam Dominam Electricem Brunsvicensem ejusque posteros jure devolutum iri.

Quamobrem Serenissimus Dominus Elector Brunsvicensis in hunc eventum Serenissima Domina Electrici conjugii ejusque posteris, quavis jura ei com-

1697. petentia circa hanc rem ~~reservare~~ *se debere judicavit*  
*& hisce reservat.*

*Iterum tamen protestatur Serenissimus Dominus Elector se neutiquam per hanc eventuales reservationem uni vel alteri Serenissimarum partium vel cuiquam alii ullum præjudicium asserere intendere, neque supra dictam à Serenissima Domina Ducissa Aurelianensi contra Serenissimum Dominum Electorem Palatinum motam controversiam difficiliorem redditam velle, sed potius ex animo desiderare & vovere ut isthæc controversia ad communem utriusque Serenissimarum partium satisfactionem ad Serenissimæ Domus Palatinæ tranquillitatem & unionem, & ad universi Sacri Romani Imperii commodum atque utilitatem quantocius componatur.*

*Si quo etiam Officiorum genere Serenissimus Dominus Elector hunc scopum promovere poterit, in eo totum se fore pollicetur.*

*Enixe itaque nomine Serenissimi Domini Electoris hisce rogantur Illustrissimi & Excellentissimi Domini Legati Mediatores ne graventur hanc eventuales reservationem ad acta reponere, Protocollo Mediatorio loco congruo inserere, & de eo per Extractum illius Protocolli documentum cedere, nec non eo qui maxime ipsis placebit modo efficere, ut argumentum hujus eventualis declarationis ad omnium quorum interest, notitiam perveniat. Hæc Comitum die 15 Novembris 1697.*

25

B. DE BOTHMAR,  
 Legatus Extraord: &  
 Plenipotentarius.

TRA-



## TRADUCTION.

## R E S E R V A T I O N

*De l'Ambassadeur de Hanovre touchant ce qui avoit été stipulé par la Paix, entre l'Electeur Palatin & la Duchesse d'Orleans; délivrée à la Médiation le 15 de Novembre 1697.*

25

**L**E soussigné Ambassadeur Extraordinaire & Plénipotentiaire du Sérénissime Seigneur Electeur de Brunswick & de Lunebourg, a reçu un ordre exprès d'exposer & de signifier avec la bienséance requise, comme il fait par ces présentes, ce qui suit.

Sa Sérénité Electorale de Brunswick & de Lunebourg a remarqué que dans le Traité de Paix conclu depuis peu entre Sa Majesté Très-Chrétienne d'une part, & Sa Majesté Impériale avec le St. Empire Romain d'autre; dans l'article qui commence par ces mots *Sa Majesté Très-Chrétienne restituera à Mr. l'Electeur Palatin &c.* Il avoit été stipulé entr'autres choses qu'à l'égard des droits ou prétensions de la Sérénissime Dame Duchesse d'Orleans, comme sœur & par conséquent la plus prochaine héritière du feu Sérénissime Prince & Seigneur Charles Electeur Palatin de Glorieuse Mémoire, contre le Sérénissime Electeur Palatin à présent régnant, l'affaire seroit réglée suivant la forme du compromis, & selon les loix & les constitutions de l'Empire par leurs Majestez Impériale & Très-Chré-

1697. Chrétienne comme Arbitres , & que s'ils ne pouvoient convenir ensemble sur le règlement de ces Prétentions, le jugement de ce différent seroit déferé au Pape en qualité de Sur-arbitre ; & que cependant on tenteroit toutes les voyes possibles pour terminer cette dispute à l'amiable.

Le Sérénissime Seigneur Electeur de Brunswick & la Sérénissime Dame Electrice son épouse ont toujours souhaité que cette contestation fût réglée par des voyes pacifiques, & ils n'ont point voulu s'en mêler en aucune manière. Ils protestent hautement qu'ils n'ont jamais eu & qu'ils n'ont maintenant l'intention de rien faire qui puisse préjudicier à l'une ou à l'autre des Parties qui sont en différent, ni à quelqu'autre que se puisse être.

Mais comme on est convenu par le traité susdit de régler cette affaire à l'amiable, ou de la faire juger dans un certain tems par des Arbitres, & qu'on ne peut douter nullement que si la Sérénissime Dame Duchesse d'Orleans venoit à decéder sans enfans, ce qu'à Dieu ne plaise, désirant que la postérité de ladite Sérénissime Duchesse ne finisse jamais, Madame l'Electrice de Brunswick tante de ladite Sérénissime Dame sera sa plus proche héritière, aussi-bien que de ses descendans, & après le décès de ladite Sérénissime Electrice, ceux qui la représenteront en qualité de ses héritiers, personne ne peut disconvenir que tout ce qui sera ajugé à ladite Sérénissime Dame Duchesse d'Orleans & à ses descendans par la décision amiable du différent susdit ou par le jugement des Arbitres, doit être dévolu en ce cas-là par droit de succession

sion à la Sérénissime Dame Electrice de Brunswick & à ses héritiers. 1697.

C'est la raison pour laquelle le Sérénissime Seigneur Electeur de Brunswic, a crû être obligé de réserver, comme il fait par ces présentes, à la Sérénissime Dame Electrice son épouse & à ses descendans, tous les droits qui lui appartiennent à cet égard.

Le Sérénissime Seigneur Electeur proteste néanmoins pour la seconde fois, que par cette réservation qu'il a faite à tout événement il ne prétend porter aucun préjudice à l'une ni à l'autre desdites Sérénissimes Parties, ni à quelque autre que ce soit; ni faire naître de nouvelles difficultez dans le procès intenté par la Sérénissime Dame Duchesse d'Orleans contre le Sérénissime Seigneur Electeur Palatin; mais qu'au contraire il souhaite de tout son cœur que ce différent soit assoupi le plutôt qu'il se pourra à la satisfaction des deux Sérénissimes parties, pour le repos & l'union de la Sérénissime Maison Palatine, & pour le bien commun de l'Empire Romain.

Le Sérénissime Seigneur Electeur promet de son côté de contribuer autant qu'il lui sera possible à l'avancement de cet accord.

C'est pourquoi leurs Excellences Illustrißimes Messieurs les Ambassadeurs Médiateurs sont priez très-instamment de ne faire aucune difficulté d'insérer dans les actes cette réservation faite à tout événement, & de la faire insinuer dans le Protocole de la Médiation, selon le rang qu'elle y doit tenir; comme aussi d'en donner un témoignage par un Extrait dudit Protocole & d'employer leurs bons offices de telle manière, qu'il leur plaira, pour faire en sorte

1697. forte que le sujet de cette déclaration casuelle vienne à la connoissance de ceux qui y ont intérêt.

*Ala Haye le 15 de Novembre 1697.*  
25

B. DE BOTHMAR,  
Ambassadeur Extraordinaire  
& Plénipotentiaire.

## A C T E

D'Inclusion de la part de l'Angleterre pour l'Espagne, la Hollande, les Suisses & les Villes Hanséatiques, du 8 Novembre 1697.

**G**uilielmus Tertius Dei Gratiâ Magnæ Britanniæ Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor.

*Omniibus presentes inspectaturis Salutem, quandoquidem ex articulo decimo sexto Tractatus Pacis conclusi vigesimo die Septembris hujus presentis anni in adibus nostris Ryswicensibus inter nos & Regem Christianissimum per Legatos & Plenipotentarios ex utraque parte constitutos concordatum fuerit quod in dicto Tractatu comprehenderentur, illi qui intra sex menses ex Ratihabitionum Commutatione numerandos à nobis nominati fuerint; Nos qui studio & affectu particulari colendam & conservandam duximus Amicitiam Serenissimi & Invictissimi Imperatoris & Sacri Romani Imperii, omniumque ejus Electorum, Principum, Statuum, & Civitatum, cum etiam Serenissimi & Potentissimi Regis Hispaniarum, itemque Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Unitarum Belgii Provin-*

Provinciarum, Tredecim itidem Rerumpublicarum, & Cantonum Helveticorum & specialius Rerumpublicarum & Cantonum Evangelicorum, Tiguri, Bernæ, Glaronæ, Basileæ, Schafhusii & Abbatis-Cellæ, cum omnibus & singulis, quos inter sese habent respectivè Fæderatis, Republica Scilicet & Urbe Genevatum, cum suis dependentiis, Comitatu & Civitate Neocomensi ad Lacum, Civitatibus Sancti Galli, Mulhusii & Biennæ, atque Ligis Rhaticis seu Grisonibus cum suis dependentiis nec non Rerumpublicarum & Civitatum Lubecensis, Bremensis & Hamburgensis, eosdem omnes Principes, Respublicas, Status & Civitates eorumque omnium Confæderatos recipimus, & comprehendimus omni meliori modo & forma. In quorum omnium testimonium & fidem præsentem manu nostra Regia signatas, communi nostro Sigillo muniri jussimus. Dabuntur in Aula Nostra Hæge Comitum in Provincia Hollandiæ die decimo octavo mensis Novembris st: novo 1697. Regniq[ue] nostri nono.

(L.S.) GULIELMUS REX.

G. BLATHWAYTH.

TRADUCTION.

A C T E

D'inclusion de la part de l'Angleterre, pour l'Espagne, la Hollande, les Suisses, & les Villes Hanseatiques; du  $\frac{3}{18}$  de Novembre 1697.

Guillaume Troisième, par la Grace de Dieu, Roi de la Grande Bretagne, de  
H 5 Fran-

1697. France, & d'Irlande; Défenseur de la foi.

A tous ceux qui verront ces présentes; salut. Comme on est convenu par le seizième Article du Traité de Paix conclue le 20. de Septembre de la présente année dans notre maison de Ryf-wick, entre nous & le Roi Très-Chrétien, par les Ambassadeurs & Plénipotentiaires envoyez de part & d'autre; Que tous ceux que nous nommerions dans six mois à compter du jour de l'échange des Ratifications seroient compris dans ledit Traité; comme nous avons crû être obligez de cultiver & de maintenir avec un soin tout particulier l'amitié du Sérénissime & Très-Invincible Empereur, de l'Empire Romain, & de tous les Electeurs, Princes, Etats, & Villes de l'Empire; comme aussi celle du Sérénissime & Très-Puissant Roi d'Espagne, & pareillement celle de leurs Hautes Puissances Mrs. les Etats Généraux des Provinces-Unies; & de même celle des Treize Républiques & Cantons Suisses, & particulièrement des Républiques & Cantons Evangeliques de Zurich, de Berne, de Glaris, de Bâle, de Schafhouse & d'Appenzel, avec tous ceux en général & en particulier qui leur sont alliez, sçavoir la Ville & République de Genève avec ses dépendances, la Ville & Comté de Neuf-châtel sur le Lac, les Villes de Saint. Gal, de Mulhaufe, & de Bienne, & les Grisons autrement dits Liges Grises avec leurs dépendances; comme aussi les Villes & Républiques de Lubeck, de Breme & de Hambourg; nous recevons & comprenons audit Traité de Paix tous lesdits Princes, Républiques, Etats & Villes & tous leurs Alliez, en la meilleure forme & manière qu'il se peut. En témoignage.

ge de quoi nous avons signé ces présentes de notre main Royale, & nous les avons fait seller de notre seau ordinaire. Donné dans notre Cour, à la Haye dans la Province de Hollande le 18. du mois de Novembre selon le nouveau stile 1697. Et de Notre Regne le 9. 1687.

GUILLAUME ROI.

G. BLATWAYTH,

## PLEIN POUVOIR

De l'Electeur de Mayence pour Monsieur Norff Plénipotentiaire de Cologne pour échanger la ratification de l'Empire contre celle de France, du 2. Décembre 1697.

**N**Os Lotharius Franciscus, Dei Gratia Sanctæ sedis Moguntina Archiepiscopus, Sacri Romani Imperii per Germaniam Archi-Cancellarius & Elector, Episcopus Bambergensis. Notum facimus presentibus, quod cum gravibus de causis è re nostra esse duxerimus, Nostram ad Tractatus Pacis inter Sacram Cesaream Majestatem, Romanum Imperium & Coronam Gallie, Hagæ Comitum conclusæ, missam Legationem revocare, & ad alia negotia adhibere, necessum sit, ut Ratificatio Imperii cum ratificatione Gallica permutetur, illudque ex parte Directorii nobis ab Imperio concrediti curetur & perficiatur; nos Plenariam potestatem damus, Honorabili Consiliario nostro fidelino-bis Dilecto Joanni Conrado Norff Electorali Coloniensi Consiliario & Residenti Hagæ Comitum, ut vostro nomine supradicto actui permutationis aliis-

1697. *que ea propter instituendis Colloquiis interfit, dictamque ratificationum permutationem, juxta datam ipsi Instructionem perficiat, ut cara Patria Nostra pacis conclusæ fructibus plenè fruatur, & ab omni timore & periculo liberetur. Promittentes nos ratum & acceptum habituros, quidquid præfatus Plenipotentarius noster in hoc negotio est factururus. In cujus rei fidem hæc manu nostra subscripsimus, nostræque Cancellariæ Sigillo munivimus. Bambergæ 2. Decembris 1697.*

LOTH. FRANZ ELECTOR.  
(L. S.)

# TRADUCTION.

## PLEIN POUVOIR

*Donné par l'Electeur de Mayence à Monsieur Norf pour l'échange des Ratifications de la paix, le 2. Décembre 1697.*

**N**OUS Lothaire François par la grace de Dieu Archevêque du St. Siège de Mayence, Electeur & grand Chancelier du St. Empire Romain dans l'Allemagne, Evêque de Bamberg; faisons savoir par ces présentes qu'ayant jugé pour des raisons importantes qu'il étoit de notre intérêt de rapeller l'Ambassadeur, que nous avions envoyé au Traité de Paix conclu à la Haye entre Sa Majesté Impériale, l'Empire Romain & la Couronne de France, & de l'employer à d'autres affaires; & qu'étant nécessaire que la Ratification de l'Empire soit échangée avec celle de France, & que cela se fasse de la part du Directoire quel'Empire nous a confié;

Nous



Nous donnons un Pleinpouvoir à honorable 1697.  
 personne notre bien aimé & fidelle Conseiller  
 Jean Conrad Norff, Conseiller Electoral de  
 Cologne Résident à la Haye, d'assister en no-  
 tre nom audit acte d'échange & aux autres Con-  
 férences qui se tiendront pour cèt effet, & de  
 faire ladite échange des Ratifications, selon  
 l'Iustruction qui lui en a été donnée, afin que  
 notre chère patrie jouisse pleinement des fruits  
 de la Paix, qui a été conclüe, & qu'à l'avenir  
 elle soit exempte de toutes sortes d'apréhension  
 & de danger. Promettant d'approuver & d'a-  
 voir pour agréable tout ce que notre dit Pléni-  
 potentiaire fera dans cette Négociation. En  
 foi de quoi nous avons signé ces présentes de no-  
 tre main, & nous y avons fait apposer le Sceau  
 de nôtre Chancellerie. A Bamberg le 2. jour  
 de Décembre 1697.

LOTH. FRANZ ELECTOR.  
 (L.S.)

## RESERVATION

Des Ministres de l'Empire touchant la manié-  
 re de traiter des Impériaux, pendant la  
 Négociation présentée à la Médiation le 11  
 Novembre 1697. 21

*C*um ille tractandi modus, qui tam ab initio  
 quam in progressu & fine presentium pacis  
 Tractatum, inter Sacram Casaream Majestatem  
 Sacrumque Romanum Imperium ab una, & Sa-  
 cram Regiam Majestatem Christianissimam ab alte-  
 ra parte conclusorum servatus fuit, libero, quod

1697. *Electores, Principibus, & Statibus Imperii competit, Suffragio, & consensui circa Fœdera cum exteris, Imperii nomine pangenda, in variis passibus adversetur, ac Stylo Imperii, cujus exacta observantia ejus ad dictos Tractatus deputatis in instructione serio commendatur, consentaneus non sit; dictorum Electorum, Principum, ac Statuum ad Tractatus pacis deputatorum Legati ac Plenipotentarii, contra hujusmodi tractandi modum, in quantum is Juribus Statuum, & in specie Articulo 8. Instrumenti pacis Osnabrugensis nec non Stylo Imperii repugnat, Dominis suis Principalibus & Universo Imperio, jura sua omni meliori modo facta tectare servant, ne scilicet ea, quæ, uti dictum, ob injuriam aut angustiam temporis, vel ob aliam quamvis rationem in præsentis pacis negotio, circa tractandi modum incongrue facta sunt, nunc & futuris temporibus ullo modo in præjudicium juris Statibus Imperii competentium, allegari aut vergere possint aut debeant. Atque ut hujus reservationis eò major sit effectus, infra subscripti Legati ac Plenipotentarii Illustrissimos atque Excellentissimos Dominos Legatos Mediatore, quo illa Mediationis Protocollo inseratur, decenter requirunt, eademque in Comitibus Imperii ad acta hujus Negotiationis cum expositione singularium insinuabunt. Signatum Hagæ Comitum die  $\frac{11}{21}$  Novembris anni 1697.*

Nomine Sereniss. Electoris Saxoniz.

Nomine Sereniss. Electoris Brandenburgici.

Christophorus Dietericus  
Jose Junior, Legatus.

W. de Smettan, W. B. de  
Dancelman, Legati  
Extraordin. & Plenip.

Nomi-

Nomine Reverendissimi  
& Celsi. Episcopi ac  
Princip. Monast.

Nomine Serenif. Mar-  
chionis Brandenburg.  
Culmbacensis.

1697.

*Ferdinandus L. B. de Plet-  
tenberg.*

*E. L. B. de Stein.*

Nomine Serenissimi Du-  
cis Sax. Goth.

Nomine Ducatus Holst.  
Gluckstadiensis.

*Adolfus Christian Ave-  
man.*

*Dethlerus Nicolas de Le-  
wencroon.*

Nomine Seren. Landgr.  
Hessen-Cassel.

Nomine Serenif. Ducis  
Brunswico-Luneburg.  
Cellensis.

*Wilhelmus Valsejus.*

*E. Klinckgraeff.*

Nomine Ducatus Palati-  
no-Bipontini.

Nom. Ducum Brunsw.  
Luneburg Welferby-  
tanorum.

*Georgius Fridericus à  
Snoilsky.*

*M. de Mansbergen.*

## TRADUCTION.

## RESERVATION

*Des Ministres de l'Empire touchant la manière de  
traiter des Impériaux pendant la Négociation pre-  
sentée à la Médiation le 11 Novembre 1697.*

21

Cette Manière de Negocier la Paix, qui a  
été observée tant depuis le commence-  
ment que dans la suite, jusqu'à la conclusion  
de

1697. de la Paix entre Sa Majesté Impériale & le Saint Empire Romain d'une part, & Sa Majesté Très-Chrétienne de l'autre, étant contraire à la liberté des suffrages que doivent avoir les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, & du consentement qu'ils doivent donner aux Traitez, qui se font au nom de l'Empire avec les Puissances Etrangères; outre qu'elle n'est pas conforme à l'usage ordinaire de l'Empire, que l'on recommande sur toutes choses à ses Députés dans leurs Instructions, de garder exactement: les Ambassadeurs & Plénipotentiaires desdits Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, députés aux Conférences de la Paix, réservent aux Princes leurs Seigneurs & Maîtres & à tout l'Empire en général leurs droits en la meilleure forme qu'il se peut, en protestant contre cette manière de négocier la Paix, en tant qu'elle est contraire aux droits des Etats de l'Empire, & particulièrement à l'Article 8. du Traité de Paix d'Osnabrug, & au stile ordinaire de l'Empire; afin que tout ce qui a été fait, comme on le vient de dire, contre les règles, dans la manière de cette Négociation, à cause du malheur ou de la brièveté du tems ou pour quelque autre raison que ce soit, ne puisse ni ne doive être maintenant & à l'avenir allégué ni tourné au désavantage ni au préjudice des droits qui appartiennent aux Etats de l'Empire; & afin que cette réserve ait tout l'effet qu'elle doit avoir, les soussignez Ambassadeurs & Plénipotentiaires, prient avec la bienséance requise leurs Excellences Illustrißimes Mrs. les Ambassadeurs Médiateurs, de la faire insérer dans le Protocole de la Médiation; & ils la feront enregistrer à la Diète de l'Empire parmi les actes

tes de cette Négociation, en faisant une exposition de chaque chose en particulier. Signé à la Haye le <sup>11</sup><sub>21</sub> de Novembre 1697.

Au nom du Sérénissime  
Electeur de Saxe.

Au nom du Sérénif. Elec-  
teur de Brandebourg.

*Christophle Dieteric Bose  
le Jeune, Ambassa-  
deur.*

*W. de Smettau, W. B. de  
Dankelman, Ambassa-  
deurs Extr. & Plénip.*

Au nom du Révérendif.  
& très - Haut Evêque  
& Pr. de Munster.

Au nom du Sérénif. Mar-  
quis de Brandebourg-  
Culmbach.

*Ferdinand L. B. de Plet-  
zenberg.*

*E. L. B. de Stein.*

Au nom du Sérénissime  
Duc de Saxe-Gotha.

Au nom du Duché de  
Holstein Gluckstadt.

*Adolfe Christian Ave-  
man.*

*Dethlerus Nicolas de Lee-  
wencroon.*

Au nom du Sérénissime  
Landgrave de Hesse-  
Cassel.

Au nom du Sérénif. Duc  
de Bronswick-Lunc-  
bourg de Cell.

*Guillaume Vultejus.*

*E. Klinckgraeff.*

Au nom du Prince-Pala-  
tin Duc de Deux-  
Ponts.

Au nom des Ducs de  
Bronswick - Luneb.  
Wolfenbittel.

*George Frédéric de Snolsky. M. de Mansbergen.*

1697.

## E X T R A I T

*Du Protocole de la Médiation portant de quelle manière les Ambassadeurs de France avoient été requis par les Ambassadeurs Médiateurs de changer la Clause de Religion du 20 Octobre délivré le 14 Novembre 1697.*

24

30

**M**essieurs les Ambassadeurs de France nous ont dit ces jours passez plusieurs fois, & en diverses rencontres au sujet du point de Religion, que, la paix étant signée, & les ratifications prêtes à être échangées, ayant déjà celle du Roi leur Maître entre leurs mains; ils ne pouvoient plus admettre de changement au sujet de la clause qui est insérée à la fin du 4. Article du Traité de Paix entre l'Empereur, l'Empire & la France, & qu'ils ne pouvoient pas se rendre à Ryswick pour en entendre parler. A quoi ils ont ajouté, que si les Protestans persistoient à vouloir en traiter, ils proposeroient des choses, qui leur seroient, peut-être, moins agréables. Ils ont dit de plus, que les changemens dans les Réunions, étoient de peu de conséquence & ne donnoient aucune atteinte à la Paix de Westphalie.

BONDE.

LILLIEROOT.



EX-

## E X T R A I T

Du Regître des Reſolutions des Haut & Puifſans Seigneurs les Etats Généraux des Provinces Unies des Pays-Bas , contenant le rapport que les Ambaſſadeurs de Hollande avoient fait , touchant l'affaire de Religion.  
Du Jeudi 28. Novembre 1697.

**D**E Heeren Heinſius, van Dykvelt, ende van Haren, haar Hoogh Mog: Extraordina-  
riſſe Ambaſſadeurs ende Plenipotentiariffen tot de Vredchandelinge, hebben ter Vergaderinge gerap-  
portcert, dat ſy ingevolge ende tot voldoeninge van Haar Hoogh Mogende reſolutie van den 30. October laeſtleden, ende andere daar op gevolgt, waer by ſy Heeren Ambaſſadeurs gelast waeren, om de Heeren Ambaſſadeurs en Plenipotentiariffen vande Pro-  
teſtante Keurvorſten, Vorſten ende Stenden van het Rijk te ſeconderen, inde ſaake vande Religie, die ſy met Syn Majesteit van Vrankrijk te demeſteren hebben, ende op de instantien van wegen de gemelte Heeren Ambaſſadeurs ende Plenipotentiariffen ge-  
daen, by de Heeren Ambaſſadeurs ende Plenipoten-  
tiariffen van Syn Koninklijke Majesteit van Vrank-  
rijk officien hadden gepaſſeert, en ernſtig aen-  
gehouden ten eynde de Claufen inſluerende in het 4. Artikel van het Tractaat van Vrede tuſſchen den Keyſer ende het Rijk ter eenre, ende den Konink van Vrankrijk ter andere ſijde, naementlijk dat de Roomſe Catholique Godsdienſt ſal moeten blyven in alle de plaetſen die door Vrankrijk ſullen werden gereſtitueert, ſoodanigh als deſelve aldaar tegen-  
woordigh is, mogte werden gelicht en opgebeven, cude terwyl ſulx wierde gedeclineert, dat ten minſte  
de

1697. de voorschreve Clausulen soodanigh mogte werden verandert, ofte gemodereert; dat daar aen naermaels geen quade interpretatie tegens de intentie moghte werden gegeven, dat de gemelte Heeren Ambassadeurs van Syn Majesteyt van Vrankrijk daar op in substantie hadden verklaert, dat de voorgedraege Clausule in het Tractaat insluerende, daar uyt niet konde werden gelight, dat Syn Majesteyt van Vrankrijk gedurende den tijd dat hy was geweest in het besit van plaetsen, die in gevolge van het voorschreve Vredens Tractaat stonden geresitueert te werden, in eenige van dien hadde doen bouwen verscheyde Kerken, ende die met inkomste gedoteert, dat syn conscientie nogh cere niet toeliet dat de voorschreve Kerken naer de restitutie vande selve plaetsen wederom soude werden gedomolieert, ofte afgenomen, aen die Syn Majesteyt daar meede heeft begiftigt, dat het selve genoeghsaem alleen plaets hadde gehad, inde Paltz, dat verders sijne Majesteyts intentie niet was eenige veranderinge te maecken in het stuk vande Religie inde voorschreve plaetsen tegens de Westphaelse Vredens Tractaten, dat gedurende dat syne Majesteyt in het besit was geweest vande voorschreve plaetsen, die nu geresitueert staen te werden, nogh selfs inde Elzas, het welke aen Syne Majesteyt staet te blyven, hoogstgedagte sijne Majesteyt noyt eenig verbot hadde gedaen tegen de oeffeninge vande Protestante Religie aldaar, dat sijne intentie ook nu nog niet anders was, als inde restituerende plaetsen de Kerken en donatien voor de Rooms Catholique Religie te laeten inde staet als die tegenwoordig syn, sonder te willen beletten, daar nevens de Protestante Religie niet soude mogen werden geoeffent en voortgeset, ende dat het haar leed was, dat men aen Syne Majesteyts intentie op veele plaetsen eene quade interpretatie hadde soeken



kente geven. Waar op gedelibereert ſijnde, hebben  
 haar Hoogh Mogende gemelte Heeren Ambaffadeurs 1679:  
 voor de genomenie moeyte bedankt; ſoo als de ſelve  
 bedankt werden mits deefen.

Accordeert met het voorſz Register.

## TRADUCTION.

## EXTRAIT

*Du Regître des Réſolutions des Hauts & Puiſſans  
 Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies  
 des Païs-bas, contenant le raport que les Ambaſſa-  
 deurs de Hollande avoient fait touchant l'affaire  
 de Religion, du Jeudi 28. Novembre 1697.*

**M**effieurs Heinfius, de Dykvelt, & de Ha-  
 ren, Ambaffadeurs Extraordinaires &  
 Plénipotentiaires de leurs Hautes Puiſſances  
 aux Traitez de paix, ont rapporté à l'afſemblée  
 que conformément à la Réſolution de leurs  
 Hautes Puiſſances du 30. Octobre dernier, &  
 à d'autres poſterieures, par leſquelles il eſt en-  
 joint à eux Ambaffadeurs de ſeconder Meſſieurs  
 les Ambaffadeurs & Plénipotentiaires des Ele-  
 cteurs, Princes & autres Membres de l'Empe-  
 re Proteſtans, dans l'affaire de la Religion,  
 qu'ils ont à démêler avec le Roy de France, &  
 ſur les inſtances, qui leur en avoient été faites  
 par leſdits Sieurs Ambaffadeurs & Plénipoten-  
 tiaires, ils ont paſſé des offices auprès de Meſ-  
 ſieurs les Ambaffadeurs & Plénipotentiaires de  
 Sa Majeſté Très-Chrétienne, & fait de vives  
 inſtances à ce que les clauses, qui ont été infé-  
 rées dans le 4. Article du Traité de paix entre  
 l'Empe-

1697. l'Empereur & l'Empire d'une , & le Roi de France d'autre part , favoir que dans toutes les places que la France rendra l'exercice de la Religion Catholique Romaine y demeurera en l'état qu'il est maintenant , en fussent ôtées & obmises , & que puis qu'on s'en défendoit , au moins ces clauses fussent changées & couchées de manière que cy-après on n'y pût pas donner une sinistre interprétation , & contraire à l'intention : que sur cela Messieurs les Ambassadeurs de France avoient déclaré en substance , que les clauses , qui avoient été insérées dans le Traité , n'en pouvoient pas être ôtées : que pendant que S. M. Très-Chrétienne a été en possession des places , qu'elle doit rendre en vertu dudit Traité de paix , elle a fait bâtir en quelques-unes d'icelles plusieurs Eglises , qu'elle a dotées , de sorte que sa conscience ni son honneur ne permettent pas qu'après la restitution desdites places , lesdites Eglises soient démolies , ou ôtées à ceux , auxquels S. M. les a données ; ce qui n'a presque eu lieu que dans le Palatinat. Qu'au reste , l'intention de S. M. n'étoit pas de faire aucun changement en ce qui concerne la Religion dans lesdits lieux , au préjudice des Traitez de paix de Westphalie. Que tant que S. M. a été en possession des lieux , qui doivent être rendus , ni mêmes dans l'Alsace , qui doit demeurer à S. M. elle n'y a jamais défendu l'exercice de la Religion Protestante , n'ayant point encore d'autre intention , sinon que dans les lieux qui doivent être rendus , les Eglises & les fondations faites à l'usage des Catholiques Romains y demeurent dans l'état qu'elles sont , sans prétendre empêcher que la Religion Protestante y soit aussi exercée. Et qu'ils

qu'ils étoient fâchez de ce qu'en plusieurs lieux on tâche de donner de sinistres interprétations à l'intention de Sa Majesté. Surquoi ayant été délibéré, leurs Hautes Puissances ont remercié Messieurs leurs Ambassadeurs de la peine qu'ils ont prise, ainsi qu'elles les en remercient par les présentes. 1697.

## L E T T R E

*De Monsieur Norff Plénipotentiaire de son Altesse Sérénissime le Prince de Liège, à Monsieur le Baron de Lillieroot Médiateur, touchant le certificat, signé de Monsieur Frisendorff du 18. Décembre 1697.*

MONSIEUR.

**A**Yant prié Monsieur de Frisendorff, de me donner un Extrait du Protocole de la Médiation touchant la Protestation, que Monsieur le Baron de Mean & moi avons donnée à Vos Excellences, & qui a été communiquée à leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de France, au sujet du Duché de Bouillon, j'ai reçu ledit Extrait signé de la main dudit Sieur de Frisendorff en qualité de Secrétaire de l'Ambassade; mais comme son Altesse Electorale mon Maître & son Chapitre de Liège, croient, que cét Extrait devoit être signé par vos Excellences mêmes, pour avoir plus de force, je prens la liberté d'en demander l'avis de vos Excellences, & de la prier, que si la signature de vos Excellences y est nécessaire, j'en puisse avoir

1697. avoir un autre Extrait, pour satisfaire aux désirs de sadite Altesse Electorale Sérénissime, & de son Chapitre, étant toujours.

MONSIEUR.

*De Votre Excellence,*  
Le Très-humble & Très-obéissant Serviteur.

N O R F F.

L E T T R E

*De Monsieur le Baron de Lilljeroot servant de Réponse à la Lettre de Monsieur Norff du 30 Novembre 1697.*  
10 Decembre

MONSIEUR.

**J'**Ai veu par le billet que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire ce matin, que vous souhaiteriez, que l'Extrait du Protocole de la Médiation qui vous a été donné par le Sieur de Frisendorff Secrétaire de l'Ambassade, touchant la protestation, que Monsieur le Baron de Mean & vous, Monsieur, nous avez donnée, au sujet du Duché de Bouillon, fût signée par nous mêmes, surquoi je prendrai la liberté de vous dire, que si cela se pratiquoit ainsi, nous n'en ferions aucune difficulté, puis que ledit Extrait est conforme à la vérité & donné par nos ordres, mais comme ces sortes d'Extraits, ne se donnent ordinairement que par les Secrétaires des Ambassades, j'espère qu'il suffira pour  
votre

1697.  
votre ſureté, vous jugez bien Monſieur que ſ'il étoit abſolument néceſſaire, qu'il fût ſigné par nos mains, nous ne vous le reſuſerions pas, ne cherchant qu'à vous faire plaiſir & qu'à vous donner toute ſorte de ſatiſfaction, cependant cette réponſe vous ſervira de confirmation de la vérité dudit Extrait. Je ſuis avec paſſion & ſincérité.

MONSIEUR.

*Votre Très-humble & Très-obéiſſant Serviteur.*

N. LILLIEROOT.

---

## RATIFICATION

*De ſon Alteſſe Electorale Séréniffime de Cologne,  
de la Proteſtation faite touchant Bouillon.*

**S**ON Alteſſe Séréniffime Electorale déclare d'avoir ratifié, comme elle ratifie encore par cette la Proteſtation, que ſon Ambaſſadeur le Baron de Mean & ſon Plénipotentiaire Norſſ ont fait contre le Traité dernier de Ryſwick pour la conſervation des droits de ſon Eglife ſur le Duché de Bouillon. Liège ce 10. de Décembre 1697.

*Etoit ſigné.*

JOSEPH CLEMENT.

1697. **RATIFICATION**

*Du Chapitre de la très-Illustre Cathédrale de Liège, touchant la Protestation faite touchant Bouillon.*

**M**esseigneurs les Doyen & Chapitre de la très-Illustre Eglise Cathédrale de Liège déclarent de ratifier comme ils ratifient par cette, la Protestation faite au Château de Ryswick le 31. d'Octobre par ordre exprès de son Altesse Sérénissime leur Evêque & Prince, pour la conservation des droits de sadite Altesse Sérénissime & de l'Eglise de Liège, sur le Château, Ville & Duché de Bouillon, avec ses dépendances inférez dans les Actes du Protocole de la Médiation & communiquée à leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de France, dont la teneur s'ensuit.

**\* PROTESTATION.**

*Donné à Liège au lieu Capitulaire ce 9. Decembre 1697.*

Par ordonnance de mes très-Révérendissimes, très-Illustres & Généreux Seigneurs les Doyen & Chapitre susdits.

SCHEPERS.

*\* On la trouve ci-dessus pag. 112.*

REICHS

## R E I C H S

*Gutachten*, ou Resultat de la Diète de l'Empire à Ratisbonne, par lequel l'Empereur est requis de consentir à la Ratification de la Paix du <sup>20</sup>/<sub>30</sub> Octobre, moyennant certaines restrictions y ajoutées, particulièrement touchant l'affaire du Palatinat, du 26. Novembre 1697.

**D**Er Romischen Kayserlichen Majestet zu gegenwertigen Reichstag Bevollmächtigten hochansehentlichen principal Commissarii hoch Fürstlichen Gnaden bleibet hiemit gezimmend obnverhalten; nachdem man in denen dreyen Reichs Collegiis nicht ermanglet das den 20. dieses dictirte Kayserliche Commissions Decret, nicht weniger die aus dem Haag von der Reichs Deputation erstattete Relationen in behorige berathschlagung zu ziehen, ist dafür gehalten und geschlossen worden, das der den 30. Octobris jungsthin zu Ristwigh in Holland zwischen Ihro Kayserliche Majestet und dem Reich eines; und der Kron Franckreich anderen theils getroffene Friede, nebst dem sub eodem dato aufgerichteten separat Articul, wie im gleichen der den 9. dieses verglichene Articulus includendorum von Reichs wegen zu ratificiren und zu bestettigen seye, wie man dan solche hiemit von aller dreyen Reichs Collegien wegen omni meliori modo ratificiret und bestattiget, Ihre Kayserliche Majestet, nebst aller geborsambster dancksagung vor dero bey dieser fürge wesener Friedens handlung eingewendete obnermudte Reichs vatterliche vorsorge, allerunterthanigst ersuechend, das sie denselben auch ihres allerhochsten orths in gleichen zu ratificiren und zu bestat-

1697. tigen geruhen wollen, jedoch das so wohl gedachter Articulus separatus wegen der Hertzogin von Orleans prætension weder der disposition der aureæ Bullæ, noch der Churfürstlichen und Fürstlichen Häuser Pactis Familix, und der bekanten Reichs Observanz, als auch all dasjenige, so an seiten der Kayserlichen Gesandtschaft im Haag bey wehrender dieser Friedens Negotiation circa modum tractandi & communicandi mit der Reichs Deputation nicht beobachtet worden, und sonsten dem Instrumento Pacis Westphalicæ zu wider vorgegangen seyn mochte, dem Reich weder jetzt noch ins künftige präjudicirlich seyn, und zu einiger consequenz gereichen solle. Und wie man zu ihrer Kayserlichen Majestet der allerunterthänigsten zuversicht lebet, es werden dieselbe das jene, was solcher gestalten etwan allhier oder in Haag hierunter vorgeloffen seyn mochte, nicht guetheissen; also seyn dieselbe gleichfalls allergehorsambst zu ersuchen, bey approbation dieses allerunterthänigsten Reichs Guetachtens, super Ratificatione, eine allergnädigste erklärung zu thun, wodurch die Stände des Reichs ausser beysorge gesetzt, und in denen allerunterthänigsten vertrauen gegen ihre allerhochstes Oberhaubt so viel mehr gestercket werden mochten; Womit des Kayserlichen Herrn Principal Commissarii hoch Fürstlicher Gnade der Churfürsten, Fürsten, und Stände anwesende Rathe, Botschaften und Gesandte sich geziemend empfelchen. Signatum Regenspurg den 26. Novembris 1697.

Chur Maintzische Cantzeley.

(L.S.)

[Anch



## P. S. 1.

1697.

Auch geben des Kayserlichen Principal Commissarii Hoch-Fürstlichen Gnaden, Churfürsten, Fürsten, und Stände des orths anwesende Rathe, Botschaften und Gesandte hiemit gezimmend zu vernehmen, das man in allen drey Reichs Collegiis dafür gehalten, das Seine Königliche Majestet in Polen und Churfürstliche Durchleucht zu Sachsen in diesen Frieden mit einzuschliessen seyn, und Ihre Kayserliche Majestet allerunterthänigst zu ersuchen, das sie dero hochste officia zu dem ende gehörigen orths anzuwenden geruben mochten; Womit &c. Regenspurg den 26. Novembris 1697.

## P. S. 2.

Ferner wird des Kayserlichen Principal Commissarii Hochfürstlichen Gnaden dasjenige was der Augspurgischen Confessions Verwandten Stände des Reichs ihrer Religions angelegenheiten halber in allen dreyen Reichs Collegiis anzeigen lassen, mit dem ersuchen hiemit communiciret, damit Ihre Kayserliche Majestet derselben anligen daraus erkennen, und darauf allernadigst reflectiren mögen; Womit &c. Regenspurg den 26. Novembris 1697.

Chur Maintzische Canzeley.

Votum commune Evangelicorum.

Nachdemne sicheren aus dem Haag eingeloffnen bericht nach die Evangelische Stände durch den zu Ryswigh von der Kayserlichen Ambassade adhibirten modum tractandi Pacem inter Cæsarem, Imperium, & Galliam (wie es damit im anfang, in progressu negotii, und im ende zugangen, und welcher dem libero & Comitiali suffragio, juri-

1697.

busque Statuum, auch dem Stilo Imperii, und der denen Reichs Deputirten von Reichs wegen erteilten und von Kayserlicher Majestet approbirten Instruction in vielen stücken gar nicht gemas befunden werden) sich darin vornemblich zum höchsten gravirt und ladirt zu seyn halten musten, das man ihre Religions angelegenheiten und gravamina von denen Tractaten mit Franckreich gantz und gar abgewisen, und selbe damit zu keiner zeit horen, noch ihre destwegen vorbrachte monita attendiren, ja ihnen nicht einmahl eine schriftliche Versicherung ad Protocollum Mediatoris geben, sondern sich über dergleichen so billiges verlangen viel mehr entrusten wollen; woraus am ende erfolgt ist, das die Frantzösische Ambassade mit der bekanten dem Religions Frieden im Reich so nachtheiligen clausulâ bey dem 4. articul umb solcher zeit herfür gebrochen, da die Evangelische sich zu resolviren kaum noch wenig stunden übrig gehabt, welches gar nicht hette geschehen können, wan man ihre Religions sache gleich anfangs zu denen Tractaten mitgezogen, und darüber mit der Frantzösischen Gesandtschaft gehandelt hette, so erachtet man sich bemüßiget hiemit zu verwahren und zu reserviren, das alles was solcher gestalten circa modum tractandi pacem zu grossen præjuditz und beschwerde der Evangelischen passiret, und dessen remedur re adhuc integrâ auf vielfaltiges remonstriren und erinnern nicht zu erhalten gewesen, den Religions Frieden und art. 4. & 5. Instrumenti Pacis Westphalicæ, allerdings obabbruchlich seyn, und weder jetz noch künfftig in eine consequenz gezogen, noch zu abbruch und nachtheil des Religions Frieden im Reich, wie derselbe im Westphalischen Friedensschlus dicto art. 4. & 5. bevestiget und gefasset ist, alleguïret werden solle oder könne, nicht

zweifelnd, es werden die gesambte Catholische Stande geneigt seyn, denen Evangelischen eine solche versicherung de pace religiosa, facta, tecta conservanda so forth post pacem ratihabitam von sich zu stellen, das man ein und ander seits im Reich dabey acquiesciren könne, und die Evangelische dadurch tranquillirt werden mögen, mithin in der that gezeiget werde, das man sich utrinque aufrichtig zu meinmen, und in einmuthig rechtschaffene postur, als die Garantie des Friedens zusammen zu setzen verlange, welches auf diese weis am besten geschehen kan, wan man gegen einander sich erklaret, und unanimiter statuiret, das die Catholische, die ohne dem in Terris Imperii keine neuerung circa Pacem Religiosam verlanget haben, noch verlangen können, sich der durch Franckreich dem Reich bey dem 4. Art. obtendirten Clausul im gantzen Reich wider die Protestirende Stande weder in, noch ausser Gerichts, nimmermehr prevaliren, noch daran für sich den geringsten antheil nehmen, sondern es lediglich bey dem Westphalischen Friedensschlus bewenden lassen wollen; solcher gestalt bleibet die Clausul allein eine sache zwischen dem Reich und der Kron Franckreich, und mit dem Religions Frieden, welcher vinculum concordiz Statuum ist, nicht meliret, und haben deßhalbhen die Stande nicht unter sich mit einander zu thuen, sondern seynd viel mehr schuldig einander hierin treulich zu assistiren; damit niemand sich dieser Clausul durante hac pace zum wenigsten weiter nicht gebrauche, als der Frantzösischen Gesandtschaft gegen die Mediation und sonst geschebene mündliche erklärungen selbst geschehen, das nemlich diese Clausul allein von wenigen vom König in Franckreich propriis sumptibus erbauten und dotirten Kirchen zu verstehen seye. Solte wider verhoffen dieser equitable Vorschlag ke-

1697. *nen ingreß finden, und man Catholischer seits selbst von dieser Clausul, die an so vielen orthen den Religions Frieden alteriret, profitiren wollen, so gibet man zu bedencken anheim, was hier durch vor misstrauen und trennung der Gemüther bey gegenwertigen ohne dem betrübten und gefährlichen conjoncturen zwischen beyder seits Religions Verwanten entstehen, und was hierauf vor unheil erwachsen dorfte, darentwegen man aber Evangelischer seits, da man allein de damno evitando certiret, entschuldigt seyn, und sich destoßiben bestermassen verwahret haben wollen cum reservatione ulteriorum, & salvo eo, was im Haag diesentwegen mit Franckreich entweder schon verglichen, oder noch verglichen werden moge.*

# TRADUCTION.

## R E I C H S

*Gutachten, ou Resultat de la Diète de l'Empire tenue à Ratisbonne par lequel l'Empereur est requis de consentir à la Ratification de la Paix du 20<sup>to</sup> Octobre, moyenant certaines restrictions y ajoutées, particulièrement touchant l'affaire Palatine du 26. Novembre 1697.*

**O**N donne duëment, & par les présentes à connoître à son Altesse le Commissaire Principal & Plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale en cette Diète, que les trois Coléges de l'Empire, après avoir examiné le décret de la commission Impériale dicté le 20. & pareillement les relations écrites de la Haye par la Députation de l'Empire, avoient trouvé bon, & conclu, que la Paix faite à Ryfwick  
en

en Hollande entre Sa Majesté Impériale & l'Empire d'une part, & la Couronne de France de l'autre, conjointement avec l'article séparé de la même date, & avec l'article d'inclusion des autres Puissances arrêté le 9. dudit mois, seroit ratifiée & confirmée de la part de tout l'Empire, comme on la ratifie & la confirme au nom de tous les trois Coléges par la présente, & dans la meilleure forme, que faire se peut, & qu'on prieroit très-humblement Sa Majesté Impériale (après l'avoir pareillement remerciée en toute humilité de la continuation de ses soins paternels pendant toute cette Négociation de Paix) de vouloir bien de son côté, & comme Chef de l'Empire, la ratifier & confirmer; toute fois que ledit article séparé concernant la prétension de la Duchesse d'Orleans, ne pourroit aucunement être préjudiciable ni à la disposition de la Bulle d'or, ni aux accords des familles faits entre les Electeurs Princes sur cette matière, ni au stile pratiqué dans l'Empire: & que d'ailleurs tout ce, que l'Ambassade Impériale à la Haye n'a pas assez exactement observé dans la manière de traiter & de communiquer avec la Députation de l'Empire pendant cette Négociation, & qui est en quelque sorte contraire aux Traitez de Westpalie, ne seroit jamais tiré à conséquence ni au préjudice du Saint Empire: & comme on espere de la bonté de Sa Majesté Impériale, qu'elle n'approuvera pas ce qui seroit ainsi mal pratiqué ou ici, ou à la Haye, qu'on la suppleroit de même très-humblement, de vouloir bien, en approuvant & ratifiant le présent résultat de la Diète, accorder un mot de déclaration, par où les Etats de l'Empire se-

1697. roient préservez de toute appréhension , & confirmez davantage dans leur très-humble confiance , qu'ils ont en Sa Majesté Impériale , comme en leur Chef. Avec quoi les Conseillers, Ambassadeurs, & Ministres des Electeurs des Princes , & des Etats, se recommandent respectivement à son Altesse Monseigneur le Commissaire Principal & Plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale pour cette Diète. Signé à Ratisbonne le 26. Novembre 1697.

*La Chancellerie Electorale de  
Mayence.*

(L. S.)

P. S. 1.

On donne pareillement à connoître à son Altesse le Commissaire Principal & Plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale, respectivement de la part des Conseillers, Ambassadeurs, & Ministres, qui se trouvent ici pour les Electeurs, Princes & Etats du Saint Empire, que le sentiment de tous les trois Coléges de l'Empire est, qu'on infereroit & comprendroit dans ce Traité de Paix Sa Majesté le Roi de Pologne, Electeur de Saxe, & qu'on prieroit très-humblement Sa Majesté Impériale, de vouloir pour cette fin employer son autorité & ses bons offices, là où il convient. Signé à Ratisbonne le 26. Novembre 1697.

P. S. 2.

On communique de plus à son Altesse le Commissaire Principal de Sa Majesté Impériale, ce que les Etats de l'Empire, qui sont de la Confession d'Ausbourg, avoient fait proposer

fer dans tous les trois Coléges ici, & on le recommande à ladite Altesse, afin que Sa Majesté Impériale puisse par là connoître les nécessitez de ceux de ladite Confession, & y réfléchir selon sa très-grande bonté. Signé à Ratisbonne le 26. Novembre 1697.

1697.

*La Chancellerie Electorale  
de Mayence.*

*Voix commune de ceux de la Religion Evangelique.*

**L**ES Etats de l'Empire, qui sont de la Confession d'Ausbourg, ayant vû par de certains avis venus de la Haye, quel'Ambassade Impériale en traitant de la Paix entre l'Empereur, l'Empire & la France, y avoit agi dès le commencement de cette Négotiation, d'une certaine manière, qui est fort contraire aux libres suffrages & aux droits des Etats de l'Empire, au stile qui est pratiqué & à la teneur de l'instruction qui fut donnée de la part de l'Empire à la Députation, & approuvée même par Sa Majesté Impériale, y trouvent à redire & à se plaindre principalement de ce qu'on y a négligé les intérêts de leur Religion, qu'on a refusé de traiter sur les griefs d'icelle, & qu'ebien loin d'avoir égard à leurs demandes & d'en donner quelque sûreté au Protocole du Médiateur, on s'est formalisé des demandes si justes, d'où il est arrivé à la fin, quel'Ambassade de France a ajouté à l'article quatrième la clause très-préjudiciable à la Paix de Religion dans l'Empire, & cela justement, dans un tems, où ceux de la Confession d'Ausbourg n'avoient plus que

1697. quelques heures de tems pour se résoudre, c'est ce qui ne seroit jamais arrivé, sion eut fait réflexion dès le commencement sur les choses concernant leur Religion, & qu'on en eut Traité avec l'Ambassade de France. Ainsion a jugé nécessaire de faire insérer au Protocole ces réservations, savoir, que tout ce, qui se trouve d'irrégulier dans la manière de traiter, ou de préjudiciable aux Etats Evangeliques, & dont les remontrances, pendant que la chose étoit encore dans son entier, n'ont pas été considérées, ne pourroit jamais tirer à conséquence, ni altérer aucunement la Paix de Religion confirmée dans les Traitez de Westphalie par les articles, 4. & 5. L'on ne doute pas même, que les Etats Catholiques ne donnent, après la Ratification de la Paix, telles assurances pour la conservation de ladite Paix de Religion aux Protestans, qu'on s'y puisse reposer de part & d'autre, & ayant mis en tranquillité les Protestans, travailler de concert dans l'Empire, pour la sureté & la garantie de la Paix. C'est ce qui se fera aisément, quand on voudroit déclarer par un accord commun, que les Catholiques (qui sans cela n'avoient pas demandé & ne pourroient pas même demander quelque changement dans ladite Paix de Religion) ne se serviroient jamais ni dans le cours de la justice, ni hors d'icelle, de la clause, que les François viennent d'ajouter au 4. article du Traité de Paix, mais qu'au contraire lesdits Catholiques ne prenant aucune part à ladite clause, se tiendront simplement à l'observation des Traitez de Westphalie; c'est ce qui seroit subsister ladite clause à l'égard de la France & de l'Empire, sans que les Etats de celui-



lui-ci euſſent à en démêler la moindre choſe entre eux, mais qu'ils continueroient de ſ'affiſter mutuellement & fidèlement, puisſque la Paix de Religion, qui eſt le lien de leur concorde, demeureroit dans ſa force. Et d'autant que ſelon les déclarations, que l'Ambaſſade de France a faites aux Médiateurs & ailleurs, la dite clause de l'article 4. ne ſ'entend que de quelque peu d'Eglises que leur Roi avoit bâties à ſes propres dépens, ou dotées, perſonne ne devroit dans l'Empire donner d'autre étendue ou interprétation à la dite clause. En cas, que les Catholiques ne vouluſſent pas ſ'accommoder, de cette proposition raſſonnable, mais ſ'opiniâtrer à profiter de la dite clause, on leur donne à juger quelle diſcorde & meſintelligence en ſeroit ſuſcitée entre les Etats de différentes Religions, & quel dommage en ſuivroit dans ces conjonctures preſſantes, dont pourtant les Proteſtans ne pourroient être accuſez, & c'eſt ce, dont ils font ces proteſtations ſolemnelles, avec reſervation d'ultérieures, & de ce, dont pourroit déjà être convenu dans cette matière entre les François & leurs Miniſtres à la Haye, ou dont on conviendrait dans la ſuite:

## R E S C R I T

Par le premier Commiſſaire de l'Empereur ou il demande le *Reichs-Gutachten* ſimple du 3. Décembre 1697.

**E**S haben Ibro Kayſerliche Majestet zwar das jungſt von dero hieſigen Herrn Principal Commiſſarii Hoch-Fürſtliche Gnade durch den Courier

1697.

zugeſchicktes Reichs-Gutachten, ſambt denen beyla-  
 gen allernadigſt wohl erhalten, weillen aber zu  
 vermuthen, das die Frantzöſiſche Geſandtschaft  
 bey aufwexelung der Ratification eine authentische  
 abſchrift des Reichs-Gutachten begehren werden,  
 können zwar Ihro Kayſerliche Majestet wohl lei-  
 den, das die wegen die Orleanische pratenſion be-  
 treffenden Articuli ſeparati angehangte reserva-  
 tion dabey verbleibe, beſorgen aber nicht ohnzeit-  
 lich, das, wan man Frantzöſiſcher ſeits etwan  
 gern einen pratext haben wolte, die Friedens exe-  
 cution zu verziechen, ihnen obgedachte reserva-  
 tion, als ob man dadurch alles was des arbitrii und  
 der religion halber verglichen worden, umbſtoſſen  
 wolte, gar gueten anlaß geben dorfte; als haben  
 hochſtgedachte Ihro Kayſerliche Majestet ſeiner  
 Hoch-Fürſtlichen Genade durch einen Expresſen  
 heut angelangten Courier allernadigſt beſolchen,  
 der Churfürſten, Fürſten, und Stende vortreffli-  
 chen Rathe, Bottſchaften und Geſandte gezimmd  
 vorzuſtellen, ob es nicht thuelicher, das wie der  
 Punctus Inclusionis Regis Poloniae. und der Re-  
 ligion in beſondere neben Gutachten ſepariret, und  
 in dem einen von der Ratification allein gemeldet;  
 was aber des Articuli ſeparati halber, wie auch  
 wegen der Kayſerlichen hochſt anſehentlicher Ge-  
 ſandtschaft, und des von Ihro gebrauchten modi  
 tractandi dabey zu reſerviren nothig befunden oder  
 geſchloſſen worden, durch ein beſonderes Gutach-  
 ten inſinuiret werden moge; allenfahls aber an  
 ſeiten hieſiger Reichs verſammlung hierin difficultet  
 gemacht wurde, die materias des Reichs Gutach-  
 tens oberwenter maſſen zu ſepariren, werden Ihro  
 Kayſerliche Majestet zwar alſo, wie es Ihro zuge-  
 ſchicket worden, der Frantzöſiſchen Geſandtschaft  
 aushandigen laſſen von dem daraus etwan entſte-  
 benden

henden widrigen erfolg aber ſolchen falſch entſchuldiget ſeyn. 1697.

Welches Seine Hoch-Fürſtliche Gnade dieſes mahl der Chur-Fürſten, und Stande vortreffentlichen Rathen, Botſchaften, und Geſandten hiemit ſchleunig mittheilen wollen, mit den erſuechen, dieſelbe belieben der ſache wichtigkeit nach, und in erwe-  
gung der zeit koſtbaren verluſts, in ſchleunig be-  
rathſchlagung zu ziehen, und Ibro Hoch-Fürſt-  
lichen Gnade ſolches mit gewöhnlichen Reichs Gut-  
achten, vor noch ſtündlich erwartenden anderten  
Courier, zu eroffnen; verbleiben anbey denenſelben  
mit freundlich geneigten willen allzeit wohl beyge-  
than. Signatum Regenspurg den 3. Decembris  
1697.

FERDINAND Fürſt von  
Lobcovitz.

# TRADUCTION.

## R E S C R I T

*Par le premier Commiſſaire de l'Empereur, où il  
demande le Reighs-Gutaghten ſimple du 3.  
Décembre 1697.*

**S**A Majeſté Impériale ayant reçu le dernier  
réſultat de la Diète avec ſes annexes, que  
ſon Alteſſe le Commiſſaire Principal lui avoit  
envoyé par un Courier, & croyant que l'Am-  
baſſade Françoisé en pourroit demander une  
copie autentique au tems de l'échange de leur  
Traité, ſadite Majeſté Impériale, qui d'ail-  
leurs pourroit bien ſouffrir la reſervation y ajou-  
tée à l'occasion del'article ſéparé, qui concer-  
ne la prétention de Madame la Duchefſe d'Or-  
leans,

1697. leans, appréhende seulement, que, si les François vouloient quelque prétexte pour traîner l'exécution de la Paix, ladite réserve ne leur en fournît un, parce qu'il semble, qu'on veuille renverser par là tout ce qui a été accordé touchant l'arbitrage & l'exercice de la Religion.

C'est pour cela, que Sa Majesté Impériale a envoyé des ordres à son Altesse son Commissaire Principal & Plénipotentiaire par un Exprès, qui vient d'arriver, pour proposer incessamment aux Ministres Conseillers, Ambassadeurs & Députés des Electeurs & Députés des Electeurs, Princes, & Etats, s'ils ne trouveroient pas plus à propos, en suivant l'exemple de leur acte d'inclusion du Roi de Pologne, & de l'acte concernant la Religion, de former deux Résultats séparés, de ne parler dans l'un, que simplement de la Ratification, & de mettre dans l'autre tout ce, qu'ils voudroient réserver sur l'article séparé, & sur ce, qu'on prétend avoir été mal observé par les Ambassadeurs de Sa Majesté Impériale dans leur manière de traiter de la Paix. Mais, en cas que cette Assemblée de l'Empire trouve des difficultés à séparer ainsi les matières de son résultat, Sa Majesté Impériale se contentera de faire communiquer à l'Ambassade de France le résultat de la Diète tel qu'il est, mais elle ne répondra pas du mauvais effet, que cela pourroit causer.

C'est ce que Son Altesse le Commissaire Principal se trouve obligé de communiquer aux Ministres Conseillers Ambassadeurs & Députés assemblez ici de la part des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, les priant en  
même

même tems de vouloir bien, en considération de l'importance de l'affaire, & du dommage que la perte du tems y causeroit, délibérer promptement sur cette matière, & lui en découvrir leurs sentimens par un Résultat accoutumé, avant qu'il en soit pressé par un second Courier; avec quoi je suis vôtre très-affectionné. Ratisbonne le 3. Décembre 1697.

FERDINAND Prince de  
Lobcovitz.

## E C R I T

Des Ambassadeurs de l'Empereur, contenant la liste des lieux dont l'Electeur Palatin avoit destiné les rentes au payement des cent mille florins, accordez par la Paix à Madame d'Orleans, délivré à la Médiation le 10. Décembre, 1697.

**A**d solvenda Landavia Serenissima Domina Ducissæ Aurelianensi per Art: 8. instrumenti pacis Ryswicensis, & Articulum separatum promissa annua 200. m. librarum Turonensium seu florenorum Rhenensium 100. m. obligantur, juxta eam conventionem à Serenissimo Electore Palatino.

Dominus Hofmannus Scriba Provincialis Præfecturæ Germersheimensis, qui solvit.

libr.  
100000

Dominus Scherer Scriba Provincialis Neostadiensis.

55000  
Dom-

1697. *Dominus Jacobi Scriba Provincialis*  
*Lutæa Casarea.* . . . .

45000

---

200000

Hagæ Comitum 10. Decembris 1697.

HENR. C. de STRAATMAN.  
(L.S.)J. F. L. B. à SEILERN.  
(L.S.)

TRADUCTION.

E C R I T

*Des Ambassadeurs de l'Empereur, contenant la liste  
des lieux dont l'Electeur Palatin avoit destiné les  
rentes au payement des cent mille florins, accor-  
dez par la Paix à Madame d'Orleans, délivrée à  
la Médiation le 10. Décembre, 1697.*

Pour payer à Landau les deux cent mille li-  
vres Tournois, qui valent cent mille florins  
du Rhin, qui ont été promis par chacun an,  
par le 8. Article du Traité de Ryswick & par  
un Article séparé; le Sérénissime Electeur Pa-  
latin, suivant ladite convention oblige les ci-  
après nommez, savoir.

Mr. Hofman Greffier Provincial  
de la Préfecture de Germersheim qui  
paye la somme de. . . . .

100000

Mr. Scherer Greffier Provincial de  
Neustadt. . . . .

55000.

Mr.

de la Paix de Ryswick.

211

Mr. Jacobi Greffier Provincial de  
Keyser-Lautern. . . . .

45000.

1697.

200000.

Ala Haye le 10. de Décembre 1697.

HENRI C. de STRAETMAN.

(L.S.)

J. E. L. B. de SEILERN.

(L.S.)

---

## N O U V E A U

*Reichs Gutachten*, intitulé: *Conclusum Trium Collegiorum* (puisque l'Empereur avoit desaprouvé le premier) qui fait simplement mention de la Ratification de la Paix, un autre *Reichs Gutachten* ayant été adressé à l'Empereur pour réserver les droits de l'Empire tant eu égard à la maniere de traiter qu'autrement du 26. Novembre 1697.

### *Conclusum Trium Collegiorum.*

**P**ostquam in tribus Imperii Collegiis, super numero decreto Commissionis Casaræ 20. hujus mensis dictato. uti & Relationibus à Deputatis Imperii Hagæ Comitibus huc transmissis, deliberatio rite instituta fuit, conclusum est pacem proximè lapsa die 30. Octobris in arce Ryswicensi in Hollandia inter Sacram Casaream Majestatem & Imperium ab una, & Sacram Regiam Majestatem Christianissimam ab altera parte initam cum Articulis separato sub eodem dato; itenique Articulis includendorum, de quo die Nonâ Novembris conventum est,

1697. *est, ex parte Imperii ratam habendam atque approbandam esse, quemadmodum eam prædicta Triæ Collegia hisce omni meliori modo approbant, ac ratam & firmam habent, Sacram Cæsaream Majestatem prævia obsequentissima gratiarum actione pro sua in hoc pacis negotio adhibita indefessa paternæque cura, demississime rogando, ut & ipsa hanc pacem ratihabere & confirmare clementissime dignetur. Signatum Ratisbonæ 26. Novembris 1697.*

(L. S.)

Electoralis Moguntina  
Cancellaria.

# TRADUCTION.

## N O U V E A U

*Reichs Gutachten, intitulé : Conclusum Trium Collegiorum (puisque l'Empereur avoit desapprouvé le premier), qui fait simplement mention de la Ratification de la Paix; un autre Reichs Gutachten ayant été adressé à l'Empereur pour réserver les droits de l'Empire tant eu égard à la manière de traiter qu'autrement, du 26. Novembre 1697.*

### Résolution des trois Coléges de l'Empire.

**Q**U'il soit donné par les présentes à son Altesse le Principal Commissaire & Plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale, qu'après avoir délibéré dûment dans les trois Coléges de l'Empire sur le décret de la Commission Impériale du 20. de ce mois, comme aussi sur les relations faites par la députation de l'Empire à la



la Haye, il a été trouvé bon, & conclu, que la Paix signée à Ryfwyck en Hollande, le 30. du mois d'Octobre, entre Sa Majesté Impériale & l'Empire d'une part, & la Couronne de France d'autre part, avec l'Article séparé de la même date, comme aussi l'Article d'inclusion du 9. de ce mois, doivent être ratifiez & confirmez de la part de l'Empire, comme ils sont ratifiez & confirmez par les présentes dans les trois Coléges de l'Empire, dans la meilleure forme, que cela se peut faire, priant Sa Majesté Impériale très-humblement après lui avoir fait de très-humbles remercimens, pour les soins paternels, qu'Elle a bien voulu se donner pendant cette Négociation de Paix, qu'il lui plaise de la ratifier & confirmer pareillement de son côté; après quoi les Conseillers Ambassadeurs & Envoyez des Electeurs, Princes, & Etats présens en icelui se recommandent dûment à son Altesse le Principal Commissaire susdit. Fait à Ratisbonne le 26. de Novembre 1697.

(L. S.)

*La Chancellerie Electorale de  
Mayence.*

Il est attesté par le Seau de la Chancellerie Electorale, & Directoriale de Mayence, imprimé ci-dessous, que cette Copie est conforme au Décret Original de l'Empire, donné aujourd'hui à S. A. le Principal Commissaire de Sa Majesté Impériale. Fait à Ratisbonne le 3. Décembre 1697.

(L. S.)

*La Chancellerie Electorale de  
Mayence.*

POST-

1697.

## P O S T S C R I P T A

*Adjoints aux délibérations de l'Empire à la Diète de Ratisbonne, touchant l'inclusion du Roi de Pologne dans la Paix générale du 26. Novembre 1697.*

I.

Aussi le Prince de Lobcovits principal Commissaire de l'Empereur a donné à connaître aux présents Conseillers, Ambassadeurs & Envoyez des Electeurs, Princes, & Etats; que dans tous les trois Collèges on a été de sentiment, que le Roi de Pologne Electeur de Saxe, qui est compris, comme Membre de l'Empire, dans la paix générale, y devroit aussi être spécialement compris, & que pour cela on prioit l'Empereur, qu'il voudroit faire son devoir au lieu, où cela se doit faire. Surquoy &c. signé à Ratisbonne le 26. de Novembre 1697.

(L. S.) *Au Sceau de la Chancellerie de Mayence.*

2.

De plus l'on a communiqué audit Prince premier Commissaire de l'Empereur ce qu'ont fait proposer les Etats de l'Empire qui font profession de la Confession d'Ausbourg de tous les trois Colèges Impériaux, touchant l'intérêt de leur Religion, avec prière que S. M. I. en puisse comprendre leur Etat, & faire reflexion là dessus. Surquoi &c. Signé à Ratisbonne le 26. de Novembre 1697.

(L. S.) *An Sceau de la Chancellerie de Mayence.*

RATI-

RATIFICATION <sup>1697.</sup>

Faite par Sa Majesté Impériale du Traité de Paix avec Sa Majesté Très-Chrétienne conclu à Ryſwick, le 30. Octobre 1697.

**N**OS LEOPOLDUS (totus titulus) notum facimus omnibus & singulis presentes litteras inspecturis, lecturis, vel legi audituris aut quomodocunque infraſcriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit, postquam ad reſtinguendum, quod ante annos aliquot exarſit, grave bellum, Congreſſus in Palatio Riſwicenſi in Hollandia inſtitutus fuerit, Divinâ favente Clementiâ factum eſt ut poſt multos & labarioſos tractatus per deſtinatos ad id ab utraque parte Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios pax & amicitia tandem concluſa ſit, formâ, modo, & tenore ſequenti.

In Nomine &c.

Cum igitur hæc omnia per Noſtros Legatos & Plenipotentiarios ſupra memoratos, noſtro mandato munitos, prout hæc verbotenus inſerta & deſcripta leguntur, geſta, peracta & conventa ſint, nos eadem omnia & ſingula præhabita matura & diligenti conſideratione ex certa noſtra ſcientia approbamus, ratificamus & confirmamus, rataque & firma eſſe & fore, virtute præſentium declaramus, ſimulque verbo Imperiali promittimus pro nobis noſtrisque ſucceſſoribus, & Imperio Romano, cujus ſtatus Ratiſbonnæ congregati, memoratam pacem vigore concluſi die 26. proxime elapſi menſis Novembris facti & ad manus noſtras tranſmiſſi approbarunt, & ratum habuerunt, nos omnes & ſingulos

1697. *gulos supra descriptos Articulos & quicquid tota hac pacis conventionione continetur firmiter, constanter & inviolabiliter servaturos atque executioni mandaturos, nullaque ratione, ut vel ex nostra parte vel per alios contraveniatur, passuros, quomodocunque id fieri possit, omni dolo & fraude exclusis in horum omnium testimonium & fidem sigillum nostrum Casareum Majus huic diplomati manu nostra subscripto appendi fecimus. Datum in Civitate nostra Viennæ, septima Decembris anno millesimo sexcentissimo nonagesimo septimo, Regnorum nostrorum, Romani quadragesimo, Hungarici quadragesimo tertio, Bohemici verò quadragesimo secundo.*

LEOPOLDUS.

(L. S.)

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ  
Majestatis Proprium.

Vt.

SEBASTIANUS WUNIBALDUS  
Comes à Zeyhl.

C. F. CONSRUCH.

## RATIFICATION

De Sa Majesté Imperiale pour l'Article séparé.

**N**OS LEOPOLDUS (totus titulus) notum testatumque facimus, cum præter Instrumentum nos & Imperium inter & Serenissimum & Potentissimum Regem Franciæ Christianissimum pacis conclusæ à nobis jam ratihabuitum, etiam in Articulum sequentem conventum fuerit.

Ad

*Quod nos eum pariter ratum habuerimus, & confirmaverimus prout eum hisce confirmamus, verbo Cesareo promittentes nos eundem accurate observaturos, nec unquam permissuros esse ut illi quavis ratione contraveniatur. In quorum fidem Sigillum Nostrium Cesareum tabulis hisce manu nostra subscriptis appendi iussimus. Datum in Civitate Nostra Viennæ, Septima Decembris, anno millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo, regnorum nostrorum Romani quadragesimo septimo, Hungarici quadragesimo tertio, Bobemici vero quadragesimo secundo.*

LEOPOLDUS.

(L.S.)

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ  
Majestatis Proprium.

Vt.

SEBASTIANUS WUNIBALDUS

Comes à Zeyhl.

C. F. CONSRUCH.

TRADUCTION.

RATIFICATION

*Faite par Sa Majesté Impériale du Traité de Paix  
avec Sa Majesté Très-Chrétienne conclu à Rys-  
wick le 30. d'Octobre 1697.*

**L** EOPOLD par la grace Dieu, Empe-  
reur des Romains toujours Auguste, Roi  
Tome IV, K de

1697.

de Germanie de Hongrie, & de Bohême, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Moravie, de Carinthie, Comte de Tirol &c.

Nous faisons savoir à tous en général & en particulier qui liront ou qui entendront lire ces présentes ou qui en auront connoissance, de quelque manière que ce puisse être : Que les Conférences ayant été établies dans la Maison Royale de Ryfwick en Hollande, pour terminer une sanglante guerre qui s'est allumée depuis plusieurs années, il a plu à la Providence Divine qu'après un grand nombre de Conférences & de Négociations épineuses traitées par les Ambassadeurs Extraordinaires nommez pour cet effet de part & d'autre, la Paix ait été conclue, en la forme & en la manière qui suit.

*Il faut ici insérer le Traité de Paix.*

Comme donc toutes les choses ci-dessus énoncées ont été accordées, conclues & consenties par nos Ambassadeurs & Plénipotentiaires ci-dessus nommez & munis de nos pleins pouvoirs, ainsi qu'elles sont ici insérées & écrites mot à mot; après les avoir examinées avec attention & pesées murement, nous de notre science certaine; les approuvons, ratifions, & confirmons, & les déclarons ratifiées & confirmées pour le présent & pour l'avenir, & nous promettons sur notre parole d'Empereur, pour nous & pour nos successeurs & pour l'Empire Romain dont les Etats assemblez à Ratisbonne ont approuvé & ratifié le présent Traité de Paix en vertu du résultat de  
la

la Diète conclu & arrêté le 26. du mois de Novembre dernier, dont l'acte a été mis entre nos mains d'observer & d'exécuter fidèlement, conſtamment & inviolablement tous & un chacun les articles ci-deſſus énoncez, & généralement tout ce qui eſt contenu dans ledit Traité; & de ne jamais ſouffrir qu'on y contrevenne de quelque manière que ce puiſſe être, ſoit de notre part, ou de celle des autres; renonçant pour cet effet à toutes ſortes de fraudes & de termes captieux. Et pour donner plus de force & d'autorité à tout ce qui a été ſtipulé ci-deſſus, nous avons ſigné ces préſentes de notre main, & nous y avons fait appoſer notre grand Sceau Impérial. Donné dans notre Ville de Vienne le 7. de Décembre 1697. l'an 40. de notre Empire, le 43. de notre Règne de Hongrie, & de notre Règne de Bohême le 42.

LEOPOLD.

(L. S.)

Vt.

SEBASTIEN WUNIBALDE

Comte de Zeyhl.

*De l'Ordonnance expreſſe de Sa Majeſté  
Impériale.*

C. F. CONSRUCH.

K 2

RATI-

1697.

## RATIFICATION

*De Sa Majesté Impériale pour l'Article séparé.*

**L**EOPOLD (*place des titres*) nous faisons savoir à tous que comme outre le Traité de Paix qui a été conclu entre nous & l'Empire d'une part & le Sérénissime & très-Puissant Prince le Roi de France Très-Chrétien d'autre, nous sommes encore convenus de l'article qui suit.

*Il faut ici insérer mot-à-mot l'Article séparé.*

Nous l'avons pareillement ratifié & confirmé, comme aussi nous le confirmons par ces présentes, promettant sur notre parole d'Empereur, de l'observer inviolablement & de ne permettre jamais qu'on y contrevienne en quelque façon que ce puisse être. En témoin de quoi nous avons signé ces présentes de notre main, & nous y avons fait apposer notre Sceau Impérial. Donné dans notre Ville de Vienne le 7. de Décembre 1697. l'an 40. de notre Empire, le 43. de notre Règne de Hongrie, & de notre Règne de Bohême le 42.

LEOPOLD.

(L.S.)

Vt.

SEBASTIEN WUNIBALDE

Comte de Zeyhl.

*De l'Ordonnance expresse de Sa  
Majesté Impériale.*

C. F. CONSBRUCH.

RAT.



RATIFICATION <sup>1697.</sup>*De Sa Majeſté Très-Chrétienne.*

**L**OUIS parla grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux, qui ces preſentes verront, Salut. Comme nôtre amé & feal Conſeiller ordinaire en nôtre Conſeil d'Etat, Nicolas Auguſte de Harlay, Chevalier Sieur de Bonneuil Comte de Cely, nôtre cher & bien-amé Louis Verjus Chevalier, Comte de Crecy, Marquis de Freon, Baron de Couvay, Sieur de Boulay, des deux Eglises, de Fortiſle & de Menillet, & nôtre cher & bien-amé François de Callieres Chevalier Sieur de la Roche-Chellay & de Gigny nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires en vertu des pleins-pouvoirs que nous leur en avons donné, auroient conclu, arrêté & ſigné le trentième Octobre dernier à Ryſwick avec le Sieur Dominique André Comte de Caunitz, Seigneur Héreditaire d'Auſterlitz, Hongariſchbrod, Mariſchpruſs & du grand Orzechan, Chevalier de la Toiſon d'or, Conſeiller Secretaire & Chambellan de nôtre très-cher & très-amé frere l'Empereur, & vice-Chancelier de l'Empire, le Sieur Henri Jean Comte de Straatman & Peurbach, Sieur d'Orth, Smiding, Spatenbrun & Carlsberg, Conſeiller Aulique & Chambellan de nôtre dit frere l'Empereur, & le Sieur Jean Frederic libre & noble Baron de Seilern ſon Conſeiller Aulique & Commiſſaire Plénipotentiaire dans les Diètes de l'Empire, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de nôtre

1697. très-cher & très-aimé frere l'Empereur & les Députés Plénipotentiaires des Electeurs, Princes & Etats du Saint Empire pareillement munis des plein-pouvoirs, le Traité de Paix dont la teneur s'enfuit.

*Il faut ici inferer le Traité de Paix.*

Nous ayant agréable le susdit Traité en tous & en chacun les points & articles, qui y sont contenus & declarez avons iceux, tant pour nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries, & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi & sous l'obligation & hypothèque de tous & chacuns nos biens presens & avenir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire directement ou indirectement en quelque sorte & manière que ce soit. En témoin de quoi nous avons signé ces presentes de notre main, & à icelles fait apposer notre scel. Donné à Meudon le quatorzième jour de Novembre l'an de grace mil six cens quatre vingt dix sept, & de notre Regne le cinquante cinquième. Etoit signé.

LOUIS.

Par le Roi

COLBERT.

*Ici pendoit le grand Seau dans une boîte d'argent.*

RATI-

## RATIFICATION

*De l'Article ſeparé par Sa Majeſté Très-Chré-  
tienne.*

**L**OUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces preſentes verront, ſalut. Ayant veu & examiné l'article ſeparé, que nôtre amé & feal Conſeiller ordinaire en nôtre Conſeil d'Etat Nicolas Auguſte de Harlay Chevalier Sieur de Bonnetuil, Comte de Cely, nôtre cher & bien amé Louis Verjus Chevalier Comte de Crecy, Marquis de Ereon, Baron de Couvay, Sieur de Boulay, des deux Eglifes, de Fortiſſe, & du Menillet, & nôtre cher & bien-amé François de Callieres, Chevalier Sieur de la Roche-Chellay & de Gigny, Nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires en vertu des Pleinpouvoirs, que nous leur en avons donné, ont conclu, arrêté & ſigné le trentième Octobre dernier à Ryſwick avec le Sieur Dominique André Comte de Caunitz Sieur Héréditaire d'Auſterlitz, Hongariſchbrod, Mariſchpruſs & du grand Orzechan, Chevalier de la Toiſon d'or, Conſeiller Secretaire, & Chambellan de nôtre très-cher & très-amé frere l'Empereur, & Vice-Chancelier de l'Empire, le Sieur Henri Jean Comte de Straatman & Peurbach Sieur d'Orth, Smiding, Spatenbrun, Conſeiller Aulique, & Chambellan de nôtre dit frere l'Empereur, & le Sieur Jean Frederic libre & noble Baron de Seilern ſon Conſeiller Aulique & Commiſſaire Plénipotentiaire dans les Diètes de l'Empire, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Pléni-

697. potentiaires de nôtre très-cher & très-amié frere l'Empereur, & les Députez Plénipotentiaires des Electeurs, Princes, & Etats du Saint Empire pareillement munis de pleinpouvoirs, duquel Article separé la teneur s'ensuit.

*Il faut ici inserer l'Article separé.*

**N**ous ayant agréable le susdit Article separé, en tout son contenu, avons icelui approuvé, loué & ratifié, approuvons, louons & ratifions par ces présentes signées de nôtre main, promettans en foi & parole de Roi de l'accomplir, observer, & faire observer sincerement & de bonne foi, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ni indirectement au contraire pour quelque cause & occasion que ce puisse être, en témoin de quoi nous avons signé ces présentes & à icelles fait apposer nôtre seél. Donné à Versailles l'onzième jour de Novembre l'an de grace mil six cens quatre-vingt dix-sept, & de nôtre Règne le cinquante cinquième. Etoit signé,

LOUIS.

Par le Roi,

COLBERT.

*Ici pendoit le grand Sceau dans une boîte d'argent.*

## C E R T I F I C A T

*Des Ambassadeurs de l'Empereur & de France sur ce que la Ratification s'étoit faite le 3 Décembre 1697.*

**N**ous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de l'Empereur, & du Roi

Roi Très-Chrétien, certifions à tous, que le  
 Traité de Paix conclu en ce lieu le 30. Octobre 1697.  
 a été ratifié solennellement par Sa Majesté  
 Impériale, & l'Empire, & par Sa Majesté  
 Très Chrétienne, conjointement avec l'Ar-  
 ticle séparé, & que les Actes des Ratifications  
 ont été échangez ce jourd'hui à Ryswick le 3  
 Décembre 1697. 13

STRAATMAN.  
 SEILERN.

CRECY.  
 CALLIERES.

## L E T T R E

*De Monsieur Norff au Secretaire de la Médiation  
 touchant le Reichs - Gutachten qui devoit  
 servir de Ratification du côté de l'Empire, où il  
 prétend que ledit écrit étoit Authentique, du 13.  
 Décembre 1697.*

MONSIEUR.

J'Envoye, suivant ce que son Excellence le  
 Comte de Bonde m'a fait dire, mon Sé-  
 cretaire pour faire l'échange de la Ratifica-  
 tion de l'Empire, contre celle de France,  
 vous priant Monsieur de l'assister en ce qu'il  
 pourra avoir besoin, particulièrement au cas  
 que du côté de la France, on voulût hésiter à  
 accepter \* le *Reichs-Gutachten* dans la forme  
 qu'il m'a été envoyé de Ratisbonne, sous pré-  
 texte que ce n'est qu'une copie, & qu'on ne  
 peut échanger une Ratification originelle, con-  
 tre elle; car cela n'est pas, le stile de l'Empi-  
 re n'étant pas autrement, ce que Monsieur le

K 5

Com.

\* C'est la Ratification de l'Empire.

1697. Comte de Crecy ne peut pas ignorer, & que tous les autres Ministres, qui ont été à Ratisbonne peuvent attester; en tout cas si l'opposition des Ambassadeurs de France étoit insurmontable, je suis prêt à faire déposer cet acte entre les mains des Ambassadeurs Médiateurs, pourvu que Messieurs les Ambassadeurs de France, en fassent autant avec leur Ratification originelle & que entretemps la Paix sera toujours exécutée: j'écrirai à son Altesse Electorale de Mayence pour procurer un autre Acte si cela se peut faire pour l'échanger par après l'un contre l'autre, à quoi vous priant de tenir la main, je suis.

MONSIEUR.

Votre très-humble & très-obéissant serviteur.

NORFF.

*Ala Haye ce 13. Décembre 1697.*

## PROTESTATION

*Générale des Ambassadeurs de France contre toutes celles, qui pourroient avoir été faites pendant la Négociation.*

**N**OUS Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roi Très-Chrétien déclarons au nom & par ordre exprès de Sa Majesté que, comme son intention est d'exécuter ponctuellement le Traité de Paix, que nous avons signé au Château de Ryswick le 30. du mois d'Octobre dernier avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de l'Empereur & de l'Empire munis réciproque-  
ment

ment des pouvoirs néceſſaires, Sa Majeſté ne  
permettra pas qu'il ſoit fait aucun changement, 1697.  
obmiſſion, reſtriction ou reſerve, à la teneur  
d'aucun des articles dudit Traité, ſoit en tout  
ou en partie; qu'ainſi elle nous a ordonné de  
déclarer, comme nous déclarons par le préſent  
acte, que toutes proteſtations, conventions,  
promeſſes, lettres, ou autres actes prétendus  
dérogatoires, ſoit publics, ou particuliers  
faits avant ou depuis la concluſion dudit Trai-  
té de Paix, ſi aucuns y en a, par où on préten-  
dît abolir, diminuer, ou affoiblir le ſens &  
l'effet d'aucun article dudit Traité, ou d'au-  
cunes clauses deſdits articles, ſont & demeure-  
ront nuls & de nulle valeur, comme étant con-  
traires aux conditions convenues, réglées &  
accordées pour le parfait rétabliſſement du re-  
pos de la Chrétienté; & afin que perſonne ne  
puiſſe tirer à l'avenir aucun droit ni induction  
de pareils actes, ou écrits, nous avons remis  
nôtre préſente Déclaration à Meſſieurs les Am-  
baſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiai-  
res du Roi de Suède Médiateurs pour les trai-  
tez de la Paix générale conjointement avec la  
Ratification pure & ſimple de ſadite Majeſté  
ſans aucune reſtriction ni reſerve pour être  
échangée avec les Ratifications de l'Empereur  
& de l'Empire par les mains deſdits Sieurs  
Ambaſſadeurs Médiateurs, & nous les avons  
requis d'inſérer nôtre dite Déclaration dans  
leur Protocole & de nous en donner acte ſigné  
de leurs mains. Fait à Ryſwick ce 13. Décem-  
bre 1697.

VERJUS DE CRECY. F. CALLIERES.  
(L.S.) (L.S.)

K 6

EX-

1697.

## E X T R A I T

*Du Protocole de la Médiation sur la Protestation  
Générale des Ambassadeurs de France, tenu à la  
Haye ce 13. Décembre 1697.*

**M**essieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Très-Chrétienne ont aujourd'hui remis entre les mains de Messieurs les Ambassadeurs Médiateurs, une déclaration par laquelle ils ont déclaré invalides & de nulle valeur toutes les protestations (en cas qu'il y en eût) conventions, promesses, Lettres ou autres Actes prétendus dérogatoires, soit en tout ou en partie au Traité conclu à Ryswyck le 30 d'Octobre dernier; ils ont désiré que cette déclaration fût inserée au Protocole de la Médiation, & il leur en a été donné le présent Extrait.

C. G. FRISENDORFF.  
*Secrétaire de la Médiation.*

## A C T E

De Consentement des Ministres des Electeurs & Princes, afin que Monsieur Norff fit l'échange des Ratifications, du  $\frac{2}{12}$  Décembre, 1697.

**M***An konte abn seiten anwesender Chur- und Fürstlicher Gesandten und Plenipotentiarien gar gern geschehen lassen, das der Herr Resident Norff vermoge der Vollmacht und ordre, so er von*  
Ibrg



*Thro Churfürſtlichen Gnaden zu Maintz dieſſals erhalten, die Ratificationem Imperii über den geſchloſſenen Frieden extradire, bate auch die Hochanſehentliche Königliche Schwediſche Mediation dienſtlich ihm hierunter zu aſſſtiren, damit das Reich eine original Ratification dagegen von der Königlichen Frantzöſiſchen Geſandſchaft, gleich bey denen Münſteriſchen, Nimegiſchen, und Armistiie Tractaten geſchehen, empfangen, obwohl das Reich bey denen beiden leſtern nicht, wie alhier, per Deputationem concurrirt habe. Im übrigen laſſe man dahin geſtellet ſeyn, in wie weith Chur Maintz ab Imperio zu dieſer Ratification bevollmachtet ſeye, da man amnoch keine nachricht von Regenspurg habe, und dieſen punct zu der erklärung, ſo aldorten geſchehen wird, auſgeſtellet ſeyn laſſen.*

## T R A D U C T I O N.

## A C T E

*De conſentement des Miniſtres des Electeurs, & Princes, afin que Monsieur Norſſ fit l'échange des Ratifications du  $\frac{2}{12}$  Decembre 1697.*

**Q**UE de la part des Miniſtres & Plénipotentiaires des Electeurs & des Princes de l'Empire aſſemblez ici on permettroit volontiers, que le Sr. Reſident Norſſ puiſſe, en vertu du pouvoir & ordre reçu de ſon Alteſſe Electorale de Mayence, préſenter la Ratification de l'Empire ſur la paix conclue, & qu'on prieroit même l'Illuſtre Mediation Royale de Suède, de l'y aſſiſter, afin que l'Empire reçoive en échange une Ratification originale de

1697. l'Ambassade de France, comme il s'étoit pratiqué aussi dans les Traitez de Munster, de Nimégue, & de la dernière Trêve, encore que l'Empire n'ait pas assisté aux deux derniers par sa Médiation; du reste on ne met pas en question ici le pouvoir, que son Altesse Electorale de Mayence peut avoir de l'Empire au sujet de ladite Ratification, parce qu'on n'en a pas encore eu avis de Ratisbonne, & qu'on y pourroit donner l'éclaircissement nécessaire dans cette matiere.

## L E T T R E

*De Monsieur Norff, au Secrétaire de la Médiation, touchant la manière dont il étoit convenu avec Monsieur de Crecy pour l'échange des Ratifications à part avec l'Empire, du 4 Décembre 1697.*

14

### MONSIEUR.

**A**Yant fait hier au soir un tour à Delft, suivant ce qu'il vous a plû me mander, pour parler à Messieurs les Ambassadeurs de France, Monsieur le Comte de Crecy m'a dit qu'il laissera le Sieur de la Closure ici, qui fera l'échange de la Ratification pour l'Empire avec moi en présence de leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs Médiateurs, lors que j'aurai reçu de Ratisbonne un autre *Reichs-Gutachten* qui sera écrit & sellé de la maniere qu'il a été donné au Principal Commissaire de l'Empereur & point autrement, j'en ai averti par le Courier, que l'Ambassade Impériale a fait par-

tis

tir cette nuit pour le Directoire de Mayence à Ratisbonne, pour me faire avoir au plutôt cét Acte, & afin que cét incident ne donne pas d'accrochement à l'exécution de la Paix. J'ai donné à Monsieur le Comte de Creci une Copie vidimée dudit *Reichs-Gutachten* qu'il enverra aujourd'hui par le Courier qui part, au Roi, pour informer Sa Majesté, que l'Empire a vraiment & simplement ratifié la Paix, & que ce n'est que cette formalité qui a différé l'échange de la Ratification. Je vous en donne avis Monsieur pour en informer, s'il vous plaît, leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs, & comme Monsieur le Comte de Creci m'a dit qu'il étoit nécessaire qu'il eût une Copie Francoise vidimée par la Médiation de mon Plein-pouvoir de l'Electeur de Mayence, pour l'envoyer en même tems au Roi par le Courier, qui partira à une heure, je me suis chargé de la lui faire avoir, vous priant de vidimer celle que j'ai traduite, sachant vos occupations, & qui est ci-jointe pour l'envoyer incessamment audit Sr. Comte. Je suis.

MONSIEUR.

*Votre Très-humble, & Très-  
obéissant Serviteur,*

NORFF.

*A la Haye 14. Décembre  
1697.*

EX-

1697.

## E X T R A I T

Du Regître des Résolutions des Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-bas, pour remercier le Roi de Suède des soins de la Médiation, du Vendredi 13. Décembre 1697.

**S**Ynde ter Vergaderinge voorgedragen ende bekend gemaakt, dat de Ratificatien op het Tractaet van Vrede, tusschen den Keyser en het Rijk ter eene, ende de Koning van Vrankrijk ter andere sijde, desen dag staen uytgewisselt te werden, ende also het grootewerk van de generale Vrede volkomen afgedaen te werden, is na voorgaende deliberatie goet gevonden, dat Syne Majesteit van Sweeden by Missive sal werden bedankt voor sijne Mediatie en loffelijken yver, forge ende moeyte daerinne aengewent, waerdoor de generale Vrede daer in desen Staat soo grooten deel heeft, is uytgewerkt, ende dat de voorschreve Missive gesonden sal werden aen den Heere van Heekeren Haar Hoogh Mogende Extraordinaris Envoyé, ende Rumps haer Hoog Mogende Resident aen het Hoff van Sweeden, om deselve met de Complimenten ter materie dienende over te leveren, ende Hoogstgedagte Syne Majesteit uyt den naem van Haer Hoog Mogende, voor sijne Mediatie by woorde te bedanken, ende werden de Heeren Heinsius, van Dyckvelt, en Haeren, haer Hoog Mogende Extraordinaris Ambassadeurs en Plenipotentiarissen tot de Vredehandeling mits desen versogt ende gecommitteert, om de Heeren Grave Bonde ende Baron de Lillieroot Extraordinaris Ambassadeurs en Plenipotentiarisse van Hoogstgedagte Syne Majesteit van Sweeden voor Hoogstgedagte Syne

Syne Majesteyts Mediatie ende haere genomen moeyte ende goede devoiren in het uytwerken vande Vrede insgelijks te bedanken. 1697.

# TRADUCTION.

## EXTRAIT

*Du Registre des résolutions des Hauts & Puissans Seigneurs, les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, pour remercier le Roi de Suède des soins de la Médiation. Du Vendredi 13, Décembre 1697.*

**O**N a représenté & notifié à l'Assemblée que les Ratifications du Traité de Paix entre l'Empereur & l'Empire d'une, & le Roi de France d'autre part, doivent être échangées aujourd'hui, & par ce moyen le grand ouvrage de la Paix générale recevoir sa perfection; surquoi après délibération, il a été trouvé bon & arrêté, que par une lettre on remerciera le Roi de Suède de sa Médiation, du zèle, des soins & des peines avec lesquelles il s'y est employé & qui ont produit la Paix générale, à laquelle cet Etat a si bonne part. Que cette lettre sera envoyée à Messieurs de Heckerén, Envoyé Extraordinaire, & Rumsf, Résident de leurs Hautes Puissances, à la Cour de Suède, afin qu'ils la délivrent à S. M. Suédoise, en l'accompagnant de complimens propres au sujet, & en la remerciant de bouche, au nom de leurs Hautes Puissances, de sa Médiation. Et Messieurs Heinsius, de Dykvelt & de Haren Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de leurs Hautes Puissances  
aux

1697. aux Traitez de Paix, sont requis & Députez pour remercier aussi Messieurs le Comte Bonde & le Baron de Lillieroot, Ambassadeurs Extraordinaires de sadite Majesté Suédoise de ladite Médiation, comme aussi des peines qu'ils ont prises & des bons offices qu'ils ont rendus pour procurer la paix.

## L E T T R E

De leurs Hautes Puissances Messieurs les États Généraux des Provinces-Unies au Roi de Suède du 13. de Décembre 1697. pour le remercier de sa Médiation.

SERENISSIME &c.

**Q**UOD positis armis, quibus inter se misere decertabant Christiani Principes, pacem habemus, quam hodie ratam esse jusserunt, qui postremi eam amplexi fuerant, id Regiæ Majestatis Vestre piis curis & saluberrimis Consiliis Europæ debet, & nos qui pars magna fuimus eorum, ad quod belli calamitates pertinuerint, & Pacis commoda spectant Regiæ Majestati Vestre acceptum ferimus, & gratias, quantas possumus maximas, agimus: opus erat arduum & multum difficile, conciliare aversos, & longo bello exasperatos Principum animos; hoc tamen a divo Parente susceptum Regiæ Majestas Vestra citius, quam propter rei magnitudinem sperari poterat, ad optatum finem perduxit; gloriosum hoc revera est Majestati Vestre, & felicem consiliorum suorum exitum gratulamur, multumque gaudemus quod, ita dirigente Divinâ Providentiâ, salus vestra, & tranquillitas,

*tas, cum immortali Regiæ Majestatis Vestra Gloria conjuncta sit; non enim alius quisquam est, cujus officiis nos magis devinctos esse cupiamus. Laudanda etiam nobis est prudentia, labor, & fides legatorum, qui jussa Majestatis Vestre in hoc Négotio executi sunt; & qui spartam hanc tam pulchrè ornaverunt. ut nihil a se desiderari passi sint, quod a quoquam sperare fas sit; verum ne nimis longi simus, pluribus gratitudinem nostram ore tenus testandam dedimus Plenipotentiaro nostro Baroni de Heekeren, & Residenti Rumpbio quos ut Regiæ Vestra Majestas benignè audiat amice rogamus. Caterum &c.*

1697

## TRADUCTION.

## L E T T R E

*De leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies au Roi de Suède du 13. de Décembre 1697. pour le remercier de sa Médiation.*

SERENISSIME &c.

**S**I après avoir mis bas les Armes, dont les Princes se faisoient entr'eux une cruelle guerre, nous jouissons maintenant d'une heureuse Paix qui a été ratifiée aujourd'hui par ceux qui ont été les derniers à la conclure, l'Europe en est entièrement redevable au zèle Chrétien & aux conseils très-salutaires de votre Majesté. Pour nous qui avons eu beaucoup de part aux calamitez de cette funeste guerre & qui devons participer aux avantages de la Paix, nous reconnoissons que nous la te-  
non

1697.

nous de vôtre Majesté, & nous l'en remercions avec tous les sentimens de reconnoissance dont nous sommes capables. Ce n'étoit pas une entreprise de peu d'importance, & un travail peu pénible, que de mettre d'accord les esprits des Puissances irritées & animées l'une contre l'autre par une guerre de longue durée. Cependant vôtre Majesté a fini heureusement & plutôt qu'on ne l'osoit espérer, ce grand ouvrage, qui avoit été entrepris par le feu Roi vôtre Pere de glorieuse Mémoire. C'est sans doute un succès très glorieux à V. M. que nous felicitons sur l'heureuse réussite de ses Conseils, & nous avons une joye extrême de ce qu'il a plu à la Providence Divine de disposer les choses de telle manière, que la gloire immortelle de vôtre Majesté se trouve en même tems d'intelligence avec nôtre sureté & nôtre repos ; puis qu'il n'y a point de Prince dans toute l'Europe à qui nous prenions plus de plaisir d'être obligez qu'à vôtre Majesté. Nous ne pouvons nous aussi dispenser de louer en même tems la prudence, les soins laborieux, & la fidélité des Ambassadeurs qui ont exécuté les ordres de V. M. dans cette importante Négociation, & qui n'ont rien oublié de tout ce qui pouvoit contribuer à la perfection de cét Ouvrage, qui leur avoit été confié, & de tout ce que pouvoient raisonnablement espérer ceux qui étoient intéressez dans cette grande affaire. Mais pour ne pas nous étendre d'avantage sur cette matière inépuisable, nous avons ordonné au Baron de Heckeren nôtre Plénipotentiaire & au Sieur Romph nôtre Résident, de témoigner plus amplement de vive voix nôtre reconnoissance à vôtre Majesté, que nous prions de vouloir  
leur



leur donner une Audiance favorable. Au reste 1679?  
&c.

---

L E T T R E

*De Monsieur de la Cloſure , à Monsieur Norſſ,  
touchant l'échange des Ratifications du 18. Dé-  
cembre 1697.*

MONSIEUR.

**A**Yant lû le projet de ce que vous voulez écrire au Directoire de l'Empire des mesures que vous avez prises avec Messieurs les Ambassadeurs de France au sujet des Ratifications de l'Empire, & de la manière qu'elles doivent être échangées, que vous me faites l'honneur de m'en communiquer; j'aurai celui de vous assurer que ce sont en effet leurs véritables sentimens & que vous pouvez en écrire dans ce sens-là en toute assurance. Je vous prie de me croire avec toute la passion possible.

MONSIEUR.

Votre très-humble & très-  
obéissant serviteur,

LA CLOSURE.

*A Delft le 18. Décembre 1697.*



Q!U!A}

1697.

## QUATRE ACTES

D'inclusion de la France signé par ses Ambassadeurs, savoir pour l'Empereur, l'Angleterre, l'Espagne, & la Hollande, dans lesquels sont compris le Pape & autres Princes d'Italie le Roi de Portugal, les Suisses &c. Du 15. Novembre exhibées à la Médiation le 10<sup>o</sup> Décembre 1697.

20

**S**acra Regia Majestatis Christianissima expresso mandato declarant Legati ejus Extraordinarii & Plenipotentiarj, idque vi articuli 52. tractatus Pacis inter altissime dictam Sacram Majestatem ab una, & Imperatorem & Imperium ab altera parte in Palatio Ryswicensi 30. Octobris anni presentis conclusi, quod Sacra Majestas Christianissima regno suo nomine, omni meliori quàm potest forma hac pace includit, comprehenditque summum Pontificem, omnes Italia Principes Respublicas & Status, Regemque Lusitania cum omnibus suis Provinciis & Statibus ubicunque sitis, idque eodem robore ac si ipsi in Pacis Tractatu expressis verbis inclusi fuerint.

Et quamvis articulo 57. ejusdem tractatus nominatim Sacra Regia Majestatis Christianissime pace hac jam nominatim comprehendatur una cum tredecim Helvetia Cantonibus non tantum Respublica Vallesiana sed etiam cæteri Helvetia Fæderati omnes, nihilominus ad majorem rei elucidationem denuo declarant dicti Regis Christianissimi Legati Extraordinarii Sacram Regiam Majestatem Christianissimam hoc in Tractatu nominatim inter tredecim Helvetia Cantonum Fæderatos pro se comprehendere velle Rempublicam & Civitatem Geneva cum suis

*ſuis dependentiis, urbem & Comitatum Neomagenſem ad Lacum, Civitates Sancti Galli Mulbauſen & Biemam, Grifones ſive Ligas Rheticas ut & Abbatem Sancti Galli una cum ſupra dictis ſeptem Jurisdictionibus ſeu decimis Valeſianis.* 1697.

VERJUS DE CRECY. F. CALLIERES.

## TRADUCTION.

## QUATRE ACTES

*D'incluſion de la France, ſignez par ſes Ambaſſadeurs, ſavoir pour l'Empire, l'Angleterre, l'Eſpagne, & la Hollande, dans lesquels ſont compris le Pape, & autres Princes d'Italie, le Roi de Portugal, les Suiffes &c. du 15. Novembre, exhibées à la Médiation le  $\frac{10}{20}$  Decembre 1697.*

**L**Es Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sa Maieſté Très-Chrétienne déclarent par ſon ordre expreſ, & ce en vertu de l'Article 62. du Traité de Paix conclu au Château de Ryſwick le 30. d'Octobre de l'année préſente entre ſadite Maieſté d'une part & l'Empereur & l'Empire d'autre; Que Sa Maieſté Très-Chrétienne en ſon nom, renferme & comprend dans ce Traité de Paix en la meilleure forme & manière qu'il ſe peut le Pape, tous les Princes, Républiques & Etats d'Italie, le Roi de Portugal avec toutes ſes Provinces & Etats en quelque part qu'ils ſoient ſituez; & ce auſſi valablement & autentiquement

1697. ment que s'ils avoient été compris en termes exprès dans ledit Traité de Paix.

Et encore que dans l'article 57. du même Traité de Paix on aît déjà compris nommément au nom de Sa Majesté Très-Chrétienne, avec les Treize Cantons Suisses, non seulement la République de Valais, mais encore tous les autres Alliez des Suisses; Néanmoins pour un plus grand éclaircissement de ce point, lesdits Ambassadeurs Extraordinaires de sadite Majesté déclarent de nouveau qu'entre les Alliez des 13. Cantons Suisses, elle entend aussi comprendre nommément la Ville & République de Genève avec toutes ses dépendances, la Ville & Comté de Neuf-châtel sur le Lac, les Villes de St. Gal, de Mulhausen & de Bienne, les Grisons autrement dits les trois Liges Grises, comme aussi l'Abbé de St. Gal avec lesdites sept Jurisdictions ou dizaines du pais de Valais.

VERJUS DE CRECY. F. CALLIERES.

## A U T R E A C T E

D'inclusion de la France donné à la Médiation  
le 10<sup>20</sup> Décembre 1697.

**C**Um Articulo LVII. Tractatus Pacis Ryswici a Legatis Extraordinariis & Plenipotentariis Regis Legatisque-Extraordinariis & Plenipotentariis Imperatoris & Imperii conclusi, cautum conventumque sit, quod intra sex mensium spatium à die permutationis ratificationum omnes quos velit Sacra Christianissima Majestas includere & compre-

comprehendere possit eo summum Pontificem omnesque Principes Italiae, Regem Lusitaniae cum omnibus ejus statibus & ditionibus, tredecim Helvetiae Cantones, omnesque eorum confœderatos nempe Abbatem & Civitatem Sancti Galli, Rempublicam Valesianam, Principem & Comitatum Neocomensem ad lacum, urbem Genevam cum dependentiis, urbem Mulhausen & Biennam, Grisons sive tres Ligas Rhoeticas pro includendis nominat, declaratque ita se intellexisse, ut revera supradicto Tractatui qui 30 die Octobris conclusus & subscriptus est, omnes supra memorati Principes & Status, omni meliori modo & forma includantur & comprehendantur & pro inclusis ac comprehensis habeantur. In quorum fidem Sacra Christianissima Majestas presentem declarationem manu sua subscripsit eamque secreto suo sigillo muniri jussit. Datum Versaliae 15. Novembris anni 1697. 1697.

VERJUS DE CRECY. CAILLIERES.

TRADUCTION.

AUTRE ACTE

*D'Inclusion de la France, donné à la Médiation le 12 Décembre 1697.*

**L**Es Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roi & les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de l'Empereur & de l'Empire, étant convenus dans l'Article 57. du Traité de Paix conclû à Ryswick, que dans l'espace de six mois à compter depuis le

Tome IV.

L

jour

1697. jour de l'échange des Ratifications, sa Majesté Très-Chrétienne pourroit comprendre dans ledit Traité tous ceux qu'elle jugeroit à propos, Elle nomme pour ce sujet le Pape, tous les Princes d'Italie, le Roi de Portugal avec tous ses Etats & Seigneuries, les treize Cantons des Suisses, & tous leurs Alliez, savoir l'Abbé & la Ville de Saint Gal, la République de Valais, la Principauté & Comté de Neuf-Châtel sur le Lac, la Ville de Genève avec ses dépendances, les Villes de Mulhausen & de Bienne, les Grisons autrement dits les trois Liges Grises; & elle déclare qu'elle a entendu que tous les Princes & Etats ci-dessus énoncez soient effectivement & véritablement compris en la meilleure forme & manière qu'il se peut dans ledit Traité, conclu & signé le 30. d'Octobre, & qu'ils soient reputez y avoir été compris; en témoignage de quoi sa Majesté Très-Chrétienne a signé de sa main la présente déclaration & y a fait apposer son Seau secret. Donné à Versailles le 15. de Novembre 1697.

VERJUS DE CRECY. CAILLIERES.



## A C T E

D'Inclusion de la Part de l'Empereur , signé par ses Ambassadeurs dans lequel sont compris le Pape & autres Princes d'Italie , & le Roi de Portugal , exhibé à la Médiation le même jour  $\frac{10}{20}$  Décembre 1697.

**N**omine Sacrae Caesaræ Majestatis Pace 30. Octobris 1697. cum Rege Christianissimo conclusa , præter jam nominatos , ulterius comprehenduntur , summus Pontifex omnesque Principes & Respublicæ Italiae tum & Rex Lusitaniae , salva ampliore inclusione intra præfixum tempus indicanda. Haga Comitum 14. Decembris 1697.

(L. S.) HENR. C. DE STRAATMAN.

(L. S.) J. F. L. B. A SEILERN.

## TRADUCTION.

## A C T E

D'Inclusion de la Part de l'Empereur , signé par ses Ambassadeurs dans lequel sont compris le Pape & autres Princes d'Italie , & le Roi de Portugal , exhibé à la Médiation le même jour  $\frac{10}{20}$  Décembre 1697.

**O**uvre ceux que sa Majesté Impériale a déjà compris dans le Traité de Paix , conclu avec le Roi Très-Chrétien le 30. d'Octobre , Elle y comprend encore le Pape & tous les Prin-

244 *Mémoires & Négociations*  
1697. ces & Républiques d'Italie, comme auffi le Roi  
de Portugal, & elle se reserve la faculté d'en  
comprendre d'autres dans le terme préfix, selon  
qu'elle le jugera à propos. A la Haye le 14. de  
Décembre 1697.

(L. S.) HENRI COMTE DE STRAATMAN.  
(L. S.) J. F. L. B. DE SEILERN.

## E X T R A I T

Du Protocole de la Médiation, touchant la  
réservation faite par Monsieur le Baron de  
Gortz, pour la Noblesse de l'Empire,  
du 6. Décembre 1697.

**E**S hat der Herr Baron von Gorz Hochfürstli-  
cher Hessen-Casselscher Plenipotentiaris  
derer Herrn Ambassadeurs Mediatoren Excellen-  
tien an unterstehenden dato behandigen lassen.  
1. Ein factum schriftlich aufgesetzt wegen de-  
sen, das die ohnmildelbare Reichs Ritterschaf-  
ten dem zu Ryswigh jungsthin geschlossenen Fri-  
den nicht nominatim, wie in den Westphali-  
schen, benehnet worden seyen. 2. Eine erklärung  
der Kaiserlichen Gesandtschaft über denselbigen sub  
dato Haag den 10. Novembris 1697. 3. Eine  
dergleichen erklärung nahmens der Gesandten und  
Plenipotentiarien der Churfürsten, Fürsten, und  
Stände des Heilligen Römischen Reichs bey der Fri-  
denshandlung und Reichs Deputation vom Herrn  
Baron von Gortz unterzeichnet. 4. Ein attesta-  
tum der Chur Maintzischen Canzeley über den sel-  
bigen. Welche Documenten ad acta Protocolli  
gele-



*de la Paix de Ryswick.* 245  
*geleget seyen, so hiemet bezeige Haag den 6. Dec-* 1697.  
*cembris 1697.*

C. G. FRIESENDORFF, Secret. Legat.  
& Mediationis Regiæ.

## TRADUCTION.

### E X T R A I T

*Du Protocole de la Médiation, touchant la  
réservation faite par Monsieur le Baron de  
Gortz, pour la Noblesse de l'Empire, du  
6. Décembre 1697.*

**M**onsieur le Baron de Gortz, Plénipoten-  
tiaire de son Altesse Sérénissime d'Hesse-  
Cassel, a fait consigner aujourd'hui à leurs Ex-  
cellences Messieurs les Médiateurs. 1. Une  
Deduction de ce que la Noblesse immédiate  
de l'Empire n'avoit pas été nommément com-  
prise dans la Paix faite dernièrement à Ryswick,  
encore qu'elle l'ait été dans celle de Westphalie.  
2. Une Déclaration de l'Ambassade Impéria-  
le au sujet de la Paix ainsi conclüe, dattée de la  
Haye le 10. de Novembre 1697. 3. Une pa-  
reille Déclaration de la part des Ministres Pléni-  
potentiaires des Electeurs, Princes & Etats, &  
de la Députation de l'Empire assemblez ici, si-  
gnée par le Seigneur Baron de Gortz. 4. Une  
attestation de la Chancellerie Electorale de  
Mayence sur le même point. Et tous ces Docu-  
mens ont été mis aux Actes du Protocole. C'est  
ce que je déclare par celle-ci faite à la Haye le 6.  
Décembre 1697.

C. G. FRIESENDORFF, Secrétaire de  
l'Ambassade & de la Médiation Royale.

1697.

## C E R T I F I C A T

Ou Extrait du Protocole de la Médiation,  
touchant le Plein-pouvoir de Monsieur  
de Bodmar, Ambassadeur de Hanovre, à  
Haye le 6. de Décembre 1697.

**E**Xposuit Illustrissimus & Excellentissimus Do-  
minus Legatus Baro de Bothmar, se animad-  
vertisse in narratione quadam typis vulgata que,  
information de ce qui s'est passé touchant la lé-  
gitimation de Monsieur le Baron de Bothmar,  
inscribitur, affirmari, quasi tabula Plenipoten-  
tiæ ipsius, quibus se die  $\frac{13}{23}$  Julii proxime præter-  
lapsi Illustrissimo & Excellentissimo Legato Me-  
diatori legitimaverat, non exhibitæ neque ad Ac-  
ta Protocolli Mediatorii sèpositæ fuerint, rogans  
preinde ut si forte hæcenus non facta fuerit talis  
insertio eadem adhuc insereretur, ipsique excerpt-  
um ex Protocollo desuper extraderetur, quod cum  
negari non potuerit, hæc omnia ita accidisse, nec  
non prædictas Plenipotentiarum tabulas præfato  
die  $\frac{13}{23}$  Julii exhibitas fuisse, pro rei veritate at-  
testor.

C. G. FRIESENDORFF, Secret. Legati  
& Mediationis Regiæ.



TRA-

## TRADUCTION.

## CERTIFICAT

*Ou Extrait du Protocole de la Médiation,  
touchant le Plein-pouvoir de Monsieur de  
Bodmar, Ambassadeur de Hanovre, à  
Haye le 6. Décembre 1697.*

**S**on Excellence Illustissime Monsieur le Baron de Bodmar, Ambassadeur a représenté que dans un certain discours imprimé, qui a pour Titre, *Information de ce qui s'est passé touchant la légitimation de Monsieur le Baron de Bodmar*, il avoit remarqué que l'on assuroit que ses Lettres de Plein-pouvoir, par lesquelles il s'étoit fait reconnoître à son Excellence Illustissime Monsieur le Médiateur, pour Ambassadeur légitime le  $\frac{12}{23}$  de Juillet dernier, n'avoient point été présentées ni insinuées dans les Actes du Protocole; c'est pourquoi il nous a prié que si par hazard elles n'y avoient pas été inférées, elles le fussent maintenant, & qu'on lui délivrât un Extrait du Protocole sur ce sujet; & comme on n'a pu lui refuser ce qu'il a demandé, je certifie que le tout s'est passé de la sorte, & que ses Lettres de Plein-pouvoir ont été présentées le  $\frac{12}{23}$  de Juillet 1697.

C. G. FRIESENDORFF, *Secrétaire de  
l'Ambassade & de la Médiation Royale.*



1697.

## A D R E S S E

*Présentée par l'Université d'Oxford à sa Majesté Britannique, pour la remercier d'avoir procuré la Paix au Royaume d'Angleterre.*

## S I R E.

**N**ous les très-obéissans & fidèles Sujets de votre Majesté l'Université d'Oxford, demandons humblement permission à votre Majesté de nous jeter à ses piés, pour lui présenter ces marques de notre devoir & obéissance, de même que de notre sincere joye de votre heureux retour dans vos Royaumes, où votre Majesté est révenue avec la Paix, la Gloire, & la Tranquillité.

Nous adorons dans le sentiment de la plus humble reconnoissance & de la plus sincere devotion, la Toute-Puissance de Dieu, qui dans sa très-Sage Providence a confié à votre Majesté l'exécution de ces grandes & glorieuses Entreprises, que nos yeux ont vûes, & que tout le monde admire. Cette même Providence, qui vous a destiné, après avoir délivré & mis en sureté notre Religion & notre Etat, à protéger tant de Nations voisines, vous a constamment défendu contre tous les dangers auxquels votre Majesté a été exposée par Mer & par Terre, ayant donné la force à vos mains, & couvert votre tête au jour de la Bataille, & ayant enfin répandu sa bénédiction sur vos Armes, que votre Majesté a toujours heureusement

ment employées, dans le seul deſſein de finir la 1697.  
Guerre par une honorable & heureuſe Paix.

Nous venons au milieu de cette Joye Univerſelle dont toute l'Europe eſt obligée au Courage & à la Conduite de votre ſacrée Majeſté, lui rendre des premiers ce Tribut d'Actions de Graces & de fidélité, de la part de votre très fidèle Univerſité d'Oxford. Ce ſera toujours l'Ambition de cet Ancien Palais de la Science, de ſervir d'exemple à tous vos Sujets, en leur enſeignant la fidélité, la ſoumiſſion, l'obéiſſance, & l'affection qu'ils doivent avoir pour votre Perſonne Sacrée & pour votre Gouvernement, & en les pratiquant elle même. Auſſi ne ſçaurions nous autrement, ni mieux témoigner notre reconnoiſſance, pour ces Priviléges Extraordinaires dont nous jouiſſons par la bonté de Dieu, & par la faveur de votre Sacrée Majeſté.

Que cette même Providence, qui a juſqu'à préſent conſervé votre Majeſté, défende & prolonge votre Regne, en y augmentant la Paix & la Gloire. Que votre Majeſté faſſe à jamais les délices & la joye de tous ſes Sujets, & puiſſent-ils être toujours l'Objet de ſes faveurs & de ſa bonté; Et que votre Majeſté après avoir regné pluſieurs Années, paſſe des honneurs d'une Couronne Terreſtre, à la paiſible poſſeſſion d'un Royaume Eternel.



1697.

## A D R E S S E

*Présentée par le Comté de Dorset, à sa Majesté Britannique, pour la remercier d'avoir procuré la Paix à l'Angleterre.*

S I R E,

**V**OS très-obéissans & fidèles sujets de ce Comté, demandent très humblement permission à votre Majesté, de la féliciter sur la Paix honorable qu'elle vient de conclurre & & d'établir heureusement, après avoir exposé sa personne sacrée & rendu par sa merveilleuse conduite, ses Armes victorieuses de là la Mer. Lors que nous regardons votre Majesté, comme le grand & le seul instrument de notre délivrance du Papisme & du pouvoir arbitraire, auxquels il n'y a pas long tems, que nous étions exposez, & comme un Prince, qui a véritablement porté la valeur & la réputation de la Nation Angloise au delà de tous ses Prédécesseurs, & qui a enfin couronné toutes ses victorieuses actions de guerre, par l'établissement de notre félicité sur les fondemens d'une solide paix; nous nous sentons obligez de conclurre, que, comme aux siècles précédens; Dieu suffira vos Ancêtres pour le bien & le soulagement du Genre humain; de même il a de nos jours envoyé votre Majesté, comme une marque particulière de sa bénédiction sur cette Nation. C'est, Sire, le sentiment de notre reconnoissance, qui nous a portez à présenter cette Adresse à votre Majesté, pour la supplier d'accepter nos féli-

félicitations & nos très-humbles remerciemens; 1697.  
assurant votre Majesté, que lui étant, après  
Dieu, obligez de toutes ces faveurs du Ciel,  
& de cette heureuse Paix, dont nous jouïrons,  
la possession & la jouissance de ces avantages ne  
produiront d'autres fruits en nous, que l'aug-  
mentation de notre obéissance, de notre zèle,  
& de notre attachement pour votre Majesté,  
prian le Dieu tout puissant qu'il lui donne un  
long & heureux règne.

---

## H A R A N G U E

*De sa Majesté Britannique au Parlement,  
dans laquelle Elle les avertit, que la  
Paix a enfin été conclue.*

MILLORDS ET MESSIEURS,

**L**A Guerre dans laquelle j'étois entré de l'avis  
de mon Peuple, est, par la grace de Dieu,  
& par les secours que j'ai reçus de votre affection,  
parvenue à la fin que nous nous étions tous pro-  
posée, par la Paix que je souhaitois de conclurre,  
non pas tant pour me mettre à couvert des tra-  
vaux & des hazards, que pour décharger le  
Royaume du poids d'une longue Guerre.

J'ai un véritable déplaisir de ce que mes Sujets  
ne pourront pas ressentir tout le soulagement de  
cette Paix aussi promptement que je l'aurois sou-  
haité, & qu'ils auroient pu espérer, si les fonds  
accordez pour le service de l'année dernière ne se  
fussent pas trouvez defectueux pour une partie  
considérable qui reste à remplir.

1697. Il reste encore beaucoup de dû à la Flote & à l'Armée. Les revenus de la Couronne ayant été anticipés de mon consentement pour des usages publics, je suis hors d'état de soutenir les dépenses de ma Maison. Ainsi j'espère que non seulement vous y aurez égard, mais que vous y pourvoirez durant ma vie d'une manière convenable, pour l'honneur du Gouvernement.

Les forces Maritimes étant augmentées de près du double depuis mon avènement à la Couronne, les dépenses pour les maintenir doivent être augmentées à proportion; & certainement il est nécessaire pour l'intérêt & la réputation de l'Angleterre, que nous ayons de grandes forces sur Mer.

L'état des affaires du dehors est tel, que je me crois obligé de vous dire; que pour le présent l'Angleterre ne peut pas être en sûreté sans une Armée; & j'espère que nous ne donnerons pas à ceux qui nous veulent du mal, l'occasion d'effectuer en tems de Paix, ce qu'ils n'ont pu exécuter pendant la Guerre.

Je ne doute pas, que vous, Messieurs de la Chambre des Communes, ne preniez en considération chacun de ces Chefs en particuliers, afin de pourvoir aux Subsidés nécessaires; ce que je vous recommande très instamment,

Milords & Messieurs.

La chose à laquelle je pense avec le plus de plaisir, & que je reconnois avec le plus de satisfaction, est que j'ai toutes les preuves de l'affection de mon Peuple, qu'un Prince peut souhaiter; Et je prens cette occasion pour lui donner les plus solennelles assurances, que comme je n'ai jamais eu, ni n'aurai, & ne puis avoir d'intérêt séparé du sien, je regarde pour un des plus.



plus grands avantages de cette Paix, que j'aurai présentement le loisir de redresser les abus & les malversations qui peuvent s'être glissées dans une partie de l'administration pendant la guerre, & de reprimer toutes sortes de profanations & de dépravations dans les Mœurs. J'employerai aussi mes soins pour augmenter le Commerce, & pour avancer le bonheur & l'état florissant du Royaume.

Je finis en vous disant, que comme j'ai tout hasardé pour délivrer la Religion, les Loix, & votre Liberté, lorsqu'elles étoient dans le plus extrême peril, aussi ferai-je consister la gloire de mon Règne à les conserver & à les transmettre en leur entier à la Postérité.

## A D R E S S E

*De la Chambre Basse à sa Majesté Britannique, pour la remercier, d'avoir procuré la Paix à ses Etats.*

**N**OUS les Loyaux & Fidèles Sujets de votre Majesté assemblez en Parlement, qui nous sommes si souvent présentez devant Elle avec les offres de nos assistances, pour la continuation de la guerre, venons présentement la féliciter pour la conclusion, que vous en avez faite par une Paix si honorable & si avantageuse, ce qui est un témoignage suffisant de la sagesse des Communes, de vous avoir conseillé d'entrer dans cette guerre, & de la conduite de votre Majesté qui l'a si bien soutenue.

Vos Peuples se représentent avec plaisir les

1697. avantages , qu'ils doivent recevoir de la Paix. L'honneur , que votre Majesté a redonné à l'Angleterre de tenir la balance de l'Europe , donne une très-grande satisfaction à vos Sujets. Mais ce qui les touche le plus sensiblement , est que la Personne sacrée de votre Majesté sera présentement à couvert de tant de grands dangers , auxquels Elle a été si souvent exposée pour l'amour de nous : & il est très évident , que vos Peuples ont ressenti plus vivement ce bonheur , & ont témoigné plus de joye pour votre heureux retour , que pour la Paix même. Nous donc , ayant les cœurs remplis de sentimens d'affection , de devoir , & de reconnoissance , donnons des assurances , au nom de toutes les Communes d'Angleterre , que cette Chambre fera toujours prête à assister & à maintenir votre Majesté , qui ayant amené la guerre à son période , nous a confirmés dans la paisible possession de nos droits & de nos libertez , & a par ce moyen entièrement accompli le glorieux ouvrage de nôtre délivrance.

*Sa Majesté répondit à cette Adresse , qu'Elle remercioit les Communes de leur affection ; & qu'Elle espéroit , que , comme elles l'avoient assisté pendant la guerre , elles l'assisteroient aussi pendant la Paix.*



ADRES

A D R E S S E

*De la Chambre Haute à sa Majesté Britannique, pour la remercier d'avoir procuré la Paix à ses Etats.*

Nous les loyaux & fidèles sujets de votre Majesté les Seigneurs spirituels & temporels assemblez en Parlement, félicitons votre Majesté avec une joye inexprimable de son heureux retour, accompagné du bonheur d'une Paix sure & honorable, que nous reconnoissons n'être due après Dieu, qu'au courage & à la conduite de votre Majesté. Après les hazards & les travaux, que vous avez si longtems soutenus pour le bien de l'Europe, il ne manquoit plus que cela, pour porter la gloire de votre Règne à son plus haut point : Et nous demandons la liberté d'assurer votre Majesté, que nous ferons tous nos efforts pour vous aider à maintenir ce repos, que vous avez si glorieusement rétabli dans vos Royaumes; & que nous contribuerons de tout notre pouvoir à la surêté de votre Personne, à l'affermissement de la Paix & à la prospérité de votre Gouvernement.

*Le Roi répondit.*

Mylords. Je vous remercie de tout mon cœur de votre Adresse. J'espère, que cette Paix sera si heureuse, que nous en pourrons jouir longtems. Mylords, vous pouvez être toujours assurez de ma protection.



1697.

## H A R A N G U E

*Prononcée par Monsieur de Creci accompagné de Monsieur de Cailleres, à Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, en prenant congé d'eux, du 16. Decembre 1697.*

## M E S S I E U R S ,

**N**ous avons reçu ordre du Roi notre Maître de ne point partir d'ici, sans prendre une audience expresse de vos Seigneuries pour les assurer, que la dernière guerre ne lui a point fait perdre son ancienne amitié pour Elles, & que la Paix qui a été depuis peu heureusement conclüe, l'a encore nouvellement augmentée. Comme vos Seigneuries ont reçu des marques des premiers sentimens de sa Majesté, par les avantages qu'elle a d'abord consenti de leur accorder, lors qu'Elle a proposé les premières conditions d'un Traité, Elles pourront aussi voir dans toutes les occasions, qui se présenteront à l'avenir, la bonne volonté de Sa Majesté pour leur République, & combien Elle désire de maintenir la Paix, dont l'Europe jouit présentement. Cet Etat en recueillira les Principaux fruits par l'abondance d'un florissant commerce, auquel Sa Majesté apportera toutes les facilités qui dépendront d'Elle. Vos Seigneuries ne peuvent avoir de preuves plus certaines de ses favorables intentions pour ce qui les regarde, que les conditions mêmes de ce Traité, ni raisonnablement souhaiter rien de plus, que  
ce

ce que l'inclination même du Roi le portera toujours à faire pour le bien de ces Provinces. C'est ce qu'Elles pourront reconnoître toujours de plus en plus dans la suite par de fréquentes & agréables expériences, d'une affection aussi sincère, aussi effective & aussi avantageuse du côté du Roi pour cet Etat, que celles dont vos Peres ont fait gloire de publier leur reconnoissance envers les Rois prédécesseurs de sa Majesté. Nous avons tenu à grand bonheur, Messieurs, après avoir achevé le grand ouvrage de la Paix, qui étoit si généralement désirée de tout le monde, d'avoir à vous donner ces assurances favorables de la part de sa Majesté, & de trouver par là en même tems une occasion d'affirmer vos Seigneuries de nos services & de notre zèle pour leur satisfaction.

---

## QUATRE ACTES

*D'Inclusion de la France, signez par le Roi même, savoir pour l'Empereur, l'Espagne, l'Angleterre & la Hollande. Monsieur de la Closerie en délivrant ceux-ci, redemanda les autres.*

COMME par l'Article 16. du Traité de Paix, conclu à Ryswick par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roi, & par ceux du Roi de la Grande-Bretagne, il est porté que sa Majesté pourra comprendre dans l'espace de six mois après l'échange des Ratifications tous ceux qu'Elle jugeroit à propos, sa Majesté a nommé le Pape & tous les Princes d'Ita-

1697. d'Italie, le Roi de Portugal & ses Etats, les treize Cantons des Liges Suisses & leur Coaliez, savoir l'Abbé & la Ville de Saint Gall, la Republique de Valais, le Prince & l'Etat de Neuchâtel, la Ville de Genève & ses Dépendances, les Villes de Mulhausen & Bienne, & les trois Liges des Grisons, & Elle les nomme, & déclare qu'Elle a entendu les comprendre en effet dans ledit Traité qui a été conclu & signé à Ryswick le 20. jour de Septembre dernier en la meilleure forme & manière, que faire se peut. En témoin de quoi sa Majesté a signé le présent Acte de sa main & y a fait apposer son scel secret. Fait à Versailles le 15. Novembre 1697.

LOUIS.

COLBERT.

## CINQUIEME ACTE

*D'Inclusion du Roi de France livré pour l'Empire à part, lors de l'Echange des Ratifications, avec l'Empire séparément*

COMME par l'Article LVII. du Traité de Paix conclu à Ryswick par les Ambassadeurs Extraordinaires du Roi, & par ceux de l'Empereur & de l'Empire il est porté que sa Majesté pourra comprendre dans l'espace de six mois après l'échange des Ratifications tous ceux qu'Elle jugeroit à propos, sa Majesté a nommé le Pape & tous les Princes d'Italie, le Roi de Portugal & ses Etats, les treize Cantons des Liges Suisses & leurs Coaliez, savoir l'Ab-

l'Abbé & Ville de St. Gal, la République de 1697.  
Valais, le Prince & les Etats de Neuchâtel,  
la Ville de Genève & ses Dépendances, les Vil-  
les de Mulhausen & Bienne, & les trois Liges  
des Grisons, & Elle les nomme & déclare  
qu'Elle a entendu les comprendre en effet dans  
ledit Traité qui a été conclu & signé à Ryswick  
le 30. jour d'Octobre dernier en la meilleure  
forme & maniere que faire se peut. En témoin  
de quoi sa Majesté a signé ce présent Acte de sa  
main & y a fait apposer son scel secret. Fait à  
Versailles le 15. Novembre 1697.

LOUIS.

COLBERT.

---

## E X T R A I T

*Du Protocole de la Médiation, touchant la  
transposition des noms dans la signature des  
Traitez, inserée aux Ratifications de Fran-  
ce avec l'Empire 9. Janvier 1698..*

**A**L'échange des Ratifications entre la Fran-  
ce & l'Empire de la Paix conclue à Rys-  
wick le  $\frac{20}{30}$  d'Octobre 1697 qui s'est fait aujour-  
d'hui, il a été remarqué de la part de Monsieur  
Norff Plénipotentiaire de son Altesse Electorale  
de Cologne autorisé pour ledit échange de la part  
de l'Empire, que Monsieur Prielmeyer Am-  
bassadeur Extraordinaire de Bavière étoit nom-  
mé dans la Ratification de France sur le Traité  
principal après les deux Plénipotentiaires de  
Mayence, Messieurs Otto & Moll, & dans  
celle

1698. celle sur l'Article séparé , après lesdits deux Messieurs & encore après Monsieur de Halden , Plénipotentiaire d'Autriche , au lieu qu'il devoit avoir été nommé immédiatement après Monsieur de Schonborn Ambassadeur Extraordinaire de Mayence , ce qui avoit été ainsi observé dans le Originaux où l'on avoit signé en Colonnes. Fait à la Haye comme dessus.

## E X T R A I T

*Du Protocole de la Médiation, touchant ce qu'on avoit été obligé de collationner le Traité, inséré dans ladite Ratification contre un Exemplaire imprimé. Le 9. Janvier 1698.*

**A**L'échange des Ratifications entre la France & l'Empire sur la Paix, conclue à Ryswick le 23 Octobre 1697. qui s'est fait aujourd'hui , il a été remarqué de la part de Monsieur Norff Plénipotentiaire de son Altesse Electorale de Cologne, autorisé pour ledit échange de la part de l'Empire , que comme l'on n'avoit point d'Original ni de Copie autentique à la main , à laquelle on auroit pu collationner le Traité Principal & l'Article séparé , compris dans les Ratifications de France , & qu'ainsi on étoit obligé à les collationner , avec les Exemplaires imprimez on entendoit néanmoins que pour être valables , il falloit qu'ils accordassent l'un & l'autre aux Originaux signe à Ryswick. Fait à la Haye comme dessus.

C. G. FRIESENDORFF, Secrétaire  
de la Médiation.

LET-



## L E T T R E

*De sa Majesté Très-Chrétienne, à Monsieur  
l'Archevêque de Paris, sur la Paix avec  
l'Empire, du 5. Janvier 1698.*

MON COUSIN,

**L**E moment, que le Ciel avoit marqué pour réconcilier les Nations, est arrivé ; l'Europe est tranquille ; la Ratification du Traité que mes Ambassadeurs avoient conclu depuis quelque tems avec ceux de l'Empereur & de l'Empire, achève de rétablir partout cette tranquillité si désirée ; Strasbourg un des principaux remparts de l'Empire & de l'Hérésie, réuni pour toujours à l'Eglise & à ma Couronne ; le Rhin rétabli pour barrière entre la France & l'Allemagne ; & ce qui me touche encore plus, le culte de la véritable Religion autorisé par un Traité solennel chez des Souverains d'une Religion différente, sont les avantages de ce dernier Traité. L'Auteur de tant de grâces se manifeste trop clairement, pour ne le pas reconnoître ; & le caractère visible qu'elles portent de sa main toute-puissante, est comme le seau qu'il semble y avoir mis pour justifier mes intentions. Occupé désormais à le faire servir dans mes Etats & à rendre mes Peuples heureux, je commence par satisfaire à l'obligation où je suis de lui rendre les actions de grâces que je lui dois. C'est pourquoi je desire que vous fassiez chanter le *Te Deum* dans l'Eglise Metropolitaine de ma bonne Ville de Paris : le grand Maître, ou

1698. ou le Maître des Cérémonies à qui je donne ordre d'y convier mes Cours, & ceux qui ont accoutumé d'y assister, vous avertira du jour & de l'heure que j'ai pris pour cette Cérémonie. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait, mon Cousin, en sa sainte & digne garde. Ecrit à Versailles le cinquième jour de Janvier mil six cens quatre vingt dix huit.

Signé

LOUIS,

Et plus bas, \*

PHÉLYPEAUX.

## E X T R A I T

Du Registre & Résolution de leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas; par laquelle ils déclarent qu'ils ne sauroient recevoir l'inclusion du Pape, que comme un Prince séculier, du 8. Janvier 1698.

**Z**Ynde ter Vergaderinge gerepresenteert en voorgedragen dat by het 18. Articul van 't Tractaet van Vreede tusschen sijne Majesteyt van Vranckrijk en deesen Staet, den 20. September des voorleden jaers te Ryswick geslooten ende geteykent, is over een gekoomen dat in het voorschreeve Tractaet begreepen sullen wesen, van de zijde van Hooghsagedachte sijne Majesteyt alle de geene die sijne Majesteyt soude goet vinden te noemen, binnen ses maenden, naer de uytwisseling van

van de Ratificatien , en dat gevolgelyck meer 1698.

Hoogstgedachte sijne Majesteyt by Acte gepasseert te Versailles den 15. November als voorleden jaers , en alhier aen de Heeren Extraordinaris Ambassadeurs en Plenipotentiarissen van sijn Konincklycke Majesteyt van Sweeden , als Mediateur overgelevert , ten dien eynde heeft genoemt , den Paus en alle de Prince van Italien , den Koningh van Portugalen sijne Staten , de derthien Switserse Cantons en hare Geallieerden ; te weten den Abt ende de Stadt van Sint Gallen , de Republique van Valais , de Prince en den Staet van Neuf-chatel , de Stadt van Geneve en haer dependencien , de Steden Mulhausen en Bienne , en de drie Lignes Grises. Is naer voorgaende deliberatie goedgevonden en verstaen , dat sal worden verklaert , soo als verklaert werdt by deesen , dat gelyck onder anderen alle de Prince van Italien by de voorschrevere Acte in de Vreede , van wegen Hoogstgedachte sijne Majesteyt werden gecludeert , haer Hoogh Moogende kunnen aensien , dat den Paus ook gecludeert werde , als een seculier Prins in Italien ; soo als de Heeren haer Hoogh Moogende geweest Extraordinarisse Ambassadeurs en Plenipotentiarissen tot de Vreede handelinghe , hebben gerapporteert , dat de Heeren Extraordinarissen Ambassadeurs en Plenipotentiarissen van sijne Konincklycke Majesteyt van Vranckrijck , aen haer hebben verklaert , oock te wesen de intentie van Hoogstgedachte sijne Konincklycke Majesteyt by de voorschrevere Acte.

Ende sal Extract van deese haer Hoogh Moogentheeden Resolutie door den Agent Rosenboom gestelt werden in handen van de Heeren Extraordinaris Ambassadeurs ende Plenipotentiarissen van sijne Konincklycke Majesteyt van Sweeden , als  
Me-

1698. *Mediateur, met versoeck van de selve te doen insérer en haer Protocolle.*

JOHAN BECKER.

Accordeert met het voorschreeve Register.

F. FAGEL.

# TRADUCTION.

## E X T R A I T

*Du Registre & Résolution de leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, par laquelle ils déclarent qu'ils ne sauroient recevoir l'inclusion du Pape, que comme un Prince séculier, du 8. Janvier 1698.*

**A**Yant été représenté dans l'Assemblée, que par le 18. Article du Traité de Paix conclu & signé à Ryswick le 20. Septembre de l'année dernière entre sa Majesté Très-Chrétienne & ces Etats, on est convenu que dans ledit Traité seroient compris de la part de sadite Majesté, tous ceux qu'Elle trouveroit bon de nommer, dans l'espace de six mois, depuis l'échange des Ratifications, & qu'en conséquence de ce, par un Acte passé à Versailles le 15. Novembre de la dernière année & delivré ici aux Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roi de Suède, comme Médiateurs, sadite Majesté a nommé à cet effet le Pape & tous les Princes d'Italie, le Roi  
de

de Portugal & ses Etats , les treize Cantons Suisses & leurs Alliez , savoir l'Abbé & la Ville de Saint Gall , la République de Valais , les Princes & l'Etat de Neuchâtel , la Ville de Genève & ses dépendances , les Villes de Neuhausen & de Bienne & les trois Liges Grises , après une mûre délibération , il a été trouvé bon & arrêté qu'on déclareroit , comme il est déclaré par ces présentes , que comme entre autres , tous les Princes d'Italie , sont par ledit Acte compris dans la Paix de la part de sadite Majesté , leurs Hautes Puissances peuvent regarder , que le Pape y soit aussi compris en qualité de Prince séculier d'Italie , ainsi que les Sieurs ci-devant Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de leursdites Hautes Puissances pour la Négociation de la Paix , ont rapporté que les Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de France leur ont déclaré que c'étoit aussi l'intention de sa Majesté Très-Chrétienne dans ledit Acte.

Et sera l'Extrait de cette Résolution de leurs Hautes Puissances remis par l'Agent Rosenboom entre les mains des Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires de sa Majesté Suédoise , avec prière de le faire insérer dans leur Protocole.

JEAN BECKER.

*Accorde avec le Registre ci-devant*

F. FAGEL.



1678.

## H A R A N G U E

De Monsieur le Baron de Lillieroot, par laquelle il fit part à leurs Hautes Puissances Messseigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, de l'avènement du Roi son Maître à la Couronne, du 1<sup>er</sup> Janvier 1698.

## CELSI ET PRÆPOTENTES DOMINI.

**S**Acra Regia Majestas Rex & Dominus meus Clementissimus, Ordinum & subditorum suorum communibus, iisque ardentissimis votis pro conscendendo à Majestate sua quantocius Paterno solio fufis permota, Postquam circa auspiciatissimi nuperi conventus Comitialis finem, Annis scilicet præteriti die vigesima nona Novembris stili veteris ad capeffenda avita regnorum Gubernacula inter multas præsentium omnis ordinis subditorum devotissimas acclamations accessisset; sua Regia Majestas ea de re Celsas & Præpotentes Dominationes vestras tanquam Fæderatos & Amicos suos indubios probatissimosque certiores reddere morari noluit. Confidit sua Regia Majestas, hujus eventus nuntium non ingratum fore, Celsis & Præpotentibus Dominationibus vestris, quarum intima sinceri animi consilia toties experta est, nec non Celsas & Præpotentes Dominationes vestras in mentem sibi revocaturas, quo pacto jam antea securas easdem reddi curaverit desiderii sui atque propensionis pro servando & colendo incorruptè amicitie fæderumque nexu, quæ divo sacre Regia Majestatis Parenti, Gloriosissima Memoria Regi, cum Celsis & Præpotentibus Dominationibus vestris.

*fris*, data prasenti occasione renovatum capit. 1698.  
 Laudatum verò mutue necessitudinis vinculum  
 indissolubile permanere, cum utriusque partis  
 commodis, tum prasenti temporum rationi, non  
 parum convenire existimat. Interea autem Celsæ  
 & Præpotentes Dominationes vestræ certò sibi  
 polliceantur intemeratum semper futurum sacra  
 Regiæ Majestatis in hanc Rempublicam corda-  
 toris affectus Propositum ipsique nihil magis  
 exoptatum evenire posse, quàm si Celsas & Præ-  
 potentes Dominationes vestras continuis rerum  
 successibus incolumitate & incrementis, à Maje-  
 state sua quoties casus tulerit, libenter promoven-  
 dis vigere atque florere contigerit.

## TRADUCTION.

### H A R A N G U E

*De Monsieur le Baron de Lillieroot, par la-  
 quelle il fit part à leurs Hautes Puissances  
 Messieurs les Etats Généraux des Pro-  
 vinces-Unies, de l'avénement du Roi son  
 Maître à la Couronne, du 3<sup>e</sup> Janvier 1698.*

### HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS.

**S**A Majesté Royale, mon Seigneur & Maître  
 très-benin, touchée des communes & très-  
 ardentes prières que ses Etats & sujets ont faites  
 pour son élévation sur le Trône paternel; ayant  
 pris possession du gouvernement des Royaumes  
 qu'il a reçus de ses Ancêtres, parmi les accla-  
 mations de tous ses sujets le 29. jour de Novem-  
 bre, vieux stile, sur la fin de l'heureuse Assem-  
 blée

1698. blée des Etats; sa Majesté n'a pas voulu différer d'en donner avis à vos hautes Puissances, comme à ses bons & véritables Alliez & amis. Elle s'assure que cette nouvelle sera très-agréable à vos hautes Puissances, dont elle a éprouvé tant de fois la sincerité, & l'affection cordiale, & qu'elles se souviendront de la maniere dont sa Majesté a pris soin de leur donner des assurances de ses intentions & du désir qu'Elle a de conserver & de maintenir dans leur entier l'amitié & les Alliances que feu sa Majesté le Roi son Père de glorieuse Mémoire a contractées avec vos Hautes Puissances & elle désire se servir de l'occasion pour les renouveler. Elle croit qu'il est de l'intérêt des deux Parties, tant pour l'utilité qui leur en peut arriver, qu'à cause de la conjoncture destems, de conserver cette union & cette correspondance mutuelle. Cependant sa Majesté prie vos Hautes Puissances d'être persuadées, qu'elle perservera toujours dans les sentimens d'estime & d'affection très sincere qu'elle a pour cette République, & qu'il ne lui peut rien arriver de plus agréable que lorsqu'elle verra vos Hautes Puissances comblées de prospéritez, & d'accroissemens de bonheur, auquel sa Majesté contribuera avec beaucoup de joye toutes les fois que l'occasion s'en présentera.





## H A R A N G U E

*De son Excellence Monsieur le Comte de Bonde, Médiateur, faite à leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, en prenant congé, avant que de passer en Angleterre, en date du 23 Février 1698.*

**P**UISQUE sa Majesté le Roi mon Maître m'a ordonné de songer au plutôt à mon départ, mais de sorte que j'eusse l'honneur de prendre audience de leurs Hautes Puissances avant que de m'en aller, où je pourrois avoir l'avantage de prendre congé d'Elles, & de les assurer à même tems des sincères inclinations de sa Majesté pour cet Etat, je viens présentement satisfaire aux ordres qui m'ont été donnez là dessus & declarer que sa Majesté a une sincere & parfaite volonté de montrer toujours comme Elle a fait jusqu'ici l'intention & le penchant qu'elle a d'entretenir avec leurs Hautes Puissances une bonne amitié & correspondance; & que sa Majesté à l'exemple du feu Roi son Pere de glorieuse mémoire, ne souhaite rien davantage que d'en donner des preuves effectives & de faire voir toute la disposition possible pour rendre toujours plus fortes les liens d'amitié & de bonne intelligence que sa feuë Majesté a déjà faits de son tems: d'ailleurs que sa Majesté est assurée que Vos Seigneuries ne trouveront pas seulement agreables les veritables sentimens qu'Elle m'a donné ordre de leur témoigner par cette occasion, mais encore qu'Elles y repondront parfaitement de leur côté

1698. par des marques proportionnées aux assurances que sa Majesté m'a fait la grace de m'employer pour leur donner, ce que sa Majesté se promet d'autant plus qu'une telle liaison d'amitié & de bonne foy reciproque paroît estre le vray fondement non seulement des grands avantages & accroissemens des deux Nations, mais encore celui de la Paix & de la tranquillité publique, qui seules font valoir & fleurir le commerce. Pour ce qui est de moi, je remercie très-humblement leurs hautes Puissances de la bonté qu'Elles ont eüe pour moi pendant mon séjour ici, & les assure de toutes sortes de services, & de reconnaissance, que je ne manquerai de montrer d'abord par les avis que j'aurai l'honneur de donner à sa Majesté le Roi mon Maître de toutes les honnêtetez & graces qu'il a pleu à vos Seigneuries de me faire ici.

## M E M O I R E

*De Monsieur Norff, touchant de Pretendües Contraventions des François, sur la Terre de Saint Hubert, dans le Luxembourg & autres lieux, appartenans à l'Evêché de Liège, présenté à leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs Médiateurs, le 4<sup>e</sup> Janvier 1698.*

**L**E Duc d'Albret aiant envoyé prendre possession de la terre de Saint Hubert, située au Pais de Luxembourg & appartenant à l'Evêché de Liège, on ne fait pas sous quel titre il a prétendu faire faire cet acte, sinon qu'on s'ima-

gine,

gine, que ce pourra bien être sous prétexte que ladite terre seroit fief de Bouillon, ce qu'étant, son Altesse Electorale Sérénissime de Cologne Evêque & Prince de Liège a chargé le soussigné son Résident & Plénipotentiaire à la Haye de représenter à vos Excellences, que ce prétexte ne peut avoir aucun fondement, par ce que la détention dudit Duché ne donne aucun droit audit Seigneur Duc sur ladite Terre, dans la possession de laquelle l'Evêché de Liège est toujours demeuré, même pendant qu'il a été privé de celle du Duché de Bouillon. Il est vrai, que de la part de sa Majesté Catholique, comme Duc de Luxembourg, la Souveraineté de ladite terre a voulu être contestée, mais cela ne peut rien faire pour ledit Seigneur Duc, y ayant même un Concordat entre l'Empereur Charles V. & l'Evêque de Liège, portant que la contestation à l'égard de ladite Souveraineté devoit finir par arbitrage, & que, *pendente lite*, les inhabitans de Saint Hubert auroient le choix d'appeller ou aux Echevins de Liège ou au Conseil de Luxembourg, des sentences rendues en matière civile par les Cours supérieures de ladite Terre; & comme ni la Paix de Nimègue, ni celle de Ryswick, n'ont en aucune manière altéré ledit Concordat, on ne voit pas sur quelle espèce de raison ledit Seigneur Duc peut fonder cette entreprise, non plus que celle qu'il a faite à l'égard de la terre de Hierge, qui est aussi fief de Bouillon, mais incontestablement Territoire de Liège, de sorte que son Altesse Electorale Sérénissime se promet que sa Majesté Très-Chrétienne fera desister ledit Seigneur Duc de ces sortes de faits, comme contraires aux Traitez de Paix susmen-

1698. rionnez, laissant ladite terre audit Evêché auquel Elle appartient de notoriété, & puisque ladite Altesse Electorale Sérénissime est aussi avertie, que la Terre de Florinne sera reunie aux Terres conquises de France, qu'il sera bâti une nouvelle forteresse à l'entour, & que Monsieur de Ximenés a ordre de démolir les remparts de la Ville de Thuin appartenant incontestablement audit Evêché, ce qui seroit tout contraire à la Paix nouvellement conclüe, elle se confie entièrement, qu'ou il n'y a point de fondement à ces avis, ou bien que sa Majesté Très-Chrétienne étant informée des Droits incontestables que l'Evêché de Liège y a, ordonnera ou il convient, qu'on n'entreprenne rien, qui puisse donner atteinte auxdits Droits, requerant vos Excellences d'employer leurs bons offices, pour procurer à son Altesse Electorale Sérénissime cette satisfaction. Fait à la Haye ce 14. Janvier de l'an 1698.

NORFF.

---

## M E M O I R E

*De Monsieur Norff touchant de prétendües exactions dans les terres de l'Evêché de Liege, contraires à la Paix, comme aussi touchant le retardement de l'évacuation de Dinant, présenté à leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs Mediateurs le 27 Janvier 1698.*

**L**E Magistrat de la Ville de Verviers Pais de Liège ayant été executé le 13. de ce mois dans

dans la personne de quelqu'un de son corps par un parti commandé par le Commandant du Château de la Roche , pour le payement des arrérages des contributions, qui ont été imposées à ladite Ville pendant la guerre de par sa Majesté très-Chrétienne, le soussigné Conseiller & Plénipotentiaire de son Altesse Sérénissime de Cologne, Evêque & Prince de Liège a ordre de représenter à vos Excellences, qu'étant convenu par l'Art. 51. du Traité de Paix, en termes exprès, que non seulement toutes contributions en argent, froment, vin, foin, bois, bétail, ou de quelque nom que ce fût cesseroient entièrement avec les fouragemens sur les terres de l'un & de l'autre, du jour de la Ratification de la Paix, nonobstant qu'elles fussent établies & ordonnées par des Conventions particulières, mais qu'aussi tous les arrérages en seroient abolis, & les otages, qui auroient été donnez ou emmenez pour le payement ou pour quelque cause, que ce fût, incessamment remis en liberté sans aucune rançon ou payement, sadite Altesse Electorale Sérénissime ne peut pas croire, qu'un procédé si directement contraire audit Article de la paix soit avoué par sadite Majesté. Comme cependant ses pauvres sujets en souffrent, au lieu de jouir incessamment des fruits de la Paix, comme est porté par le susdit Article, elle a ordonné au soussigné, d'en faire ses plaintes par tout où il convient, pour y être remédié au plutôt, ce que ne pouvant faire avec meilleur succès qu'en s'adressant à vos Excellences, par les soins desquelles la Paix est rétablie, & qui par conséquent sont autorisées à concourir à son exécution ; il les prie, très-instamment de la part du Prince son Maître de se vouloir in-

1698. intéresser pour son accomplissement, & de faire relâcher lesdits prisonniers sans rançon ou payement desdits arrérages, rien ne pouvant autoriser les Intendans, ou Commandans de France à les demander, quand même il en seroit donné Caution, comme peut être il se trouve dans le cas présent, puisque l'Article susmentionné casse & abolit tout ce qui peut être fait, convenu, ou donné pour le payement, les ôtages mêmes, qui ne servent proprement que pour assurance ou caution, devant être remis en pleine liberté. Sadite Altesse Electorale Sérénissime ayant aussi appris que l'Evacuation & la restitution de la Ville, & de son Château de Dinant, sera retardée de plusieurs mois, au delà de ce qui est stipulé, par l'Article 50. de la Paix, dont lui arriveroit un préjudice très-considérable, a chargé le soussigné de prier vos Excellences en même tems, qu'il leur plaise de coopérer à ce que ladite Ville, & Château soient rendus dans le tems marqué par ledit Article. Vos Excellences acheveront par là un ouvrage, auquel Elles ont travaillé avec tant d'application, de zèle, & de gloire, & son Altesse Electorale Sérénissime leur en aura des obligations très-particulières, Fait à la Haye ce 28. Janvier 1698.

NORFF.



EX:

## E X T R A I T

*Du Protocole de la Médiation touchant la Protestation que la Province de Gueldre avoit fait insinuer contre celle du Comte d'Egmont du 7. Octobre de l'année passée, ce 30. Janvier 1698.*

**N**ous Gouverneur Héréditaire, Conseillers, & ceux de la Chambre des Comptes dans le Duché de Gueldres, & Comté de Zutphen, au nom de nos Seigneurs les Etats dudit Duché de Gueldres & Comté de Zutphen, à tous ceux, qui ces présentes verront, Salut, comme nous avons trouvé à propos de faire dresser une Protestation générale contre les Mémoires, Déclarations, & Protestations de Monsieur le Comte d'Egmont, touchant la prétention sur la Souveraineté des Etats, Domaines, Seigneuries, & autres droits du Duché de Gueldres, & Comté de Zutphen, afin qu'elle puisse être insérée dans le protocole de la Médiation, nous avons commis & autorisé, commettons & autorisons par ces présentes les Députés de la part des Seigneurs les Etats du Duché de Gueldre & Comté de Zutphen à l'Assemblée des Seigneurs les Etats Généraux des Provinces Unies, en général, & chacun en particulier, pour s'adresser à Monsieur le Baron de Lillieroot Ambassadeur Extraordinaire & Plénipotentiaire du Sérénissime Roi de Suède, Gots & Vandales, & le prier & requérir de vouloir recevoir, & de faire insérer dans le Protocole de la Médiation

1698. la Protestation ici jointe, & de leur en accorder un Acte dans la meilleure forme, que faire se pourra, promettant d'avoir pour agréable tout ce que par lesdits Deputez ou bien par un d'iceux en cas d'absence, concernant la Protestation susnommée contre les Mémoires du Comte d'Egmont à l'égard de sa prétension sur la Souveraineté du Duché de Gueldres & Comté de Zurphen, sera fait, en foi de quoi nous avons fait apposer le sceau secret du Duché de Gueldres, & Comté de Zurphen.

(L. S.) J. VAN ECK.

Greffier.

W. COCK.

Secrétaire.

## CONTRE PROTESTATION

*De leur Nobles Puissances Messieurs les Etats du Duché de Gueldres, & Comté de Zurphen, contre celle que Monsieur Ghillet a fait insérer dans le Protocole du Médiateur le 17. Octobre 1697. de la part du Comte d'Egmont, ce 30. Janvier 1698.*

**N**ous Gouverneur Héritaire, Conseillers & ceux de la Chambre des Comptes dans le Duché de Gueldres, & Comté de Zurphen, pour cet effet spécialement autorisez par leurs nobles Puissances Messieurs les Etats du Duché de Gueldres & Comté de Zurphen, en vertu d'une résolution, savoir faisons à tous ceux, à qui il appartiendra, qu'étant informez, qu'un Monsieur Ghillet, se qualifiant Envoyé du Comte d'Egmont a entrepris de faire insinuer & enregistrer



gîtter le 17. du mois d'Octobre dernier, *in perpetuam rei Memoriam & post conclusam Pacem*, 1698.  
certains Mémoires, Déclarations, & Protestations touchant la prétendue Souveraineté des Etats, Domaines, Seigneuries & autres Droits du Duché de Gueldres & Comté de Zutphen dans les Actes du Protocole de la Médiation par son Excellence Monsieur le Baron de Lillieroot, Ambassadeur Extraordinaire & Plénipotentiaire du Sérénissime Roi des Suèdes, Gots & Vandales quoi que ce Ghillet ne soit reconnu, ni légitimement reçu dans l'Assemblée des Plénipotentiaires à Ryswick & sans qu'il ait donné la moindre connoissance, ni communication de cet Acte inoui aux Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de la part des Seigneurs Etats Généraux, qu'après que la Paix fut signée & que les suds Mémoires, Déclarations & Protestations furent insérées dans le Protocole de la Médiation, & qu'une copie collationnée avec l'original fut mise entre ses mains pour s'en servir, sans que nous ayons aucune connoissance que l'on ait fait quelque mention de cette pretention mal fondée dans les Traitez de Munster ou ceux de Nimégue, nous avons donc trouvé à propos au nom de nos Seigneurs les Etats ci-dessus, de faire une protestation générale & particuliere contre la forme & tout ce qui est contenu dans les Mémoires, déclarations & Protestations de Monsieur le Comte d'Egmont touchant la prétendue Souveraineté des Etats, Domaines, Seigneuries & autres Droits du Duché de Gueldres, & Comté de Zutphen, déclarant de la part desdits nos Seigneurs les Etats, tant à l'égard de leurs personnes, que pour leur postérité pour aujourd'hui & à jamais tout ce qui pour-

1698. roit être écrit & inferé dans le Protocole de la Médiation sur ce sujet, nul & invalable ; sans que nous ayons voulu pour à cette heure nous engager à refuter tous les argumens & allégations compris dans ledit volume, ne contenant que des erreurs, injures, & *in facto*, & des contreveritez palpables. Requerant au nom des Etats du Duché de Gueldres & Comté de Zurphen Monsieur le Baron de Lillieroot en ladite qualité de Médiateur de recevoir & de faire insérer cette contre Protestation dans le Protocole de la Médiation & de nous en accorder un Acte dans la meilleure forme, que faire se pourra. En foi dequoi nous y avons fait apposer le grand Seau du Duché de Gueldres & Comté de Zurphen.

(L. S.) J. VAN ECK.  
Greffier.

W. COCK.  
Secretaire.

## C E R T I F I C A T

*On Extrait du Protocole de la Mediation de sa Majesté le Roy de Suède, touchant la reception de la contre-Protestation ci-dessus, tenu à la Haye le 30. Janvier 1698.*

**L** Es Sieurs Jean van Essen & Sieur van Wynbergen Deputez à l'Assemblée de Messieurs les Etats Généraux ont délivré ce jourdhui aux Actes du Protocole de la Médiation une contre-Protestation de la part de Messieurs les Etats de la Province de Gueldre, contre celle, qui fut insinuée de la part de Monsieur le Comte d'Egmont le 7. Octobre passé, & cela conformément à

à la reservation, que Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires de leurs Hautes Puissances avoient faite dès de ce tems-là & dont il est fait mention dans le Protocole dudit 7. jour d'Octobre. Fait comme dessus.

(L. S.) G. FRIESENDORFF.

## E X T R A I T

De la Lettre des Ambassadeurs de l'Empereur, à l'Electeur Palatin, touchant le sequestre de Veldentz, du 30. Janvier 1698.

**I**N dem wir eben im werk gewesen der Königlich Suedischen Gesandtschaft vorzutragen, was wegen der Veldenzischen sache Euer Churfürstliche Durchleucht in dero lesteren schreiben uns anzusehen geruhet, empfangen von ihro Kaiserlichen Majestet wir die allergnädigste nachricht, was massen sie nach reiffer erwegung beschlossen, dar von die von denen streittenden hochen theilen ihr überreichte anbringen bin und wider unter ansetzender zwei monatlicher rechts frist mit zu theilen, auch ferners nicht ermanglen werden, schleunig und unparteyisches recht ergeben zu lassen, mit den angehengten allermildisten beselch, damit zwischen alle weitlaufigkeit desto besser verbietet werde, so viel von uns beschehen konte, bey denen hochen theilen, oder deren etwo alhier noch befindlichen Gesandtschaften die vorkehrung zu thuen, das ein von ihro Kaiserlicher Majestet anordnender allerseits beliblicher sequester, bis zu der sache  
wei-

1698. weiterer untersueckung, und gut-oder rechtlliche-  
volligen beiglegung, von ihnen ohn schwehr ange-  
nommen werden moge. Woriber wie wir uns mit  
der Koniglichen Schwedischen Gesandschaft heut  
oder morgen zubesprechen die gelegenheit suechen  
werden, also haben gleichmässig wir nicht unter-  
lassen sollen, Euer Churfürstlichen Durchleucht es  
hie mit geztimend zu erkennen zu geben, der gewis-  
sen zuversicht gelebende, Euer Churfürstliche  
Durchleucht werden solches nicht nur als eine heil-  
same wirkung ihrer Kaiserlichen Majestet fir die  
Gerechtigkeit und des Heilligen Reichs innerlichen  
ruhestand tragenden obnermideten Vadderlichen  
sorgfalt aufuehmen, sondern auch diser Kaiserli-  
chen allergerechtesten verordnung ihres hochsten  
orts umb so viellieber statt thuen, als &c.

Haag den 30.  
Januarii 1698.

## TRADUCTION.

### E X T R A I T

*De la Lettre des Ambassadeurs de l'Empereur, à l'Electeur Palatin, touchant le sequestre de Veldentz, du 30.*

*Janvier 1698.*

**D**Ans le tems que nous étions occupez à pro-  
poser à l'Ambassade Royale de Suède ce  
que votre Sérénité Electorale a bien voulu nous  
ordonner par sa dernière, touchant l'affaire de  
Veldentz, nous recevons un Récrit de notre  
Cour, qui marque, que sa Majesté Impériale  
ayant

ayant murement délibéré sur cette affaire, a jugé à propos de donner un terme de deux mois <sup>1698.</sup> aux Parties pour pouvoir déduire leurs prétentions & Droits, qui seront mutuellement exhibez & communiqués, & suivis d'une prompte & juste sentence. Sa Majesté Impériale nous ordonne en même tems, pour empêcher toute extrémité, de travailler auprès des hautes Parties, ou auprès de leurs Ministres assemblez ici, afin qu'on se contentât d'accepter cependant & jusqu'à la décision amiable, ou judiciaire, de la dite affaire, un sequestre, que sa Majesté Impériale ordonneroit à cette fin, & qui seroit agréable aux Parties. C'est ce que nous cherchons l'occasion d'exposer aujourd'hui ou demain à l'Ambassade Royale de Suède, & dont nous avons voulu très-humblement informer votre Sérénité Electorale, dans l'esperance, qu'Elle prendra ceci pour un effet des soins Paternels & infatigables de sa Majesté Impériale pour la conservation de la Justice, & du repos intérieur de l'Empire, & que votre Sérénité Electorale n'aura pas de peine à tout déférer à cette équitable disposition de sa Majesté Impériale.

*A la Haye le 30.  
Janvier 1698,*



1698.

## M E M O I R E

*De Monsieur Norff, touchant quelques ouvrages à Dinant que le Magistrat prétendoit ne devoir point être demolis, suivant l'Article du Traité de Paix, présenté à la Médiation, le 7. Février 1698.*

**T** Rois pils du pont & un espaulet du côté de Saint Medard hausséz à huit piez de l'eau, que la Ville a fait construire és ans 1661. 1662. 1663. 1664.

L'Edifice des Arquebusiers ayant servi de Casernes, que la Ville a fait ériger dès l'an 1688.

Le pont levis des Portes Saint Nicolas de la Tour Chapon & de Lefse.

Les Corps de Gardes de la Tour Chapon & de Saint André, demolis pendant l'occupation de la France.

Les trois Ponts de Pierre allant de la Ville en l'Isle.

Les Canons de la Ville en nombre de neuf de fonte & 13. de fer.

Deux pièces de vint quatre venant de Namur en échange de cinq autres plus petites pièces, dont trois appartennoient à la Ville & deux au Château.

Les armes des Bourgeois avec les Mousquets de l'Hôtel de Ville & des Batteurs, dont l'on demande la restitution.

Les Murailles du Fauxbourg Saint Medard, telles qu'elles étoient avant la dernière guerre, en cas que l'on veuille abattre celles qui y sont à présent.

Et

Et ce sans comprendre l'Artillerie du Château 1698.  
aux Armes du Peron de Liège, & autres &  
Moufquets, qui s'y retrouvoient avant ladite  
occupation.

Le Magistrat demande aussi la Salle d'armes  
bâtie proche l'Eglise Saint Mège, & équiva-  
lent de 1300. livres avancées par la Ville pour  
l'érection & confection des planchers, chemi-  
nées & fenêtrages, pour que ladite Salle servît à  
un logement, & en équivalent aussi de Leston  
de devant le Fauxbourg de l'Esse appartenant à la  
dite Ville, que la France a fait détruire.

Et généralement de nous remettre comme  
avant ladite occupation.

## DECLARATION

Des Ambassadeurs de l'Empereur, touchant  
l'Abbé de Saint Gall, savoir qu'il ne re-  
cevroit aucun préjudice, de n'avoir pas été  
nommé dans l'Article 56. du Traité de  
Paix, dans le rang, qui lui convient, par-  
mi les Alliez des Cantons Suisses, insinué  
à la Médiation, le 12. Février 1698;  
mais datté le 14. Décembre 1697.

*C*um Legatio Casarea intellexerit, Reveren-  
dissimum Dominum Abbatem Sancti Galli  
vereri ne sibi præjudicio sit, quod in inclusione  
Cantonum Fœderatorumque Helvetia Articulo 56.  
Pacis Ryswicensis expressâ recepto inter Helvetia  
Fœderatos loco positus non fuerit; coram Excel-  
lentissimis Dominis Legatis Mediatoribus testatum  
voluit, Domino Abbati id tanto minus fraudi es-  
se,

1698. *se, aut in exemplum trahi debere, quod isthac; consueti ordinis inversio non à Legatione Casarèâ, sed ab aliis profecta sit, simulque constet in ejusmodi inclusionibus seu comprehensionibus accuratum ordinem vix observari solere aut posse. Haga Comitum 14. Decembris 1697.*

(L. S.) HENR. C. DE STRAATMAN.

(L. S.) J. F. L. B. A SEILERN.

## TRADUCTION.

## DECLARATION

*Des Ambassadeurs de l'Empereur, touchant l'Abbé de Saint Gall, savoir qu'il ne recevrait aucun préjudice, de n'avoir pas été nommé dans l'Article 56. du Traité de Paix, dans le rang, qui lui convient, parmi les Alliez des Cantons Suisses, insinué à la Médiation, le 12. Février 1698; mais datté le 14. Décembre 1697.*

**L**ES Ambassadeurs de sa Majesté Impériale, ayant appris que le Révérendissime Seigneur Abbé de Saint Gall, appréhende qu'il ne lui arrive quelque préjudice, en ce que dans l'Article 56. du Traité de Ryswic où il est fait mention expresse des Cantons Suisses & de leurs Alliez, on ne l'a pas mis dans le rang qu'il doit tenir entre lesdits Alliez; ils ont déclaré en présence de leurs Excellences Messieurs les Plénipotentiaires Médiateurs de la Paix, que cette erreur ne devoit point préjudicier audit Seigneur  
Abbé



Abbé ni servir d'exemple pour l'avenir, n'ayant point été faite par les Ambassadeurs de sa Majesté Impériale, mais par d'autres : outre que l'on sçait que parmi tant de différens Etats que l'on comprend dans les Traitez, cette erreur arrive assez ordinairement, étant presque impossible d'observer en cela un ordre, dont tout le monde puisse être content. A la Haye le 14. de Décembre 1697. 1698.

(L. S.) HENRI COMTE DE STRAATMAN.

(L. S.) J. F. L. B. DE SEILERN.

## R E P O N S E

Du Roi de Suède, à la Lettre que leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, avoient écrit à sa Majesté pour la remercier de sa Médiation, datée du 19. Janvier 1698.

**N**OS CAROLUS Dei gratiâ Suecorum, Gothorum Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandia, Dux Scania, Esthonia, Livonia, Carelia, Brema, Verda, Stetini, Pomerania, Cassubia & Vandalia; Princeps Rugia, Dominus Ingria, & Wismaria. Nec non Comes Palatinus Rheni, Bavaria, Juliaci, Clivia & Montium Dux. Celsis & Præpotentibus Nobis bonis amicis ac Fæderatis Dominis Ordinibus Generalibus Fæderati Belgii, salutem & prosperos rerum successus. Celsi & Præpotentes Domini amici ac Fæderati. Ex literis vestris Haga Comitum

1698. *mitum datis die 13. Decembris anno superiore intelleximus, quam gratam erga Nos mentem testari volueritis ob arduum Pacis negotium operâ ac consiliis nostris inter decertantes Europæ Principes ad optatum exitum perductum. Tam pium opus à divo Parente Nostro susceptum, non potuimus non omni curâ persequi, tam amore publici boni, quo nihil nobis est prius aut antiquius, tum quod tot Christiani Orbis Principes ac status, eosque Amicos Nostros ac Fœderatos acerrimis bellis distringi vehementer dolebamus; quo nunc magis gaudemus propitiâ Numinis benignitate Partium animos ad amplectendam concordiam inclinatos, easque fuisse repertas Pacis conciliendæ vias, quibus satisfactum sibi existimant, adeò ut extincto funesti belli incendio tranquillitas exoptata refulserit, quæ, ut universo Christiano Orbi salutaris ac frugifera sit & stabilis ac firma perduret, ex animo vovemus. Nos pretium fructumque laboris Nostri tulisse egregium existimamus, quod officia Nostra, procurandæ paci adhibita tam luculentum à vobis meruerint applausum, eaque exsistent inter monumenta amicitia, quibus nobis majorem in modum devinctos profiteamini, unde & fiduciam tanto concipimus certiores, de reciproco vestro in nos affectu, sincero & constanti ad mutua commoda plurimum momenti allaturo. Hæc non distulimus respondere ad Literas vestras, quas Plenipotentarius Baro de Heeckeren Nobis tradidit, cum valetudine impeditus coram Nos adire non potuerit ad explendum id muneris, quod pro uberiori voluntatis vestra testificatione ipsi à vobis commissum innuitis. De cætero vobis à Deo ter Optimo Maximo fausta quævis & prospera apprecantes. Dabantur in Palatio Nostro Regio*

de la Paix de Ryswick. 287

gio Holmensi die 19. Januarii anno Christiano 1698.  
1698.

Vester bonus Amicus & Foederatus

CAROLUS.

T. POLUS.

TRADUCTION.

R E P O N S E

*Du Roi de Suède à la Lettre que leurs Hautes  
Puissances Messieurs les Etats Généraux des  
Provinces-Unies avoient écrite à sa Maje-  
sté, pour la remercier de sa Médiation, datée  
du 19. Janvier 1698.*

**N**OUS CHARLES, par la grace de  
Dieu, Roi de Suède, des Gots, & des  
Vandales, Grand Prince de Finlande, Duc de  
Scanie, d'Esthonie, de Livonie, de Carelie,  
de Breme, de Ferden, de Stetin, de Pome-  
ranie, de Cassubie & de Vandalie, Prince de  
Rugie, Seigneur d'Ingrie & de Wismar, Com-  
te Palatin du Rhin, Duc de Bavière, de Ju-  
liers, de Clèves & de Bergh. A leurs Hautes  
Puissances Messieurs les Etats Généraux des  
Provinces-Unies, nos bons amis & Alliez,  
Salut & Prosperité. Hauts & Puissans Seigneurs,  
& Confédérez. Nous avons appris par vos Let-  
tres datées de la Haye du 13. de Décembre de  
l'année dernière, combien vous êtes recon-  
noissans envers nous, pour avoir achevé le grand  
& pénible ouvrage de la Paix si long-tems dési-  
rée,

1698. rée, entre les Puissances de l'Europe qui étoient en guerre. Nous n'avons pu nous dispenser de continuer avec toute l'application imaginable un si saint ouvrage entrepris par le feu Roi nôtre Père, y étant portez tant par l'amour du bien public, qui nous est plus cher que toutes choses, que parce que nous ne pouvions voir sans être pénétrez d'une vive douleur, tant de Princes & d'Etats Chrétiens, qui sont nos Amis & nos Alliez se faire une cruelle Guerre. Ainsi nôtre joye est d'autant plus grande de voir maintenant que par la grace du Seigneur les deux Parties se sont enfin portées à la Paix, & que l'on a trouvé des expédiens dont l'une & l'autre se trouve satisfaite, de manière que le calme si longtems désiré succède enfin aux tempêtes effroyable que la discorde avoit excitées. Nous prions Dieu de tout nôtre cœur qu'il lui plaise de rendre cette Paix salutaire & fructueuse à toute la Chrétienté. Pour nous, nous nous trouvons assez bien récompensez de nos travaux, de nous être attiré, par les soins que nous avons employez à la procurer, les louanges Extraordinaires que vous nous donnez, & de ce que vous mettez ces soins au rang des marques d'amitié dont vous témoignez nous être sensiblement obligez. C'est ce qui nous donne sujet d'être entièrement persuadez de votre bienveillance mutuelle envers nous, & de croire que vous nous continuerez à l'avenir cette amitié sincère & cette correspondance parfaite, dont nous devons tant d'une part que d'autre espérer de grands avantages. Nous n'avons pas voulu différer de faire cette Réponse à vos Lettres, que Monsieur le Baron de Heeckeren votre Plénipotentiaire a eu soin de nous faire rendre, son indisposition l'ayant empêché de

venir nous trouver pour s'aquitter de cette Commission, que vous témoignez lui avoir donnée pour une plus grande marque de votre bienveillance envers nous. Au reste, nous supplions la bonté divine de vous combler de toutes sortes de prospérité. Donnée dans notre Palais de Stockholm, le 19. de Janvier 1698. 1698.

*Votre bon Ami & Allié,*

CHARLES.

T. POLUS.

---

A C T E

*D'Inclusion du Roi de France pour l'Angleterre, dans lequel le Pape étoit obmis, mais le commencement de l'Acte n'étant pas conforme à la teneur de la Paix, l'Ambassadeur d'Angleterre ne le voulut point recevoir, sans date, insinué le 20. Février 1698.*

COMME par l'Article XVI. du Traité conclu à Ryfwick, par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roi, & par ceux du Roi de la Grand' Bretagne, il est porté que sa Majesté pourra comprendre, dans l'espace de six mois après l'échange des Ratifications tous ceux qu'Elle jugeroit à propos. Sa Majesté a nommé tous les Princes d'Italie, le Roi de Portugal & ses Etats, les treize Cantons des Liges Suisses, & leurs Coalliez, savoir l'Abbé de Saint Gall, la République de Valais,

1698. le Prince & l'Etat de Neuchâtel, la Ville de Genève & ses dépendances, les Villes de Mulhausen & Bienne, & les trois Lignes des Grisons, & Elle les nomme, & déclare, qu'Elle a entendu les comprendre en effet dans ledit Traité, qui a été conclu & signé à Ryswick le vingtième jour de Septembre dernier, en la meilleure forme & manière que faire se peut; en témoin de quoi sa Majesté a signé le présent Acte de sa main & y a fait apposer son scel secret, fait à Versailles le

(L. S.) LOUIS.

COLBERT.

## D E C R E T

De la Commission Impériale, dicté à Ratisbonne le 11. Février 1698.

**I**hrer Kaiserlichen Majestet haben des Herrn Principal Commissarii Hochfürstliche gnaden allerunterthenigst berichtet, nicht allein was für ein allerunterthenigstes guetachten des Heiligen Romischen Reichs. Churfürsten und Stände zu Rogenzburg versamblete Rathe, Botschaften, und Gesandte über das von denen Augspurgischer Confessions Verwandten occasione der im jüngsten Friedens schluß Articulo quarto annectirten Religions clausul bey der Reichs versammlung eröffneten gemeinsamen voti ihm den 6. Novembris jüngstbin zu dem ende gezimmd überreichen lassen, damit ihre Kaiserliche Majestet darauf allergnadigst reflectiren mochten, sondern auch wie das umb dero  
aller-

allergnädigste erklärung den 30. Decembris aber- 1698.  
 mahls allerunterthenigst angesuechet worden.

Nun wurden allerhochst gedachte ihre Kaiserliche Majestet dero allergnädigste gemiedsineinnung auf das erstere guetachten der Reichs versammlung hin widerumb eroffnen zu lassen bis anhero nicht angestanden seyn, wan sie nicht in obangezognen voto so harte beschwerde wider dero Kaiserliche Gesandtschaft wargenohmen, das sie dero selben gehorsambsten bericht dariber vorhero ein zu fordern eine billig- und nothwendigkeit zu seyn erachtet heten. Nach deme aber solche nunmehr eingeloffen und daraus zuersehen, wie ein oder anders der Reichs Instruction, der verordnung des Instrumenti Pacis, dem libero & Comitali suffragio Statuum, und dem stilo Imperii gemas, oder zu wider gehandelt, und wie weit gegründet seye, das die Kaiserliche Gesandtschaft der Augspurgischen Confessions Verwandten angelegenheiten von denen Tractaten abgewisen, und selbe zu keiner zeit horen wollen; so haben ihre Kaiserliche Majestet allergnädigst anbefolchen, sothanen bericht mittels beyligender abschriften der Reichs versammlung mit zu theilen, nicht zweiffelnd, wan Churfursten und Stande von der warhaften beschaffenheit diese grundliche information und wissenschaft gehabt hetten, sie dergleichen weder zu verbesserung der Fridens Conditionen, nach zu befestigung des innerlichen gueten vertrauens zwischen haubt und glidern, und diese unter sich dienende gravamina wider dero Kaiserliche Gesandtschaft zu fihren nicht anbefolchen haben werden. Was sonst die verlangte erklärung anbetrifft, haben ihre Kaiserliche Majestet manniglichen so wohl in Ecclesiasticis als Politicis iederzeit gern gegonnet, was bnen das Instrumentum Pacis Westphalicæ zu-

1698. geleyet, derowegen auch umb alle ungleiche gedanken und misstrauen zu verbiethen, gewünschet, das gedachter Westphalischer Friede in allen seinen puncten ohngeändert were restituiret worden; gestalten dan obnlaugbar, das dero Gesandtschaft so wohl sothanen clausulæ des IV. Artikel als andern wider obgemelt Westphalischen Friedens Instrument strebenden dem Reich hochst nachtheiligen conditionen sich nicht nur eufferigst widersezet, sondern auch in dero nahmen, and aus expressen befehl zu gemeinsamer fortsetzung des Kriegs mehrmahlen und noch kurz vor dem Frieden schluß erklaret, und den Frieden nicht ehender eingegangen, als nach dem der selbe von allen und ieder Deputirten und andern Reichs Standischen Ministris wegen damaligen umständen fir hochst nothig, die continuation des Kriegs aber fir noch schädlicher und ohnmöglich geachtet worden. Und gleich wie man von dero selben ein mehrers nicht desideriren konen, also, und nachdeme von mehrgedachten Westphalischen Frieden schluß mit gesambter Chur- Fürsten und Stande einwilligung und guetfinden, in betrachtung der widrigen in der Reichs Deputirten Relation enthaltenen conjuncturen, und umb grofseres ubel abzuwenden in etwas abgewichen worden, so gar das auch die ienige, derer Gevollmachtigte obgedachte clausulam anfangs zu unterschreiben geweigeret, aus eben disen ursachen den Frieden simpliciter und ohne ausnahm zu ratificiren nothig befunden; so übergeben ihre Kaiserliche Majestet obgemelten Chur- Fürsten und Stande neuer erwegung, ob die conjuncturen dermahlen besser gestaltet, und erwarten demnach billig der selben vernustigen Rath und Guetachten, wie allenfalls die Declaration zumahlen nach der von denen Frantzosischen Gesanden zu Ryswegh beschechnen und



und in der Kaiserlichen Gesandtschafts bericht 1698.  
 N. 5. allegirten anzeig dergestalt eingerichtet werden könne, damit eines theils die sich beschwehrende Stande vergnaget; und auch andern theils es von der Cron Frankreich für keine contravention aufgenohmen, und ihro dadurch zu verzögerung der Fridens execution, und einbehaltung der zu restituiren habender orthor, wo nicht gar zu weitern vor- und Fridens bruch kein neuer anlaß gegeben werde. Versicheren inzwischen Chur-Fürsten und Stande, das sie im ibrigen auf das Instrumentum Pacis Westphalicæ so wohl in Ecclesiasticis als Politicis zu halten, einen jeden dabey kraftig zu schützen, und nach dessen inhalt die Justiz ohne unterscheid der Religion zu administriren nicht unterlassen werden, adhortiren aber die selbe anbey nochmahlen wohl meinnend und genadiglich, dahin ernstlich und obnaussetzlich ihre consilia zu richten, damit die innerliche guete verstandnus, mit beyseits setzung alles obngegründten und obnzeitigen argwans, beständig erhalten und fortgepflantzet, und der genuss des jungst getrofnen Fridens durch eine wirkliche garantie, und allgemeine Reichs verfassung zu verlasslich und ohn verweilet stabilirt und befestiget werden moge; welches des Herrn Principal Commissarii Hochfürstliche Gnade deren Chur-Fürsten, und Stande alhier anwesenden furtrefflichen Rathen, Bottschaften und Gesanden hiemit nicht verhalten sollen, und verbleiben denen selben mit freundschaft und geneigten willen wohl beygethan. Signatum Regenspurg den 11. Februarii 1698.

(L. S.) FERDINAND Herzog zu Sagon,  
 Fürst von Lobkovitz.

## R E L A T I O N

De l'Ambassade Impériale de la Haye.

ALLERGNADIGSTER KAISER, KONIG,  
UND HERR HERR.

**E**uer Kaiserlichen Majestet sagen wir allen  
 terthenigsten dank, das dieselbe allergna-  
 digst gerubet die Regenspurgische Reichs Guetach-  
 ten von 26. Novembris und 3. Decembris mit de-  
 nen Postscriptis und beylagen zu unsern allergehor-  
 sambssten bericht uns zu übersenden. Es wurde uns  
 auch hoffentlich nicht schwer gefallen seyn, sol-  
 chen gezimmend zuerstatten, wann unsere vorgege-  
 bene ibertrettunge des Instrumenti Pacis Westpha-  
 licæ deutlich und umständig erzehlet; nicht aber  
 bloß insgemein were gemeldet worden in dem ersten  
 zwar, das all das ienige, so an seiten der Kaiser-  
 lichen Gesandtschaft im Haag bey wehrender diser  
 Fridens Negotiation circa modum tractandi &  
 communicandi mit der Reichs Deputation nicht  
 beobachtet worden, dem Reich weder ietz noch ins  
 kunftig präjudicirlich seyn, und zu keiner conse-  
 quenz gereichen solle, noch zuversichtlich von  
 Euer Kaiserlichen Majestet werde guetgebeissen  
 werden; in dem andern aber das so wohl anfangs  
 zu Regenspurg, als auch hernach von der Kaiser-  
 lichen Gesandtschaft im Haag bey dieser ganzen  
 Fridens Negotiation, bevorab circa modum trac-  
 tandi mit der Reichs Deputation der verordnung  
 des Instrumenti Pacis Westphalicæ in viele wege  
 zu wider gehandelt worden, und entlich in der von  
 der gesambten Reichs versammlung zu Euer Kai-  
 ser-

serlichen Majestet Allergnädigster reflexion einge- 1698.  
richteten, und votum commune Evangelicorum  
iberschribnen beylagen, das der zu Rysivegb von  
der Kaiserlichen Ambassade adhibirte modus trac-  
tandi Pacem inter Cæsarem, Imperium & Gal-  
liam wie es damit anfangs, in progressu negotii,  
und im ende zugegangen, auch in andern dingen  
dem libero & comitali suffragio juribusque ita-  
tuum, auch dem stilo Imperii, und der denen  
Reichs Deputirten von Reichs wegen ertheilten und  
von Euer Kaiserlichen Majestet approbirten In-  
struction in vielen stuken gar nicht gemas befunden  
worden. Zu Euer Kaiserlichen Majestet hochst er-  
leuchteten ermessen stellen wir deswegen allerun-  
terthenigst, was darunter von der Reichs versam-  
blung weiters zu ersfordern seyn mochte; inmi-  
tels ist zu forderist nicht zu begreifen, wie gesagt  
werden dorsten, das wir in modo tractandi &  
communicandi mit der Deputation dem Instru-  
mento Pacis Westphaliez und ihr ertheilten In-  
struction zuwider gehandelet, da die zum Direc-  
torio verordnete Churmainzische Deputirte dem  
herkommen gemas, bey der Kaiserlichen Gesand-  
schaft sich erst den 20. Octobris legitimiret, die  
Deputation aber vermoge ibres nach Regenspurg  
abgegebenen berichts in der nacht des 30. Octobris,  
ein par stunde vor der bereits sauber abgeschribnen  
Instrumenti unterschrift eroffnet: oder angefan-  
gen worden, firnemblich darumb; weilen mit de-  
nen Chur Mainzischen zweyen Deputirten die Chur-  
furstliche Beirische, Sachsische und Brandenbur-  
gische Gesande des vorsitz halber sich vorhin nicht  
vergleichen konnten, sondern fir schimpflich und  
verkleinerlich gehalten, das formal Bottschafter  
blossen Deputirten nachsitzen solten: iene aber die  
ihrer herrschaft zuerkommende oberstelle, und den

1698. bey- und wegen der Deputation allen Deputirten zugelegten gleichen character angesehen haben wollen, welche ordnung auch seithero in der zu Meudon gefertigten und vom König in Frankreich unterschribnen Original Königlichen Frantzosischen Ratification scheinbarlich gefolget worden; es ist zwar das Chur Mainzische Directorium dessen gethanner anzeige nach, angestanden, weilen bey demselben zu zeit der eröfneten Deputation die Chur Sachsische und Chur Brandenburgische Gesandte wider des Reichs Instruction und die gewohnheit fir ihre Person zu der Deputation sich ganz nicht legitimiret, ob sie fir Deputirte geachtet, und zu denen Deputations verrichtungen zugelassen werden konten? Hat gleich wohl mit unsern gustfunden gegen selbige sich mehrern glimpfsgebrauchet, und von denen Chur Brandenburgischen nach aufgeschobner Deputation die Vollmacht, von dem Chur Sachsischen aber wegen der kumpftig überreichung ein versprechen angenommen; aus dieser ursach ist entsprungen, das, so viel uns wissend, vor dem 1. Novembris kein öffentlicher förmlicher bericht an die Reichs versammlung zu Regensburg als Committenten hiesiger Deputation von dem Chur Mainzischen Directorio abgelassen: wenigstens uns, der Reichs Instruction nach, durch das gewöhnliche remiß dar von keine nachricht ertheillet worden. Ob nun wohl danehero die Kaiserliche Gesandtschaft, welche mit der vernehmung in Reichs sachen an die Reichs Deputation, und die der selben ertheilte Instruction, nicht aber besondere Stande oder ihre Gesandte gewisen worden, sich auch aus dem Instrumento Pacis erinneret, und alhier vielfeltig vorgestellt, das: ubi Pax aut fœdera facienda, von ihro Kaiserlicher Majestet solches comitali & libero omnium Impe-

Imperii Statuum fuffragio & confenfu, einfol-  
 glig in form und geftalt comitiorum oder zu dem  
 ende angeordneter Deputation gefchehen miffe,  
 nicht würde zu verdenken gewesen feyen, wan sie  
 gewartet, das nach dem herkommen und dem  
 buchftaben befagter Inſtruction die Legitimationen  
 vorgangen, die Deputation eroffnet, von der  
 ſelben die berathſchlagung in corpore, und in ei-  
 nen gemach juxta ſtilum Imperii angeſtellet, be-  
 horige Deputations ſchluffe gemachet, und der  
 Kaiſerlichen Geſandſchaft uberbracht werden kon-  
 ten, und werden, ehe ſie von einem noch nicht an-  
 gefangner Deputation einig guetachten erfordert,  
 oder angenommen, und mit der ſelben ſich einer  
 einbelligen meinung verglichen, wie wir dannoch  
 nebens der von uns ohnauſhorlig getribnen eroff-  
 nung der Reichs Deputation iederzeit gern und wil-  
 ligſt angehoret, ſo oft geſambde Geſandſchaften  
 uns etwas anbringen wollen; mit ihnen auch die  
 wort in denen ihre Herrſchaft belangenden dingen  
 ohnweigerlig abgefaſſet; alſo iſt von anfang der  
 Ryſwegiſchen handlung bis zu deren entſchaft von  
 uns nicht das geringſte gethan, vorgebracht oder  
 beſchloſſen worden, ſo wir nicht auch da zu mahln,  
 da, wegen enge der zeit, durch ein ſchriftliches  
 guetachten uns altes heimgeſtelt geweſen, denen  
 Reichsſtandiſchen Miniſtris, oder denen zu uns  
 geſchikten- oder von uns beruſſnen Deputirten oder  
 ſub Deputirten vor- und nach umſtandiglig vorge-  
 tragen, mit ihnen erwogen, und ſie nicht nur ein-  
 bellig eingerathen, ſondern auch ſehr oft, ins be-  
 ſonder, verlanget haben; geſtaltten ihre unter dem  
 namen der Chur- Furſten und Stande auſeſende  
 Geſandten und Plenipotentiarien uns uberreichete  
 monita und guetachten, noch mehrrens aber die von  
 ihnen viel weitlaufiger als unſere meiſtens in der eil

1698. erstatete allerunterthänigste Relationes, gefasste öffentliche Protocolla sattsamb bezeigen; zwar haben wir nicht gestehen oder nachgeben können, wie mehr dan einmahl gegen uns straks anfangs, lang vor der zu Regenspurg geschlossener Deputation behauptet werden wolte, von keiner volligen Reichsversammlung aber jemahls gesüechet worden, das all unsere in das Fridenswerk einlaufende handlungen von uns in der Allirten versammlung, insonderheit aber mit denen Reichs Standischen Ministris wegen das ibrer Herrschafft ex duplici capite, status nimirum & foederis zu kommenden vort decisivi berathschlaget: unsere und ihre stimmen gezehlet: nach denen mehrern ein schluß gemacht, und der selbe ohnveränderlich vollzogen: nichts aber vorhero, oder allein unternommen werden, so gar das wir ohna ibrer einwilligung die von denen Frantzosen in Sweden, und alhie, vermog Staatlich Protocols oder Resolution von 3. Septembris 1696. gethanne deutlichere und ohnbeschränkte herstellung des Westphalischen Fridens Instruments, worzu Euer Kaiserliche Majestet durchdero wohl Capitulation verbunden, warauf sie auch die Schwedische Mediation angenommen und gegründet, nicht vorlaufig begeben, sondern es bey denen den 11. Februarii 1697. distirten und von ihnen beliebten- von Euer Kaiserlichen Majestet auch niemahl guetgeheissenen Preliminarien bewenden lassen sollen; wir haben auch nicht begreifen mogen, wie und aus was ursachen bey formlicheren unterradungen iber Reichs sachen zwischen einer Kaiserlichen als ober haubts vertrettenden Gesandtschaft und Reichs Standischen Ministris, welche sonderlich zu der Reichs-Deputation gehören, vor- und nach dem von einigen Churfürstlichen Ministris Bottschaffters Pradicat, von ihrer  
einem

einem oder mehr die oberhande in der Kaiserlichen  
 Botschafterhaus erfordert, oder die Kaiserliche  
 Gesandtschaft um solcher sachen willen an ein drit-  
 tes orth gezwungen werden wolt, da ieder man be-  
 kant, und ihnen mit lebendigen exemplen bewisen  
 worden, das bey Capitular- und andern versam-  
 blungen das haubt iberall seine stelle zu halten pfle-  
 ge. So willig wir gleichwohl uns erboten, aussen  
 den conferentien einem ieden die gebihr zu erwei-  
 sen, so wenig haben wir auch diser vorsehenheit  
 halber unterlassen in unsern hausern und zu Rys-  
 wegh sambt und sonders- vor- nach- und mitten  
 unter der personlichen handlung mit der Frantzosi-  
 schen Gesandtschaft mund- und scriftlich, alles  
 getreulich mit zu theilen, und dariber uns mit  
 ihnen zu vernehmen, obwohl weder die von Frank-  
 reich eingeschrante zeit, noch die nicht geschehe-  
 ne eroffnung der Deputation, lange Reichs- und  
 Deputations tagige berathschlagung, formliche  
 Commissions Decreta, und nachgefolgte scriftli-  
 che genehmhaltungen gelieden, noch iedesmahl von  
 allen die Ryswegische versamlungen zum fleissigi-  
 sten, und ohne nachrede besuechet worden. Wir  
 haben uns vielmehr von etlichen Reichs Standischen  
 Ministris oft verleiten lassen; selbst die Euer Kai-  
 serliche Majestet allein betreffende- und uns vorge-  
 schribne formalia, ebe wir solche der Koniglichen  
 Schwedischen Mediation vorgebracht, der Reichs  
 Standischen Ministrorum, und gesambter Alljir-  
 zer Censur zu unterwerffen, ohngeachtet ihrer kei-  
 ner es gegen uns gethan, sondern etwelche kaum,  
 oder nicht ein mahl nach beschechner that uns da-  
 von benachrichtiget, eben dahero wir das meiste  
 erst hernach, viel auch bloß bey der mundlichen  
 handlung mit der Frantzosischen Gesandtschaft in-  
 nen worden, wie nicht nur aus iez kundbaren ge-

1698. schichten- sondern auch der Chur- Brandenburgischen, Stattischen Bremischen und Embdischen einschliessung in die Englische und Staatliche Friden zu der zeit, da Euer Kaiserliche Majestet und das Reich noch im Krieg verwikelt gewesen, und was dabey wegen der von Chur Brandenburg in Africa besitzender Landschaft oder gegend Argum gestritten worden, satzamb erhellet: Euer Kaiserliche Majestet haben auch ein- oder anders als niemahl erhorte- oder einem Romischen Kaiser zu gemudete- gegen diese bundnus so wohl, als Kaiserliche Hochheit lauffende sachen theils gegen uns, ob schon ihrer angebörnen milde nach, aufs allergelindeste geantet, theils gegen andere zu anten uns allergnädigst befolchen. Wegen des modi tractandi aber haben wir vermeint, nicht fehlen zu können, wan wir dem buchstaben der Reichs Instruction üblichen herkommen, und der gegenwertigen meisten Reichs Ministrorum meinung nach, das ienige, was durch das Chur Mainzische Directorium oder per Sub-Deputationem uns vorgebracht, oder sonst mit ihnen guet gefunden worden, denen Königlichen Frantzosischen Plenipotentiaris entweder durch die Mediation, oder wie es sich sonst fuegte, beybrachten, ihre erklärung darüber vernahmen, solche der Reichs Deputation oder Reichs Standischen Ministris abermahl communicirten, und solcher gestalt alle, communicato consilio, auch warauf man entlich zu bestehen, angiengen, letztlich den also tractirten und geschlossnen Friden mit- und neben der Reichs Deputation unterschrieben, wie geschehen zu seyen der erfolg vor augen leget. Sonsten ist kein zweifel, das viele weltliche dinge in dem ietzigen gegen dem Westphalischen Friden eingegangen werden müssen; uns ist auch bekant, wie falschlig und mit was



was vorbarten, ohnzüßlichen worten nicht so sehr  
 uns, als Euer Kaiserlichen Majestet selbst von  
 einigen leuthen aus ohnverstand oder bosheit bey-  
 gemessen werden wollen, ob verstandten wir uns  
 aniezo mit der Irantzosischen Gesandtschaft, oder  
 ware vorbin zwischen Euer Kaiserlichen Majestet  
 und Frankreich, als insonderheit Strasburg anlan-  
 gend, abgeredet worden, und were lauter spiegel  
 fechten, was wir ihnen sagten, oder aus Kaiser-  
 lichen Rescripten vorzeigten, das wir darauf be-  
 stehen wolten, und musten Euer Kaiserliche Ma-  
 jestet auch lieber mit dem Reich den Krieg allein  
 fortsetzen: als in selbiger zurucklassung oder an-  
 dern dergleichen schweren zuemuetungen zuwilli-  
 gen gedachten; es weist aber der verlauff selbst, das,  
 wie von Frankreich nichts bessers zuerhalten  
 gewesen; also wir von denen Reichs Standischen  
 Ministris darzue genothigt worden; ia es ist nicht  
 nur alles ins gemein, und iedes ins besonder, mit  
 ihren vorwissen, und auf ihr vielfeltiges einra-  
 then, anhalten, und treiben, als sie das Reich  
 von aufwertigen Allyrten verlassen gesehen, ge-  
 schehen, von uns nachgegeben, sondern in anfang  
 und fortgang der handlung; weil wir auf wider-  
 bolte deutliche Preliminar feststellung des Instru-  
 menti Pacis Westphalicæ, anderer meinung  
 nach, all zu hefftig angetrungen, nach folgens  
 uns schlechthin zu denen den 11. Februarii dictirten  
 Preliminar puncten verstehen, oder so geschwind  
 als man verlangte, in den statum occupationis  
 von Strasburg auch andere dinge einwilligen wol-  
 ten, uns solches von in- und aus-landischen fir ei-  
 nen gesuechten aufenthalt des Fridens und verlan-  
 gerung des Kriegs, oder andere gefehrde mit her-  
 ben worten gedeutet, und mehr dan einmahl ge-  
 trobet worden, das im fahl des geringsten langern

1698. anstands man sich selbst rathschaffen, insonder-  
 beut zu lest, anderer, welche der gefahr nicht,  
 wie die, unterworfen, exempel nach; in den Spa-  
 nischen, oder Englischen und Hollandischen Fri-  
 den einschließen lassen würde, in massen ihnen von  
 denen selbst were angetragen worden. Was dem-  
 nach der Protestirenden Gesanden zu Regensburg  
 besondere beschwerden angehet, geben sie vor,  
 „ das sicheren aus dem Haag eingelaufenen bericht  
 „ nach; die Evangelische Reichs Stände durch  
 „ den zu Ryfwegh von der Kaiserlichen Ambassa-  
 „ de udbibirten modum tractandi Pacem inter  
 „ Cæsarem, Imperium & Galliam, wie es da-  
 „ mit im anfang, in progressu negotii, und im  
 „ ende zugegangen, und welche auch in andern  
 „ dingen dem libero & comitali suffragio juri-  
 „ busque statuum, auch dem stilo Imperii, und  
 „ der denen Reichs Deputirten von Reichs wegen  
 „ ertheilter- und von Kaiserlichen Majestet appro-  
 „ birten Instruction in vielen stücken gar nicht ge-  
 „ mas gefunden worden, sich darin vornemblich  
 „ zum höchsten gravirt und ladirt zu seyen halten  
 „ müssen, das man ihre habende Religions ange-  
 „ legenheiten und gravamina von denen Tracta-  
 „ ten mit Frankreich ganz und gar abgewisen,  
 „ und selbige damit zu keiner zeit boren, noch  
 „ deswegen ihre vorgebrachte monita admittiren,  
 „ ia ihnen nicht einmahle eine schriftliche versiche-  
 „ rung ad Protocollum Mediationis geben, son-  
 „ dern sich über dergleichen so billigmasigen ver-  
 „ langen vielmehr entrustet wolte, warauf am  
 „ ende erfolgt ist, das die Erantzosische Ambas-  
 „ sade mit der bekanten dem Religions Friden im  
 „ Reich so nachtheiligen clausula bey dem 4. Ar-  
 „ ticul umb solche zeit herfürgebrochen, da die  
 „ Evangelische sich zu resolviren kaum noch we-  
 „ nig

„ nig stunden ibrig gehabt, welches gar nicht be-  
 „ te geschehen können, wan man ihre Religions  
 „ sache gleich anfangs zu denen Tractaten mitge-  
 „ zogen, und darüber mit der Frantzosischen Ge-  
 „ sandtschaft gehandelt bete. Wir seind darauf  
 nicht in abrede, das im Maiobey anfänglicher ver-  
 fassung der Kaiserlichen Postulatorum, und da  
 man im Junio articulsweis zu handelen gemeinet,  
 darin man iedoch nicht über den ersten articul ge-  
 kommen, in dem von uns gemachten, und denen  
 Reichs Standischen Ministris mitgetheilten ent-  
 wurf des 3. Articuls, wir bey der geforderten oder  
 bedingnen herstellung des Westphalischen Friden-  
 schluß, wegen der dadurch zu ruk Bekommender  
 orthben, die wort in sacris & profanis fir überflus-  
 sig, oder auch bedencklig gehalten, in deme die ge-  
 meine herstellung besagten Fridenschluß auf alle  
 dessen inhalt sich vorhin verstandte, und der selbe  
 in allen des Reichs Botmäßigkeit unterworfenen  
 Landenietz und ins künftig Stat finden und gehan-  
 delt werden müsse, noch dar zu Frankreichs ein-  
 willigung zu begehren nothig oder rathsam schei-  
 ne, sondern damit zu widrigen zuemuthungen  
 leicht anlaß gegeben werden konte: uns hat auch  
 geduncket, mehr dan ein Protestirender Minister  
 finde diese vorstellungen nicht ungereimet, etliche  
 lieffen sich auch mehr von andern ihres glaubens ge-  
 nossenen entziehen, als das sie es selbst heftig tri-  
 ben: selbst die Schwedische Mediation, und der  
 Schweden Bremische Plenipotentiarus haben her-  
 nacher keine andere ursache, als die gleichgultig-  
 heit vor zu bringen gewußt, warumb sie die vorhin  
 in dem von ihnen uns, und durch uns der Frantzo-  
 sischen Gesandtschaft übergebenen Zweybrukisehen  
 Articul gesetzte wort: Restituatur Ducatus Bi-  
 pontinus ad normam Instrumenti Pacis Westpha-  
 licæ

1698. licet tam in Politicis quam in Ecclesiasticis cum annexis: in die ietz in Instrumento Pacis Ryswicensis Articulo 9. *stehende alleinige worte ad normam Pacis Westphalicæ freywillig, oder gezwungen, ohne unser zuthuen verändert, und die andere ausgelassen haben; wir haben gleichwohl, nach dem wir die Reichs Instruction gelesen, und einige Protestirende alles auf ihre gefahr genommen, in unsere, denen von uns vorhero eingehalten erinnerungen der Reichs Standischen Ministorum gemas, eingerichteten, und ihnen den 1. Augusti zur berathschlagung nochmabls zugestellten der Frantzosischen Gesandtschaft aber den 5. Augusti überreichter antwort auf den 3. 4. und 5. Articul des Frantzosischen Fridens Projects so thanne wort zu zwey mahlen aufgedruket: in sacris & profanis plenè executioni mandetur, &c. quæ nullâ ex causâ seu ratione in Ecclesiasticis vel Politicis à Rege Christianissimo mutata seu innovata sunt, aboleantur ac redintegrentur, &c.* mit ein ander der selben Ministorum verlangen nach, wegen der Beneficiorum Ecclesiasticorum ad Articulos 15. & 16. das wort Catholica zu gesetzet, auch das erste und letzte in unsern nachgehens im anfang des Octobris gezwungner. weise enger eingezognen erstern Fridens Project widerhohlet; zwar haben die Protestirende Ministri, und Reichs Standen gemeine versammlung den 7. Octobris begehret, zwey Fürstliche hernacher zu Ryswigh uns auch zugemuthet, den dritten Articul weiter beyzurucken: ita ut jam dicta Pax Westphalica, una cum insecutis postea recessibus executionum in suo robore firmiter permaneat, & contra perpetuam hanc Imperii legem fundamentalem, ac singulos ejus Articulos, in specie quoad Ecclesiastica contra Articulos 4 5. in iis-  
que.

que passim determinatum annum 1624. & respectivè statum, qui fuit immediatè ante motus Bohemicos, nullæ exceptiones vel limitationes locum habeant, imò verò omnes, quæ durante hoc bello in Terris ad Romanum Imperium quocunque modo spectantibus, & eidem per hanc Pacem restituendis, irreperunt novitates, de quibus Articulus specialis restituendorum ad Protocollum Excellentissimi Domini Mediatoris exhibebitur, protinus removeantur, in Politicis verò eæ tantummodò admittantur mutationes, de quibus in hoc Tractatu expressè conventum est: *in dem 6. Articul aber wegen Strassburg auszudrucken verlanget*: concedit quoque sua Christianissima Majestas non tantum prædictæ Civitati Argentinenfi, sed omnium locorum ab Imperio sibi viadicatorum incolis liberum Religionis exercitium cum annexis, quo ante sub Imperio gavisi sunt, liberrimamque fruitionem: redditumque omnis generis, quocunque nomine veniant: *neben dem wir aber billige ursach gehabt, uns so viel möglich, an den buechstaben der Reichs Instruction zu halten; noch mit neuen besondern dingen, welche entweder nicht anhero geboren, oder in der gemeinsamen vorsehung schon begriffen waren, die in so engezeit eingesehrankte Friedens handlung aufzubalten, oder schwer zu machen, zumahlen auch zweifeln müssen, ob wir uns auf nicht beschèhne, sondern, dem bemelden nach, erst von denen Protestirenden zu verfertigen vorhabende verzeichnus der ex capite Religionis restituendorum einzulassen, oder der Frantzosischen Gesantschafts erklarung zu begeben, oder auch die handlung mit wider erregung des so oft schon von ihnen aufgeschlagenen Nurembergischen executions recess von neuen zu verwiklen beten;*

1698. beten; haben wir unmöglich anders gekant, als solches auf der anwesenden Reichs Standischen Ministrorum berathschlagung und ausgebendes guetachten zu verweisen, nach deme in denen uns durch das Cbur Mainzische Directorium den 9. Octobris 1697. überbrachten monitis Sacri Imperii Electorum, Principum & Statuum Legatorum & Plenipotentiariorum Hagæ præsentium ad projectum Instrumenti Pacis futuræ à Legatione Cæsareâ communicatum, wir die wort gefunden ad num. 3. abstrahatur adhuc ab hoc Articulo, usque dum Status Catholici super monito Protestantium ad Directorium dato in deliberatione desuper habenda de certo quodam concluso convenient: und ad Articulum Argentinensem: in hoc Articulo Status Evangelici omni meliori modo recommendarunt constitutionem Religionis suæ in Civitate Argentoratensi, opemque Catholicorum impetrarunt, qui resolutionem suam adhuc reservarunt, donec desuper consultationem instituendam habuerint: so fern aber ist es, das solches gemeine guetachten uns were iemahlen eingereicht worden, ausser das einige besondere Catholische Ministri uns zu verstehen geben, wohl leiden zu mogen, das die gewissens freyheit für die Protestirende Stat Strasburgische Inwohner, damit ihnen kein zwang geschehe, von uns begehrt werde, das vielmehr ihrer etliche im scherz und ernst die Protestirende gefragt, ob sie zu Munster und Osnabrugh arbeiten helfen, das dero von viel hundert iahren hero geübte Catholische Gottesdienste, und darzu gewidmete gieter erhalten worden, und lieber den Krieg mit Frankreich und Schweden fortgesetzt, als denen Catholischen deren abtretung, und dahinden lassung abzuorigen lassen? Dennoch beysiegende, das man den

nen Protestirenden die von ihnen erbaute, und zu 1698.  
 ihrer Religion gestiftete guter gern lassen werde.  
 uns und andern zum theil Protestirenden Ministris  
 ist ferner die von Catholischen und Protestirenden  
 gesetzte anzeige zu gemuedt gangen, das nach  
 erhaltenen solchen gemeinen Articul man Protef-  
 tirender seiten einen zu dem ende von ihrer etlichen  
 ingeheim entworfnen weitem Articul oder anhang  
 in das errichtende Fridens Instrumment gleichmassig  
 einzubringen trachten, und darin unter andern  
 nachdruklichen dingen, nicht Euer Kaiserlichen  
 Majestet supremo ac unico Imperii Capiti ac  
 Protectori & Pacis Executori, noch auf die im  
 Instrumento Pacis Osnabrugensis Articulus 5. §.  
 in conventibus, &c. 50. & Articulis 16. §.  
 imprimis quidem Imperator, &c. & sequen-  
 tibus, sondern andern auftragen, und die macht  
 geben wolle, omnes & singulos juxta Westphali-  
 cam & præsentem Pacem restituendos protegen-  
 di, & intra spatium quatuor mensium à publi-  
 catione Instrumenti Pacis computandorum, su-  
 blatis & rejectis omnibus exceptionibus, nudâ  
 facti possessione inspectâ purè restituendi, &  
 executionem peragendi, mit dem zusatz, quod  
 si quis restitutioni & executioni repugnaverit,  
 eamque impediverit, aut restitutum de novo  
 turbare, aut planè destituere tentaverit, sive  
 Clericus, sive Laicus sit, pœnam fractæ Pacis  
 ipso jure & facto incurrat, zudem allen man ob-  
 ne grossen nachsinnen fassen mogen, wan gleich  
 die Catholische ins besonder nicht angesehen werden  
 wolten, das im fahl solches stat finden solte, das  
 exempel halt gefolget, und es damit nicht nur umb  
 die Kaiserliche Hocheit im Reich, sondern umb die  
 Reichs ganz innerliche verfassung auf ein mahl ge-  
 than seyen werde; ein mehrers als in einer weit  
 auf-

1698. aufsehender sache, als vorgebracht werden mag, zugeschwegen. Als gleichwohl die Schwedische Mediation den 10. und 12. Octobris bey durchgehung unsers Fridens Projects zu zwey mahl öffentlich gemeldet, das beide theile den 3. Articul nicht für richtig halten mochten, weil die Mediation im nahmen der Protestirender Reichs Stande wegen ihrer Religion eine noch nicht völlig zum stand gebrachte (dan die Protestirende selbst unter ein ander nicht einig gewesen) aber ebstens erwartende erinnerung zu thun hete, haben die Frantzosische Gesandte geandwortet, das sie sich zwar darüber nicht vernehmen lassen konten, ehe es ihnen vorgebracht wurde, inzwischen aber besagten Standen gerathen haben wolten, damit zuruck zu halten, wofern sie ihnen nicht eine ohnangenehme gegen erklärung oder gegengeding zuezuziechen verlangten. Eben so wenig hat die Frantzosische Gesandtschaft wegen der Stat Strasburg oder andern Frankreich verbleibenden Landen, außer das auf unser anhalten verlangerten abzugs, und einiger gemeinen mundlichen vertroftung wegen nicht zubeforgen habenden zwangs in Religions sachen, etwas in das Instrumentum Pacis setzen lassen, sondern alles verworfen, was dahin einiger massen zu zihlen geschinen; vielmehr hat die Frantzosische Gesandtschaft den 15. Octobris truken gemeldet, und nachgehens widerhollet, da wir ihr das von dem Hertzoglichen Wolfenbutlischen Plenipotentiaro uns eingereichte schriftliche begehren wegen der im Instrumento Pacis Westphalicæ vorbehaltener Augspurgischer Confessions Verwandten Canoniaten zu Strasburg N. 1. in der Schwedischen Mediatorum gegenwort von wort zu wort vorgelesen und hernacher zu handen gestellet, das ein Luthertischer Canonicus in Frankreich und folglich



glic zu Strasburg fir ein monstrum gehalten wurde: ein ander mahl auch bey dem 10. Articul sich vernehmen lassen, das weder ihrem Konig, noch ihnen Gesanden wissend were, das einige beneficia Ecclesiastica einer andern als der Catholischen Religion zugethan seyen konten, folglich der zusatz Catholica allerdings ohnothig were, sondern aufgeloschet werden muste, was auch dagegen erwendet worden. Hiezu ist den 22. Octobris kommen, das bey abermahliger durchsehung des Fridens Instruments die Frantzosische Gesandtschaft die im Articulo 3. amnoch befindliche wort in Sacris & Profanis ebenmässig durch streichen haben wollen, auf unsere bemiheung aber selbe zwar stehen lassen, doch anbey widerumb in der Mediatorum gegenwort zur ursach ihrer nachgebung vermeldet, das die selbe wegen der angesetzten wort: nisi quatenus nunc aliter expresse conventum fuerit: ihrer Religion halber amnoch zu thun habender und ausdruklich vorbehaltenen errinnerung, wie sie bereits ofters zu verstehen gegeben, keine hinderung oder nachteil bringen konten noch solten. Alles dieses ist nicht nur angerihrter massen von denen Aufspurgischer Confessions Verwanten Mediatoren, und in ihrer gegenwart geschehen, sondern auch von uns, deren einer oder mehr oft deswegen eignes aufgestanden, und zu denen Reichs Standischen Ministris gangen, so wohl beywehrender als geendigt jeder mahliger unterredung ihnen allen angezeigt, und von ihnen straks so fleissig angemerket worden, das wir kein bedenken getragen, aus ihren Protocollis und Relationen es fir uns auszuzeichnen, vorhero auch von dem, was das Chur Mainzische Directorium ihnen dictiret, und ohnvergleichlich umstandiger ist, als Euer Kaiserlichen Majestet von uns wegen unserer anderwertigen

vie-

1698. vieler ver hinderungen hinderbracht werden können, abschriften nehmen zu lassen, weillen nicht von allen iederzeit alles aufs beste eingesehen worden. Mit der von uns verweigerten schriftlichen versicherung ad Protocollum Mediatoris, und unsere dagegen bezeugte entrüstung, wie die wort in dem sogenannten voto communi Evangelicorum lauten, hat es die bewandnus: den 29. Octobris nachmittags seind neben uns, auf unser und der Reichs Standischen Ministrorum ersuchen, die Spanische, Englische, und Staatliche Gesandtschaften zu Rysswegh erscheinen, ob durch ihre mitbeknehmung in einigen zwar ofters vorgewesenen, aber noch nicht völlig verglichenen dingen etwas nachers zuerhalten seyn mochte; die zeit ist aber durch vieles hin und wider geben der 2. leztern Gesandtschaften, und einiger Protestirender Reichs Standischen Ministrorum in und aus der Mediatorum zimmer bis ohngefehr 7. oder 8. uhr nachts verzehret worden. Als demnach wir bey denen selben und Mediatoren getrieben, das bey der ibrigen geringen frist entweder die versprochne firkehrung beschehen, oder wir zu fortsetzung der mundlichen handlung, sonderlich zu aufmachung des schweren Pfälzischen Articuls gelassen werden möchte, das vorhero die Alljrte mit uns sich nochmalen zu unterreden verlangten; seind kurz darauf die Englandsche und Hollandsche Gesanden in der Mediatoren zimmer getreten, und ausser des bey dem sear geblibnen Lords Pembroke, und dem einen an einem stuel gestondenen Mediatore stehend gebliben, und von denen vorgewesenen puncten zu reden anfangen wollen; ebe wir aber den mund recht aufgethan, seind der Chur Sachsische von Bose, Chur Brandenburgische von Schmiettau und Freyherr von Dankelman, Wirtembergische von Kalpis, und

eini-

einige andere in selbiges zimmer kommen, und haben sich gegen uns über gestellt. Der erste Schwedische Mediator Graff von Bonde aber so gleich in aller nahmen uns zuerkennen gegeben, was massen die Protestirende über die im neuen Fridens Instrument enthaltene clausul zu ihrer mehrer sicherheit und beruheigung von uns eine erklärung verlangten, das ihrer Religion halben Euer Kaiserliche Majestet denen Westphalischen Friden schlüssen, wahl/Capitulationen, Nurembergischen Executions recessen auctiori modo exequendi, und andern Reichs gesetzzen ein volliges vergnigen allzeit lassen würden; als wir über diese auf eine so ohngewöhnliche weis, und mit so scharfen worten uns beschehene zuemuehungen unser befrembden entdeket, da Euer Kaiserlichen Majestet steifhaltung der beschwornen Capitulation, und der Reichs Satzungen vorhin offenbar, noch dieses der orth, oder die anwesende die ienige waren, von und fir welchen solche neue verpflichtung gesuechet, oder gethan werden konte oder muste; hat der andere Schwedische Mediator, and nach ihm der von Schmettau das wort genohmen, und negst vorzeigung des seither uns wider zu kommenen Num. I. gegen uns so lang gefihret, bis ick Graf von Camnitz den selben gelesen (zu welchen ende dan, damit wir nicht aus dem umbkrais zu dem liecht zu geben heten, einer von denen gefessenen Frembden Bottschaftern freyer stuken einen holzernen leichter mit deme darauf gestandnen liecht in die mitte gestellet hat) annebends aber auch die dabey observirte eines Römischen Kaisers Bottschaft allerdings ohnanstandige euserliche gestalt: fir allem aber die uns zur ungefehrlichen handlung allein noch ibrige nicht wochen, sondern wenige tage oder stunden, und entlich so vieler unter dem Foch seufzender Seelen sehn-

1698. sehnliches verlangen nach dem obenverweilten schluß betrachtet, den Num. 1. auf den leichter gelegt, und mit dem widerholten vermelden davon- und in den Conferenz Saal gegangen, das da andere theils ihren Friden gemachet, theils sich darin einschließen lassen, wir nicht verdacht werden konten, das auch wir für Euer Kaiserliche Majestet und des Reichs Friden, unser angelegenheit nach, sorgen, noch umb solcher ohnzeitiger- auhero nicht geboriger sachen willen uns beflissentlich ab- und aufhalten ließen. Nach einiger weile sind dahin beides die Mediatoren und die Frantzösische Gesandten kommen, und ist der anfang von der Pfälzischen Sache wider gemacht- insonderheit aber in dem Articulo separato ein und anders zu anderen Frantzösischer seits begehret worden; die weilen aber solches bey anderwerten gesprach nicht so geschwind geschehen konnten, sondern wir und die Frantzösische Gesandten erwehlet, das, damit ich von Seilern eher würde fertig werden, wan ich in des Mediatoris neben zimmer gienge; so haben unterdessen die Frantzösische Gesandte aus vorgegebenen Königlichen befehl bey dem 4. Articul die Religions clausul vorgebracht, und darauf desto ernstlicher gedrungen, ie eifriger sich die Mediatores dagegen gesetzt, und ie besser ab derselben beispill die Frantzösische Gesandten lernen konten, wie sehr auch sie umb ihre alte, obgezweiflet die wahr glaubende oder wissende Religion, sich bekümmern solten. Es ist auch vergebens gewesen, was zu erhaltung gueter einigkeit im Reich wir bey ihnen fürgekehret, auch wofern die clausul nicht ausgelassen, und die sache Euer Kaiserlichen Majestet mit denen Protestirenden zu allerseitigen vergnügung einzurichten übergeben werden wolte, noch der Protestirenden weitem gesinnen nach des folgen-

ten tages vorzutragen, das selbige auf die von Frankreich erbaute Kirchen, und aus Frantzösischer Freygebigkeit gestiftete Pfabren eingeschränket werden, oder leztlich so wohl in denen Frankreich verbleibenden, als denen zuruckgebenden Reichs Landen beider seitiger Religion halber alles im ietzigen stand bleiben mochte. Die Frantzösische Gesandtschaft hat vielmehr nechst vorgewanten widrigen Königlichen befelch, von deme sie nicht abweichen dorfte, der begehrten einschränkung halber geandwortet, das dadurch der gemeinere nach ein haar, das ist ein vorhin kleines oder geringfügiges und sich obntheilbares ding in 4. theil vertheillet werden wolte. Nicht besser ist es denen Mediatoren ergangen, als sie fir sich und im namen der Engländer und Holländer ihre vorige mißwiderhohlet, der gestalt das ihrer keiner sich darüber weiters mit der Frantzösischen Gesandtschaft zureden getrauet hat. Endlichen iedoch hat selbige auf unseres nach der Mediatoren beweglichen ersuechen getanes nochmalig inständiges anhalten, einen augenblik vor ablefung und unterschrift des Fridens Instruments verwilliget, das weilen die Protestirende Deputati den abgang herrschaftliches befelchs vorschitzeten, sie entweder sub sperati, und vorbehaltlich ihrer herrschaf ten genehmhaltung, mit dem ibrigen Fridens Instrument auch diese clausul unterschreiben: oder disynahlen ihre unterschrift anstehen lassen, an deren Statt aber ihre Herrschaften alhier und zu Regenspurg zu deren annehmung inderhalb der zur Ratification gesetzten zeit sich erklären, und bis dahin des Fridens genissen, in verweigerungs fahl aber hernacher im Krieg bleiben mogen, da dan insonderheit der Chur Brandenburgische Articul ausgeloschet, und was davon im Englischen und

Tomé IV. O Hol-

1698. *Hollandischen Friden Stundte, für obngültig erklaret werden sollte, oder vielmehr von nun an würde. So angenehm nun uns, und denen Reichs Standischen Ministris hier von der erste theil gewest, so bedenklich ist uns vorkommen mittels schriftlicher abfassung, und mit unterschreibung der ganzen erklärung in dem schluß zu willigen, und haben dahero mit selbiger Ministrorum guetfinden uns vergniget, das die Mediation die sache in ihr Protocol bringen mochte, darauf auch erst die bis dahin bestritene clausul in dem schon sauber abgeschribnen Instrument dem 4. Articul beyruken lassen, aber nicht verhindern können, da wir in der Frantzosischen Gesanden gegenwart denen Mediatoren das ausständige erzehlet, das die Frantzosische negst dessen bestetigung zugleich das unanständige widerbohlet haben. Das Fridens Instrument ist darauf neben uns, der Frantzosischen Gesandtschaft, aller Catholischer Deputirter Reichs Stande anwesenden Gesanden und Plenipotentiaariis, aus der Protestirenden anzahl allein von Wirtemberg, denen Wetterauischen Graffen, und der Statt Frankfurth unterschriben, die wegen der Frantzosischen erklärung von denen Mediatoren ertheilte, noch nicht aber auf die weise gefasset worden, wie der Num. 3. und 4. besagen. Ab dieser wahrhaften erzehlung einer vorhin alhier kuntbarer geschicht geruben Euer Kaiserliche Majestet ihrer allerhochsten vernunft nach, zu urtheilen, wie gegründet und sicher der in dem mehrberihrtten voto Evangelicorum angezogne Haagische bericht gewesen, waran verschiedene Protestirende Reichs Deputirte keinen theil zu nehmen uns gezeiget. Wie ohnbegründet in gegen theil seye, das man der Protestirenden Religions angelegenheiten von denen Tractaten mit Frankreich ganz und gar abge-*

abgewisen, und dieselbe zu keiner zeit horen wollen. Wie vielmehr man ursachete, die Euer Kaiserlichen Majestet in ihren Bottschaftern erwisene ungebubr zu empfinden, und anzuziechen. Wie wenig demnach der Kaiserlichen Gesandtschaft den 30. Octobris gethaner bezeigung beygemessen werden konte, was auf so vielfeltige zunothigung die Frantzosische vorhero lang getrohet: und wie leicht danenhero nach so langen wetter leicht den endlich erfolgte donnerschlag vorgesehen werden konnten. Was aber auch diese zu Regenspurg von denen Protestirenden gethane, und von denen Catholischen, ohngeachtet ihrer hiesigen Collegarum und Deputatorum andern verfabrens mit dem ersuechen, das Euer Kaiserliche Majestet darauf allernadigst reflectiren mogen, mitibergebene in allen Hollandischen zeitungen, namentlich der Harlemer, von wort zu wort gedruckte, und vor die hinaufschickung auslandischen Protestirenden gewisene, von ihnen aber allergewissesten bericht nach, widerrathene beschwebrung gefruchtet, gibet die fernerweite Frantzosische erklarung Num. 5. mit mehrern zuerkennen. So gern wir schliesslich dieser verdriesslichen an- und ausfibrung überhoben gewesen, so sorgfältig wir uns auch gebietet, einige nicht wohl lautende personalia, und andere vorgegangne dinge, obwohl daraus die alhier in Reichs Sachen gehabte beschaffenheit besser herte hervorleuchten konnten, einlaufen zu lassen; so wenig konnten wir uns enthalten, noch den umstand anzuhängen, das ohnangesehen Euer Kaiserliche Majestet in allernadigsten andenken ruhen wird, wer vor fast anderthalb iahren den ersten vorschlag bey der Conferenz zu Wienn gethan, das die bey den Friden schluß ruckständige contributiones getilget werden mogen, wie es auch dar-

1698. auf in die uns ertheilte Instruction, und von uns zu unserer antwort auf das Frantzösische Project gesetzt; auch hernacher so oft gesucht worden, einige dennoch uns beyzumessen sich nicht gescheuet, das in dem Instrumento die Frantzösische Gesandtschaft die zeit auf die Ratification gestellt habe. Inmassen auch in den Spanischen Frieden geschehen. Solche freude haben einige leute an Euer Kaiserliche Majestet diener sieh zu machen, wie auch bey anderen gelegenheiten ersahren zu haben man sich ohnschwer entsinnen wird. Euer Kaiserlichen Majestet allergerechtfambsten Kaiserlichen gemieds sowohl als ihrer beharrlichen allerhochsten gnade halten wir dennoch uns allerdings versicheret, empfelchen auch darzue uns hiemit fernerweit allerdemuthigst, &c.

## TRADUCTION.

### D E C R E T

*De la Commission Impériale, dicté à Ratisbonne le 11. Février 1698.*

**C**omme sa Majesté Impériale a été informée par son Altesse son Commissaire Principal, non seulement de la conclusion & très-humble Adresse, que les Ministres Ambassadeurs & Envoyez des Electeurs, Princes, & Etats assemblez ici lui firent duëment communiquer le 6. de Novembre, au sujet du suffrage commun, que ceux de la Confession d'Ausbourg avoient proposé à la Diète sur la clause concernant la Religion & annexée à l'Article quatrième de la dernière Paix, afin que sa Majesté Impériale



périale y pût réfléchir : mais aussi de leurs très-humbles instances, qu'ils répétèrent le 30. de Décembre, pour en obtenir une favorable Déclaration. Sa Majesté Impériale n'auroit pas différé jusqu'à présent de s'expliquer sur la première conclusion & Adresse de la Diète, si Elle n'eut pas apperçû dans le susdit suffrage des Protestans, plusieurs griefs & plaintes contre son Ambassade en Hollande, dont Elle jugea nécessaire d'avoir préalablement une exacte information, laquelle étant arrivée, & donnant également à connoître tout ce qui s'y passoit de conforme, ou de contraire à l'Instruction de l'Empire, aux Traitez de Paix, au libre suffrage de la Diète & des Etats, & généralement au stile observé dans l'Empire, & tout le fondement qu'on puisse avoir de dire, que l'Ambassade Impériale n'avoit pas voulu entendre les Protestans pendant la Négociation, ni traiter de leurs Intérêts, sa Majesté Impériale ordonna de communiquer à la Diète Copie de la dite Relation de son Ambassade, car Elle se persuade, que, si les Electeurs, Princes & Etats avoient eû auparavant cette information de l'affaire, ils n'auroient jamais permis, qu'on fît ces sortes d'imputations & de plaintes contre l'Ambassade Impériale, qui ne servoient ni pour rendre meilleures les conditions de la Paix, ni pour affermir la bonne intelligence, qui doit être entre le Chef & les Membres de l'Empire. Pour ce qui est de la Déclaration, qu'on demande, sa Majesté Impériale souffrira toujours volontiers, qu'un chacun jouisse librement des avantages, que la Paix de Westphalie lui donne tant à l'égard de l'Ecclésiastique, que du politique, & auroit même souhaité, pour empêcher toute

1658 méfiance & soupçon, que cette Paix fût rétablie sans aucun changement; aussi est il notoire, que son Ambassade s'étoit puissamment opposée non seulement à la clause dudit Article quatrième, & à toutes les autres conditions contraires à la susdite Paix de Westphalie, & préjudiciables à l'Empire, mais qu'Elle avoit plusieurs fois par ordre exprès de sa Majesté, déclaré aimer mieux continuer la Guerre, n'ayant enfin consenti à la Paix, qu'après que les Députez & les autres Ministres de l'Empire l'avoient jugée si nécessaire, que la continuation de la Guerre leur paroïssoit dangereuse & impossible selon les conjonctures du tems. Et d'autant qu'on n'en pouvoit demander d'avantage, vû qu'on ne s'est départi en quelque sorte des Traitez de Westphalie, que du consentement des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, en considération des conjonctures fâcheuses exprimées même dans la Relation des Députez de l'Empire, & pour éviter un plus grand mal, de sorte même, que ceux, dont les Plénipotentiaires avoient refusé auparavant de signer la susdite clause, ont enfin trouvé à propos & par lesdites raisons, que cette Paix fût ratifiée simplement & sans exception; sa Majesté Impériale donne à juger aux Electeurs, aux Princes & aux Etats, si les conjonctures avoient pour le présent changé de face, & Elle s'attend à leur bon conseil, & à leur conclusion, pour savoir en tout cas, & après la remonstrance faite à Ryswick par les Ambassadeurs de France & alleguée dans la Relation de l'Ambassade Impériale Num. 5. en quels termes telle Déclaration pourroit être couchée pour satisfaire d'un côté aux plaintes de quelques Etats, & pour empêcher de l'autre, que la France n'y trouve à di-

dire, ou bien une nouvelle occaſion de différer l'exécution du Traité, de retenir les Places, qu'Elle doit rendre, & de rompre même la Paix conſeillé. Du reſte ſa Majeſté Impériale ſe tiendra toujours aux Traitez de Weſtphalie dans les choſes de l'Egliſe & de Police, y maintiendra puiffamment un chacun, & fera adminiſtrer la juſtice conformément à iceux, & ſans aucune diſtinction de Religion. C'eſt ce que ſa Majeſté Impériale promet eependant aux Electeurs, aux Princes, & aux Etats, en les exhortant encore très-benignement à hâter leurs conſeils, & à les diriger à cette fin, que la bonne intelligence ſoit conſervée & continuée dans l'Empire, en y ôtant toute méfiance qui n'eſt ni de ſaiſon, ni fondée, & que la jouiſſance de la dernière Paix puiſſe être au plutôt aſſurée & affermie par une garantie effective, & conſtitution commune de tout l'Empire. Voila tout ce, que ſon Alteſſe le Commiſſaire Principal ſe trouve obligé de communiquer aux Miniſtres Ambaſſadeurs Envoyez des Electeurs, Princes & Etats, & qui demeure leur bien affectionné. Signé à Ratisbonne le 11. Février 1698.

(L. S.) FERDINAND Duc de Sagon,  
*Prince de Lobcowitz.*



TRADUCTION.

R E L A T I O N .

*De l'Ambassade Impériale de la Haye.*

TRÈS AUGUSTE EMPEREUR, ROI,  
ET SEIGNEUR,

EN rendant très-humbles graces à votre Majesté de ce qu'Elle a bien voulu nous envoyer les conclusions de la Diète de Ratisbonne de 26. de Novembre, & du 3. de Décembre, avec leurs Postscripts & annexes, pour en avoir notre éclaircissement, nous nous flatons, que nous y aurions reussi sans peine, si l'on avoit spécifié toutes les transgressions, qu'on nous impute, des Traitez de Westphalie; mais comme on y dit en général, & nommément dans la première conclusion, que tout ce qui pendant la Négociation de la Paix à la Haye, avoit été mal observé par l'Ambassade Impériale dans la manière de traiter & de communiquer avec les Députés, ne devoit pas tirer à conséquence, & à préjudice pour l'Empire, ni être approuvé par votre Majesté: dans la seconde, que du commencement à Ratisbonne, & ensuite à la Haye par l'Ambassade Impériale les Traitez de Westphalie avoient été violez en plusieurs occasions & principalement par la manière de traiter avec la Députation de l'Empire: & finalement dans l'annexe intitulée le suffrage commun des Protestans, & adressée de la part de la Diète Impériale à votre Majesté, pour y faire réflexion, que

que la maniere dont l'Ambassade Impériale 1698.  
avoir Traité la Paix entre l'Empereur, l'Empi-  
re & la France à Ryſwick, tant au commencé-  
ment, que dans la ſuite & la fin de la Négocia-  
tion, ne ſe trouvoit pas conforme en beaucoup  
de choſes, ni à la liberté des ſuffrages, ni aux  
Droits des Etats, ni au ſtile pratiqué dans l'Em-  
pire, ni à la teneur de l'Inſtruction, qui avoit  
été donnée de la part de l'Empire à la Députa-  
tion, & confirmée même par votre Maieſté Im-  
périale. Nous laifſons très-humblement à la  
grande prudence de votre Maieſté de juger d'ail-  
leurs ce qu'Elle pourroit demander ſur cela à  
la Diète Impériale; cependant nous ne compren-  
ons pas, comment on oſe dire, que notre ma-  
nière de traiter & de communiquer avec la Dé-  
putation n'étoit pas conforme à l'Inſtruction d'i-  
celle, ni aux Traitez de Weſtphalie, où pour-  
tant les Directeurs Députez de ſon Alteſſe Elec-  
torale de Mayence, ne ſe légitimèrent, ſelon  
la coutume, auprès de l'Ambassade Impériale,  
que le 20. d'Octobre, & que la Députation,  
ſelon ſa propre Relation envoyée à Ratisbonne,  
ne commença que le 30. d'Octobre, dans la  
nuit, & ſeulement deux heures avant la ſignatu-  
re du Traité, qui étoit déjà mis au net, & cela  
à cauſe, que les Ambaſſadeurs de Bavière, de  
Saxe & de Brandebourg ne ſe purent pas plutot  
accorder avec les Députez de Mayence pour la  
préséance, les premiers trouvant étrange & in-  
congru, que des Ambaſſadeurs formels duſſent  
ceder à de ſimples Députez: & les derniers la  
prétendant en qualité de Directeurs, & par ce  
que de la part de l'Empire on n'avoit donné  
qu'un même caractère à tous les Députez; &  
on vit après, que dans la Ratification de cette

1698

Paix signée par le Roi de France à Meudon on a suivi aussi l'ordre de la Députation. Ce Directoire Electoral de Mayence fit même difficulté de reconnoître pour Députez les Ambassadeurs de Saxe & de Brandebourg, par ce qu'ils ne s'étoient pas légitimés d'abord à l'ouverture de la Députation; mais suivant notre avis, il en usa plus honnêtement avec eux, & se contenta, après avoir différé la Députation, d'accepter encore le Plein-pouvoir de ceux de Brandebourg, & une simple promesse de celui de Saxe de communiquer le sien dans la suite. Et c'est pour cette raison, que ce Directoire n'envoya aucune Relation formelle à la Diète Impériale, comme aux Commettans de cette Députation avant le 1. de Novembre, car nous n'en eumes aucune connoissance par des Adresses accoutumées & ordonnées même par l'Instruction de l'Empire. Ainsi & d'autant que l'Ambassade Impériale n'avoit ordre, que de communiquer dans les affaires de l'Empire avec la Députation & suivant l'Instruction donnée à celle-ci, & non pas avec des Etats particuliers ou avec leurs Ministres, & qu'Elle savoit d'ailleurs par les Traitez de Westphalie, & remontoit plusieurs fois d'Elle même: que l'Empereur en traitant de la Paix ou de quelque Alliance le doit faire en conformité des suffrages libres, & du consentement des Etats, & par conséquent des Etats assemblez en Diète, ou Députez de la part d'icelle, l'Ambassade Impériale auroit pû attendre, jusqu'à ce que selon la coutume, & la teneur de l'Instruction même, la légitimation fut faite & la députation ouverte, en sorte que dans un même lieu, selon le stile de l'Empire, & dans un Collège on eut pris des deliberations, & des conclusions dans les for-

formes, & on les eut communiquées par des Adresses à l'Ambassade Impériale, qui encore qu'Elle ne pût rien concerter avec une Députation avant l'ouverture d'icelle, n'a pas laissé pourtant d'entendre volontiers ceux des Ministres, qui jugeoient à propos de lui proposer quelque chose, & de coucher même de concert avec eux les mots, qui concernoient l'intérêt de leurs Principaux; ainsi du commencement jusqu'à la fin de la Négociation & même alors, quand pour profiter du tems nous étions autorisez, par une conclusion écrite, à tout faire, nous ne proposâmes ni n'accordâmes rien; qui ne fût préalablement & dans toutes les circonstances communiqué aux Ministres de l'Empire ou à leurs Députez & Sous-Députez, qui nous vinrent trouver, ou que nous fîmes appeller pour cette fin, & avec qui nous délibérâmes de tout, & n'arretâmes rien que de leur consentement commun, & bien souvent sur leur demande particulière. C'est ce qui se voit par leurs remontrances & conclusions, qu'ils nous delivrèrent sous le nom des Ministres Ambassadeurs & Plénipotentiaires des Electeurs, Princes & Etats, présents dans cette Ville, & plus amplement dans leurs Protocoles publics, d'autant qu'ils sont plus amples, que nos très-humbles Relations, qui pour la plupart n'ont pû être faites qu'à la hâte; il est vrai, que nous n'avons jamais pû condescendre, quand on voulut soutenir dès le commencement, avant même que la Députation fût arrêtée à Ratisbonne, & plus qu'aucune assemblée de l'Empire ne s'étoit jamais avisée de prétendre, que toutes nos Négociations à l'égard de la Paix devroient préalablement être proposées dans l'Assemblée des Alliez, & particulièrement aux

1698. Ministres des Etats de l'Empire, vû que leurs Principaux avoient leur voix décisive par double droit, savoir en qualiré d'Etat de l'Empire, & de Confédéré: que leurs suffrages seroient comptez également avec les autres, & que la conclusion faite selon la pluralité des voix ne pourroit plus être changée: que nous ne pourrions rien faire que de leur consentement, ni même demander par avance la Déclaration de France faite tant en Suède, qu'ici, selon le Registre des Résolutions de l'Etat du 3. de Septembre 1696. d'un rétablissement plus clair & moins borné des Traitez de Westphalie, auxquels votre Majesté Impériale est particulièrement tenue par sa Capitulation Impériale, & sur le pié desquels Elle a accepté & fondé la Médiation de Suède: mais que nous devrions acquiescer aux Préliminaires dictés le 11. de Février 1697. & accordez par Eux, encore qu'ils ne le fussent jamais par votre Majesté; nous ne pouvions pas concevoir non plus la raison de ce que dans les Conférences tenues sur des affaires de l'Empire entre l'Ambassade Impériale représentant le Chef, & entre les Ministres des Etats, qui sont proprement de la Députation, quelques Electoraux de ces derniers vouloient être Traitez comme Ambassadeurs, & avoir la préséance chez les Impériaux, ou faire venir ceux-ci en un lieu tiers, où pourtant le droit est si notoire, & qu'on leur a montré par des exemples modernes, que dans toutes les Assemblées Capitulaires & autres, le Chef conserve toujours sa place. Nonobstant cela, nous offrimus toujours, & hors ces sortes d'Assemblées, de donner à un chacun ce qui lui appartient, & nous ne manquâmes pas ni chez nous, ni à Ryswick avant notre Conference avec



avec les François, durant icelle & par après, de 1698. leur communiquer tout, soit de bouche, ou par écrit, & d'en délibérer avec eux, quoi que le terme racourci par les François, & le délai de l'ouverture de la Députation empêchassent de tenir de ces longues consultations pratiquées dans une Diète ou Députation, de dresser des Décrers formels de Commission & d'attendre là-dessus une acceptation par écrit, & que d'ailleurs l'assemblée de Ryswick n'étoit pas fréquentée de tous avec une assiduité égale & irréprochable. De plus nous nous laissâmes, à la persuasion de quelques Ministres des Princes de l'Empire, induire plusieurs fois d'exposer à la censure de tous les Alliez devant que de porter à la Médiation de Suède, des choses qui ne concernoient que votre Majesté Impériale, & dont Elle nous avoit ordonné les termes, encore que pas un d'eux en ulât ainsi envers nous, ni même après leurs affaires faites; & c'est pour cela, que nous n'apprîmes la plupart des choses que par après & comme en passant, ou par le moyen des Conférences tenues avec les François. L'on voit ceci plus clairement, par plusieurs circonstances particulièrement par l'inclusion de Brandebourg, & des Villes de Breme & d'Embsen, faite dans les Traitez d'Angleterre & de Hollande, dans un tems où votre Majesté Impériale & l'Empire se trouvoient encore enveloppez dans la Guerre, & par ce qui étoit en même tems disputé à l'occasion du Pays d'Arguyn en Afrique, possédé par l'Electeur de Brandebourg. Votre Majesté même nous a déjà reproché, quoi que, selon sa clémence ordinaire, avec beaucoup de douceur, & ordonné de reprocher à d'autres des choses, qui se sont passées ici, qui sont également

O 7 ment

1698. ment contraires à la teneur de l'Alliance, & à la dignité Impériale, & dont l'antiquité même ne fournit point d'exemple. Quant à la manière de traiter, nous avons crû n'y pouvoir manquer, quand, suivant la Lettre de l'Instruction de l'Empire, le stile qui y est pratiqué, & l'avis même de plusieurs Ministres des États de l'Empire, nous proposâmes toujours à Ambassade de France, par la Médiation ou autrement, tout ce que le Directoire de Mayence, ou les Sous-Députez nous avoient apporté à cette fin, nous en déliberâmes avec eux, nous ne résolûmes que de leur avis commun, à quoi on s'en tiendroit, & nous signâmes la Paix faite & conclûe de cette manière, conjointement avec la Députation, comme il se voit par la fin du Traité. Pour le reste nous avoûons, que par le présent Traité plusieurs choses de la Police Civile, ont été accordées autrement que par celui de Westphalie; & nous savons aussi, que quelques-uns ici, soit par malice ou par ignorance, nous ont imputé & même à votre Majesté Impériale, très-faussement & d'une manière rude & indécente, comme si nous étions présentement d'accord avec les François, & comme si ce n'étoit que supercherie, que tout ce que nous leur en avons dit & déclaré par des Récripts de votre Majesté, qu'Elle aime mieux continuer avec eux la Guerre, que de laisser Strasbourg aux François, & de consentir à de pareilles conditions défavorables; mais il est constant aussi, & l'effet le demontre, que les Ministres de l'Empire voyant qu'il n'y avoit plus rien à obtenir des François, nous ont obligé d'y acquiescer, de sorte que tout ce que nous avons Traité en général & en particulier, a été fait de leur sçu, & de leur

leur consentement, & même sur leurs grandes instances & empressements, principalement quand ils virent L'Empire abandonné des autres Alliez : & quand, selon l'opinion de quelques uns, nous persistâmes trop à demander une Déclaration des Préliminaires plus claire sur le rétablissement de la Paix de Westphalie, & quand en suite nous fîmes un peu plus de difficulté qu'ils ne souhaitoient, de nous accommoder des points dictés le 11. de Février, & dans la restitution de la Ville de Strasbourg, de nous contenter de l'état d'occupation d'icelle, plusieurs Ministres de l'Empire & Etrangers prirent tout cela pour un prétexte recherché de nous tout exprès pour en retarder la conclusion de la Paix, & pour faire continuer la Guerre, & ils nous le reprochèrent, & d'autres prétendues supercheries, avec des paroles assez dures, en nous menaçant même, qu'en cas d'un plus grand retardement, ils s'assisteront eux mêmes, & finalement, que suivant l'exemple de ceux, qui n'étoient pas encore tant pressés qu'eux, ils se feront comprendre dans les Traitez d'Espagne, d'Angleterre, & de Hollande, comme on le leur avoit déjà offert. Quant aux plaintes particulières des Ministres des Protestans à Ratisbonne, où ils disent, que selon de certains avis de la Haye, par la manière, dont l'Ambassade Impériale avoit Traité la Paix entre l'Empereur, l'Empire & la France, & qui tant au commencement, que dans la suite & la fin de la Négociation n'avoit pas été conforme en beaucoup de choses ni à la liberté des suffrages, ni aux Droits des Etats, ni au stile pratiqué dans l'Empire, ni à la teneur de l'Instruction, qui avoit été donnée à la Députation de la part de l'Empire, &  
con-

1698. confirmée par vôtre Majesté Impériale, les Etats Protestans se trouvent principalement offenzés de ce que bien loin de traiter de l'Intérêt de leur Religion, on n'a pas voulu seulement les y écouter, ni admettre leurs remontrances, ni en donner quelque Déclaration pas écrit pour la Médiation, & qu'on s'est formalisé même de leurs si justes demandes, d'où il est arrivé, que la clause en question, de l'Article quatrième, & si préjudiciable à la Paix de Religion dans l'Empire, a été proposée par l'Ambassade de France dans un tems où les Protestans avoient à grand peine encore quelques heures de reste, pour se résoudre. C'est ce qui n'auroit pû arriver, si l'on avoit traité, dès le commencement, de l'Intérêt de leur Religion avec les François. Nous ne desavouons pas, que quand au mois de Mai on commençoit à former les prétensions de vôtre Majesté, & le mois suivant à conférer Article par Article, ce qui se discontinua pourtant avant qu'on sortit du premier, nous ne jugeâmes pas à propos d'insérer dans nôtre projet de l'Article 3. que nous communiquâmes aux Ministres de l'Empire, les mots : *in Sacris & Profanis*, pour la restitution que nous demandâmes de la Paix de Westphalie, parce que le rétablissement absolu & entier de la dite Paix s'étend également en toutes choses, pour tout tems, & sur tout ce qui doit être rendu à l'Empire en conformité d'icelle, & qu'il seroit d'autant plus superflu d'en demander le consentement des François, qu'on leur donneroit plutôt occasion, d'y faire quelques exceptions. Il nous sembla même pour lors, que plus d'un Ministre des Protestans avoit approuvé notre proposition, & que quelques autres insistoient, plutôt à la per-

suar

fuasion des Errangers, qui sont d'une même Religion avec eux, que de leur propre mouvement : La Médiation de Suède même & son Plénipotentiaire pour la Duché de Brême ne trouvèrent par après à propos d'alleguer d'autre raison que de dire que l'un valoit l'autre, quand au lieu des mots : *Restituatur Ducatus Bipontinus ad normam Instrumenti Pacis Westphalica tam in Politicis quàm in Ecclesiasticis cum annexis*, qu'ils avoient mis auparavant dans l'article de Deuxponts, qu'ils nous donnèrent pour le porter aux François, ils souffrirent par après du changement, sans nôtre communication, & se contentèrent, de gré ou de force, de ces seuls mot *ad normam Pacis Westphalica*, qui se trouvent présentement exprimez dans l'Article 9. du Traité de Ryswick. Cependant après avoir lû l'Instruction de l'Empire, & que quelque Ministres Protestans se furent chargez de répondre du tout, nous ne manquâmes pas d'insérer par deux fois les susdits mots dans notre réponse aux Articles 3. 4. & 5. du Projet des François, que nous avions dressée en conformité des avis des Ministres de l'Empire, que nous leur renvoyâmes encore le 1. d'Août pour y délibérer, & que nous ne portâmes aux François que le 5. dudit mois d'Août : *In sacris & profanis plenè executioni mandetur, &c. quæ nullâ ex causâ seu ratione in Ecclesiasticis vel Politicis à Rege Christianissimo mutata seu innovata sunt, aboleantur ac redintegrentur, &c.* nous ajoutâmes aussi conjointement avec les Ministres de l'Empire, & sur leur demande, le mot *Catholica* aux Articles 15 & 16. & nous reperâmes ensuite l'un & l'autre dans notre premier Projet de Paix, que nous fumes contraints d'abrèger dans le commencement d'Octobre.

1698. Il est vrai que les Ministres des Protestans proposèrent le 7-d'Octobre dans l'Assemblée commune des ceux de l'Empire, & que deux Plénipotentiaires de Princes nous demandèrent en suite à Ryswick d'ajouter ceci à l'Article troisième : *ita ut jam dicta Pax Westphalica, una cum infectis postea recessibus executionum in suo robore firmiter permaneat, & contra perpetuam hanc Imperii legem fundamentalem, ac singulos ejus Articulos, in specie quoad Ecclesiastica contra Articulos 4. 5. in iisque passim determinatum annum 1624. & respectivè statum, qui fuit immediatè ante motus Bobemicos, nullæ exceptiones vel limitationes locum habeant, imò verò omnes, quæ durante hoc bello in Terris ad Romanum Imperium quocunque modo spectantibus, & eidem per hanc Pacem restituendis, irrepsérunt novitates, de quibus Articulus specialis restituendorum ad Protocolum Excellentissimi Domini Mediatoris exhibebitur, protinus removeantur, in Politicis verò ea tantummodò admittantur mutationes, de quibus in hoc Tractatu expressè conventum est : & à l'Article sixième touchant la restitution de Strasbourg : concédit quoque sua Cbristianissima Majestas non tantum prædictæ Civitati Argentinenfi, sed omnium locorum ab Imperio sibi vindicatorum incolis liberum Religionis exercitium cum annexis, quo ante sub Imperio gavisi sunt, liberrimamque fruitionem, reddituumque omnis generis, quocunque nomine veniant : Mais outre que nous avons grande raison de nous tenir, autant qu'il étoit possible, à la lettre de l'Instruction de l'Empire, & de ne retarder pas davantage une Négociation, dont le terme étoit si court, ni de la rendre plus difficile par des choses nouvelles & particulières, qui n'y appartiennent pas, ou qui se*

se trouvent déjà suffisamment comprises dans le Projet général & que nous ne savions pas si l'on s'y pouvoit engager davantage, la Liste des restitutions à faire en matière de Religion n'étant pas encore prête, mais seulement promise par les Protestans, & si on en pouvoit demander quelque éclaircissement aux François, & embarrasser ainsi encore la Négociation par une repetition de la restitution du recès d'exécution de Nuremberg, qu'ils avoient tant de fois refusée; nous ne pouvions que remettre tout ceci à la délibération des Ministres de l'Empire & à leur conclusion & formule, par ce que dans les remontrances des Ministres Ambassadeurs & Plénipotentiaires Assemblez ici de la part des Electeurs des Princes, & des Etats de l'Empire, que le Directoire de Mayence nous communiqua le 9. Octobre 1697. nous trouvâmes au nombre 3. ces mots : *abstrahatur adhuc ab hoc Articulo, usque dum Status Catholici super monito Protestantium ad Directorium dato in deliberatione desuper habenda de certo quodam conclusio convenerint* : & à l'Article de Strasbourg les mots suivans : *In hoc articulo Status Evangelici omni meliori modo recommendarunt constitutionem Religionis suae in civitate Argentoratensi, opemque Catholicorum impetrarunt qui resolutionem suam adhuc reservarunt, donec desuper consultationem instituendam habuerint* : mais bien loin de former & de nous donner une telle conclusion commune, quelques uns des Ministres Catholiques demandèrent tant en raillant que sérieusement aux Protestans, s'ils avoient bien assisté ci-devant à Munster & à Osnabrugh les Catholiques, pour leur conserver l'exercice de la Religion Catholique observé depuis plusieurs siècles, & les biens

1698. biens destinez à cèt usage , s'ils avoient pour lors mieux aimé continuer la guerre contre la France & la Suède , que de permettre que les Catholiques en fussent frustréz. Ils ajoutèrent seulement qu'on ne pretendoit pas ôter aux Protestans les Eglises bâties par eux ni les biens dont ils les avoient dotées : & quelques Ministres Catholiques en particulier nous donnerent à connoître qu'ils souffriroient , que nous demandassions la liberté de conscience pour ceux de Strasbourg , à fin qu'on ne leur y fit aucune violence. Nous fûmes d'ailleurs fort touchés , aussi bien que quelques Protestans mêmes , de voir la demande faite des Catholiques & des Protestans pour tâcher après cèt Article arrêté , d'insérer encore dans le Traité un Article projeté en secret de la part des Protestans , & par où on pretendoit ne s'adresser ni à votre Majesté Impériale , comme au Souverain & unique Chef & Protecteur de l'Empire & Exécuteur de la Paix ; ni à ceux dont il est parlé dans l'Article 5. *Conventibus*. 50. & dans l'Article 16. §. *imprimis quidem Imperator* ; & dans les suivans du Traité d'Osnabrug : mais d'en autoriser d'autres , & de leur transférer tout pouvoir par ces mots : *omnes & singulos juxta Westphalicam & presentem Pacem restituendos protegendi , & intra spatium quatuor mensium à publicatione Instrumenti Pacis computandorum , sublatis & rejectis omnibus exceptionibus , nudâ facti possessione inspectâ purè restituendi , & executionem peragendi* , en y ajoutant : *quod si quis restitutioni & executioni repugnaverit , eamque impediverit , aut restitutam de novo turbare , aut planè destituere tentaverit , sive Clericus , sive Laicus sit , panam fra-* & *Pacis ipsô jure & facto incurrat* , L'on y pou-  
voit



voit comprendre sans peine, encore que les Catholiques en particulier n'y voulussent pas paroître, que si on réussissoit une fois en ceci, on ne tarderoit guères de poursuivre cèt exemple, & de renverser l'autorité Impériale, & ensemble toute la constitution intérieure dans l'Empire, sans parler ici d'autres conséquences qu'on pourroit tirer de cette affaire. Toutefois quand la Médiation de Suède en examinant le 10. & 11. d'Octobre, notre Projet de Paix, déclara publiquement & par deux fois, que les deux parties pourroient trouver de la difficulté sur l'Article troisième, puisqu'Elle avoit encore à faire une remontrance de la part des Protestans, qui n'étoit pas achevée : car les Protestans mêmes n'en étoient pas d'accord entre eux : mais qu'elle attendoit en peu de tems, les Ambassadeurs de France lui dirent qu'encore qu'ils ne pussent répondre à une chose avant qu'elle fut proposée, ils conseilleroient cependant aux Protestans, de n'en rien faire, pour ne pas donner occasion de leur faire en échange des déclarations & des conditions peu favorables. L'Ambassade de France ne souffrit non plus dans le Projet de Paix aucune clause au sujet de la Ville de Strasbourg & des autres places demeurant à la France, n'y accorda que la liberté de retraite que nous avions demandée, & une promesse de bouche qu'on n'y feroit aucune violence dans les affaires de Religion, & rejeta généralement tout ce qui sembloit faire la moindre restriction. Cette Ambassade de France dit positivement le 15. d'Octobre & repeta par après quand nous lui lûmes en présence des Médiateurs, & donnâmes par écrit le nom, qui nous avoit été assigné par le Plénipotentiaire du Duc de Wolfenbutel, touchant les

1698. les Canonicaux à Strasbourg reservez aux Protestans par le Traité de la Paix de Westphalie : qu'un Chanoine Luthérien paroîtroit un Monstre en France, & par conséquent aussi à Strasbourg ; & elle s'expliqua une autre fois au sujet de l'Article 16. que Son Roi ne savoit pas, non plus qu'Elle, qu'aucun bénéfice Ecclésiastique pût être donné à d'autres qu'à des Catholiques, & qu'ainsi le mot *Catholica* étoit par tout inutile, & en effet on fut contraint de l'effacer malgré toute opposition. Elle prétendit en suite le 22. d'Octobre, lors que nous examinâmes derechef avec Elle notre Projet de Paix, effacer pareillement les mots : *in Sacris & Profanis*, qui se trouvoient encore dans l'Article troisième, mais Elle les y laissa enfin sur nos instances, & se contenta de dire, en présence des Mediateurs, pour raison de cette condescendance, que ces mots-là étant suivis de ceux cy, *nisi quatenus nunc aliter expresse conventum fuerit*, ne pourroient aucunement préjudicier à la clause, qu'Elle méditoit de faire en matière de Religion, & qu'Elle s'étoit réservée expressément plus d'une fois. Tout ceci se fit de la manière, que nous venons de dire, en présence des Mediateurs, qui sont de la Confession d'Ausbourg, ou par eux-mêmes, & nous ne manquâmes jamais, soit après, soit pendant nos conférences, où quelqu'un de nous se levoit tout exprès pour aller trouver les Ministres de l'Empire dans leur appartement, de communiquer exactement tout ce qui s'y passa, & lesdits Ministres de l'Empire le marquèrent d'abord & l'écrivirent si ponctuellement que nous ne fîmes pas difficulté, de le tirer par après de leurs Protocoles & de leurs relations pour notre

usa-

usage, & de prendre des Copies de ce que le Directeur Electoral de Mayence leur avoit dicté, 1698.  
& qui pour la plupart étoit beaucoup plus circonstancié, que nos très-humbles rapports que nous fîmes à votre Majesté dans l'embarras de nos autres occupations, & où toutes choses n'étoient pas toujours bien comprises de nous tous. L'affaire de la Déclaration que nous refusâmes de faire au Protocole des Médiateurs & de notre emportement, comme on dit, dans le suffrage commun des Protestans, se réduit proprement à ceci : quand l'après midi du 29. d'Octobre sur nos instances & sur celles des Ministres de l'Empire, les Ambassadeurs d'Espagne, d'Angleterre, & de Hollande comparurent avec nous à Ryswick, pour tâcher d'obtenir davantage en ces choses qui avoient été déjà plusieurs fois proposées, mais pas encore ajustées & que ceux des deux dernières Ambassades avec quelques Ministres Protestans de l'Empire passerent tout le tems jusqu'à 7. ou 8. heures du soir à aller & venir de la Chambre des Médiateurs, nous pressâmes également tant ceux-là que les Médiateurs de passer dans ce peu de tems qui restoit encore, leurs offices promis ou de nous donner ce tems pour continuer notre conférence, & pour y achever l'Article difficile du Palatinat : & qu'auparavant les Alliez demandèrent d'en conférer avec nous, les Ambassadeurs d'Angleterre, & de Hollande entrèrent dans la Chambre des Médiateurs & en y demeurant debout, hormis le Comte de Pembroke, qui restoit auprès du feu & le second Médiateur qui s'appuyoit sur un siège, ils commencerent à parler des choses en question, & avant que nous y repondissions, celui de Saxe le Sieur de Bose, ceux de Brandebourg

1698. bourg le Sieur de Schmerau & le Baron de Dankelman, le Sieur Kulpis de Wirtemberg, & quelques autres Ministres y vinrent aussi, & se postèrent vis à vis de Nous. Le Comte de Bonde premier Médiateur & Ambassadeur de Suède nous dit d'abord au nom de tous les autres, que les Protestans ayant trouvé la clause comprise dans le Nouveau Traité, demandoient pour leur sûreté, & tranquillité une Déclaration de nous, portant que touchant leur Religion, votre Majesté feroit toujours observer & executer rigoureusement les Traitez de la Paix de Westphalie, la Capitulation de son Election, les recès d'exécution de Nuremberg & toutes les autres loix de l'Empire; & comme nous marquâmes notre étonnement sur des demandes si extraordinaires & faites par des paroles si dures, vû principalement que l'observation de la Capitulation & des loix continuées exactement par votre Majesté étoit notoire dans l'Empire, & que d'ailleurs ce n'étoit pas ici le lieu ni le tems de nous en demander de nouvelles assurances & Déclarations, le second Médiateur Suédois, & après lui le Sieur de Schmerau prit la parole & en présentant le nombre, n'en desista point jusqu'à ce que Monsieur le Comte de Caunirz l'eussé lu, un Ambassadeur étranger se leva de son chef & apporta au milieu de notre cercle un gue ridon avec la chandelle; mais comme je remarquai leur maniere d'agir si peu conforme à ce qu'ils doivent au caractère d'une Ambassade Impériale & que je considèrai d'ailleurs le peu de tems & d'heures, qui nous restoit pour notre négociation, & principalement les soupirs que tant d'ames pouffoient instamment au Ciel pour une prompte conclusion, je mis le dit num. sur le guéridon, & après leur avoir dit & repeté que  
dans

dans le tems où les autres avoient déjà leur Paix 1698.  
faite, ou leur inclusion dans celle des autres, per-  
sonne ne pourroit trouver mauvais, que nous  
songions aussi à la conclusion de celle de votre  
Majesté Impériale & de tout l'Empire, sans  
nous laisser amuser ou empêcher par des choses  
qui ne sont ni de saison, ni de ce lieu ci, je m'en  
allai dans la Chambre des Conférences, où  
un moment après, les Médiateurs & les Am-  
bassadeurs de France se rendirent aussi : on y re-  
commença l'affaire du Palatinat, & les Fran-  
çois demandèrent quelques changemens dans  
l'Article séparé ; convenant avec nous, que  
moi le Baron de Seillern pour y travailler. plus à  
mon aise & plus promptement que dans cet em-  
baras d'autres discours, je me retirasse dans un  
des appartemens des Médiateurs qui étoit le plus  
proche. Cependant les Ambassadeurs de Fran-  
ce exposèrent l'ordre de leur Roi pour ajouter à  
l'Article quatrième la clause qui concerne la  
Religion, & plus les Médiateurs s'y opposèrent  
plus les François y insistèrent, voulant ainsi à  
l'exemple des autres montrer leur zèle pour leur  
ancienne & véritable Religion. Tout ce que  
nous opposâmes aux François, dans le dessein de  
conserver l'union dans l'Empire, ne servit de  
rien : nous demandâmes ou qu'on voulût omettre  
cette clause, & renvoyer cette affaire à votre  
Majesté Impériale, pour être accommodée par  
Elle & par les Protestans à la satisfaction des  
deux parties : ou qu'on se contentât de propo-  
ser selon les ultérieures instances des Protestans,  
cette clause le lendemain & d'en faire la re-  
striction aux Eglises seulement qui étoient bâ-  
ties & fondées par les bienfaits & les largesses du  
Roi de France ou finalement qu'on voulût éga-

1698. lement accorder que la Religion demeura dans l'état où elle se trouva présentement tant dans les places de l'Empire, qui resteroient à la France, que dans celles qui seroient rendues par cette Paix, à l'Empire. L'Ambassade de France répondit simplement qu'elle avoit des ordres contraires du Roi, dont Elle n'oseroit pas s'éloigner & que par la restriction de ladite clause, il sembleroit qu'on voulût séparer un cheveu en quatre parties, voulant dire que la chose étoit si petite de soi-même, & de si peu de conséquence. Les Médiateurs n'y réussirent pas mieux, quand ils répétèrent leurs premières instances & offices, tant de leur chef qu'au nom des Anglois & des Hollandois, de sorte que pas un d'eux n'en voulut plus parler à l'Ambassade de France, laquelle déféra pourtant aux instances que nous lui fîmes à la pressante sollicitation des Médiateurs, & consentit un moment devant la lecture & la signature du Traité de Paix, que les Deputez Protestans n'ayant pas des ordres de leurs Principaux pourroient ou signer présentement la Paix avec la clause, & réserver aux Principaux le droit d'acceptation d'icelle : ou de différer entièrement la signature, & jouir pourtant des effets de la Paix, pourvu que leurs Maîtres l'acceptassent ensuite par une déclaration à faire ou ici, ou à Ratisbonne & dans le tems marqué pour la ratification : & qu'en refusant de l'accepter dans ledit tems ils demeureroient dans la guerre, & qu'en ce cas là on effaceroit l'Article de Brandebourg dans les Traitez d'Angleterre & de Hollande, & on le déclareroit nul & de nulle force, ou plutôt qu'il le seroit dès à présent. Nous conjointement avec les Ministres de l'Empire, contents que nous étions de la première partie, trouvâmes de  
la

la difficulté à coucher par écrit & à ſigner cette déclaration pour n'en pas approuver la fin ; ainſi nous nous contentâmes du conſentement des dits Miniſtres que les Médiateurs en fiſſent l'inſertion dans leur Protocole , & ce fut alors ſeulement que nous conſentîmes que la dite clause de Religion , que nous combatîmes juſques-là , fut ajoutée à l'Article quatrième du Traité , qui étoit déjà écrit au net & comme nous rapportâmes aux Miniſtres de l'Empire tout ce qui en étoit convenable à notre commun intérêt , nous ne pouvions pas empêcher les François , qui étoient préſens , de dire en confirmant notre diſcours encore ce qu'il y a de contraire à notre intérêt. Le Traité de Paix fut enſuite ſigné de nous , de l'Ambaſſade de France , de tous les Deputés Catholiques de l'Empire , & entre les Proteſtans ſeulement de ceux de Wirtemberg , des Comtes de Wetteravie , & de la Ville de Francfort , mais le Certificat des Médiateurs ſur la ſuſdite déclaration des François ne fut pas encore formé & couché ſelon la teneur des inclufes ſub num. 3. & 4. Sur ce recit véritable des choſes , qui ſont connues ici à tout le monde , votre Majeſté Impériale aura la bonté de juger , ſelon ſa grande prudence , ſi la relation venue de la Haye , & alleguée dans le ſuffrage commun des Proteſtans , eſt ſi certaine , comme on l'avoit bien voulu debiter , & à laquelle pourrant pluſieurs Miniſtres Proteſtans de l'Empire nous aſſurent ici ne prendre aucune part. Et vôtre Majeſté trouvera d'un côté mal fondé ce qu'on nous a voulu imputer , comme ſi on avoit refusé d'écouter les Proteſtans , pendant toute la négociation & de traiter de l'Intérêt de leur Religion avec les Ambaſſadeurs de France , & de l'autre

- 1.698. côté qu'on auroit plutôt sujet de faire une déduction, & de se ressentir de toutes les irrévérences commises ici contre votre Majesté Impériale & la personne de ses Ambassadeurs; & comme on ne nous peut nullement accuser de ce qui passa le 30. d'Octobre en exécution des menaces par plusieurs importunités on s'étoit attirés des François, ainsi auroit-on pu aisément prévoir par les bruits & par les éclairs continuels de leurs paroles la foudre qu'ils lancerent en effet. On voit d'ailleurs & par une Déclaration ultérieure des François jointe ici sub n. 5. le peu de fruit qu'on a produit par toutes les plaintes & par tous les griefs que les Protestans ont fait Ratisbonne, & que les Catholiques, nonobstant que leurs Collègues & Députés ici en ayant usé autrement, ne laissèrent pas d'adresser conjointement avec lesdits Protestans à votre Majesté Impériale pour y pouvoir faire réflexion & dont on a fait l'insertion de mot à mot dans toutes les Gazettes de Hollande & nommément dans celle de Harlem; c'est ce qu'on avoit montré même à des Ministres Etrangers, qui soit de la Religion, & qui selon nos avis certains ne conseillèrent pas qu'on en fit plus de bruit. Nous aurions bien souhaité d'être dispensés de faire une déduction si fâcheuse, de même que nous n'avions garde d'insérer aucune chose qui pût choquer personne, encore que la conduite qu'on a tenue dans la négociation des affaires de l'Empire, en eut été mieux expliquée; toutefois ne saurions-nous nous empêcher de dire encore cette circonstance que bien qu'il soit constant & que votre Majesté Impériale même s'en souviendra sans peine par qui dans la conférence de Vienne la première proposition fut faite, il



à environ un an & demi, d'abolir dans la conclusion de la Paix toutes les contributions, & les arrérages d'icelles, qu'il fut ainfi ordonné dans l'Inſtruction, qu'on nous avoit donnée, que nous l'inſerâmes expreſſément dans nôtre Réponſe faite au Projet des François, & que nous en fîmes des inſtances tant de fois, il y en a pourtant quelques uns d'aſſez téméraires, que de nous imputer uniquement ce que les Ambaſſadeurs de France avoient par leur Traité étendu le tems de lever les contributions juſqu'à la Ratification de la Paix, de la même manière, qu'ils ont fait dans leur Traité de Paix avec l'Eſpagne. C'eſt ainſi, que quelques uns ſe font un plaisir, d'en vouloir aux Serviteurs de votre Majeſté Impériale, comme on l'a vu auſſi en d'autres rencontres, & qu'on ſ'en ſouviendrait aiſément. Sur quoi nous aſſurant de la juſtice des ſentiments Souverains de votre Majeſté, & de la continuation de ſes grâces Impériales, nous nous y ſoumettons très-humblement, &c.

1698.



## M E M O I R E

*De Monsieur Norff, touchant la démolition  
des Ouvrages de Dinant, des pièces de Ca-  
non emmenées, des Otages, &c. Du 15.  
Mars 1698.*

A SON EXCELLENCE MONSIEUR LE  
BARON DE LILLIEROOT, AMBAS-  
SADÉUR EXTRAORDINAIRE DE SA  
MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE.

**L**E soussigné Conseiller & Résident de sa Sé-  
renité Electorale de Cologne, Evêque &  
Prince de Liège, s'étoit entièrement persuadé  
par les soins, que votre Excellence a employez,  
& par la Réponse que son Excellence Monsieur  
de Bonrepeaux, Ambassadeur Extraordinaire de  
sa Majesté Très-Chrétienne, lui a donné au su-  
jet de la démolition & l'évacuation de la Ville  
& du Château de Dinant, que toute les plaintes  
faites sur ce sujet viendroient à cesser, & qu'il  
ne seroit plus obligé de réitérer ses instances au-  
près de votre Excellence, pour demander son  
entremise, & ses bons offices auprès de sa Ma-  
jesté Très-Chrétienne, afin de faire avoir au  
Prince son Maître un entier accomplissement de  
la Paix, nouvellement conclue à Ryswick, sous  
les glorieux auspices & la Médiation de sa Ma-  
jesté Suédoise.

Mais recevant tout fraîchement des nouvelles  
informations que les pièces d'Artillerie qui ont  
été emmenées de cette Forteresse à Givet, &  
qui appartiennent incontestablement à l'Evêché  
de

de Liège, ne ſont pas rendues & que la démolition du Château ne ſe fait pas conformément audit Traité de Paix, l'état auquel on le va mettre étant non ſeulement tout-à-fait différent de celui, où il a été du tems de l'occupation; mais le mettant auſſi hors de déſenſe & d'utilité, le ſouſſigné ſe trouve obligé par ordre exprès de ſa dite Sérénité Electorale de requérir votre Excellence très-inſtamment de ſa part, qu'il lui plaiſe de renouveler ſon interpoſition à ce que l'un & l'autre point ſoit rémédié promptement, & que ſa Sérénité Electorale aye en ceci comme dans tous les autres points dont elle s'eſt plainte ci-devant, & particulièrement en ce qui régarde le relâchement des ôtages qui ont été emmenez pour des arrérages de contributions & de fourrages directement contre l'Article 51. de la Paix, un entier accompliſſement de ce dont on eſt convenu ſi ſolennellement, qu'auſſi la démolition des Ouvrages, & ce qui en dépend ſe faſſe aux fraix de ſa Maieſté Très-Chrétienne, ſuivant l'Article 50. du même Traité, & que par conſéquent Monsieur le Comte de Guiſcar, Gouverneur de ladite Place ne faſſe plus inſiſter au fourniſſement des douze mille Chariots, par les ſujets de ſa dite Sérénité Electorale pour voiturer les Paliffades & autres choſes dépendantes deſdites démolitions & l'évacuation à Givet, ou aux autres Places de la domination de ſa Maieſté Très-Chrétienne: votre Excellence réuſſira d'autant plus facilement en ce que ſa Sérénité Electorale ſe promet de ſon interpoſition, puis-que par la Réponſe qu'il a plu à ſon Excellence Monsieur de Bonrepeaux de communiquer au ſouſſigné ſur ce ſujet, ſa Maieſté Très-Chrétienne paroît diſpoſée à dédommager entièrement ſa

1698. Sérénité Electorale & son Evêché, & à lui donner par conséquent la satisfaction qu'Elle demande en vertu & conformément audit Traité de Paix. Fait à la Haye ce 15. Mars 1698.

NORFF.

## A C T E

*D'Inclusion du Roi de France pour l'Angleterre, dont Monsieur de Williamfon fut content, datée à Versailles le 17. Mars 1698.*

COMME par l'Article 16. du Traité, conclu à Ryswick le vintième Septembre 1697. par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roi, & par ceux du Roi de la Grand' Bretagne, sa Majesté s'est réservé la liberté de comprendre dans ledit Traité, ceux qui dans l'espace de six mois après l'échange de ses Ratifications seroient nommez de part & d'autre d'un commun consentement; Elle a déclaré & déclare, par la présente signée de sa main, au Roi de la Grand' Bretagne qu'Elle nomme tous les Princes d'Italie, le Roi de Portugal, & ses Etats, les treize Cantons des Lignes Suisses & leurs Coallicz, savoir l'Abbé & la Ville de Saint Gall, la République de Valais, le Prince & Etat de Neuf-Châtel, la Ville de Genève & ses dépendances, les Villes de Mulhausen & Bienne, & les trois Lignes des Grisons pour être tous compris dans ledit Traité de Paix, & jouir par eux du bénéfice qui en peut revenir, aux conditions & avantages qui y sont spécifiées tant pour

pour eux que pour leurs Terres, Pays & Etats, 1698.  
comme s'ils y étoient expressement nommez.  
En foi de quoi sa Majesté a signé la présente, qui  
à été multipliée pour être distribuée tant au Roi  
d'Angleterre qu'à toute les parties qui y sont dé-  
nommées pour leur sureté. Fait à Versailles le  
17. jour de Mars 1698.

(L. S.) LOUIS.

COLBERT.

## H A R A N G U E

De Messieurs les Ambassadeurs Extraordinai-  
res du Roi de Danemarc, faite à leurs  
Hautes Puissances Messeigneurs les Etats  
Généraux des Provinces-Unies, en pré-  
nant congé d'eux. Le . . . Mars 1698.

CELSI ET PRÆPOTENTES DOMINI.

**C**Um Serenissimus ac Potentissimus Dania &  
Norvegia Rex, Dominus noster Clementis-  
simus, non zelo minus pio ac Christiano ductus,  
quàm desiderio complurium Sacra Regia Majesta-  
tis Fœderatorum, qui finito haud ita diu bello im-  
pliciti fuere, invitatus, ad congressum bis in oris  
de Pace restabilienda institutum nos ablegaverit,  
quo unà ad opus tam salutare, omnibus, quan-  
tùm per se quidem staret, viribus concurreret,  
eòque, Divinâ aspirante gratiâ, res adducta sit,  
ut tranquillitate tot votis suspiriisque expetita,  
Christiana jam denuò gens fruatur; Serenissima  
Regia Majestas, quæ omnes quidem, quibus Cel-

1698. *sis ac Præpotentibus D. D. Vestris benevolentiam affectumque verè sincerum probare potest occasiones quàm lubentissimè amplectitur, id potissimum immandatis nobis dedit, ne insalutatis vobis hinc discederemus. Ea quippè Sacra Regia Majestatis mens est, ea constans & præcipua intentio, ut amicitia illa mutique Fœderis Sanctitas, cujus inter Sacram Regiam Majestatem & Celsas ac Præpotentes D. D. Vestras renovanda confirmandaque gloria nobis relicta fuerit, non solum intemerata conservetur, sed & altiores in dies radices agat, & ad feros utrinque posteros in vigore suo propagetur.*

*Quod ut fiat, nullam unquam Sacra Regia Majestas elabi occasionem sinet, quâ constare Celsis ac Præpotentibus Dominis Vestris possit, quantum sibi Reipublica hujus salus cura cordique sit, nullum tempus prætermittet, quo non eluscat, quod ne sua quidem vestris apud eam præponderent: neque dubitat etiam Sacra Regia Majestas fore ut Celsæ ac Præpotentes Dominationes Vestra tam sincero ipsius affectui pari ardore, fide, animorumque harmonia respondeant. Quantum verò exinde bonum in publica commoda, in totius Europæ salutem & in Danorum maximè & Batavorum gentem redundaturum sit, augurari in proclivè est: certè hic scopus est, ad quem Rex noster ac Dominus Clementissimus serid collimat; hac animi propensio qua in vos, Celsi ac Præpotentes Domini & in Rempublicam Vestram fertur. Experientiam facietis Vosmetipsi haud ingratam hujus veritatis, in illis quæ cum Sacra Regia Majestate Dominationibus Vestris intervenient negotiis, omnibusque aliis ejus actionibus, quæ non aliud magis tendent, quàm ut vinculum hoc arctiori ita nexu firmetur, ne ulla unquam dies illud solvat. Nos-*  
tra-

trarum interim partium est, ut auctoritate Regiarum Litterarum, quas in manus Dominationum Vestrarum tradimus, nixi, omnimodam huius rei fidem demus, & gaudio certè effestimur haud vulgari; de inuncto nobis hoc munere, tam exoptatos cum tempore fructus producturo. Quod ad nos autem attinet, Celsi ac Prapotentis Domini, magnas nos utique vobis refundimus gratias de summo quo nos hîc commorantes favore prosecuti estis. Primum sanè erit, ut in reditu debitis id ipsum apud Regem nostrum extollamus laudibus, alterum ut nullo non tempore grata animi memoria recolamus. Ita ad quaecunque officiorum genera quavis semper occasione paratissimi, Celsis ac Prapotentibus Dominationibus Vestris valedicimus, & felicitatem perennem prosperosque rerum successus animitus apprecamur.

PLESSEN, LENTHE.

## TRADUCTION.

## H A R A N G U E

*De Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires du Roi de Danemarck, faite à leurs Hautes Puissances Messseigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, en prenant congé d'eux. Le . . Mars 1698.*

HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS.

**L**E Sérénissime & très-puissant Roi de Danemarck & de Norvègue, notre Seigneur très-benin, également animé d'un Zèle pieux & Chrè-

P &

Chrè-

1698. Chrétien, & du désir de satisfaire aux empresse-  
mens de ses Alliez, qui ont été engagez dans la  
Guerre qui vient d'être heureusement terminée ;  
nous ayant envoyé au Congrès qui a été assemblé  
dans ce Pays pour le rétablissement de la Paix,  
afin de concourir autant qu'il lui seroit possible à  
l'accomplissement d'un ouvrage si salutaire. Et  
les choses étant arrivées à ce point, avec le se-  
cours de la Bonté Divine, que la Chrétienté  
goûte maintenant les douceurs de cette tranqui-  
lité, après laquelle elle soupiroit depuis si long-  
tems : sa Sérénissime Majesté Royale, qui a  
toujours embrassé avec chaleur toutes les occa-  
sions qui se sont présentées de donner à vos Hau-  
tes Puissances des marques de sa bienveillance &  
de l'amitié sincère qu'elle leur porte, nous a en-  
joint sur toutes choses de ne point partir de ce  
lieu sans prendre congé de vos Hautes Puissances.  
En effet l'intention de sa Sacrée Majesté Royale  
a toujours été, non seulement de conserver in-  
violablement cette correspondance & cette al-  
liance mutuelle qui est entre sa Majesté Royale  
& vos Hautes Puissances, & dont le renouvel-  
lement & la confirmation est un honneur qui  
nous étoit réservé : mais aussi de faire en sorte  
que cette Alliance jette des racines si profondes,  
qu'elle puisse durer à jamais. Pour y parvenir,  
sa Majesté Royale assure vos Hautes Puissances  
qu'elle ne laissera échapper aucune occasion, de  
leur faire connoître combien la conservation &  
la gloire de cette République lui est chère ; &  
qu'elle ne perdra pas le moindre moment favo-  
rable pour lui témoigner que les intérêts de vos  
Hautes Puissances lui sont aussi chers que les siens  
propres. Sa Majesté Royale s'assure de même  
que vos Hautes Puissances répondront à son af-  
fec-



fection avec une ardeur égale, & une intelligence mutuelle. Il eſt aisé d'imaginer les avantages que toute l'Europe en recevra en général, & en particulier le Danemarck & les Provinces-Unies des Pays-Bas. C'eſt la ſans doute le véritable motif que nôtre Roi & Seigneur très benin ſe propoſe : telle eſt, Hauts & Puiffans Seigneurs, ſon inclination envers vous & envers votre République. Vous en ferez vous mêmes une expérience qui ſans doute ne vous ſera pas deſagréable, dans les affaires qui interviendront entre ſa Majeſté & vos Seigneuries, & dans toutes ſes autres démarches, qui n'auront point de motif plus preſſant que celui de ſerrer de plus en plus les nœuds de cette Alliance, afin de la rendre indiſſoluble. Cependant puifque nous ſommes autorifés par les Lettres de ſa Majeſté, que nous vous preſentons maintenant, nous avons crû qu'il étoit de notre devoir de vous donner par là des preuves de cette vérité ; & c'eſt pour nous un grand ſujet de joye d'exécuter près de vos Hautes Puiffances un ordre, qui produira en tems & lieu de ſi bon effets. Pour ce qui nous regarde en particulier, Hauts & Puiffans Seigneurs, nous vous remercions avec tous les ſentimens imaginables de reconnoiſſance, de tous les honneurs que vous nous avez faits pendant notre ſejour en ce lieu. Lorsque nous ſerons de retour auprès de notre Roi, la première choſe que nous ſerons, ce ſera d'en faire le recit à ſa Majeſté avec toutes les louanges que mérite un traitement ſi favorable, dont nous conſerverons le ſouvenir à jamais. C'eſt ainſi, Hauts & Puiffans Seigneurs, que nous prenons congé de vos Hautes Puiffances, que nous ſerons toujours prêts de ſervir en toutes ſortes d'occasions, &

350 *Mémoires & Négociations*  
1698. à qui nous souhaitons du plus profond de notre  
cœur toutes les prospérités imaginables.

PLESSEN, LENTHE.

---

M E M O I R E .

De Monsieur le Baron de Heeckeren , Plé-  
nipotentiaire de leurs Hautes Puissances  
Messieigneurs les États Généraux des Pro-  
vinces-Unies , présenté au Roi de Suède ,  
le  $\frac{4}{11}$  Mars 1698.

SERENISSIME ET POTENTISSIME REX,  
CLEMENTISSIME REX AC DOMINE.

**C**Elforum ac Præpotentium Dominorum Ordi-  
num Generalium Fæderati Belgii Infra-  
scriptus Plenipotentarius concessa sibi ab altedic-  
tis Dominis suis Principalibus ad Lares Patrios  
redeundi veniâ , & edoctus Sacram Regiam Ma-  
jestatem Vestram , brevi , hac urbe per tempus  
aliquod , excessuram , non potest non ferre per-  
molestè , quod nonnullo jam incommodo impedia-  
tur Sacram Regiam Majestatem Vestram coram  
venerari & ab eâ orctenus abundi potestatem ,  
debitâ submissione , petere , sed per Memoriale  
apud Sacram Regiam Vestram Majestatem isthoc  
officii genere defungi , eique altememoratorum  
D. Dominorum suorum Principalium mandata ,  
scripto exponere cogatur , quibus sibi expressè  
injunctum est Sacram Regiam Majestatem Vestram  
securam reddere eximia venerationis , & cultus ,  
quò Celsi ac Præpotentes D. Domini Ordines Gene-  
rales.

uales Sacram Regiam Majestatem Vestram prosequuntur singularisque eorum propensionis, & studii, pro conferendâ, & magis magisque promerenda Sacra Regiæ Majestatis Vestræ amicitia, & benevolentia.

Non dubitat infrascriptus Plenipotentarius quin Sacra Regia Majestas Vestra de testificationis hujus sinceritate omnino persuasa sit, si apud animum suum expendere velit quam ardenti, & candido desiderio, allediæti D. Domini sui Principales primi omnium Sacra Regiæ Majestatis Vestræ Fœderatorum contenderunt, ut cum ipsa mutua defensionis & necessitudinis fœdera renovarent & corroborarent; quod magni ponderis negotium, cum infrascriptus, una cum Sacra Regiæ Majestatis Vestræ Dominis Commissariis ad finem optatum perduxerit, spem certam concipit, eo se fundamentum perpetuæ amicitie & vinculo indissolubili, Sueciæ Coronam inter, & Belgii Fœderati Rempublicam, utriusque partis subditorum & incolarum utilitati substravisse.

Et quandoquidem Sacra Regia Majestas Vestra Regni sui gubernacula ipsamet suscepit regendâ, ipsisque sub Regiminis auspiciis immortalcm Pacati Orbis Christiani gloriam adepta sit, multa Deum veneratur infrascriptus Plenipotentarius, uti tam præclaris & latis initiis velit, jubeat omnium Sacra Regiæ Majestatis Vestræ conatum successus respondere, & felicitatem hanc in provectum senium, tam publico quam privato commodo, constantem & diuturnam esse, Gloriosissimum Sacra Regiæ Majestatis Vestræ nomen, cum Augustissimis divorum ejus prædecessorum Regum nominibus, donec erunt homines, in recenti maneat memoriâ, atque a sèris posteris gratissimo celebretur animo. Cæterum infrascriptus Clementissimam

1698. *nam Sacra Regia Majestatis Vestra favorem & gratiam, quam per plures annos expertus est, humillimis suis officiis demereri indefesse studebit, permanens. Holmia die  $\frac{4}{14}$  Martii 1698.*

Signatum,

WALRAVEN BARO DE HEECKEREN.

## TRADUCTION.

## M E M O I R E

*De Monsieur le Baron de Heeckeren, Plénipotentiaire de leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, présenté au Roi de Suède, le  $\frac{4}{14}$  Mars 1698.*

SÉRÉNISSIME ET TRÉS-PUISSANT ROI,  
ET SEIGNEUR TRÉS-BENIN.

**L**E soussigné Plénipotentiaire de leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, ayant obtenu de sesdits Seigneurs & Maîtres la permission de retourner en la Patrie; & sachant que votre Majesté Royale partira bien-tôt de cette Ville pour faire son séjour ailleurs pendant quelque tems, a un déplaisir sensible de se voir maintenant empêché par quelque indisposition, d'assurer en personne votre Majesté de ses très-humbles respects, & de lui demander lui-même de vive voix avec la soumission qui lui est due, la permission de prendre congé d'elle; & d'être contraint des'aquiter de

cc

ce devoir auprès de votre Majesté par ce Mémoire, en lui exposant par écrit les ordres de ses Maîtres, par lesquels il lui est enjoint expressément d'assurer votre Majesté du respect & de la vénération que leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Généraux ont pour elle, & de leur attachement inviolable à cultiver & à mériter de plus en plus l'amitié & la bienveillance de votre Majesté. 1698.

Le soussigné Plénipotentiaire ne doute point que votre Majesté ne soit pleinement persuadée de la sincérité de cette protestation, pour peu qu'elle veuille se souvenir avec combien de Zèle & de candeur, lesdits Seigneurs ses Maîtres, ont été les premiers de tous les Alliez de votre Majesté à solliciter le renouvellement & la confirmation de la Ligue défensive avec elle. Et comme le soussigné Plénipotentiaire a mis la dernière main à cette affaire importante avec les Commissaires de votre Majesté, il se persuade fortement que par l'accomplissement de cette Négociation il a posé la base & le fondement de l'amitié perpétuelle, & de l'union indissoluble qui doit régner entre la Couronne de Suède, & la République des Provinces-Unies, pour le bien & l'utilité réciproque des Sujets des deux parties.

Et comme votre Majesté a pris elle même le soin des affaires de son Etat, & qu'elle s'est aquis dès le commencement de son règne, la gloire immortelle d'avoir rendu la Paix à la Chrétienté, le soussigné Plénipotentiaire supplie la bonté Divine de donner à votre Majesté une suite de prospérité qui réponde à de si heureux commencemens, & qui l'accompagne toujours jus-

1698 jusques à un âge avancé, tant pour le bien public que pour le sien particulier, & il souhaite que le glorieux nom de votre Majesté régne à jamais dans le souvenir de la postérité avec ceux de ses Augustes Prédécesseurs. Au reste le soussigné Plénipotentiaire proteste à votre Majesté qu'il s'appliquera sans relâche par ses très-humbles services, à se rendre digne des bontés que votre Majesté lui a témoignées pendant plusieurs années & il demeure, &c. A Stockholm le  $\frac{4}{17}$  de Mars 1698.

*Signé*

WALRAVEN BARON DE HEECKEREN.

## L E T T R E

*De Monsieur l'Abbé de St. Hubert, à Monsieur l'Ambassadeur de Lillieroot, par laquelle il se plaint de ce que la Jurisdiction de son Abbaye lui étoit disputée par diverses autres Puissances, du 17. Mars 1698.*

MONSIEUR,

Pendant qu'un chacun ressent les douceurs de la Paix dûë à la sagesse de votre Excellence, notre Abbaye de Saint Hubert avec la petite Terre en dépendante, souffre une Guerre affligeante par les prétentions de l'Espagne, de Liège & de Bouillon, sur la Souveraineté de ce pauvre lieu, laquelle Souveraineté ayant été le sujet d'un débat formé, il y a plus de 150. ans entre les

les Ducs de Luxembourg d'une part, & les Evêques & Princes de Liège pour lors, auffi Ducs de Bouillon d'autre part, ils ont fait toutes les informations qu'ils ont pû & produit tout ce qu'ils ont crû pouvoir éclaircir & fonder leurs prétentions par devant des Commissaires choisis des deux Parties pour vuidier ce différent, lesquels après avoir tout confidéré ne trouvant pas de raisons fuffifantes, pour adjuger la Souveraineté à aucune defdites parties, en voyant que les Abbé & Religieux étoient en poffeffion immémoriale de gouverner cette petite Terre avec les Droits Regaux, d'y faire des Loix & Ordonnances, de commander les Armes, d'y rendre justice en dernier reffort quant au Criminel, & donner remiffion lorsqu'ils le jugeoient convenable, de porter leurs appels en matière civile à quelque autre Cour plus éclairée (ce qu'ils faisoient ordinairement vers Liège) avec une jouiffance paiffible, franchise & immunité de toutes charges, quelles qu'elles puiſſent être de la part d'aucune autre Puiffance, lefdits Commissaires reconnurent qu'il étoit de justice de laiffer ladite Abbaye & Religieux dans leur ancienne poffeffion, & fe contentèrent de porter un Recès, par lequel ils réglèrent, que le Gouvernement de ladite Terre demeureroit près ledit Abbé & Religieux, ainfi que votre Excellence pourra voir dans la Copie d'une Lettre ci jointe, ce qui a été obſervé juſqu'à ce que le Roi Très-Chrétien a enveloppé ladite Terre dans les Réunions, lesquelles étant anéanties par le Trairé de Paix, un chacun doit rentrer dans l'état où il étoit à la Paix de Nimégue : cependant le Duc poſſedant maintenant Bouillon a envoyé au commence-

ment

1698. ment de cette année son Gouverneur, avec commission de prendre possession de ladite Terre, & s'y faire reconnoître Souverain, à quoi lesdits Abbé & Religieux n'ont pû consentir, & s'y sont opposé, comme ils ont pû, après quoi ce Gouverneur a fait agir le Procureur Général par devant la Cour de Bouillon, laquelle a porté une sentence par défaut, nonobstant toutes les protestations de non compétence, par laquelle elle déclare tous les biens siruez dans ladite Duché appartenans à Saint Hubert, confisquez & réunis au Domaine du Prince, & l'en a mis en possession par voye de fait, qui surprend toute personne tant soit peu éclairée & desintéressée. Les Officiers d'Espagne d'ailleurs veulent aussi faire valoir leurs prétentions, qu'ils appuyent de nouveau sur ce que la Terre de Saint Hubert se trouve dans la Liste produite au Traité de Ryswick, comme si cela leur donnoit plus de droit contre nous, qu'ils en avoient à la Paix de Nimégue & avant les Réunions, contre le sens commun assez nettement expliqué dans les Articles 5. & 11. du Traité entre la France & l'Espagne. Enfin le Liége prétend aussi renouveler ses prétentions, ce qui va désoler ce petit lieu, si votre Excellence ne lui fait ressentir les effets de ses bontez, employant les moyens, qu'elle jugera convenables, pour que ces Puissances laissent toutes choses sur le pié qu'elles ont été de tout tems avant lesdites Réunions, du moins jusqu'à ce que la Souveraineté prétendue soit adjugée à quelque autre que lesdits Abbé & Religieux, par une décision légitime sous la Protection des Puissances voisines, qui leur ont accordé de toute Ancienneté leurs Lettres de Sauvegardes, que l'on



l'on ne joint pas ici pour ne point ennuyer votre 1698.  
Excellence, de laquelle je suis avec profond respect.

MONSEIGNEUR,

Le très-humble & très-obéissant  
Serviteur,

*Saint Hubert le 17.*

*Mars 1698.*

CLÉMENT Abbé de Saint Hubert.

*Copie d'une Lettre du Sérénissime Prince de  
Liège, à la Sérénissime Infante,  
du 26. Mars 1624.*

MADAME MA COUSINE.

**L**Es doléances que l'Abbé & Convent de Saint Hubert m'ont fait, tant au regard des allogemens continuels de la Soldatesque de sa Majesté que de l'Usurpation que prétend faire le Comte de Berlaymont, Gouverneur de Luxembourg au fait de la Souveraineté, sont de telle importance que je ne puis manquer de vous en faire part, car, combien qu'il soit notoire que par recès des Commissaires de sa Majesté & de mes Prédécesseurs, Deputez pour la determination du debat mû entr'eux respectivement sur le point de Souveraineté de cette Terre, il ait été decreté que ni l'un ni l'autre la pourroit exercer avant la decision finale d'icelui, ains que ladite Terre demeureroit neutre sous le Gouvernement des Remontrans, comme en effet il a été

1698. été fincerement observé de ma part, néantmoins depuis les Trêves dernières, ledit Gouverneur & autres Officiers de sa Majesté non contens de les avoir demesurement foulé & outragé par lo-  
gemens & entretenemens continuels des Gens de Guerre, prétendroient encore d'usurper la-  
dite Souveraineté, & par commandement pre-  
cis, & comme en ce fait il n'y va pas seulement de la ruine & desolation des Remontrans, mais  
aussi du préjudice notable à une consequence dan-  
gereuse, pour le Droit que j'ai à la Souveraineté de ladite Terre. Je vous ai bien voulu prier &  
requerir fort instamment d'y vouloir faire re-  
flexion & donner ordre qu'il n'y ait occasion de  
plainte ni de mon côté, ni du côté des affligés ;  
prian le Créateur, Madame ma Cousine, vous  
oütroyer sante longue & généreuse vie. De Lié-  
ge le 26. Mars 1624. Etoit signé, votre très  
affectionné Cousin & Serviteur Ferdinand, &  
la superscription, étoit à Madame ma Cousine,  
Madame la Sérénissime Infante.

*Pour Copie collationnée & conforme.*

F. DANDROY Notaire.



## H A R A N G U E

De Monsieur le Baron de Lillieroot Ambassadeur Médiateur par laquelle il prend congé de Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies. En datte du 3. Avril 1698.

## CELSI ET PRÆPOTENTES DOMINI.

**C**Um Negotia illa quæ à Sacra Regia Majestate Sueciæ, Rege & Domino meo Clementissimo ex munere mediatorio mihi clementer commissa fuerunt, maximam in partem jam absoluta sint, restitutâ nimirum sub auspiciis divinis almâ Pace, atque terminis quos partes paciscentes ejusdem executioni aliorumque inclusionibus adscripserant, ad finem vergentibus; adeo ut mea hîc loci præsentia non amplius necessaria esse videatur, sua Regia Majestas, cum ob recensitas rationes, tum devotissimis meis desideriis mota, me hinc avocare clementer dignata est, prout ex præsentibus Sacræ Regiæ Majestatis litteris Avocatoriis Celsis ac Præpotentibus Dominationibus Vestris pluribus percipere licebit.

Sacra Regia Majestas simul mihi in mandatis dedit, ut ante discessum meum asseverationes de integerrima sua atque intemerata amicitia firmoque sue Majestatis proposito eandem continuandi, jam antea sæpius à me factas renovarem, nec non hujus Reipublicæ salutem & Emolumenta quavis ratione sedulo promovendi testarer. Quam sanè Provinciam eò securiùs libentiùsque suscipio, quòd affectus Sacræ Regiæ Majestatis in Celsas ac Præpo-

1698. *portentes Dominationes Vestras probè mihi perspectus, mihiq̃ persuasissimum sit mutuam inter Regem meum Clementissimum & Celsas ac Præpotentes Dominationes Vestras Fiduciam, mutuam quoque perficere utriusque subditorum securitatem. Cujus rei præcipua argumenta in præsens recensere Insuper habeo, cum Celsis ac Præpotentibus Dominationibus Vestris perquisitissimum sit, quicquid commodis earundem conducatur, easque minime fugiant omnia illa, quæ veram hujus Reipublicæ felicitatem conficiunt, ita ut id saltem monuisse sufficiat, communicata invicem Consilia, quæ tam validis nituntur fundamentis non posse non uberimos progressus inducere, nec Celsis ac Præpotentibus Dominationibus Vestris, rebus sic constitutis, ullam amplius de benevolentia & integritate sive Regiæ Majestatis ambigendi ansam relinquere. In hunc finem cum ante sex circiter annos ad obeunda penes Celsas ac Præpotentes Dominationes Vestras mandata Sacræ Regiæ Majestatis huc ablegarer, duo mihi imprimis momenta injungebantur probè observanda; unum ut Celsas ac Præpotentes Dominationes Vestras desincero & incorrupto Sacræ Regiæ Majestatis studio certiores redderem, animorum conjunctionem utrique parti non modo utilem, sed & necessariam esse demonstrarem, nec non omnia illa, quæ eidem perniciofa esse possent, suspensiones præcipuè, hesitationes & simultates è medio tollere allaborarem: alterum, ut restabilienda honestæ Paci incumbere, Scopoque tam salutari attingendo tantò minùs intentatum quid relinquerem, quòd gravissimum accidebat Regi verò pio & religiosissimo tantam innoxii sanguinis effusionem, tantarum Provinciæ Urbiumque devastationem atque excidia, tot denique hominum oppressionem ac misérias absque*  
com-

commiseratione adspicere, quin potius deploranda 1698.  
mutua internecionis imagine tactus, nihil magis  
exoptaret, quàm ad sopiendam luctuosissimi belli  
flamman, & redintegrandam pristinam Chris-  
tiani Orbis tranquillitatem, Regias curas sollicitè  
impendere.

His itaque mandatis condignè adimplendis toto  
ministerii mei cursu, omni tunc conatu incubui,  
inque singulis negotiis, quibus me pertractandis  
admoventi evenit, saluberrimam Clementissimi Re-  
gis mei intentionem, quantum in me quidem fuit,  
debita diligentia & fidelitate assequi admixus sum :  
& licet successus, qui inde provenerunt, qualem-  
cumque operam meam Illustrasse minimè prædica-  
re possim, accidit tamen, divinâ favente clemen-  
tiâ, atque indefesso labore eorum, qui huic tela  
pertexenda manus accommodarunt, ut bello tan-  
dem extincto desiderata Pax resulserit, non qui-  
dem talis quæ meliori rerum facie, ad explenda  
omnium, quorum intererat, desideria, expecta-  
ri potuerit, sed qualem partes belligerantes præ-  
senti temporis habitu commodis suis conducere exi-  
stimarunt. Antiqua itidem inter Sacram Regiam  
Majestatem & Celsas ac Præpotentes Dominatio-  
nes Vestras fœderum necessitudo sub inde non pa-  
rum jactata, sibi nihilominus constitit atque in-  
concussa permansit. In quo tamen respectu exi-  
gua fateor fuisse merita mea, quæ cum accura-  
tam postulassent in re gravissima sollicitudinem,  
levior tamen illa extitit ob insignem & paratissi-  
mam Celsarum ac Præpotentium Dominationum  
Vestrarum voluntatem, tam in promovendis iis,  
quæ fœderum nexui magis magisque adstringendo  
inserviebant, quàm in reliqua quavis occasione,  
ita ut mandata Clementissimi Regis mei cum gau-  
dio exequi, officioque meo non absque voluptate de-  
Tome IV. Q fan-

1698. *fungi mihi contigerit: & hac quidem ratione prætermittere nequeo, quin laudibus efferaui expeditissimam omnino in adminiculis quibuscumque facilitatem, quam ab illo Ministro expertus sum, qui Celsarum ac Præpotentium Dominationum Vestrarum nomine, rebus gerendis quotidie mecum interfuit, quique singulari sua moderatione, sagacitate, experientia atque dexteritate id effecit, ut semper, licet in arduis, facile tamen & nullo negotio cœrvenerimus.*

*Cum autem id acciderit consciis & jubentibus Celsis ac Præpotentibus Dominationibus Vestris, mearum partium erit iisdem pro illa & quavis alia benevolentia & humanitate, qua me ceteroquin prosequi dignatæ fuerunt, debitas referre gratias: quemadmodum & de his omnibus ad Sacram Regiam Majestatem amplissimè retuli, eoque ipso stabilienda Consiliorum harmonia non parum me contulisse autumo. Et cum non alio pacto favoris memoriam comprobare queam, saltem Celsis & Præpotentibus Dominationibus Vestris cultum eodem condignum, & calida in perennem inclytæ hujus Reipublicæ salutem vota spondeo.*

*Denique Celsis & Præpotentibus Dominationibus Vestris hisce paledicturus, me qua par est reverentia commendo, idque ex animo voveo, ut sæpius laudata inter Sacram Regiam Majestatem, Regem & Dominum meum Clementissimum ac Celsas & Præpotentes Dominationes Vestras amicitia in dies accrescat & inviolata perduret, ut Pax jam redintegrata constans sit & perpetua; Regimen verò Celsarum & Præpotentium Dominationum Vestrarum continuis rerum successibus inclarescat, Status & Ditiones earundem vigeant, ipsique unâ cum subditis suis longâ concordia, securitatis & opulentia serie incolumes vivant & floreat.*

TRA.

## TRADUCTION.

## H A R A N G U E

*De Monsieur le Baron de Lillicroot, Ambassadeur Médiateur, par laquelle il prend congé de Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies. En datte du 3. Avril 1698.*

## HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS.

**L**ES Négociations qui m'ont été confiées par sa Majesté Suédoise, mon Roi & mon Seigneur très-benin, étant achevées pour la plus grande partie, par le rétablissement de cette Paix si long tems désirée; & le terme que les parties intéressées dans cet accord ont fixé pour l'exécution du Traité & pour l'Inclusion de ceux qui y doivent être compris, étant sur le point d'expirer, de sorte que ma présence n'est plus désormais nécessaire en ce lieu; sa Majesté Royale a daigné me rappeler de ce lieu, tant pour les raisons que je viens de dire, que pour satisfaire à mes desirs pressans; ainsi que vos Hautes Puissances pourront en être informées plus particulièrement par les Lettres de rappel que sa Sacrée Majesté m'a envoyées.

Sa Majesté m'a ordonné en même tems de vous renouveler avant mon départ les assurances, que je vous ai déjà faites plusieurs fois de la sincérité & de la fermeté de son affection, & de la ferme résolution qu'elle a formée de la continuer, & de témoigner à vos Hautes Puissan-

1698.

ces le désir sincère qu'elle a de procurer de toutes ses forces la conservation & les avantages de cette République. Je m'aquite maintenant de cette fonction avec d'autant plus de confiance & de zèle, que je connois à fond les sentimens de sa Sacrée Majesté Royale à l'égard de vos Hautes Puissances, & que je suis pleinement convaincu que cette confiance mutuelle qui régné entre mon Roi très-benin & vos Hautes Puissances, est la cause de cette sécurité réciproque qui se rencontre à cet égard entre les Sujets de l'un & de l'autre. Il est maintenant inutile d'entrer dans le détail des principales preuves de cette vérité, puisque vos Hautes Puissances sont trop éclairées en ce qui regarde leurs véritables intérêts, & qu'elles ont une parfaite connoissance de tout ce qui peut contribuer à rendre leur République florissante : ainsi il me suffit de leur faire connoître, que la correspondance mutuelle des deux Puissances, étant appuyée sur des fondemens si solides, ne peut manquer de produire des effets très-avantageux à l'une & à l'autre ; & qu'il ne reste maintenant à vos Hautes Puissances aucun sujet de douter de la sincérité des intentions, & de la bienveillance de sa Majesté Royale envers Elles. C'est dans cette vûe qu'ayant été envoyé il y a six ans en ce lieu, pour exécuter les ordres de sadite Majesté auprès de vos Hautes Puissances, Elle me recommanda sur tout deux choses ; la première, d'assurer vos Hautes Puissances de son amitié sincère & inviolable envers elles, de leur remontrer que la correspondance mutuelle des deux parties leur étoit non seulement avantageuse, mais même absolument nécessaire, & de faire tous mes efforts pour écarter tous les obstacles qui pourroient

Naï-



Naître à cètégard, & sur tout de couper racine 1698.  
à tous les sujets de soupçon, de défiance, &  
d'inimitié qui pourroient arriver. La seconde,  
d'employer tous mes soins pour le rétablissement  
d'une Paix honorable, & de m'attacher d'au-  
tant plus fortement à parvenir à une fin si salutai-  
re & si désirable, qu'un Roi si pieux & si Chré-  
tien ne pouvoit voir sans être pénétré d'une vive  
douleur, l'effusion de tant de sang innocent, la  
désolation de tant de Provinces, la ruine de tant  
de Villes, & enfin l'oppression de tant de mal-  
heureux; ne désirant rien avec tant d'ardeur que  
d'éteindre l'embrasement d'une Guerre si funes-  
te; & d'employer sa sollicitude Royale à ren-  
dre la Paix à la Chrétienté.

C'est à quoi je me suis uniquement appliqué  
durant tout le cours de mon ministère; & dans  
toutes les affaires à la Négociation auxquelles il  
m'est arrivé d'avoir part, j'ai tâché autant qu'il  
m'a été possible de me conformer aux très-loua-  
bles intentions de mon Roi très-benin, & de  
m'aquiter de cèt emploi avec toute l'exacritude  
& la fidélité que demandoit de moi une fonction  
si relevée; & bien que je ne doive pas attribuer  
à mes soins, tels quels, l'heureux succès dont ils  
ont été suivis, il est néanmoins arrivé par le se-  
cours de la bonté divine & par les travaux con-  
tinuels de ceux qui ont mis la main à ce grand  
chef d'œuvre, que le flambeau de la Guerre a  
été éteint, & qu'elle a fait place à une Paix qui  
étoit depuis long-tems l'objet des vœux de tant  
de Nations. Elle n'est pas à la vérité telle qu'on  
la pouvoit attendre & qu'elle eût été dans une  
conjoncture de tems plus favorable, pour con-  
tenter tous ceux qui y étoient intéressez: mais tel-  
le que les parties qui étoient en Guerre ont jugée

1698. la plus conforme à leurs intérêts, par rapport à la situation des affaires. D'ailleurs l'ancienne Alliance qui est entre sa Majesté Royale, & vos Hautes Puissances ayant reçu de tems en tems quelques atteintes, n'a pas néanmoins laissé de persévérer dans sa fermeté : j'avoue ingenuement que je n'y ai pas beaucoup contribué, & bien que cette Négociation demandât beaucoup d'application, j'y ai pourtant trouvé beaucoup de facilité par rapport aux dispositions favorables que vos Hautes Puissances y ont apportées, tant pour ce qui regardoit l'affermissement de cette Alliance, qu'en toute autre occasion ; de manière que ce n'a pas été sans recevoir beaucoup de satisfaction, que j'ai exécuté les ordres de mon Roi très-benín. C'est en cela que je ne puis m'empêcher de louer la très-grande facilité & l'habileté que j'ai éprouvée dans le Ministre, qui a assisté tous les jours avec moi aux Négociations, de la part de vos Hautes Puissances, & qui par sa modération singulière, par sa prévoyance, & par son expérience & son adresse au maniment des affaires importantes, a fait en sorte que nous sommes aisément tombez d'accord, mêmes sur les points les plus difficiles.

Comme donc ces choses ont été faites de l'aveu & par l'ordre même de vos Hautes Puissances, il est de mon devoir de les remercier dignement de cette marque de leur bienveillance, ainsi que de toutes les autres que j'en ai reçues, comme aussi de toutes les bontez qu'elles m'ont témoignéés : & comme j'en ai fait un détail fort ample à sa Majesté, je crois en cela n'avoir pas peu contribué à entretenir une parfaite union entre les deux Puissances. Au reste ne pouvant marquer autrement ma reconnoissance envers  
vos

vos Hautes Puiffances, je tâche du moins de répondre à leurs bontez en leur donnant des marques d'un profond reſpect, & des vœux ardens que je fais ſans ceſſe pour la conſervation de cette Illuſtre République. 1698

Enfin, en prenant congé de vos Hautes Puiffances, je me recommande à leur ſouvenir avec tout le reſpect qui leur eſt dû, & je ſouhaite avec paſſion que l'union & la parfaite corréſpondance qui eſt entre ſa Majeſté Royale mon Roi & mon Seigneur très-benin, & vos Hautes Puiffances ſ'augmente de jour en jour, & qu'elle perſévère dans toute ſa force; que la Paix qui vient d'être rétablie dure à jamais, & que le Gouvernement de vos Hautes Puiffances ſoit accompagné d'une ſuite continuelle de proſpérité, que leurs Etats & Provinces fleurifſent à jamais, & qu'ils jouiſſent avec tous leurs ſujets d'une longue Paix, dans une entière ſûreté, & parmi l'affluence de toutes ſortes de biens.

F I N.





# T A B L E

## ALPHABETIQUE

### D E S

## M A T I E R E S

### DU TOME IV.

#### A.

<b>A</b> cte de Réſervation de la part de la Média- tion , touchant la Paix en général , & la clause de Religion en particulier. ....	81
— d'Incluſion de la part de l'Angleterre pour l'Eſpagne , la Hollande , &c. ....	176, 177
— De conſentement des Miniſtres des Elec- teurs & Princes de l'Empire , à ce que M. Nerſſ faſſe l'échange des Ratifications. ....	228, 229
— De ceux que la France veut comprendre dans la Paix , 238, 239. Autre. ....	240
— De la part de l'Empereur. ....	243
Actes ( quatre ) d'Incluſion pour la France. ....	257
Acte ( cinquième ) de la même Couronne pour l'Em- pire. ....	258
— d'Incluſion pour le Roi de France dans le Traité d'Angleterre. ....	289
Adresse préſentée au Roi d'Angleterre par l'Uni- verſité d'Oxford , pour le remercier de la Paix qu'il a procurée. ....	248

Adref.

# TABLE DES MATIÈRES.

Adresse du Comté de Dorset pour le même sujet.  
250.

De la Chambre Basse, 253. De la Cham-  
bre Haute. 255

Angleterre (le Roi d') son Inclusion dans le Traité  
de Paix, ou Etats qui y sont compris de sa part,  
176, 177.

Arrêt du Conseil Souverain d'Alsace portant res-  
titution de la moitié du Village de Lampertsheim  
en faveur du Chapitre de Strasbourg. 130

Article IV. du Traité entre l'Empire, l'Empe-  
reur & la France pourquoi rejeté par les Prin-  
ces Protestans, 143, 149. Certificat de la Mé-  
diation touchant cet Ecrit, 156, 157. Les Am-  
bassadeurs de France déclarent qu'ils n'y peuvent  
rien changer, 186. Offices des Ambassadeurs  
des Provinces-Unies à cet égard, 187, 189.  
Expédient proposé par les Protestans à ce sujet,  
204. Suite, 214. Les Plénipotentiaires de  
l'Empereur se sont opposés à la clause de cet Ar-  
ticle. 319

Article d'Inclusion par les Impériaux, &c. 158,  
159.

Article séparé, ratifié par l'Empereur, 216,  
220. Par le Roi Très-Christien. 223

## B.

Bade (la Maison de) rétablie dans tous ses biens  
par le Traité de Ryswick. 22, 69

Bagliani (le Comte Envoyé du Duc de Mantoue) sa  
Protestation sur ce que les Etats du Duc ont sou-  
fert & ses différens avec le Duc de Savoye, 122,  
123. Certificat touchant cette Protestation. 125

Baldenheim (Village) cédé par le Duc de Wirtem-  
berg à la France, moyennant un équivalent. 21,  
68.

# T A B L E

Bénéfices, règlement à cet égard dans le Traité de Ryswick.	35, 83, 84
Bitlich, rendu au Duc de Lorraine par le Traité de Ryswick & à quelles conditions.	29, 77
Bodmar (Ambassadeur de Hanover) Certificat de la Médiation au sujet de son Pleinpouvoir.	246, 247.
Bonde (le Comte de) son Pleinpouvoir, 2, 4. Remercié par les Provinces-Unies, 232, 234. Sa Harangue aux Etats Généraux en prenant congé d'eux..	269
Bouillon (le Duché de) Déclaration de M. Norff à ce sujet, 110, 111. Protestation des Ministres de Liège à ce sujet, 112. Certificat pour cette Protestation, 115. Certificat du Directoire de Mayence au sujet de cette Protestation, 161, 162. Ratifiée par l'Electeur de Cologne, 193. Ratification du Chapitre de Liège..	194
Brandebourg (l'Electeur de) son Traité avec la France de 1679. entièrement rétabli par celui de Ryswick.	18, 65
Brisac, rendu à l'Empereur par le Traité de Ryswick.	25, 73
Brouderhoff (Maison) Arrêt qui ordonne de la rendre au Chapitre de Strasbourg..	130

## C:

CAnonicat en Alsace., Protestation du Duc de Wolfenbittel, à l'égard de deux Canoncats en Alsace.	126, 128
Certificat pour la Protestation de Bouillon, ou Extrait du Protocole, &c.	115
— Touchant la Protestation de Mantouïe, ou Extrait du Protocole, &c.	125
— Touchant la Protestation de Wolfenbittel au sujet de deux Canoncats situez dans l'Evêché	

## DES MATIERES.

*ché de Strasbourg, ou Extrait du Protocole de la Médiation, &c.* 133, 134

*Certificat touchant la reception de la Protestation d'Ostfrise, ou Extrait du Protocole, &c.* 132, 140.

— *Touchant l'Ecrit des Ministres Protestans, qui n'avoient pas pû signer la Paix, ou Extrait du Protocole de la Médiation, &c.* 156, 157.

— *Des Ambassadeurs de l'Empereur & de France, que la Ratification du Traité s'est faite.* 224

— *ou Extrait du Protocole de la Médiation, touchant le Pleinpouvoir de M. de Bodmar,* 246, 247.

— *Sur la Contre-Protestation de la Province de Gueldre.* 278

*Chambre-Basse, du Parlement d'Angleterre, son Adresse au Roi, pour le remercier d'avoir procuré la Paix.* 253

*Chambre-Haute du Parlement d'Angleterre, son Adresse au Roi, pour le remercier d'avoir procuré la Paix.* 255

*Charles XII. (Roi de Suède) sa Réponse à la Lettre des Etats Généraux pour le remercier de sa Médiation,* 285, 287. Voyez aussi Suède.

*Chanoine (Luthérien) la France n'en veut point admettre dans le Chapitre de Strasbourg.* 334

*Chanoines de Cologne, du Parti du Cardinal de Furstemberg, entièrement rétablis par le Traité de Ryswick.* 32, 82

*Closure (de la) sa Lettre à M. Norff, touchant l'échange des Ratifications.* 237

*Cologne (les Chanoines de, du Parti du Cardinal de Furstemberg) entièrement rétablis par le Traité de Ryswick.* 32, 82

# T A B L E

- Colbogne** (*l'Archêque de*) rétabli dans tout ce qu'il lui appartient par le *Traité de Ryswic*, 21, 68.  
*Ratifie la Protestation faite touchant Bouillon.*  
 193.
- Commissaire de l'Empereur**, demande une *Ratification simple à la Diète de Ratisbonne*, 205, 207.
- Commission Impériale**, son *Décret au sujet des Plaintes portées contre les Ambassadeurs de l'Empereur.* 290, 316.
- Confession d'Ausbourg**, les *Etats de cette Confession se plaignent, qu'on a négligé les intérêts de leur Religion dans le Traité*, 203, *Suite.* 214.
- Contre-Protestation de la Province de Gueldre**, contre celle du *Comte d'Egmont*, 276. *Acte exhibé à ce sujet.* 278.
- Erecy** (*de*) sa *Harangue aux Provinces-Unies avant son départ.* 256.

## D.

- Danemarck** (*les Ambassadeurs de*) leur *Harangue aux Etats des Provinces-Unies en prenant congé.* 345, 347.
- Déclaration de M. Norff**, en *qualité de Plénipotentiaire de Liège*, au *sujet de Bouillon*, 110, 111. *Certificat du Directoire de Mayence au sujet de cette Protestation.* 161, 162.
- *Des Ambassadeurs de l'Empereur, touchant l'Abbé de S. Gal.* 283, 284.
- Décret de la Commission Impériale au sujet des Plaintes portées contre les Ambassadeurs de l'Empereur. 299, 316.**
- Demandes faites par les Protestans de l'Empire à l'Empereur pour leur sûreté. 336.**
- Deux-Ponts** (*Duché*) doit être rendu au *Roi de Suède par le Traité de Ryswick.* 19, 66.
- Dié.



## DES MATIERES.

- D**iéte de l'Empire, prie l'Empereur de ratifier la Paix à certaines Conditions, 195, 200. On demande une résolution sans condition, 205, 207. Accordée, 211, 212. Ses Additions aux Déliverations de l'Empire touchant l'inclusion du Roi de Pologne, &c. 214
- D**inant, rendu à l'Evêque de Liège par le Traité de Ryfwic, 20, 68. Mémoire de M. Norff, touchant quelques Ouvrages de cette Place. 282.
- Autre du même, touchant la Démolition des Ouvrages de cette Place, &c. 342.
- D**orset (le Comté de) son Adresse au Roi d'Angleterre pour la Paix, qu'il a procurée. 250.

## E.

- E**Bernburg, les Nouvelles Fortifications en doivent être démolies; & le Fort rendu aux Barons de Sickinguen. 28, 76.
- E**crit des Ministres du Duc de Wirtemberg, portant les raisons pourquoi ils ont signé la Paix avec réserve des Droits de leur Maître. 107, 108.
- Des Ministres des Comtes de Veteravie, contenant les raisons pour lesquelles ils avoient signé la Paix. 141, 142.
- Des Ministres Protestans de l'Empire en général portant les Raisons, pourquoi ils n'avoient pu signer la Paix, 143, 149. Certificat de la Médiation touchant cet Ecrit. 156, 157.
- Du Secrétaire de l'Ambassade Impériale, touchant ce que les Ambassadeurs de l'Empereur avoient proposé aux Ministres Catholiques, pour concourir avec les Protestans en l'affaire de la Religion. 164, 165.
- Des Ambassadeurs de l'Empereur, contenant la liste des lieux destinez au Payement des

# T A B L E

- cent mille Florins accordez à la Duchesse d'Orléans. 209, 210
- Egmont (le Comte de) Protestation de la Province de Gueldre contre celle de ce Comte, 275, 276. Acte exhibé à ce sujet. 278
- Embsden, Protestation du Prince d'Ostfrise, sur ce que cette Ville s'est fait comprendre en particulier dans le Traité de Paix, &c. 135, 137. Certificat à ce sujet. 139, 140
- Empereur, son Traité de Paix avec la France, 13, 59. Promet de faire observer le Traité de Westphalie tant au spirituel, qu'au temporel, 319. Voyez aussi Leopold.
- Empereur (ses Ambassadeurs) réservation des Ministres de l'Empire, touchant leur manière de traiter, 181, 183
- Empereur (les Plénipotentiaires de l') la Diète de Ratisbonne se plaint de leur manière de procéder, 201. Les Etats Protestans en particulier, 203. Leur Ecrit contenant la liste des lieux destinez au Payement des 100000. Florins de la Duchesse d'Orléans, 209, 210. Extrait de leur Lettre touchant la Séquestration de Vel-dents, 279, 280. Leur Déclaration touchant l'Abbé de S. Gal, 283, 284. Leur Relation, pour justifier leur conduite dans les Négociations, 294. Se sont opposés à la Clause du 4. Article du Traité, 319. Se justifient des plaintes formées contr'eux, 321. Accusés de s'entendre avec les François. 326
- Empire son Traité de Paix avec la France, 13, 59. Relation de ses Députés envoyés à la Diète, de ce qui s'est passé à Ryswick, 116, 119. Obligé malgré lui de faire la Paix, 119. Ses Ministres font une réservation sur la manière de traiter des Ministres Impériaux, 181, 183. Prie l'Empereur.

## DES MATIERES.

- pereur de ratifier la Paix à certaines Conditions , 195, 200. Se plaint de la manière de proceder de l'Ambassade Impériale , 201. On demande une Ratification simple , 205, 207. Accordée. 211, 212.*
- Empire** (*la Ratification de l'*) *Lettre de M. Norff, qui porte qu'elle est autentique , 225. Acte par lequel il consent , que M. Norff en fasse l'échange des Ratifications. 228, 229*
- Etats de l'Empire de la Confession d'Ausbourg ,** *se plaignent qu'on a négligé les intérêts de leur Religion dans le Traité , 203. Suite. 214*
- Etoile (le Fort de l')** *rendu à l'Empereur par le Traité de Ryswick. 24, 72*
- Extrait du Protocole de la Médiation ,** *où les François accordent le tems de six semaines à ceux qui ne signoient pas. II*
- 
- Du Directoire du Protocole de Mayence ,** *touchant la Protestation de Liège au sujet de Bouillon. 161, 162*
- 
- Du Protocole de la Médiation ,** *portant que les Ministres de France ont déclaré , que les Protestans , qui ne signoient pas jouïroient néanmoins de la Paix, &c. 166*
- 
- Du Protocole de la Médiation ,** *portant comment les Ambassadeurs de France ont été requis par les Ambassadeurs Médiateurs de changer la Clause de Religion. 186*
- 
- Du Regître des Résolutions des Etats Généraux ,** *touchant le rapport que leurs Ambassadeurs leur ont fait concernant l'Article de la Religion. 187, 189*
- 
- Du Protocole au sujet de la Protestation générale de France. 228**
- 
- Des Regîtres des Résolutions des Etats Généraux pour remercier le Roi de Suède des soins**

# T A B L E

<i>soins de la Médiation.</i>	232, 233
<i>Extrait du Protocole de la Médiation, touchant la réserve faite par le Baron de Gortz, pour la Noblesse de l'Empire.</i>	244, 245
<i>— Du Protocole de la Médiation touchant la Transposition des Noms dans la signature du Traité.</i>	259
<i>— Du Protocole de la Médiation sur ce qu'on avoit été obligé de collationner le Traité inséré dans la Ratification avec un Exemplaire imprimé.</i>	260
<i>— Des Registres des Etats Généraux, par lequel ils déclarent, qu'ils ne peuvent recevoir l'inclusion du Pape dans le Traité, que comme d'un Prince temporel.</i>	262
<i>— Du Protocole de la Médiation, touchant la Protestation de la Province de Gueldre, contre celle du Comte d'Egmont, 275. Protestation, 276. Acte exhibé à ce sujet.</i>	278
<i>— De la Lettre des Ambassadeurs de l'Empereur à l'Eleveur Palatin, touchant la séquestration de Veldents.</i>	279, 280

## E. .

<b>F</b> erdinand (Prince de Liège) sa Lettre à l'Infante d'Espagne au sujet de l'Abbaye de Saint Hubert.	357
<b>F</b> ort-Louis, cédé à la France, mais la partie, qui est à la droite du Rhin doit être démolie. 27, 75.	
<b>F</b> rance, son Traité de Paix avec l'Empereur & l'Empire, 13, 59. Acte de ceux qu'elle veut comprendre dans la Paix, 238, 239. Autre, 240, 241. Quatre Actes d'Inclusion de cette Couronne, 257. Cinquième Acte d'Inclusion pour l'Empire..	258

Eian.

## DES MATIERES.

- France** (les Ambassadeurs de) accordent le tems de six semaines à ceux, qui ne signent pas, 11. Déclarent que les Protestans, qui ne signent pas jouiront néanmoins de la Paix, 166. Sont requis par les Médiateurs de changer la clause de Religion, 186. Font une Protestation générale contre toutes celles, qui pourroient avoir été faites durant la Négociation, 226. Extrait du Protocole portant qu'elle a été insérée. 228
- Fribourg**, avec ses dépendances rendu à l'Empereur par le Traité de Ryswick. 24, 72
- Furtemberg**, (le Cardinal de) & ses Adherans entièrement rétablis par le Traité de Ryswick. 32, 81.

### G.

- S. GAL** (l'Abbé de) Déclaration des Ambassadeurs de l'Empereur à son égard. 283, 284
- George** (Duc de Wirtemberg) rétabli dans tous ses droits par le Traité de Ryswick. 21, 68
- Germersheim** (Préfecture) rendue avec ses dépendances à l'Electeur Palatin par le Traité de Ryswick. 18, 64
- Görtz** (le Baron de) Extrait du Protocole de la Médiation, touchant la réservation qu'il a faite pour la Noblesse de l'Empire. 244, 245
- Gueldre**, Extrait du Protocole touchant la Protestation de cette Province contre celle du Comte d'Egmont, 275. Protestation, 276. Acte exhibé à ce sujet. 278
- Guillaume III.** (Roi d'Angleterre) remercié par l'Université d'Oxford pour avoir procuré la Paix, 248. Par le Comté de Dorset pour le même sujet, 250. Sa Harangue au Parlement sur ce sujet. 251

# T A B L E

## H.

- H**Anovre (l'Electeur de) sa réservation sur ce qui a été stipulé entre l'Electeur Palatin & la Duchesse d'Orleans. 170, 173
- Harangue** de M. Schonborn, Ambassadeur de Mayence, aux Etats Généraux en prenant son Audience de congé. 167
- Du Roi d'Angleterre au Parlement, dans la quelle il les avertit que la Paix est faite. 251
- De M. de Crecy, aux Provinces-Unies avant son départ. 256
- De M. Lillieroot pour notifier aux Etats Généraux l'avénement du Roi son Maître à la Couronne. 266, 267
- Du Comte de Bonde Ambassadeur d'Angleterre aux mêmes. 269
- Des Ambassadeurs de Danemarck, aux Etats en prenant congé d'eux. 345, 447
- De M. Lillieroot aux Etats Généraux, en prenant congé d'eux. 359, 363
- Heckeren** (le Baron de, Ministre des Provinces-Unies) son Mémoire au Roi de Suède pour prendre congé de lui. 350, 352
- Hesse-Rhijnfels** (les Landgraves de) rétablis dans tous leurs biens par le Traité de Ryswick. 33, 83
- Hombourg**, rendu au Duc de Lorraine par le Traité de Ryswick, & à quelles conditions. 29, 77.
- S. Hubert**, Mémoire de M. Norff au sujet de la mise en possession de cette Terre par les François. 270.
- S. Hubert** (l'Abbé de) sa Lettre par laquelle il se plaint au Médiateur, que la Souveraineté de cette Abbaye lui est disputée, 354. Lettre de l'Evêque de Liège à ce sujet. 357
- Hunin-

# DES MATIERES.

Huningue, le Fort à la droite du Rhin & le Pont  
doivent être démolis. 27, 75

## I.

**I**nclufion , Article d'Inclufion par les Impé-  
riaux, &c. 158. De la part de l'Angleterre  
dans le Traité de Paix, 176, 177. De la part  
du Roi de France dans le Traité d'Angleterre.  
344.

## K.

**K**ehl, Fort, rendu à l'Empereur par le Trai-  
té de Ryfwick. 24, 72  
Kirn, doit être rendu aux Princes de Salm. 27, 76  
Kirnburg, les Fortifications, que la France y a  
faites doivent être démolies. 27, 76

## L.

**L**ampertsheim, Arrêt portant refitution de  
ce Village en faveur du Chapitre de Stras-  
bourg. 130  
Lautrec, (Principauté) rendue par le Traité de  
Ryfwick. 20, 67  
Leopold (Empereur) fon Traité de Paix avec la  
France, 13, 59. Sa Ratification du Traité de  
Paix, 215, 217. De l'Article feparé, 216,  
220. Aête d'Inclufion au Traité de Paix fourni  
de fa part, 243. Voyez auffi Empereur.  
Lettre du Roi de France à l'Archevêque de Paris  
fur la Paix. 168  
— De M. Norff à M. de Lillieroot, fur le Cer-  
tificat figné par le Secretaire de l'Ambaffade de  
Suède, 191. Réponfe à cette Lettre. 192  
— De M. de Lillieroot pour Réponfe à M.  
Norff fur un Certificat par lui demandé. 192  
— De M. Norff au Secretaire de la Médiation  
per-

# T A B L E

<i>portant que la Ratification de l'Empire est authentique.</i>	225
<i>Lettre autre du même au même touchant la manière de l'échange de la Ratification.</i>	230
<i>Des Etats Généraux au Roi de Suède pour le remercier des soins de sa Médiation.</i>	234, 235
<i>De M. de la Clojure à M. Norff, touchant l'échange des Ratifications.</i>	237
<i>Du Roi de France à l'Archevêque de Paris sur la Paix avec l'Empire.</i>	261
<i>De l'Abbé de S. Hubert au Médiateur, pour se plaindre que la Souveraineté de cette Abbaye lui est disputée.</i>	354
<i>De Ferdinand Prince de Liège à l'Infante d'Espagne, au sujet de l'Abbaye de S. Hubert.</i>	355.
<i>Liège (le Chapitre de) ratifie la Protestation faite touchant Bouillon.</i>	194
<i>Liège (l'Evêque de) la Ville de Dinant lui doit être renduë avec toutes les réunions faites à son préjudice.</i>	20, 68
<i>Liège (les Ministres de) leur Protestation au sujet de Bouillon, 112. Certificat pour cette Protestation.</i>	115
<i>Lillieroot, sa Réponse à M. Norff sur un Certificat demandé, 192. Remercie par les Provinces-Unies, 232, 234. Sa Harangue pour notifier l'avènement du Roi son Maître à la Couronne, 266, 267. Sa Harangue aux Etats Généraux en prenant congé d'eux.</i>	359
<i>Liste des lieux destinez au Payement des 100000. Florins de la Duchesse d'Orleans.</i>	209, 210
<i>Longwi, la France se le reserve par le Traité de Ryswick &amp; à quelles conditions.</i>	29, 78
<i>Lorraine, la France se reserve un passage par cette Province &amp; à quelles conditions.</i>	30, 78
	Lor-



## DES MATIERES.

**Lorraine** (le Duc de) rétabli dans ses Etats par le  
*Traité de Ryswick & à quelles conditions.* 28, 76  
**Louis XIV.** (Roi de France) sa Lettre à l'Ar-  
 chevêque de Paris sur la Paix, 168. Ratifie le  
*Traité de Paix*, 221. L'Article séparé, 223.  
*Actes contenant ceux qu'il veut être compris*  
*dans la Paix*, 257. Cinquième Acte d'Inclu-  
 sion pour l'Empire, 258. Sa Lettre à l'Ar-  
 chevêque de Paris, sur la Paix avec l'Empire,  
 261. Son Acte d'Inclusion dans le *Traité d'An-*  
*gleterre.* 289, 344

### M.

**M**Antoine (le Duc de) ses Protestations pour  
 les pertes que ses Etats ont souffertes & pour  
 ses différens avec le Duc de Savoye, 122, 123.  
 Certificat touchant cette Protestation, 125  
**Mayence** (l'Elector de) Pleinpouvoir qu'il donne  
 à M. Norff, pour échanger les Ratifications de  
 l'Empire. 179, 180  
**Mémoire** de M. Norff au sujet de la mise en posses-  
 sion de la Terre de S. Hubert & autres. 270  
 — Autre du même pour d'autres contraven-  
 tions. 272  
 — Autre du même, touchant quelques Ou-  
 vrages à Dinant. 282  
 — Autre du même, touchant la démolition  
 des Ouvrages de Dinant, &c. 342  
 — De M. le Baron de Heckeren, Ministre  
 des Provinces-Unies au Roi de Suède, pour pren-  
 dre congé de lui. 350, 352  
**Monbeliard** (Principauté) renduë au Duc de Wir-  
 temberg par le *Traité de Ryswic.* 21, 68  
**Montroyal**, doit être démoli par le *Traité de Rys-*  
*wick.* 27, 76

Nan-

# T A B L E.

## N.

- N**Anci, rendu au Duc de Lorraine par le  
*Traité de Ryswick, & à quelles conditions.*  
 28, 77.
- Négociations de Ryswick, abrégé de ce qui s'y est  
*passé contenu dans la Relation des Ministres Im-*  
*periaux.* 294, 320
- Nimégue (la Paix de) est le fondement de celle de  
*Ryswick.* 175, 64
- Noblesse de l'Empire, réserve du Baron de  
*Gortz à son sujet.* 244, 245
- Noms, transposés dans la signature du Traité,  
*Acte à ce sujet.* 259
- Norff, Plénipotentiaire de Liège) sa Déclaration  
*au sujet de Bouillon, 110, 111. Certificat du*  
*Directoire de Mayence au sujet de cette Protes-*  
*tation, 161, 162. Son Pleinpouvoir de la part*  
*de l'Electeur de Mayence, pour échanger les*  
*Ratifications de l'Empire, 179, 180. Sa Let-*  
*tre à M. de Lillieroot sur le Certificat, &c. 191.*  
*Réponse à cette Lettre, 192. Sa Lettre au Se-*  
*cretaire de la Médiation portant, que la Rati-*  
*fication de l'Empire est authentique, 225. Acte*  
*de consentement à ce qu'il en fasse l'échange,*  
*228, 229. Sa Lettre touchant la manière de*  
*l'échange des Ratifications, 230. Lettre qui*  
*lui est écrite par M. de la Clojure, touchant l'é-*  
*change des Ratifications, 237. Son Mémoire*  
*au sujet de la mise en possession par les François*  
*de la Terre de S. Hubert & autres, 270. Au-*  
*tre du même pour d'autres contraventions, 272.*  
*Son Mémoire touchant quelques Ouvrages à Di-*  
*nant, 282. Son Mémoire touchant la Démoli-*  
*tion des Ouvrages de Dinant, &c. 342*
- Nouveau Reichs-Gutachten, qui fait simple-  
 ment

# DES MATIERES.

lement mention de la Ratification de la Paix.  
211, 212.

## O.

**O**rdre Teutonique, & le Grand Maître du-  
dit Ordre, rétablis dans tous leurs biens par  
le Traité de Ryswick. 20, 67

**O**rleans (la Duchesse d') ses prétensions renvoyées  
à un Compromis par le Traité de Ryswick, 19,  
65. Article séparé sur ce sujet, 53, 100. Ré-  
servation de l'Electeur de Hanovre au sujet de ce  
qui a été stipulé entre cette Duchesse & l'Elec-  
teur Palatin, 170, 173. Liste des lieux desti-  
nez au payement des 100000. Florins a elle ac-  
cordez, &c. 209, 210.

**O**stfrie (le Prince de) sa Protestation sur ce que la  
Ville d'Emden s'est fait comprendre en particu-  
lier dans le Traité de Paix. &c. 135, 137. Cer-  
tificat à ce sujet. 139, 140

**O**xfort (l'Université d') son Adresse au Roi d'An-  
gleterre pour la Paix qu'il a procurée. 248

## P.

**P**alatin (l'Electeur de) rétabli dans tous ses  
biens par le Traité de Ryswick, 18, 65. Ar-  
ticle séparé sur ce sujet. 53, 100

**P**alatinat, Réservation sur ce qui a été stipulé en-  
tre l'Electeur Palatin & la Duchesse d'Orleans,  
au sujet de la succession du Palatinat, 170, 173.  
Article concernant le Palatinat, ratifié par  
l'Empire avec restriction. 201

**P**ape (le) les Provinces-Unies ne veulent recevoir  
son inclusion dans la Paix, que comme d'un  
Prince temporel. 262

**P**arlement (d'Angleterre) voyez Chambre Haute  
& Basse.

**Paf,**

# T A B L E

- Passage pour les Troupes Françoises par la Lorraine réservé par le Traité de Ryswick & à quelles conditions. 30, 78.
- Philisbourg, rendu à l'Empereur par le Traité de Ryswick. 26, 75.
- S. Pierre, (Fort) rendu à l'Empereur par le Traité de Ryswick. 24, 72.
- La Pile, Fort, rasé par le Traité de Ryswick. 24, 72.
- Pleinpouvoir du Roi de Suède pour son premier Ambassadeur le Comte de Bonde. 2, 4.
- De l'Electeur de Mayence pour M. Norff pour échanger la Ratification de l'Empire contre celle de France. 179, 180.
- Pologne (le Roi de) la Diète de l'Empire conclut, qu'il doit être compris dans la Paix, 202. Postscripta aux Délibérations de l'Empire à ce sujet. 214.
- Postscripta ajoints aux Délibérations de l'Empire, touchant l'Inclusion du Roi de Pologne, &c. 214.
- Protestans de l'Empire (les Ministres) Ecrit contenant les raisons pour lesquelles ils n'ont pu signer la Paix, 143, 149. Certificat de la Médiation touchant cet Ecrit, 156, 157. Qui ne signent pas jouiront néanmoins de la Paix, 166. Se plaignent qu'on a négligé les intérêts de leur Religion dans le Traité, 203. Suite, 214. Menaces qui leur sont faites de la part des Plénipotentiaires de France pour les faire désister de leurs prétentions, 333. Demandes qu'ils font à l'Empereur pour leur sûreté. 336.
- Protestation des Ministres de Liège, touchant Boitillon, 112. Certificat pour cette Protestation. 115.
- Du Comte Bagliani Envoyé du Duc de Mantouë, sur les pertes que ses Etats ont souffert.

## D E S M A T I E R E S.

- sertes & ses différens avec le Duc de Savoie*,  
122, 123. *Certificat touchant cette Protesta-  
tion.* 125
- Protestation de la part du Duc de Wolfenbuttel*,  
*touchant deux Canonicats en Alsace*, 126, 128.  
*Certificat touchant cette Protestation.* 133, 134
- *Faite au nom du Prince d'Ostfrise*, *con-  
tre l'Article par lequel la Ville d'Emden s'est  
fait comprendre en particulier dans le Traité de  
Paix*, &c. 135, 137. *Certificat à ce sujet*,  
139, 140.
- *Touchant Bouillon ratifiée par l'Electeur  
de Cologne*, 193. *Ratification du Chapitre de  
Liège.* 194
- *Générale des Ambassadeurs de France  
contre toutes celles, qui pourroient avoir été  
faites durant la Négociation*, 226. *Extrait  
du Protocole portant qu'elle a été insérée.* 228
- Provinces Unies*, *Rapport que leurs Ambassadeurs  
leur font*, *touchant l'Article du Traité de Paix  
concernant la Religion*, 187, 189. *Remercient  
le Roi de Suède des soins de la Médiation*, 232,  
233. *Leur Lettre à ce sujet*, 234, 235. *Dé-  
clarent qu'elles ne peuvent recevoir l'Inclusion  
du Pape dans le Traité, que comme d'un Prince  
temporel.* 262

### R.

- R**atification faite par l'Empereur, du Traité  
de Paix avec la France, 215, 217. Du Roi  
Très-Chrétien. 221
- *De l'Article séparé*, 216, 220. *Par le  
Roi Très-Chrétien.* 223
- *Du Traité entre l'Empereur, &c. Cer-  
tificat, qu'elle a été faite.* 224
- *De l'Empire*; *Lettre de M. Norff, qui*  
Tome IV. R sou-

# T A B L E

- soutient qu'elle est autentique.* 225
- Ratisbonne (la Diète de) voyez Diète.
- Reichs-Gutachten ou Résultat de la Diète de l'Empire à Ratisbonne, par lequel l'Empereur est prié de ratifier la Paix à certaines conditions, 195, 200. On le demande simple, 205, 207. Accordé, 211, 212. Lettre de M. Norff, qui porte qu'il est autentique. 225
- Rélation, que la Députation de l'Empire envoya de la Haye à la Diète de l'Empire. 116, 119
- De l'Ambassade Impériale de la Haye. 294, 320.
- Religion, Acte de Réservation des Ministres Médiateurs à ce sujet. 8, 9
- Catholique Romaine, sera laissée dans l'Empire à l'égard des lieux rendus par la France, dans l'Etat qu'elle est lors du Traité de Ryswick. 17, 64
- Ecrit touchant ce qui a été proposé par les Ministres de l'Empereur, pour concourir avec les Protestans à ce sujet, 164, 165. Les Ambassadeurs de France sont requis par les Médiateurs de changer la clause concernant ce point, 186. Rapport que les Ambassadeurs de Hollande, ont fait aux Etats au sujet de cet Article, 187. Religion Catholique, le Roi de France se glorifie sur tout de l'avoir autorisée par la Paix chez des Peuples d'une Religion différente. 261
- Reponse du Roi de Suède à la Lettre des Etats Généraux pour le remercier de sa Médiation, 285, 287.
- Rescrit du premier Commissaire de l'Empereur à la Diète de Ratisbonne, par lequel on demande une Ratification simple. 205, 207
- Reservation de l'Ambassadeur de Hanovre, sur ce qui a été stipulé par la Paix entre l'Electeur Pala-

## DES MATIERES.

- Palatin & la Duchesse d'Orléans. 170, 173  
 Réfervation des Ministres de l'Empire, touchant  
 la manière de traiter des Impériaux pendant la  
 Négociation. 181, 183  
 Résultat de la Diète de l'Empire, par lequel l'Em-  
 pereur est prié de ratifier la Paix à certaines Con-  
 ditions, 195, 200. On le demande simple, 205,  
 207. Accordé. 211, 212  
 Réunions, faites par la France dans l'Empire,  
 abolis. 17, 64  
 Rhynsfelds, doit être rendu aux Landgrave de  
 Hesse-Rhynfels par le Traité de Ryswick. 33, 83

## S.

- Saar-Louis, la France se le réserve par le Trai-  
 té de Ryswick & à quelles conditions. 29, 78  
 Savoye (le Duc de) son Traité avec la France,  
 confirmé par celui de Ryswick entre l'Empereur,  
 l'Empire, & cette Couronne. 36, 86  
 Saxe (l'Electeur de) la Diète de l'Empire conclut  
 qu'il doit être compris dans la Paix, 202. Post-  
 cripta aux Délibérations de l'Empire à ce su-  
 jet. 214  
 Schonborn (l'Ambassadeur de Mayence) sa Ha-  
 rangue aux Etats Généraux en prenant son Au-  
 dience de congé. 167  
 Spire (l'Evêque de) rétabli par le Traité de Rys-  
 wick généralement dans tout ce qui lui a été pris.  
 18, 65.  
 Strasbourg, avec toutes les appartenances à la  
 Droite du Rhin, cédées à la France par le Trai-  
 té de Ryswick. 22, 70  
 Suède (le Roi de) le Duché des deux Ponts lui doit  
 être rendu par le Traité de Ryswick, 19, 66.  
 Remercié des soins de la Médiation par les Pro-  
 vinces-Unies, 232, 233. La Lettre écrite à ce

# T A B L E

*sujet*, 234, 235. *Voyez aussi Charles XII. Suède (les Ambassadeurs de) donnent un Acte de Réservation, touchant la Paix en général & la clause de la Religion en particulier.* 8, 9

## T.

**T**raité, entre l'Empereur, l'Empire & la France, six semaines accordées à ceux qui ne l'ont pas signé. 11

Traité de Paix entre l'Empereur & l'Empire, d'une part, & la France d'autre, 13, 59. La Diète de Ratisbonne résout de prier l'Empereur de le ratifier à certaines conditions, 195, 200. On demande une Ratification simple, 205, 207. Accordée, 211, 212. La France. Ratifié par l'Empereur, 215, 217. Par le Roi Très-Chrétien, 221. Dans la Ratification, collationné avec un Exemplaire imprimé, Extrait du Protocole à ce sujet. 260

Traubach, les Fortifications, que la France y a faites, doivent être démolies. 27, 75

Trêves (l'Archevêque de) rétabli par le Traité de Ryswick généralement dans tout ce qui lui a été pris. 18, 65

Turin, le Traité de Turin avec le Duc de Savoye, confirmé par celui de Ryswick entre l'Empereur, l'Empire & la France. 36, 86

## V.

**V**eldents, (Principauté de) rendu par le Traité de Ryswick, 20, 67. Lettre des Ambassadeurs de l'Empereur, touchant sa sequestration, 279, 280.



# DES MATIERES.

## W.

**W**estphalie (*la Paix de*) est le fondement de celle de Ryswick. 17, 64

**Wetteravie** (*les Comtes de*) Ecrit des Ministres des Comtes de Wetteravie, contenant les raisons pour lesquelles ils ont signé la Paix. 141, 142

**Wirtemberg** (*les Ducs de*) rétablis dans tous leurs Droits, par le Traité de Ryswick. 21, 68

**Wirtemberg** (*les Ministres du Duc de*) leur Ecrit portant les raisons pourquoi ils ont signé la Paix, avec réserve des droits de leur Maître. 107, 108.

**Wolfenbittel** (*le Duc de*) sa Protestation touchant deux Canonieats en Alsace, 126, 128. Certificat touchant cette Protestation. 133, 134

**Wormes** (*l'Evêque de*) rétabli dans tous ses biens par le Traité de Ryswick, 20, 67

Fin du Tome IV. & dernier.







# CATALOGUE

De Livres Historiques Politiques, &  
autres qui se trouvent chez

ADRIAN MOETJENS.

A.

**A** Bregé de l'Histoire de France, par Meze-  
rai, 12. 7 vol.

- - - d'Angleterre, 12. fig.

- - - del'Europe, 12. compl. 27 mois.

Academie de l'Epée, par Thibault, fol. fig.

Actes & Mémoires des Négociations de la Paix  
de Nimégue, 12. 7 vol.

Affaires de France & d'Autriche, 12.

*Aitzema Historia Pacis à Fœderatis Belgis*, 4.

L'Ambassadeur & ses Fonctions, par Wicque-  
fort, 4. 2 vol.

Ambassades du Cardinal du Perron, fol.

Les Anciens Auteurs Reduits en Maximes, 12.

Arrian Guerre d'Alexandre, par d'Ablancourt,  
12.

L'Art des Armées Navales ou Traité des Evo-  
lutions Navales, par Paul Hoste, fol. fig.

Architecture Nouvelle des Anciens & Moder-  
nes, par Vignole & autres, avec un Dictio-  
naire, 4. 2 vol.

Arts de l'Homme d'Epée, ou le Dictionnaire  
du Gentilhomme, 12.

R 4

At

# CATALOGUE.

Atlas de France, par Blaeu, 2 vol. fol. C. M.  
 - - - *Major sive Cosmographia Blaviana qua So-*  
*linn, Salam, Cælin Accuratissime Describuntur,*  
 11 vol. magna fol.

## B.

**B**ibliothèque Universelle, 12. 25 vol.  
 - - - Ecclesiastique, par du Pin, 4. 12 vol.  
*Bilancia Politica Sopra Tacito*, 4. 3 vol.

## C.

**C**aractères de Theophraste, 12. 3 vol.  
*Il Cardinalismo di Santa Chiesa*, 12. 3 vol.  
*Christiani Hugonii Cosmotheoros, sive de Terris*  
*Cælestibus, earumque ornatu, conjectura*, 4.  
*Concilia Generalia*, fol. 37 vol. *Typis Regia*.  
 Criticôn ou l'Homme Détrompé, par Gracian,  
 12.  
 Critique du Vieux Testament, par le P. Si-  
 mon, 4.  
 - - - du Calvinisme de Maimbourg, 12. 2 vol.

## D.

**D**avittii Histoire du Monde, fol. 6 vol.  
 Défence du Procez de Mr. Fouquet, 12.  
 15 vol.  
 Description de l'Afrique, par Dapper, fol. fig.  
 Dictionnaire Historique & Critique, par Mr.  
 Bayle, fol. 4 vol.  
 - - - de Morery, fol. 4 vol.  
 - - - de Mrs. de l'Academie, fol. 4 vol.  
 - - - Etymologique, par Menage, fol.  
 - - - Orientale, par Herbelot, fol.  
 - - - François, par Richelet, 4.  
 Discours sur l'Histoire Universelle de Mr. de  
 Meaux, 12.

Dis-

# C A T A L O G U E.

*Disquisitiones Politicæ*, 12.

Divertissemens Innocens qui contiennent le jeu  
des Echets & autres, 12.

Droits du Roi, par du Pui, fol.

## E.

**E**ssais de Morale contenus en divers Traitez  
sur plusieurs devoirs importants, 12. 4 vol.

--- continuation des Essais de Morale conte-  
nant des Reflexions Morales sur les Epîtres &  
Evangiles de toute l'Année, 12. 5 vol.

Espion dans les Cours des Princes Chrétiens,  
12. 6 vol.

Etat d'Angleterre, par Chamberlain, 12. 2 vol.

--- de Suède, 12.

*Eusebii Chronicon Scaligeri*, fol.

## F

Fastes des Rois, 8.

## G.

**G**uerre des Turcs avec la Pologne, la Mos-  
covie, & la Hongrie, par la Croix, 12.

## H.

**H**istoire de la Bible, 4. fig.

--- du Tems, 12. 5 vol.

--- des trois derniers Empereurs Turcs, 12.  
2 vol.

--- des Variations, par Mr. de Meaux, 12.  
2 vol.

--- des Siècles, par le P. l'Enfant, 12. 6 vol.

--- de la Paix de Nimègue, par St. Didier, 12.

--- du veritable Calvinisme, par Rocolles, 12.

--- du Schisme d'Angleterre, par Sanderus,  
12.

# C A T A L O G U E.

- Histoire de l'Empire, par Heis, 12. 3 vol.  
 - - - de France, par Mezeray, fol. 3 vol. fig.  
 - - - des Guerres de Flandre, par Strada, fol.  
 2 vol. & 8. 2 vol.  
 - - - du Maréchal de Matignon, fol.  
 - - - - - de Guebriant, fol.  
 - - - de Herodote, fol.  
 - - - de Constantinople, traduit par Cousin,  
 12. 10 vol.  
 - - - de l'Eglise, 12. 6 vol.  
 - - - Romaine, 12. 2 vol.  
 - - - & Géographie d'Audifret, 12. 3 vol.  
 - - - Metallique de la Hollande, fol. fig.  
 - - - Ecclesiastique de Fleury, 12. 3 vol.  
 - - - de la Conquête du Mexique, par de So-  
 lis, 2 vol. fig.  
 - - - de Thucydide, 12. 3 vol.  
 - - - des Revolutions d'Angleterre, par le P.  
 d'Orleans, 12. 3 vol.  
 - - - de la République de Gènes, 12. 3 vol.  
 - - - de Mr. Constance, 12.  
 - - - des Conciles Généraux, 4.  
 - - - de Guillaume III. Roi d'Angleterre, par  
 Medailles, fol.  
 - - - de Louis XIV. par Medailles, fol.  
 - - - des Conclaves, 12. 2 vol.  
 - - - des Revolutions de Suède, 12.  
 - - - des Favorites, 12.  
 - - - du Gouvernement de Venise, par Ame-  
 lorte de la Houffaye, 12. 2 vol.  
 - - - de France, par le P. Daniel, 12.  
 - - - de l'Edit de Nantes, 4. 5 vol.  
 - - - du Cardinal Mazarin, 12. 2 vol.  
 - - - des Ducs de Bourgogne, 12. 2 vol.  
 - - - du Cardinal de Ximenes, 12. 2 vol.  
 - - - d'Espagne, 12. 3 vol.

Hif.

# C A T A L O G U E.

- Histoire d'Angleterre, par van El, 12. 4 vol.  
 - - - de Bavière, 12. 4 vol.  
 - - - de Mr. de Thou, fol. 3 vol.  
 - - - des Turcs, par Calcondyle, fol. 2 vol.  
 - - - des Chevaliers de Malthe de l'Ordre de  
 St. Jean de Hierusalem, fol.  
 - - - des Cardinaux, 4. 5 vol.  
 - - - de France, par Ste. Marthe, fol. 2 vol.  
 - - - des Empereurs, par Tillemont, 12. 8 vol.  
 - - - des Juifs, par Fl. Joseph, fol. fig.  
 - - - le même en 12. 5 vol.  
 - - - du Nestorianisme, par le P. Doucin, 4.  
 - - - de l'Eglise depuis Jesus Christ jusqu'à pre-  
 sent, par Basnage, fol. 2 vol.  
 - - - d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande, par  
 de Larrey, fol. 2 vol. fig.  
 - - - de Theodose le Grand, 12.  
 - - - d'Alexandre Farnese, 12.  
 - - - des Vaudois, par Leger, 12. fig.  
 - - - des Troubles de Hongrie, 12. 4 vol.  
 - - - de l'Empereur de la Chine, 12.  
 - - - du Duc d'Albe, 12. 2 vol.  
 - - - de Gusman d'Alfarache, 12. 3 vol. fig.  
 - - - du Marechal de Fabert, 12.  
 - - - - - de Gassion, 12. 2 vol.  
 - - - des Diètes de Pologne, 12.  
 - - - du Triumvirat d'Auguste & de Jules  
 Cesar, 12. 3 vol.  
 - - - du Prince de Condé, 12.  
 - - - des Princes d'Orange, 12. fig.  
 - - - du Comte de Tekely, 12.  
 - - - de Louis XIV. 12. 2 vol.  
 - - - de l'Edit de l'Empereur de la Chine, 12.  
 - - - de Florence, par Machiavel, 12. 2 vol.  
 - - - de Pologne.  
 - - - des Revolutions de Suède, 12.

# C A T A L O G U E.

- Histoire des Comtes de Flandre, 12.  
 - - - Abregé du Jansenisme, 8.  
 - - - secrete de Bourgogne, 12.  
 - - - de l'Inquisition & son Origine, 12.  
 - - - du Monde, par Chevreau, 12. 5 vol.  
 - - - des Plantes, par Tournefort, 12.  
 Hommes Illustres de Perrault, 12.  
 L'Homme de Cour, par Gracian, 12.  
*Houtwys Republika Batavia*, 12.

## I.

- I**conologie ou Science des Emblèmes & Devises, par Ripa, 12. 2 vol. fig.  
 Instruction sur l'Histoire de France, & sur la Romaine, par Demandes & par Réponses, par Mr. Ragois, 12.  
 - - - pour un Gentilhomme, ou l'Art de réussir à la Cour, 12.  
 - - - sur l'Histoire des Empereurs d'Occident, 12.  
 Introduction à l'Histoire d'Angleterre, par Temple.  
 - - - à l'Histoire, par Puffendorf, 12. 4 vol.  
 Justin Histoire Universelle, 12. 2 vol.

## K.

- K**ircher la Chine Illustrée, fol. fig.

## L.

- L**A France Savante, 12.  
 Lettre de Bongars, Lat. Fr. 12. 2 vol.  
 Lettres de l'Auteur de la Critique, 12. 2 vol.  
 - - - Historiques, contenant ce qui se passe de plus important en Europe, 12. ce Livret paroit le 15. de tous les mois, 15 vol.  
 - - - de Richelieu, 12. 2 vol.

Let.



# C A T A L O G U E.

Lettres d'Ossat, fol.

- - - & Ambassades de Cannaye, fol. 3 vol.
- - - de Richelieu, 12.
- - - de Vaumoriere, 12. 2 vol.
- - - de Milleran, 12.
- - - de Voiture, 12.
- - - de Mazarin, touchant la Paix des Pyrénées, 12. 2 vol.
- - - de Loredano, Ital. Fr. 12.
- - - de Bentivoglio. Ital. Fr. 12.
- - - de Gabrieli, Ital. Fr. 12.
- - - de Richelieu, 12. 2 vol.
- - - de Wicquefort, Fr. Lat. 12.
- - - Provinciales, 12.
- - - du Cardinal d'Ossat avec des Notes d'Amelot de la Houffaye, 4. 2 voll.
- - - de Bussy Rabutin, 12. 4 vol.
- - - & Mémoires de Vargas, traduit par le Vassor, 8.

M.

- M** *Achiavelli (Nicol.) Historia Florentina*, 12.
- Maimbourg Arianisme, 12. 3 vol.
  - - - Iconoclaste, 12. 2 vol.
  - - - Schisme des Grecs, 12. 2 vol.
  - - - d'Occident, 12. 2 vol.
  - - - des Croisades, 12. 4 vol.
  - - - Decadence de l'Empire, 12.
  - - - Histoire du Lutheranisme, 12.
  - - - du Calvinisme, 12.
  - - - de la Ligue, 12.
  - - - Pontificat de St. Leon, 12.
  - - - de St. Gregoire, 12.
  - - - Prerogatives de l'Eglise de Rome, 12.
  - La Maison réglée d'un grand Seigneur, 12.
  - Maniere de bien Penser, par le P. Bouhours, 12.

Mar-

# C A T A L O G U E.

Martyrologe des Chevaliers de Malthe, fol.

Memoires de Madame la Guette, 12.

- - - de Cheverny, 12. 2 vol.

- - - du Duc d'Orleans, 12.

- - - de Melvil, 12. 2 vol.

- - - sur la Guerre de Transylvanie, 12.

- - - Curieux sur le Combat des Taureaux, 12.

- - - de Brantôme des Hommes Illustres, 12.  
4 vol.

- - - Capitaines Etrangers, 12. 2 vol.

- - - des Dames Illustres, 12.

- - - des Dames Galantes, 12. 2 vol.

- - - de Mr. Temple, 12.

- - - de la Cour d'Espagne, 12.

- - - de Bassompierre, 12. 2 vol.

- - - de Mr. de Beauveau, 12.

- - - de du Plessis Mornai & sa vie, 4. 3 vol.

- - - de Terlon, 12.

- - - de Suède, par Chanut, 12. 3 vol.

- - - de Chatinier de Puysegur, 12.

- - - de Bellievre & de Sillery de la Paix de  
Vervins, 12. 2 vol.

- - - de Buffy Rabutin, 12. 2 vol.

- - - de Philippe de Comines, 12. 2 vol.

- - - de Sulli de Bethune, fol. 4 tom. 3 vol.

- - - d'Etat par Ribbier, fol. 2 vol.

- - - de Nevers, fol. 2 vol.

- - - de Walsingham, 12.

- - - de Pontis, 12. 2 vol.

- - - de Rochefoucault, 12.

- - - de Vaucienne, 12. 2 vol.

- - - du Chevalier de l'Hospital, 12.

- - - de Tavanès, 12.

- - - de la Minorité de Louis XIV. 12.

- - - du Duc de Bouillon, 12.

- - - de Rohan, 12.

Me-

# C A T A L O G U E.

Memoires de Joinville, 12.

- - - Politiques pour servir à la parfaite intelligence de la Paix de Ryfwick, par du Mont, 12. 4 vol.

- - - de Ludlow, 12. 2 vol.

- - - de la Fontaine, 8.

- - - de la Chine, par le Pere le Comte, 12. 2 vol.

- - - d'Artillerie, par Surrerey, 4. 2 vol.

Mémorial Historique de ce qui s'est passé à Rome depuis 1647. touchant les cinq Propositions, 12.

Metamorphoses Naturelles ou Histoire des Insectes, par Goedart, 8. 3 vol. fig.

Ministres d'Etat de la troisième Ligne, 12. 2 vol.

Ministre d'Etat, par Silhon, 12. 3 vol.

Ministère de Mazarin, 12. 2 vol.

- - - du Cardinal Ximenes, 12.

Modelles de Conversations pour les Personnes Polies, 12.

Morale de Tacite, par Amelot de la Houffaye, 12.

## N.

**N**égociation du Président Jeannin, 12. 4 vol.  
*Nieuhof's Legatio China, fol. fig.*

Nouveau Testament de Mons, Lat. Fr. 12. 2 vol.

## O.

**O**uvres Mêlées de Mr. Chevreau, 12. 2 vol.

- - - Posthumes de la Fontaine, 12.

- - - de Tacite d'Ablancourt, 4. & 8.

- - - de Machiavel, 12. 6 vol.

- - - d'Horace, par d'Acier, 12. 10 vol.

Oeu-

# C A T A L O G U E.

Oeuvres de Rapin, 12. 3 vol.

- - - de Seneque, par du Ryer, fol. 2 vol.

- - - de Patru, 12. 2 vol.

- - - de Lucrece, 12. 2 vol.

- - - Melées de Mr. Temple, 12.

*Olay Historium Suecorum*, 8.

## P.

**P**arfait Maréchal, par Soleyfel, 4. fig.

*Paschalis de Legatis*, 12.

Petrone, Lat. Fr. avec des Remarques, 12.  
2 vol.

Playdoyers & autres Oeuvres de Mr. Gillot, 4.

Pluvinel des Chevaux, fol. fig.

Pléminaires des Traitez de Paix, par Amelon  
de la Houffaye, 12.

## Q.

**La Q**uynie Instruction pour les Jardins  
Fruitiers & Potagers, 4. fig.

## R.

**R**ecuëil des Traitez de Paix, de Trêve, de  
Neutralité, de Suspension d'Armes, de  
Confœderation, d'Alliance, de Commer-  
ce, de Garantie, & autres Actes Publics,  
comme Contracts de Mariages, de Testa-  
ments, de Manifestes, de Déclarations de  
Guerre, &c. Le tout servant à établir les  
droits des Princes & Souverains, & de fon-  
dement à l'Histoire, faits entre les Empe-  
reurs, Rois, Princes & Etats de l'Europe,  
& d'ailleurs. Depuis l'An DXXXVI. de  
Jesus-Christ, jusqu'à present. Ramassez avec  
soin, tant d'un grand nombre d'Ouvrages  
imprimées où ils étoient dispersez, que de di-  
vers

# C A T A L O G U E.

vers Recueils publiez ci-devant, auxquels on a ajouté plusieurs Pièces, qui n'avoient jamais été imprimez, & le tout redigé dans un ordre Chronologique. Avec des Notes Historiques, des Tables Chronologiques, & Alphabétiques, & des noms des Auteurs, dont on s'est servi, fol. 4 vol.

Recueil des Pièces servant à l'Histoire de Henri III. 4. & 12.

- - - des Pièces Curieuses, tant en Prose qu'en Vers, 12. 5 vol.

Reflexions sur le Ridicule, par Bellegarde, 12.

- - - & bons Mots de Pepinocourt, 12.

- - - sur la Politesse des Mœurs, par Bellegarde, 12.

Relation des trois Ambassades de Carlisle, 12.

Religions du Monde, par Rost, 12. 3 vol. fig.

Religion des Moscovites, 8. fig.

Remarques de Mr. Temple sur les Provinces des Pays-Bas, 12.

Rhetorique d'Aristote traduite, par Cassandre, 12.

- - - de l'honnête Homme avec un Bibliotheque de Colomies, 8.

- - - ou l'Art de Parler, par Lamy, 12.

Richelieu Histoire, fol.

- - - Memoires, fol. 2 vol.

- - - Ministère, fol.

- - - Journal, 12.

- - - Lettres, 12. 2 vol.

- - - Testament Politique, 12.

- - - sa Vie, 12. 2 vol.

S

Avilius in Tacitum, 12.

S.

Taci-

# CATALOGUE.

## T.

**T**Acite, par d'Ablancourt, 8. 2 vol.  
 - - - par Amelot de la Houffaye, 4.  
 & 12. 2 vol.

*Tamerlani Historia Arabice*; 4.

Testament Politique de Colbert, 12.

- - - de Louvois, 12.

- - - de Richelieu, 12.

*Theatrum Urbium Sabaudie & Pedimontium*,  
 2 vol. fig. Magna fol.

- - - Regia & Belgi Fæderata, 2 vol.  
 Magna fol.

Théâtre de Piemont & de Savoye, ou Descrip-  
 tion de toutes ses Villes avec de très-belles fi-  
 gures de la grandeur d'Atlas, fol. 2 vol.

Tibere Discours Politiques, 4. & 8.

Tite Live, par du Ryer, 12. 8 vol.

Traité des Droits du Roi, par du Puy, fol.

- - - de la Cour ou Instruction des Courtisans,  
 par Refuge, 12.

- - - du Café, du Thé & du Chocolate, 12.

- - - de la Satyre, 12.

Travaux de Mars, 8: 3 vol. fig.

## V.

**V**Arillas Minorité de St. Louis, avec l'His-  
 toire de Louis XI. & Henri II.

- - - Histoire de Louis XI. 12. 2 vol.

- - - de Charles VIII. 12.

- - - de Louis XII. 12. 3 vol.

- - - de François I. 12. 3 vol.

- - - de Henri I. 12. 2 vol.

- - - de François I. 12. 3 vol.

- - - de Charles IX. 12. 2 vol.

- - - de Henri III. 12. 3 vol.

Varil-

# C A T A L O G U E.

Varillas Histoire de Ferdinand le Politique, 12.

- - - des Revolutions en matiere de Religion, 12. 6 vol.

- - - Education des Princes, 12.

- - - Politique de la Maison d'Autriche, 12. 1

Vie de la Reine d'Angleterre, par Burnet, 12.

--- du Duc de Lorraine, 12.

--- de Cassiodore, 12.

--- du P. Paul, 12.

--- de Cesar de Borgia, 12.

--- de Cromwel, 12. 2 vol.

--- du Cardinal Commendon, 12. 2 vol.

--- de Richelieu, 12. 2 vol.

--- du Prince de Condé, 12.

--- de Colbert, 12.

--- de Descartes, 12.

--- de Sixte V. 12.

--- de Turenne, 12.

--- de l'Amiral Tromp, 12.

--- de Ruyter, fol. fig.

--- de Mahomet, 8. fig.

Voyages de Tavernier, 12. 3 vol.

- - - de Struys en Moscovie, Tartarie & aux Indes, 4.

- - - de Monconys, 12. 5 vol.

- - - de Gage des Indes Occidentales, 12. 2 vol.

- - - d'Italie, par Miffon, 12. 2 vol.

- - - de Ceylan, 12.

- - - en divers Etats de l'Europe, par le P. Avril, 12.

- - - de le Maire aux Isles de Canarie, Capverd, Senegal & Gambie, 12.

- - - Historiques de l'Europe, 12. 7 vol.

- - - de Constantinople, par Grelot, 12.

- - - ou Etat de Perse, 12.

Voya-

# CATALOGUE.

Voyages ou Etat de Maroc, 12.

- - - de Thevenot au Levant, 12. 5 vol.

- - - de Siam, par Loubere, 12. 2 vol.

- - - au Tour du Monde, par Dampierre, 12.  
2 vol. fig.

- - - des Indes Occidentales, par de Las-Casas, 12.

- - - Orientales, par du Quesne, 12.

- - - de la Terre Australe, 12.

- - - du Grand Mogol, par Bernier, 12. 2 vol.  
fig.

- - - du Nord, 12. fig.

- - - de Mr. Ysbrand de Moscovie à la Chine,  
8. fig.

- - - fait aux Indes Orientales, par Dellon,  
12. fig.

- - - de Mr. de Gennes au Côtes d'Afrique fait  
en l'an 1695, 1696, 1697. 12. fig.

- - - d'Italie & de Grece, 12.

- - - de Patin, 12.

- - - de Thevenot, 12. 5 vol.

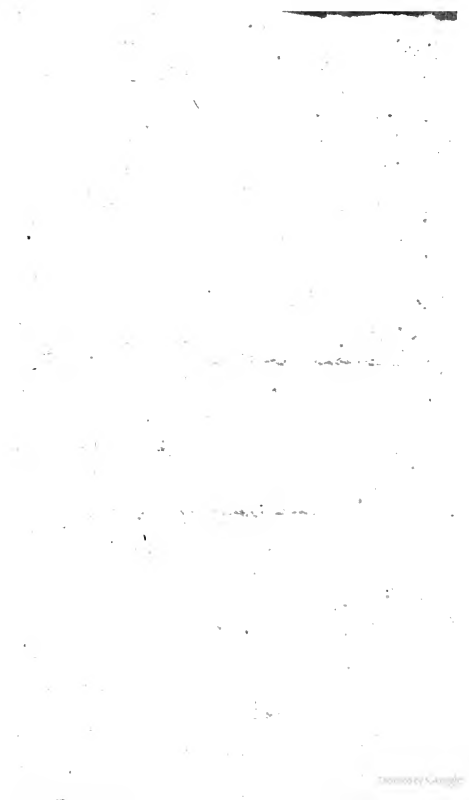
- - - en Espagne, Portugal, Allemagne, France  
& ailleurs, 12. fig.

## AVERTISSEMENT.

On trouve aussi dans la Boutique d'Adrian Moertjens toutes sortes de Livres François, tant ceux qui s'impriment en ce Pays, que ceux qui se font journellement en France, le tout à un prix raisonnable.

AΦ 1 1455253









XXVI  
C 30